AFRISTAT

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ENQUETE REGIONALE INTEGREE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL
DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

(ERI-ESI, 2017-2018)

RAPPORT D'ANALYSE REGIONALE

dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Octobre 2019

AFRISTAT

UEMOA

RAPPORT FINAL REGIONAL

Ce rapport présente les résultats définitifs de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par les Instituts Nationaux de la Statistique des Etats membres de l'UEMOA. Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets «Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et «Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique aux huit pays de l'UEMOA sur l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter les Instituts Nationaux de la Statistique des Etats membres de l'UEMOA, la Commission de l'UEMOA ou L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT).

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter
La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) 380, Avenue Professeur Joseph KI-ZERBO 01 BP 543 sis à Ouagadougou (Burkina Faso), Téléphone 00226 25 31 88 73, courrier électronique : commission@uemoa.int

ou

L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (Mali) quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : **afristat@afristat.org**, site web : **www.afristat.org**

Citation recommandée :

AFRISTAT. 2019. Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel, 2017-2018 : Rapport d'analyse régionale. Bamako, Mali, AFRISTAT.

Projet d'Avant-Propos

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) dans les Etats membres de l'UEMOA, dont les résultats sont présentés dans ce document s'inscrit dans la volonté de l'UEMOA de doter ses Etats membres des statistiques fiables, actuelles et harmonisées pour une bonne planification et une mise en œuvre réussie des politiques de l'emploi tant au niveau national que régional. Les objectifs généraux de cette enquête régionale financée par la Commission de l'UEMOA sont (i) de fournir une situation de référence pour le suivi de l'emploi, (ii) de disposer des données sur le secteur informel en vue d'établir les comptes des unités de production informelles pour alimenter l'année de base dans le cadre du processus de migration vers le SCN 2008 et (iii) de fournir des statistiques harmonisées sur la gouvernance, paix et sécurité dans les Etats membres de l'UEMOA.

L'ERI-ESI a une couverture nationale dans chacun des pays et les résultats sont significatifs au niveau des régions et selon les milieux de résidence. Elle a été réalisée, en 2017 en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Togo, et en 2018 au Bénin, au Burkina Faso et en Guinée-Bissau, suivant le modèle des enquêtes mixtes (ménage/entreprise) modulaires de type 1-2-3 restreintes aux volets emploi et secteur informel sans la phase 3 consacrée aux enquêtes sur les dépenses de consommation.

En outre, la collaboration entre les Instituts nationaux de la statistique et l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a été exemplaire tout au long du processus de réalisation de l'enquête, de la conception à l'élaboration des rapports en passant par la formation du personnel de terrain, la collecte, le traitement et l'analyse des données. C'est le lieu pour moi d'adresser aux experts des Instituts nationaux de la statistique mes sincères remerciements pour leur engagement, leur disponibilité durant tout le processus de l'enquête ainsi que la qualité de leurs contributions.

J'adresse également mes remerciements à l'ensemble du personnel d'AFRISTAT pour leur dévouement et leur attachement au travail bien accompli.

Enfin, je remercie la Commission de l'UEMOA pour ses appuis constants au développement et à l'amélioration de la production statistique dans les Etats membres de l'UEMOA.

Le Directeur Général



Cosme VODOUNOU, Ph.D

Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018

N°	Indicateurs	Sexe/ résidence	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ens. UEMOA
4. Education de qualité											
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	Homme	52,3	42,4	76,6	86,9	42,0	37,2	64,1	73,5	56,5
		Femme	32,1	28,1	66,1	75,4	27,0	20,8	42,3	49,1	39,6
		Ensemble	41,7	34,7	71,5	80,7	34,0	28,4	52,1	60,4	47,6
6. Accès à l'eau potable et assainissement											
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	Urbain	81,0	96,6	92,1	80,3	93,4	97,8	95,5	80,6	91,5
		Rural	71,2	79,4	75,8	58,0	74,7	72,5	81,5	45,6	73,8
		Ensemble	75,5	83,6	84,5	66,2	79,5	76,4	88,0	59,3	80,0
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines	Urbain	62,9	73,9	63,2	95,7	98,6	62,5	91,6	74,4	74,5
		Rural	18,9	21,9	20,5	78,3	92,1	10,2	77,0	20,0	37,8
		Ensemble	38,4	34,7	43,4	84,7	93,8	18,2	83,8	41,4	50,7
7. Accès à l'énergie propre et à coût abordable											
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	Urbain	69,3	75,3	92,5	67,4	90,1	66,4	92,8	88,5	85,0
		Rural	35,3	35,4	64,3	41,6	67,4	9,5	49,9	26,4	40,7
		Ensemble	50,9	45,2	79,4	50,9	73,2	18,3	69,9	50,8	56,2
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson[1]	Urbain	8,7	38,1	50,2	3,2	2,1	16,9	53,6	15,2	33,1
		Rural	1,0	1,6	3,0	0,2	0,2	0,3	4,5	1,7	1,5
		Ensemble	4,4	10,6	28,4	1,3	0,7	2,9	27,3	7,0	12,6
8. Plein emploi productif et travail décent pour tous											
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	Homme	87,2	85,5	82,9	88,7	82,0	88,2	43,8	78,3	72,7
		Femme	97,1	93,3	91,7	96,4	90,7	90,3	30,9	95,6	69,7
		Ensemble	92,6	89,3	87,1	92,2	85,4	89,0	36,4	87,9	71,2
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés	Homme	571,0	847,7	889,7	715,8	827,3	994,6	833,6	851,8	840,2
		Femme	465,3	674,7	744,0	633,0	529,1	798,6	797,5	712,0	705,4
		Ensemble	545,1	801,0	853,4	692,2	755,2	948,9	821,9	819,6	804,1
8.5.2	Taux de chômage BIT	Homme	2,3	4,8	2,9	7,3	3,8	8,0	2,7	5,0	3,9
		Femme	2,3	4,6	3,9	7,0	5,6	7,7	3,2	2,9	4,0
		Ensemble	2,3	4,7	3,3	7,1	4,5	7,9	2,9	3,9	4,0
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	Homme	27,5	30,4	25,2	18,8	41,3	56,4	32,4	19,5	32,8
		Femme	40,6	49,0	44,2	31,8	58,4	78,0	47,4	33,1	51,4
		Ensemble	34,5	40,9	34,8	25,4	51,0	69,0	40,6	26,5	42,9
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1]	Homme	8,9	4,4	4,4	2,4	4,9	3,0	2,1	6,8	4,7
		Femme	5,1	1,4	2,2	1,3	1,8	1,1	1,0	3,1	2,3

[1] Combustibles propres : Gaz, électricité et bouse d'animaux

N°	Indicateurs	Sexe/ résidence	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ens. UEMOA
		Ensemble	7,1	3,0	3,5	1,9	3,7	2,4	1,6	4,8	3,7
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	Homme	6,5	3,5	6,6	6,1	2,5	3,9	7,7	7,0	5,5
		Femme	11,7	6,9	9,9	2,4	2,2	8,7	5,6	12,9	8,3
		Ensemble	9,0	5,0	8,0	4,4	2,4	5,3	6,8	10,1	6,7
9. Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable											
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	Homme	8,3	16,2	8,3	5,2	10,4	10,7	11,1	12,4	10,6
		Femme	16,2	24,0	9,8	5,4	8,7	38,5	13,0	17,0	15,7
		Ensemble	12,1	19,7	8,9	5,3	9,7	19,0	11,9	14,8	12,8
10. Réduire les inégalités											
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	Homme	30,1	14,5	17,7	7,4	15,0	18,5	11,2	22,0	17,5
		Femme	27,0	12,1	16,0	7,5	12,7	16,5	10,4	19,3	15,4
		Ensemble	28,5	13,2	16,9	7,4	13,8	17,4	10,8	20,5	16,4
11. Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables											
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	Homme	3,3	2,2	3,7	0,8	2,2	1,8	1,7	2,3	2,5
		Femme	2,4	1,5	2,3	0,7	1,0	1,2	1,2	1,9	1,6
		Ensemble	2,8	1,8	3,0	0,8	1,6	1,5	1,4	2,1	2,1
16. Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces											
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	Homme	12,8	9,1	12,3	8,5	10,4	8,4	12,5	16,6	11,3
		Femme	11,4	6,7	9,2	7,2	7,3	5,1	11,0	14,0	8,8
		Ensemble	12,1	7,8	10,8	7,8	8,7	6,6	11,7	15,2	10,0
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	Homme	51,7	39,7	52,1	71,7	46,3	63,3	33,1	40,8	47,6
		Femme	52,0	36,4	51,3	71,7	48,2	59,0	31,8	35,2	45,6
		Ensemble	51,9	37,9	51,7	71,7	47,3	61,0	32,3	37,7	46,6
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	Homme	55,9	47,5	41,5	44,8	34,3	32,2	40,0	42,5	42,0
		Femme	54,2	53,5	38,3	39,9	30,8	38,0	36,9	36,1	40,8
		Ensemble	55,0	50,3	40,1	42,4	32,7	34,7	38,4	39,2	41,5
16.5.1	individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	Homme	15,2	3,6	12,3	99,5	11,3	4,5	6,8	9,4	10,8
		Femme	8,0	0,9	4,5	99,6	4,7	0,7	2,7	4,5	5,4
		Ensemble	11,5	2,2	8,5	99,6	7,9	2,5	4,6	6,8	8,0
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2]	Homme	32,8	43,6	31,3	33,9	45,5	30,9	25,6	23,7	34,1
		Femme	30,9	43,6	33,1	34,9	47,1	32,3	26,5	25,4	35,0
		Ensemble	31,8	43,6	32,2	34,5	46,4	31,7	26,1	24,6	34,6

[1] Non mortel

[2] Indicateur proxy

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Répartition de la population selon le profil migratoire									
Non migrant	79,3	86,2	61,8	85,1	87,8	94,0	81,2	69,0	79,4
Migration interne	17,7	10,1	29,9	13,4	9,6	4,0	18,2	22,2	16,5
Migration internationale	2,9	3,8	8,3	1,6	2,7	2,0	0,6	8,8	4,1
Ens. migrant	20,7	13,8	38,2	14,9	12,2	6,0	18,8	31,0	20,6
Taux net de scolarisation au primaire ajusté									
Ensemble	68,8	59,8	78,9	68,1	57,8	41,1	54,5	89,5	61,1
Homme	69,4	59,8	79,5	69,0	58,3	42,9	52,4	90,0	61,6
Femme	68,2	59,9	78,2	67,1	57,3	39,1	56,7	88,9	60,5
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système									
Ensemble	31,0	40,2	20,6	31,9	42,2	59,1	45,4	10,5	38,9
Homme	30,5	40,2	20,0	31,0	41,7	57,2	47,6	10,0	38,4
Femme	31,5	40,2	21,2	32,9	42,7	61,1	43,2	11,1	39,4
Taux net de scolarisation au secondaire									
Ensemble	37,7	33,1	52,1	3,1	30,4	18,1	26,8	57,4	34,9
Homme	40,8	32,8	56,5	3,2	30,5	18,6	26,2	61,5	36,5
Femme	34,1	33,5	47,4	3,0	30,2	17,6	27,3	52,5	33,2
Taux de chômage BIT									
Ensemble	2,3	4,7	3,3	7,1	4,5	7,9	2,9	3,9	4,0
Homme	2,3	4,8	2,9	7,3	3,8	8,0	2,7	5,0	3,9
Femme	2,3	4,6	3,9	7,0	5,6	7,7	3,2	2,9	4,0
Taux de chômage BIT									
15 - 34 ans	3,5	6,6	4,9	10,5	7,4	12,2	4,6	6,8	6,1
35 ans et plus	1,2	2,8	1,6	3,9	2,4	5,0	1,6	1,5	2,2
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage									
Ensemble	10,8	19,2	12,0	13,1	18,4	29,8	12,6	16,1	15,6
Homme	9,2	16,9	11,8	13,5	15,3	27,2	11,0	15,1	14,4
Femme	12,5	22,0	12,3	12,5	23,1	35,7	14,5	17,0	17,3
Taux de sous-utilisation de la main œuvre									
Ensemble	17,6	35,6	20,2	23,7	37,6	60,2	28,4	26,8	31,1
Homme	14,1	29,6	16,3	21,2	28,2	51,9	19,6	23,6	25,3
Femme	21,3	41,9	25,3	26,4	48,9	72,6	37,4	29,5	37,6
Taux de sous-utilisation de la main œuvre									
15 - 34 ans	24,2	40,7	26,3	26,2	46,7	69,2	35,1	34,6	38,1
35 ans et plus	11,5	29,8	13,6	21,3	29,6	51,4	22,2	19,5	24,2
Durée moyenne de chômage (en années)									
Ensemble	4,8	4,5	5,7	9,3	5,2	6,6	5,5	3,9	5,2

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Primo demandeur	5,2	5,1	5,5	9,9	5,6	7,8	6,5	4,7	5,6
Ancien actif	3,6	2,4	6,2	7,5	3,1	4,2	3,6	1,7	3,8
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole									
Ensemble	7,4	10,7	12,9	7,8	14,6	11,0	4,6	12,1	10,4
Homme	12,8	14,5	17,1	11,3	18,0	11,8	6,7	21,7	14,3
Femme	2,9	6,7	8,3	3,6	9,3	9,7	2,3	4,4	6,0
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux									
Ensemble	84,1	72,5	69,5	41,9	70,1	75,9	66,6	74,7	72,1
Homme	77,7	63,0	62,0	33,4	62,1	72,6	58,4	60,6	64,1
Femme	91,1	84,0	80,8	51,9	82,5	83,6	76,7	87,4	82,7
Taux de pluriactivité									
Ensemble	12,6	8,2	10,0	3,1	13,7	5,3	8,7	11,9	10,1
Homme	14,2	9,0	11,4	2,6	15,0	6,4	9,3	12,6	11,1
Femme	10,7	7,3	8,0	3,6	11,8	2,9	7,9	11,4	8,7
Taux de salarisation dans le secteur non agricole									
Ensemble	20,8	32,5	35,5	19,5	39,0	25,0	38,6	31,4	32,4
Homme	34,3	45,9	49,0	27,5	49,9	30,8	49,8	53,6	45,2
Femme	9,7	18,2	20,2	9,7	21,9	14,8	26,5	13,5	18,1
Revenu mensuel de l'activité									
Ensemble	65 467,6	75 234,3	95 455,2	87 251,1	79 403,3	56 169,1	125 485,1	70 642,6	88 217,7
Homme	64 739,1	89 456,1	120 526,5	90 364,1	103 274,0	65 449,1	129 330,5	74 818,9	101 506,4
Femme	66 305,1	56 944,8	56 884,7	83 196,4	40 387,5	36 242,5	120 699,3	66 727,1	70 390,4
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)									
Ensemble	12,7	23,9	56,8	39,3	60,7	63,8	3,8	13,8	31,2
Homme	10,5	18,2	47,7	35,4	51,2	57,4	0,4	9,8	26,6
Femme	15,2	31,2	70,8	44,4	76,4	77,5	8,0	17,6	37,4
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)									
Ensemble	40,4	47,4	36,7	39,6	43,2	29,4	42,3	31,9	39,6
Homme	43,3	54,8	40,2	44,0	50,7	34,3	47,6	38,3	44,5
Femme	37,3	38,5	31,5	34,4	31,4	18,1	3587	26,2	32,9
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant									
Ensemble	53,9	69,6	58,7	32,5	56,9	82,1	65,9	51,8	65,6
Homme	44,3	65,0	45,5	30,2	48,1	76,9	52,6	43,1	57,3
Femme	62,6	72,7	66,6	35,0	62,5	86,5	70,8	58,4	70,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	21,8	16,7	27,3	9,4	25,9	18,2	30,4	28,2	23,7
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines	15,9	24,3	11,3	10,8	46,3	22,7	22,8	24,6	22,6
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	8,5	12,2	7,3	9,8	29,9	7,9	25,7	25,2	14,7
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	43,6	28,3	26,2	43,2	36,8	37,1	36,0	29,8	33,3
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	66,3	59,4	64,6	61,4	47,0	41,6	61,9	72,6	60,3
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	28,3	37,6	20,3	20,7	26,5	40,5	26,4	29,3	29,3
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	41,8	48,0	56,6	65,7	57,5	33,6	56,1	44,2	49,2
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	29,9	14,3	23,1	13,5	16,1	25,9	17,5	26,5	21,4
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI									
Epargne Propre/tontine	65,0	68,8	65,6	70,0	68,8	67,2	57,6	57,9	64,7
Prêts informels (des amis ou des parents) **[1]**	8,9	11,9	21,2	13,8	9,9	11,5	19,8	17,1	14,8
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	10,7	12,6	12,3	6,8	9,0	6,9	19,1	7,0	11,8
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	4,0	3,7	2,3	2,8	3,4	11,2	2,2	1,5	3,8
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	63,6	52,2	57,7	54,8	41,4	39,0	51,3	69,7	54,1
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	2,9	2,0	9,6	4,5	2,0	1,8	2,7	4,5	4,0
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	8,7	3,3	3,7	17,5	5,1	2,0	32,3	14,9	8,1
Valeur actualisée moyenne du capital investi par UPI en FCFA	56 717	108 141	554 230	112 877	151 674	133 192	336 751	171 154	196 531
Montant moyen du capital investi par UPI en 2016	112 517	147 575	462 972	62 535	129 756	195 962	96 231	101 371	161 448
Deux principales origines des matières premières									
Petite entreprise commerciale	41,0	57,2	31,1	49,6	44,7	46,9	59,9	21,8	47,4
Ménage / Particulier	38,9	30,3	50,3	24,8	26,4	35,9	29,5	67,8	36,4
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA									
Ensemble	1 502 080	1 578 984	3 218 391	726 071	3 206 629	1 477 464	3 749 419	1 309 349	16 768 386
Industrie	304 238	475 106	659 526	576 642	353 932	480 139	1 528 237	365 022	4 742 841
Commerce	782 734	873 889	1 710 042	130 526	2 675 742	627 740	1 291 455	501 090	8 593 219
Service	415 108	229 989	848 823	18 903	176 954	369 584	929 727	443 237	3 432 326
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)									
Ensemble	61 201	39 818	87 244	83 685	222 894	74 315	131 205	94 401	91 761
Industrie	39 852	29 514	81 977	80 146	91 340	41 076	170 096	86 202	70 056
Commerce	78 339	46 731	87 006	83 736	323 855	99 081	93 004	82 980	103 716
Service	57 453	43 993	92 437	88 780	77 032	93 863	195 033	122 525	93 890
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)									
Ensemble	87	57	131	200	363	156	772	98	224

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Industrie	46	44	29	155	199	218	1 462	47	295
Commerce	142	62	230	221	477	140	400	178	216
Service	55	85	47	200	349	70	396	102	130
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national									
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	56,0	60,6	50,3	44,5	51,2	67,1	47,8	45,2	54,1
Non obligatoire **[2]**	21,1	23,6	21,3	9,6	26,9	21,9	31,7	38,7	25,3
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUPI au niveau national									
Ne sait pas **[3]**	43,4	57,2	11,3	17,9	57,0	64,4	57,7	27,2	42,2
Accès au crédit **[4]**	22,6	25,8	29,6	8,0	19,4	7,8	16,8	16,3	21,5
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	4,4	7,2	1,9	3,3	17,8	7,4	13,9	5,9	6,7
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	19,5	31,9	36,7	19,7	29,7	12,7	20,9	24,9	26,2
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPI au niveau national									
Accroitre votre stock de matières premières	54,9	46,6	39,5	43,5	48,7	63,7	52,0	58,0	50,2
Améliorer le local, emplacement **[5]**	8,7	10,7	17,2	10,6	15,1	4,2	14,9	10,0	11,8
[1] Deuxième source du capital au démarrage des activités de l'UPI pour certains pays est: Dons, Héritages	18,1	13,6			12,5	12,0			
[2] Deuxième raison du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national pour la Guinée-Bissau est: Démarche trop compliquée				14,1					
[3] Première raison pour se faire enregistrer selon les CUPI au niveau national pour certains pays est: Aucune			41,8	67,1				33,5	
[4] Deuxième raison pour se faire enregistrer selon les CUPI au niveau national pour le Niger est: Aucun intérêt						16,5			
[5] Deuxième utilisation d'un crédit potentiel par les CUPI au niveau national pour certains pays est:									
Améliorer vos machines, mobilier, outils	13,8	13,6				8,4		10,5	
Ouvrir un autre établissement dans autre activité			19,1						
Ouvrir autre établissement dans la même activité				12,8					

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie									
Ensemble	64,6	67,5	64,0	54,2	61,9	73,7	68,1	41,7	64,4
Homme	64,0	65,5	63,2	53,5	58,1	71,9	66,8	38,6	62,7
Femme	65,3	69,3	64,8	54,9	65,2	75,3	69,0	44,2	65,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [Liste des principes démocratiques]									
Ensemble	36,4	45,8	46,8	34,9	32,9	55,6	54,9	32,3	44,6
Homme	35,2	44,8	45,3	33,9	30,2	53,4	53,4	29,4	42,8
Femme	37,5	46,7	48,2	35,6	35,2	57,5	56,2	34,6	46,1
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme									
Ensemble	28,5	13,2	16,9	7,4	13,8	17,4	10,8	20,5	16,4
Homme	30,1	14,5	17,7	7,4	15,0	18,5	11,2	22,0	17,5
Femme	27,0	12,1	16,0	7,5	12,7	16,5	10,4	19,3	15,4
Indice de perception									
Droits civils et politiques	0,666	0,736	0,714	0,609	0,694	0,796	0,800	0,730	0,732
Participation	0,636	0,615	0,597	0,478	0,661	0,703	0,692	0,598	0,639
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,564	0,720	0,810	0,745	0,731	0,667	0,801	0,813	0,738
Droit de l'homme et participation	0,636	0,654	0,660	0,553	0,680	0,728	0,740	0,665	0,679
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions									
L'administration (en général)	60,3	79,0	72,0	61,3	75,0	73,7	85,1	69,3	75,1
La justice	54,5	63,9	59,6	55,7	56,3	53,6	74,2	65,1	60,9
La police	55,1	69,2	56,8	50,9	56,2	58,1	75,3	71,6	62,4
Le système de santé public	77,1	85,8	82,7	81,5	86,1	90,6	86,1	87,3	85,2
Le système public d'éducation	72,9	84,8	82,0	80,0	82,7	84,9	84,9	89,8	82,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays									
Ensemble	71,8	70,6	65,4	70,8	89,6	67,6	63,3	62,0	70,3
Homme	72,3	71,3	66,9	71,1	90,5	69,2	65,3	64,9	71,6
Femme	71,3	69,9	63,9	70,6	88,8	66,2	61,6	59,6	69,1
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision									
Ensemble	31,8	43,6	32,2	34,5	46,4	31,7	26,1	24,6	34,6
Homme	32,8	43,6	31,3	33,9	45,5	30,9	25,6	23,7	34,1
Femme	30,9	43,6	33,1	34,9	47,1	32,3	26,5	25,4	35,0

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections									
Ensemble	84,3	70,4	51,8		72,1	80,6	63,5	77,9	67,6
Homme	85,0	74,7	51,6		75,7	81,4	66,5	79,0	69,1
Femme	83,7	66,7	52,0		69,2	79,9	61,2	77,1	66,3
pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un partie politique									
Ensemble	10,0	1,5	3,5	21,5	11,6	10,2	6,9	5,0	6,7
Homme	13,9	2,5	4,3	24,2	16,0	12,7	7,6	6,6	8,6
Femme	6,4	0,7	2,7	19,2	7,9	8,0	6,3	3,6	5,0
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations:									
Population	30,7	51,7	39,2	15,0	36,5	40,0	30,8	27,1	37,3
Les groupes minoritaires	26,8	43,5	33,9	10,5	33,3	38,2	27,0	24,8	33,0
Les partis politiques d'opposition	30,7	51,7	39,2	15,0	36,5	40,0	30,8	27,1	37,3
Indice de perception									
Système judiciaire	0,459	0,534	0,604	0,426	0,432	0,680	0,700	0,429	0,561
Absence de corruption	0,403	0,495	0,558	0,555	0,402	0,601	0,616	0,498	0,519
Etat de droit	0,412	0,489	0,566	0,534	0,407	0,614	0,630	0,486	0,524
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence									
Ensemble	51,9	37,9	51,7	71,7	47,3	61,0	32,3	37,7	46,6
Homme	51,7	39,7	52,1	71,7	46,3	63,3	33,1	40,8	47,6
Femme	52,0	36,4	51,3	71,7	48,2	59,0	31,8	35,2	45,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	1,0	0,3	0,7	0,2	0,6	0,4	0,2	0,3	0,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	1,4	0,5	1,4	0,4	0,8	0,6	0,5	0,5	0,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents									
Ensemble	12,1	7,8	10,8	7,8	8,7	6,6	11,7	15,2	10,0
Homme	12,8	9,1	12,3	8,5	10,4	8,4	12,5	16,6	11,3
Femme	11,4	6,7	9,2	7,2	7,3	5,1	11,0	14,0	8,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité									
Ensemble	16,5	20,1	20,1	9,7	38,7	9,2	15,3	9,8	19,6
Homme	17,2	20,9	20,7	9,6	40,4	9,7	16,0	10,3	20,4
Femme	15,8	19,4	19,5	9,9	37,2	8,7	14,8	9,3	18,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat	68,6	71,7	69,1	72,9	75,8	77,9	71,8	65,9	71,8

Indicateurs	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
pour assurer la sécurité									
Indice de perception									
Sécurité nationale	0,515	0,472	0,316	0,598	0,529	0,571	0,689	0,558	0,500
Sécurité publique	0,723	0,785	0,780	0,815	0,791	0,831	0,806	0,707	0,783
Paix et sécurité	0,708	0,761	0,746	0,799	0,772	0,812	0,797	0,697	0,762
Indice de perception de la gouvernance, paix et sécurité									
Capitale/Principale ville[2]	0,618	0,661	0,651	0,662	0,633	0,651	0,740	0,614	0,663
Autres urbains	0,642	0,673	0,697	0,706	0,687	0,753	0,757	0,613	0,693
Ens. urbain	0,638	0,666	0,677	0,675	0,659	0,713	0,748	0,614	0,679
Rural	0,641	0,697	0,718	0,713	0,698	0,767	0,763	0,684	0,715
Total	0,640	0,688	0,695	0,696	0,687	0,757	0,755	0,653	0,701

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[2] Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bissau, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé.

Table des matières

Préface i
Tableau récapitulatif des résultats ii
Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018 ii
Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018 iv
Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018 vi
Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018 viii
Table des matières xi
Liste des tableaux xiv
Liste des graphiques xix
Liste des cartes xx
Liste des encadrés méthodologiques xxi
Abréviation xxii
Introduction générale 1
Chapitre 1: Méthodologie de l'échantillon et de l'enquête dans les pays 2
Chapitre 2: Caractéristiques sociodémographiques 5
2.1. Structure par âge et par sexe de la population 5
2.2. Dynamique migratoire 6
2.2.1. Ampleur des phénomènes migratoires 6
2.2.2. Principales caractéristiques des émigrants 7
2.2.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants 7
2.3. Structure et composition des ménages 8
Chapitre 3: Scolarisation et alphabétisation 15
3.1. La non fréquentation scolaire 15
3.2. La scolarisation 15
3.3. L'alphabétisation des adultes 19
Chapitre 4: Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages 23
4.1. Caractéristiques et statut d'occupation des logements 23
4.1.1. Eléments de confort 23
4.2. Analyse de la pauvreté selon les conditions de vie 27
Chapitre 5: Situation d'activité, Inactivité et sous-utilisation de la main d'œuvre 32
5.1. Situation d'activité de la population 32
5.2. Situation des inactifs 33
5.3. Sous-utilisation de la main d'œuvre 33
5.4. Aspirations et Moyens de recherche de l'emploi des chômeurs 35
Chapitre 6: Conditions d'activités 42
6.1. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail 42
6.2. Mobilité dans l'emploi 44
6.2.1. Principales caractéristiques des actifs ayant quitté leur emploi antérieur 44
6.2.2. Analyse des matrices de transition de l'emploi antérieur à l'emploi actuel 44
6.3. Revenu du travail et ses principales caractéristiques 44
6.3.1. Analyse du revenu mensuel 44
6.3.2. Taux de bas salaire et taux salaire inférieur au SMIG 46

6.3.3. Conditions d'activités 47
6.4. Principales caractéristiques des emplois 48
6.4.1. Principaux acteurs de l'offre d'emplois 48
Chapitre 7: Caractéristiques des emplois 54
7.1. Analyse des emplois suivant les secteurs institutionnels 54
7.1.1. Bilan de l'emploi 54
7.1.2. Caractéristiques de l'emploi dans les secteurs public et parapublic 54
7.1.3. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé formel 54
7.1.4. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé informel 55
7.2. Femmes et marché du travail 55
7.2.1. Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre 55
7.2.2. Contribution des femmes aux activités économiques 55
Chapitre 8: Formation professionnelle et qualité de l'insertion sur le marché du travail 61
8.1. Caractéristiques des sortants du système d'éducation et de formation 61
8.2. Qualification de la main d'œuvre 61
Chapitre 9: Trajectoire et perspectives 67
9.1. Mobilité sociale 67
9.2. Mobilité professionnelle 67
9.3. Perspectives 67
9.4. Transferts en espèces et revenus hors emploi reçus 68
Chapitre 10: Conditions d'activité du secteur informel 74
10.1. Effectifs et structure comparée par branche et secteur d'activité des emplois en phase 1 et phase 2 74
10.2. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel 75
10.3. Création des unités de production informelles (UPI) 76
Chapitre 11: Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel 84
11.1. Organisation du travail dans le secteur informel 84
11.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel 84
11.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel 85
11.4. Gestion de la formation du personnel 86
Chapitre 12: Capital, investissement et financement dans le secteur informel 92
12.1. Dotations, structure et caractéristiques du capital des UPI 92
12.1.1. Dotation et structure du capital 92
12.2. Investissement dans le secteur informel. 93
Chapitre 13: Production, insertion et concurrence 97
13.1. Origine des matières premières consommées par les UPI en 2017 97
13.2. Origine des produits vendus en l'état par les UPI en 2015 97
13.3. Performance économique 98
13.3.1. Analyse des comptes de production 98
13.3.2. Décomposition de la valeur ajoutée 99
13.3.3. Analyse de la productivité des facteurs de production 100
Chapitre 14: Secteur informel et l'Etat 108
14.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs (NIF, RC, INSS) 108
14.2. Principales raisons du non inscription dans les registres administratifs (NIF, CNSS) 108
14.3. Examen de l'intention de se faire enregistrer 108

14.4. Opinions générales par rapport à l'impôt 110
Chapitre 15: Problèmes et perspectives 116
15.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI 116
15.2. Principaux appuis souhaités par les UPI par domaine thématique 116
15.3. Perspectives de l'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI 117
Chapitre 16: Démocratie et droit de l'homme 122
16.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs 122
16.2. Droit de l'homme 124
16.3. Indicateur des droits de l'homme et participation 126
Chapitre 17: Qualité des institutions et corruption 137
17.1. Accès et confiance dans les institutions 137
17.2. Situation de la corruption 137
Chapitre 18: Etat de la gouvernance 145
18.1. Gouvernance administrative 145
18.2. Participation citoyenne et politisation 146
18.3. Indicateur de perception de l'Etat de droit 147
Chapitre 19: Paix et sécurité 156
19.1. Menace générale et sentiment de sécurité 156
19.2. Criminalité 159
19.3. Conflits et mode de résolution 160
19.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité 163
Chapitre 20: Lien entre niveau de vie et les perceptions de la population sur la gouvernance, paix et sécurité 173
Conclusion et recommandations 180
Bibliographie 183
Annexe A: Mesure des principaux agrégats du secteur informel 185
Annexe B: Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête 190
Annexe C: Personnel du projet 201

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Répartition de l'échantillon de l'ERI-ESI dans les Etats membres de l'UEMOA 2
Tableau 2.1 : Répartition en pourcentage de la population des Etats membres de l'UEMOA selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 10
Tableau 2.2 : Répartition de la population par pays selon les grands groupes d'âges, UEMOA, 2017-2018 10
Tableau 2.3 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon le pays, le sexe et le niveau d'instruction par le statut migratoire, UEMOA, 2017-2018 11
Tableau 2.4 : Répartition de la population par pays selon le groupe âges et le sexe, UEMOA, 2017-2018 12
Tableau 2.5 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la destination, UEMOA, 2017-2018 13
Tableau 2.6 : Principales destinations des émigrants de 15 ans et plus selon le pays de départ, UEMOA, 2017-2018 13
Tableau 2.7 : Principaux motifs de la migration internationale selon la destination choisie 13
Tableau 2.8 : Répartition de la population selon le pays et le type de ménage, UEMOA, 2017-2018 13
Tableau 2.9 : Répartition des ménages selon la taille du ménage, UEMOA, 2017-2018 14
Tableau 3.1 : Pourcentage des individus jamais scolarisés par groupe d'âges suivant le pays et le sexe, UEMOA, 2017-2018 21
Tableau 3.2 : Répartition de la population par pays et sexe selon le niveau d'instruction, UEMOA, 2017-2018 21
Tableau 3.3 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence et indice de parité fille/garçon dans les niveaux d'études, UEMOA, 2017-2018 22
Tableau 3.4 : Taux de scolarisation au primaire et au secondaire selon le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 22
Tableau 3.5 : Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus par pays selon le sexe, UEMOA, 2017-2018 22
Tableau 4.1 : Répartition des ménages selon la source d'approvisionnement en eau, UEMOA, 2017-2018 29
Tableau 4.2 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, UEMOA, 2017-2018 30
Tableau 4.3 : Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, UEMOA, 2017-2018 31
Tableau 4.4 : Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, UEMOA, 2017-2018 31
Tableau 5.1 : Structure de la population active selon le pays et le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 37
Tableau 5.2 : Structure de la population active par groupe d'âges selon le milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 37
Tableau 5.3: Structure de la population active par groupe d'âges selon le pays, UEMOA, 2017-2018 38
Tableau 5.4 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 39
Tableau 5.5 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, UEMOA, 2017-2018 39
Tableau 5.6 : Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) selon le sexe, le niveau instruction et le pays par groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018 40
Tableau 5.7 : Principales caractéristiques des chômeurs, UEMOA, 2017-2018 40
Tableau 5.8 : Principales caractéristiques des chômeurs par milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 41
Tableau 5.9 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 41
Tableau 6.1 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 50
Tableau 6.2 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, UEMOA, 2017-2018 51

Tableau 6.3 : Analyse de la matrice de transition suivant le groupe socioéconomique dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 51
Tableau 6.4 : Revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, UEMOA, 2017-2018 52
Tableau 6.5 : Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG selon le pays, le sexe et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 52
Tableau 6.6 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail, UEMOA, 2017-2018 53
Tableau 6.7 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi, UEMOA, 2017-2018 53
Tableau 7.1 : Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité principale, UEMOA, 2017-2018 . 59
Tableau 7.2 : Principales caractéristiques des actifs dans le secteur public et parapublic 59
Tableau 7.3 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé, UEMOA, 2017-2018 59
Tableau 7.4 : Principales caractéristiques des actifs occupés en emploi informel, UEMOA, 2017-2018 .. 60
Tableau 7.5 : Indice de ségrégation horizontale et verticale selon les pays 60
Tableau 7.6 : Contribution des femmes aux activités économiques, UEMOA, 2017-2018 (revoir les indicateurs et la formulation) 60
Tableau 8.1 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 64
Tableau 8.2 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation selon les caractéristiques socioéconomiques, UEMOA, 2017-2018... 64
Tableau 8.3 : Schéma de correspondance entre les grands groupes de la CITP-08 et les niveaux d'éducation 64
Tableau 8.4 : Répartition des actifs occupés par grands groupes de la CITP selon les pays, UEMOA, 2017-2018 65
Tableau 8.5 : Principales caractéristiques des actifs occupés selon les grands groupes de la CITP, UEMOA, 2017-2018 65
Tableau 8.6 : Répartition des travailleurs sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les caractéristiques sociodémographique, UEMOA, 2017-2018 66
Tableau 8.7 : Répartition des travailleurs du public sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les pays de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 66
Tableau 9.1 : Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents selon le pays, UEMOA, 2017-2018 70
Tableau 9.2 : Table de mobilité scolaire, UEMOA, 2017-2018 70
Tableau 9.3 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, UEMOA, 2017-2018 71
Tableau 9.4 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, UEMOA, 2017-2018 71
Tableau 9.5 : Montant moyen des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus selon le pays et la situation d'activité par type de revenu hors emploi, UEMOA, 2017-2018 72
Tableau 9.6 : Principales utilisations des transferts de fonds reçus suivant les pays de provenance (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018 72
Tableau 9.7 : Principaux canaux des transferts de fonds reçus suivant le milieu de résidence (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018 72
Tableau 10.1 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (Activité principale et activité secondaire), UEMOA, 2017-2018 79
Tableau 10.2 : Effectif et structure des CUPI dans le secteur informel non agricole par milieu de résidence et branche d'activité, UEMOA, 2017-2018 80
Tableau 10.3 : Effectif et structure de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, UEMOA, 2017-2018 81
Tableau 10.4 : Répartition (en %) des actifs occupés de 15 ans et plus dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018 81
Tableau 10.5 : Disponibilité des services de base dans les UPI, UEMOA, 2017-2018 82
Tableau 10.6 : Profil par groupe d'âges du chef des UPI « créées » dans le temps, UEMOA, 2017-2018 82
Tableau 10.7 : Motifs de création de l'UPI par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 82

Tableau 10.8 : Principales sources du financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, UEMOA, 2017-2018 83
Tableau 11.1 : Organisation du travail suivant le pays, le milieu de résidence et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 89
Tableau 11.2 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon le pays et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 89
Tableau 11.3 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 90
Tableau 11.4 : Rémunérations (en FCFA) et horaires (en heure) de travail dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 90
Tableau 11.5 : Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018 91
Tableau 11.6 : Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel, UEMOA, 2017-201891
Tableau 12.1 : Structure du capital du secteur informel selon le pays et le type d'équipement, UEMOA, 2017-2018 95
Tableau 12.2 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2016, UEMOA, 2017-2018 95
Tableau 12.3 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital (%) selon l'origine du capital, UEMOA, 2017-2018 96
Tableau 13.1 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en million F CFA), UEMOA, 2017-2018 103
Tableau 13.2 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en million de FCFA, UEMOA, 2017-2018 103
Tableau 13.3 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total des produits achetés en l'état en million), UEMOA, 2017-2018 104
Tableau 13.4 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en millions du valeur totale des produits achetés en l'état, UEMOA, 2017-2018 104
Tableau 13.5 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI (en million), UEMOA, 2017-2018 105
Tableau 13.6 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité (en million FCFA), UEMOA, 2017-2018 105
Tableau 13.7 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA), UEMOA, 2017-2018 106
Tableau 13.8 : Structure par pays et branche d'activité de la production (en milliards) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018 106
Tableau 13.9 : Structure par branche d'activité de la production (en milliard) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018 107
Tableau 13.10 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 107
Tableau 14.1 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, UEMOA, 2017-2018 112
Tableau 14.2 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 112
Tableau 14.3 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, UEMOA, 2017-2018 113
Tableau 14.4 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer, UEMOA, 2017-2018 113
Tableau 14.5 : Opinions générales des CUPI par rapport à l'impôt, UEMOA, 2017-2018 114
Tableau 14.6 : Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités, UEMOA, 2017-2018 . 114
Tableau 14.7 : Gestion administrative de l'impôt de l'impôt selon les UPI, UEMOA, 2017-2018 114
Tableau 14.8 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, UEMOA, 2017-2018 115
Tableau 15.1 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre économique, UEMOA, 2017-2018 119
Tableau 15.2 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, UEMOA, 2017-2018 119
Tableau 15.3 : Difficultés par rapport aux préoccupations d'ordre managérial et diverses, UEMOA, 2017-2018 119

Tableau 15.4 : Appuis souhaités par les UPI dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, UEMOA, 2017-2018 120
Tableau 15.5 : Appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, UEMOA, 2017-2018 120
Tableau 15.6 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, UEMOA, 2017-2018..... 120
Tableau 16.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur le fonctionnement de la démocratie et sur les différents systèmes politiques pour gouverner le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 133
Tableau 16.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés selon les pays, UEMOA, 2017-2018 133
Tableau 16.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux respectés par caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 134
Tableau 16.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme par pays et groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018 134
Tableau 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 135
Tableau 16.6 : Niveau d'appréciation des index de la composante des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 136
Tableau 16.7 : Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018..... 136
Tableau 17.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 142
Tableau 17.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 143
Tableau 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 143
Tableau 17.4 : Degré de la corruption au sein des institutions de la république selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 144
Tableau 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 151
Tableau 18.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, UEMOA, 2017-2018 152
Tableau 18.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections et motifs d'abstention selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 153
Tableau 18.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 154
Tableau 18.5 : Niveau d'appréciation des index de la composante de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 154
Tableau 18.6 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018..... 155
Tableau 19.1 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 166
Tableau 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018..... 167
Tableau 19.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018..... 168
Tableau 19.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le risque d'être victime de criminalité, UEMOA, 2017-2018 169
Tableau 19.5 : Pourcentage de la population de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité, Pourcentage de la population victime de discrimination de la part des forces de

l'ordre et pourcentage estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires 170
Tableau 19.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important, répartition selon les sources des tensions, pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence a augmenté et pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la situation va améliorer selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 171
Tableau 19.7 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur sentiment de sécurité et de bien-être, UEMOA, 2017-2018 172
Tableau 19.8 : Niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 172
Tableau 19.9 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018 172
Tableau 20.1 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, UEMOA, 2017-2018 178
Tableau 20.2 : Composantes de l'Indice GPS au niveau des plus pauvres et des plus riches selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018 179

Liste des graphiques

Graphique 2.1 : Pyramide par groupes d'âges de la population de l'espace de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 5
Graphique 2.2 : Répartition en pourcentage de la population selon le sexe, par le statut migratoire, ERI-ESI 2017-2018 6
Graphique 2.3 : Principale destination selon le pays de départ, UEMOA, 2017-2018 8
Graphique 4.1 : Sources d'approvisionnement en eau des ménages dans l'espace UEMOA, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018 23
Graphique 6.1 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, UEMOA, 2017-2018 46
Graphique 6.2 : Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité, UEMOA, 2017-2018 47
Graphique 10.1 : Répartition (en %) de la main d'œuvre totale occupée dans les unités de production informelles, UEMOA, 2017-2018 75
Graphique 10.2 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, UEMOA, 2017-2018 75
Graphique 10.3 : Pourcentage d'UPI créées par les jeunes de moins de 35 ans dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2017-2018 76
Graphique 10.4 : Principales sources de financement du capital des UPI au démarrage des activités 77
Graphique 11.1 : Combinaison du travail dans le secteur informel par secteur d'activité 84
Graphique 11.2 : Revenu mensuel et nombre d'heures de travail par semaine dans l'espace UEMOA par secteur d'activité et par sexe et niveau d'instruction, UEMOA, 2017-2018 86
Graphique 11.3 : Mode de formation du personnel des UPI par pays et secteur d'activité 87
Graphique 12.1 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, UEMOA, 2017-2018 92
Graphique 12.2 : Structure du capital investi en 2016 par type d'investissement dans l'UEMOA 93
Graphique 13.1 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel selon les pays, UEMOA, 2017-2018 97
Graphique 13.2 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI, UEMOA, 2017-2018 98
Graphique 13.3 : Répartition de la valeur ajoutée selon milieu de résidence et par pays, UEMOA, 2017-2018 99
Graphique 13.4 : Décomposition de la valeur ajoutée(%) selon les pays et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 100
Graphique 14.1 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 108
Graphique 14.3 : Principal intérêt de se faire enregistrer par pays, UEMOA, 2017-2018 109
Graphique 14.2 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, UEMOA, 2017-2018 109
Graphique 14.4 : Principaux domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, UEMOA, 2017-2018 110
Graphique 15.1 : Principales difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, UEMOA, 2017-2018 116
Graphique 15.2 : Principaux appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, UEMOA, 2017-2018 117
Graphique 15.3 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, UEMOA, 2017-2018 117
Graphique 16.1 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie dans les pays, UEMOA, 2017-2018 122
Graphique 16.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur les différents systèmes politiques pour gouverner un pays dans l'UEMOA selon le niveau d'instruction 123
Graphique 16.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés dans l'UEMOA 124
Graphique 16.4 : Répartition en % de la population de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux de la démocratie respectés dans les pays de l'UEMOA 124

Graphique 16.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme dans les pays de l'UEMOA 125
Graphique 16.7 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination dans l'UEMOA 126
Graphique 16.8 : Index de la composante Droits de l'homme et participation dans l'UEMOA 126
Graphique 16.9 : Niveau d'appréciation de la composante Droits de l'homme et participation et des sous-indicateurs dans l'UEMOA 127
Graphique 17.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions 137
Graphique 17.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans les pays de l'UEMOA 138
Graphique 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans les pays de l'UEMOA 139
Graphique 17.4 : Opinion de la population de 18 ans et plus sur le niveau de la corruption au sein des institutions de la République dans l'espace UEMOA 140
Graphique 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2017-2018 145
Graphique 18.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales dans les pays de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2019 146
Graphique 18.3 : Index de la composante Etat de droit, UEMOA, 2017-2019 148
Graphique 19.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces dans l'UEMOA et selon le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 156
Graphique 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation dans l'UEMOA 157
Graphique 19.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a un risque d'être victime de criminalité, UEMOA, 2017-2018 159
Graphique 19.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois dans les pays de l'union 160
Graphique 19.5 : Niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus dans l'UEMOA 163

Liste des cartes

Carte 3.1 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 17
Carte 4.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable par région dans les Etats membres, UEMOA, 2017-2018 26
Carte 6.1 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi par région dans les Etats membres, UEMOA, 2017-2018 43
Carte 16.1 : Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 128
Carte 18.1 : Indice d'appréciation de l'état de droit dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 149
Carte 19.1 : Pourcentage de la population de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pieds dans leur zone de résidence dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 158
Carte 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence entre les différents groupe a augmenté au cours des douze derniers mois, UEMOA, 2017-2018 162
Carte 19.3 : Indice d'appréciation de la paix et sécurité dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 164
Carte 20.1 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 174

Carte 20.2 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) par les 20% les plus pauvres dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 175
Carte 20.3 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) par les 20% les plus riches dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018 176

Liste des encadrés méthodologiques

Encadré 1 : Méthodologie de création de l'indicateur de niveau de vie non monétaire 27
Encadré 2 : Indice de ségrégation sectorielle (professionnelle) selon le sexe 57
Encadré 3 : Méthodologie de construction de l'indice Gouvernance, paix et sécurité 129

Abréviation

AFRISTAT	:	Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
APU	:	Administration Publique
BIT	:	Bureau International du Travail
CEDEAO	:	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CIST	:	Conférence Internationale des Statisticiens du Travail
CITE	:	Classification internationale type de l'éducation
CITI	:	Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique
CITP	:	Classification internationale type des professions
CM	:	Chef de Ménage
CSP	:	Catégorie socio professionnelle
CSPro	:	Census and Survey Processing System (logiciel)
CSS	:	Caisse de sécurité sociale
CUPI	:	Chef d'unité de production informelle
DE	:	Direction de l'Emploi
DGPPE	:	Direction générale de la Planification et de la Politique Economique
ENES	:	Enquête sur l'Emploi au Sénégal
ENUPIS	:	Enquête nationale sur les Unités de Production Informelles
ERI-ESI	:	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
ESPS	:	Enquête de Suivi de la Pauvreté au Sénégal
F	:	Franc
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
GPS	:	Gouvernance Paix et Sécurité
INSEE	:	Institut National de la Statistique et des Etudes Economique
MOP	:	Main d'Œuvre Potentielle
NAEMA	:	Nomenclature d'Activités des Etats Membres d'AFRISTAT
NINEA	:	Numéro d'Identification National des Entreprises et des Associations
NOPEMA	:	Nomenclature des Produits dans les Etats membres d'AFRISTAT
ODD	:	Objectifs du Développement Durable
ODDH	:	Organisation de Défenses des Droits de l'Homme
OIT	:	Organisation internationale du travail
OMD	:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONU	:	Organisation des Nations Unies
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PSR	:	Programme Statistique Régional
RC	:	Registre de commerce
RGPHAE	:	Recensement général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
SCN	:	Système de comptabilité nationale
SHaSA	:	Stratégie pour l'Harmonisation des Statistiques en Afrique
SMIG	:	Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti

SPSS	:	Statistical Package for Social Sciences (logiciel)
SYSCOA	:	Système Comptable Ouest Africain
UA	:	Union Africaine
UEMOA	:	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
UPI	:	Unité de Production Informelle
ZD	:	Zone de Dénombrement

Introduction générale

Aujourd'hui l'Afrique, en particulier l'espace UEMOA, fait face à d'énormes défis de développement économique et social. Au sein de l'union, les pays sont confrontés, à des degrés divers, aux défis liés à la persistance de la pauvreté, à l'insécurité alimentaire, au faible accès aux services sociaux de base, aux maladies infectieuses, à la sécurité et aux menaces, etc. Ces différents défis doivent être traités selon une approche régionale d'où l'objectif de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de faire de l'intégration économique de la sous-région une réalité afin d'assurer de façon durable le développement économique et social au sein de l'espace.

La disponibilité de données fiables et harmonisées sur les pays de l'union est nécessaire pour conduire à bien le processus d'intégration économique et prendre en charge la dimension régionale des différents défis qui se posent aux Etats membres de l'UEMOA. C'est dans cette perspective que le développement de statistique au sein de l'Union a toujours été au centre des préoccupations de la Commission.

L'élaboration du Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 répond donc au souci de poursuivre la mise à la disposition des Etats et des Organes de l'Union des statistiques harmonisées, fiables, à jour et conformes aux normes internationales en vue de renforcer leur comparabilité d'un pays à un autre dans l'espace UEMOA. Quatre axes d'actions correspondant à des projets ont été identifiés dont la production de statistiques sociales avec comme point central, la mesure de la dynamique sociale à travers une enquête de type 1- 2- 3 sur le secteur informel et l'emploi et les conditions de vie des ménages.

L'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne a apporté une assistance technique et administrative aux Instituts Nationaux de Statistique (INS) des Etats membres de l'UEMOA pour la réalisation de l'enquête de type 1-2-3 dans ses volets emploi et secteur informel. L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée en 2017 au Togo, au Niger, au Sénégal, au Mali et en Côte d'Ivoire et en 2018 au Bénin, au Burkina et en Guinée-Bissau. Elle comprend un volet sur l'emploi intégrant un module Gouvernance, Paix et Sécurité et un volet sur le secteur informel.

Ce rapport présente les résultats régionaux de l'ERI-ESI réalisé dans les Etats membres de l'UEMOA et s'articule en trois partie autour des principaux domaines : les caractéristiques de la population et la situation d'activité, le secteur informel et la gouvernance, paix et sécurité.

La première partie aborde les caractéristiques de la population et la situation d'activité. Les caractéristiques de la population seront présentées sous l'angle de la migration, de l'accès aux services de base et de la scolarisation. Le second aspect met en lumière la sous-utilisation de la main d'œuvre, les possibilités d'emploi et de gains ainsi que la mobilité professionnelle et sociale.

La seconde partie adresse la problématique du secteur informel en décrivant les conditions d'activités des Unités de Production Informelles (UPI), la structure de la main d'œuvre ainsi que le capital des UPI. La performance économique des UPI ainsi que leur situation vis-à-vis de l'Etat sont aussi analysés.

La troisième partie traite de la perception de la population de 18 ans et plus sur les questions liées aux droits de l'homme, à l'Etat de droit, à la gouvernance et aux menaces avec l'analyse des indices de perception de la gouvernance, paix et sécurité.

Chapitre 1: Méthodologie de l'échantillon et de l'enquête dans les pays

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré dans les huit Etats membres de l'UEMOA[3]. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour la première subdivision administrative de chacun des pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre des derniers Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH) des Etats membres de l'UEMOA.

Au premier degré, un nombre variable de ZD a été tiré avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages dans la base de sondage de chaque pays. Au deuxième degré, un nombre variable de 9 à 15 ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon théorique de l'ERI-ESI pour l'ensemble des pays est de 76 541 ménages et 6 213 zones de dénombrement.

Tableau 1.1 : Répartition de l'échantillon de l'ERI-ESI dans les Etats membres de l'UEMOA

Pays	Echantillon théorique		Echantillon enquêté		Taux de réponse ménages
	Nombre de ménages	Nombre de ZD	Nombre de ménages	Nombre de ZD	
Bénin	10 200	680	10 035	680	98,4
Burkina Faso	12 900	1 075	12 860	1 075	99,7
Côte d'Ivoire	12 912	1 076	12 873	1 076	99,7
Guinée Bissau	5 700	380	5 557	380	97,5
Mali	7 837	983	7 538	953	96,2
Niger	7 500	625	6 607	605	88,1
Sénégal	14 292	794	13 298	742	93,0
Togo	7 200	600	6 850	600	95,1
Ensemble	76 541	6 213	75 618	6 111	98,8

Source : Rapport final ERI-ESI des Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale dans les Etats membres de l'UEMOA et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.
Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;

[3] Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo

- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPRo et saisis en temps réel sur le terrain sur les smartphones au cours des entretiens.

SITUATION DE LA FORMATION ET DE L'EMPLOI DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

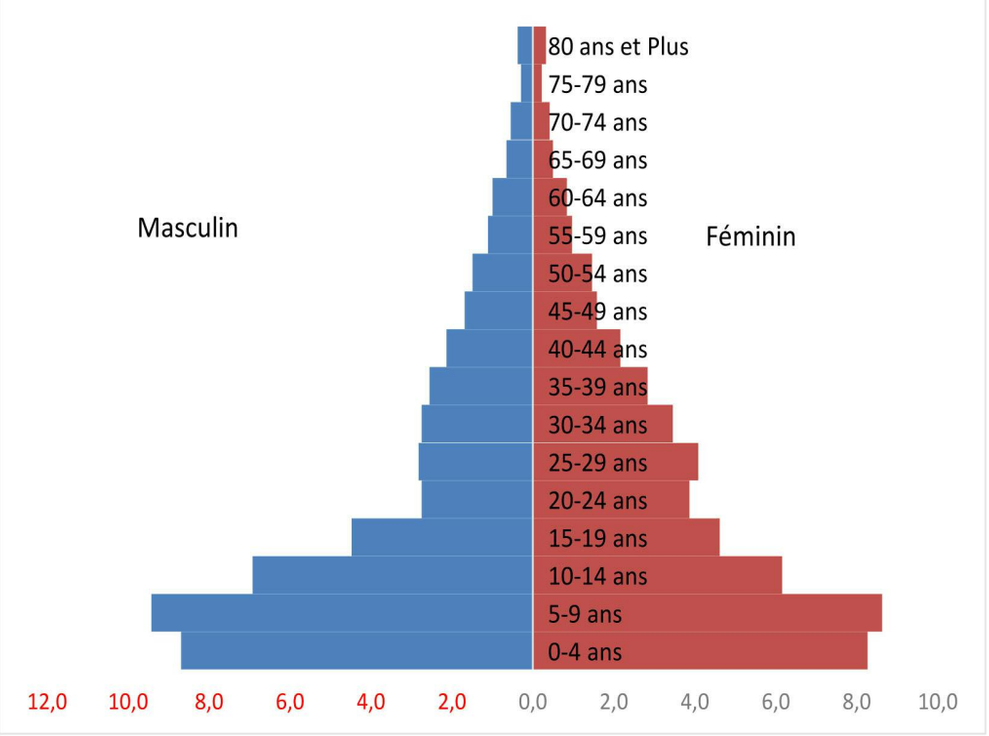
Chapitre 2: Caractéristiques sociodémographiques

2.1. Structure par âge et par sexe de la population

La population de la zone UEMOA est estimée à environ 120 millions d'habitants en 2017/2018. La Côte d'Ivoire représente un cinquième (20,6%) de la population de l'UEMOA suivi du Niger (17,3%). La population urbaine est estimée à 34,8% avec des niveaux variables selon les pays. En effet, le pourcentage de la population urbaine est plus important au en Côte d'Ivoire (53,8%), au Sénégal (46,5%) et au Bénin (44,6%) et plus faible au Niger (14,9%). Les capitales ou principales villes[4] dans l'espace UEMOA représentent 14,7% de la population totale (Tableau 1.1).

L'examen de la structure par âge et sexe de la population de la zone UEMOA se fait à l'aide de la pyramide des âges. Il fait apparaître le caractère d'une région affectée par une fécondité élevée suivie d'une mortalité élevée, notamment de la mortalité des enfants. C'est ce qui transparaît dans la base élargie de la pyramide et qui se réduit rapidement avec l'âge pour perdre au moins la moitié de sa largeur à 15 ans. La largeur du groupe d'âge 5-9 ans qui apparaît est une signe de mauvaise déclaration des âges avec des déplacements d'âges. Cela traduit une extrême jeunesse de cette population.

Graphique 2.1 : Pyramide par groupes d'âges de la population de l'espace de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Le Tableau 2.4 met en évidence la jeunesse de cette population car les individus de moins de 20 ans représentent 57,2% de la population de la zone UEMOA et cette jeunesse de la population est plus accentuée au Niger (65,5%) et au Mali (59,6%). Dans l'espace UEMOA, les jeunes de 15 – 34 ans représentent 28,8% de la population totale. Ils atteignent le tiers de la population en Côte d'Ivoire (34,5%), en Guinée-Bissau (32,6%) et au Sénégal (32,1%). Il est important de dire que

[4] Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bissau, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé.

plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans ce qui met en perspective les efforts à fournir, entre autres, en matière d'éducation et de la prise en charge de cette couche juvénile.

Cette population est à dominance féminine car 50,4% de la population de la zone de l'UEMOA est de sexe féminin et cette féminité de la population est plus marquée au Burkina Faso et a Togo avec respectivement 51,4% de leur population.

Enfin, la population en âge de travailler, cible de l'emploi ne représente que 48,6% de la population totale de l'espace UEMOA, mais elle est importante en Côte d'Ivoire (55,5%), au Sénégal (2,8%) et en Guinée Bissau (51,1%).

2.2. Dynamique migratoire

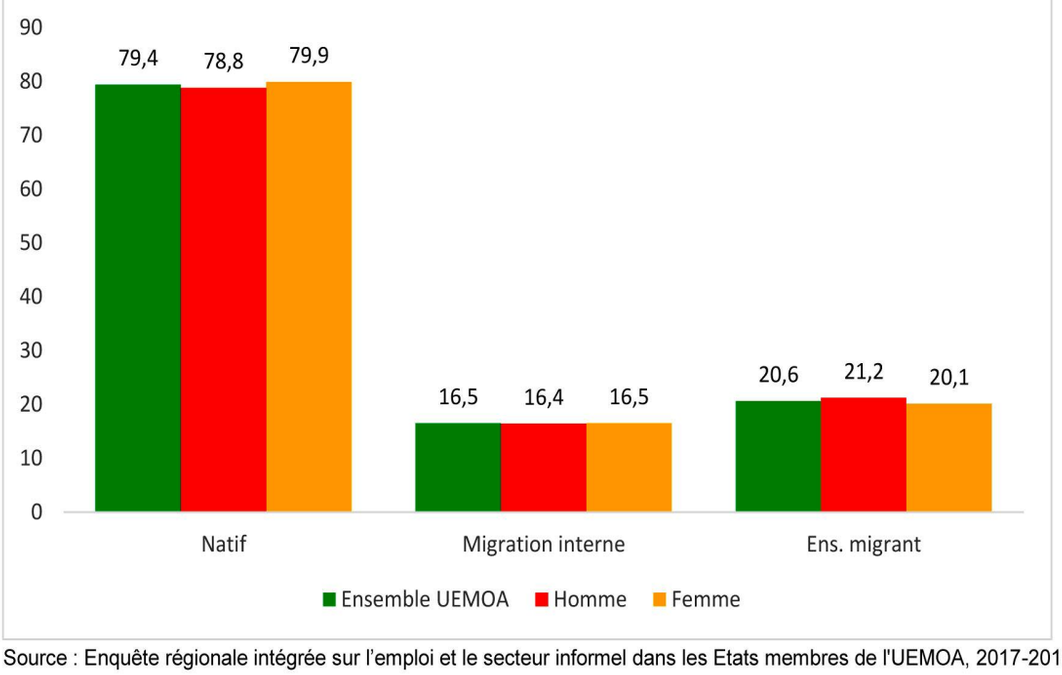
2.2.1. Ampleur des phénomènes migratoires

Élément important de la dynamique démographique, la migration est un facteur de répartition géographique de la population à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

L'impact de la migration sur la population dans l'espace UEMOA n'est pas si négligeable car deux habitants sur dix sont des migrants avec une part importante pour la migration interne.

Les données du graphique suivant et du Tableau 2.3 montrent que la population au sein l'espace UEMOA est composée essentiellement d'une population non migrante à hauteur de 79,4% et les femmes sont plus des non migrantes (79,9%) que les hommes (78,8%). Ainsi, la population migrante est de 20,6% et ce sont les hommes (21,2%) qui migrant plus que les femmes (20,1%).

Graphique 2.2 : Répartition en pourcentage de la population selon le sexe, par le statut migratoire, ERI-ESI 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

S'agissant de la population migrante (20,6%), elle constituée à 16,5% des migrants internes et de 4,2% de migrants internationaux.
Selon le pays de résidence, le phénomène migratoire est plus marqué en Côte d'Ivoire (38,2%) et au Togo (31%). quant à la migration interne, elle est également importante en Côte d'Ivoire (29,9%), au Togo (22,2%) et au Sénégal (18,2%).

La migration augment avec le niveau d'instruction, passant de 16,8% chez les personnes n'ayant aucun niveau à 24,5% chez celle ayant le secondaire et 42,7% pour le supérieur.

Selon les pays de la zone de l'UEMOA, la migration a un très faible impact sur la répartition de la population du Niger où 94% de la population totale est non migrante.

2.2.2. Principales caractéristiques des émigrants

Lors de cette enquête, il a été demandé dans chaque ménage, s'il y a au moins une personne âgée de 15 ans ou plus qui a quitté le pays au cours des 5 dernières années pour s'installer hors de leur pays respectif selon certaines caractéristiques sociodémographiques. Dans l'ensemble, (Tableau 2.6 **et** Tableau 2.5), on note les résultats suivants :

Parmi les personnes de 15 ans ou plus qui ont effectué une émigration, les destinations ont été diverses mais elles semblent présenter les mêmes caractéristiques. En effet, quel que soit la destination la proportion des femmes émigrantes est faible (12%), la grande majorité des émigrants sont des jeunes de 15-34 ans (79,2%) et quatre émigrants sur dix étaient sans instruction au moment de leur départ (40,9%). L'âge moyen au départ était de 27,6 ans et le nombre moyen d'années d'études faites est de 2,2 ans.

C'est parmi les émigrants qui se sont rendus hors du continent africain qu'on retrouve une proportion de femmes émigrantes plus importante (18,5%), une part des jeunes de 15-34 ans plus faible (75,8%) et ces émigrants sont plus instruits car seulement 19,2% d'entre eux sont sans instruction et ils ont fait en moyenne 2,5 années d'étude. Leur âge moyen au départ est un peu plus élevé (28,5 ans).

Quant à ceux qui émigrés vers les différents Etats membres de l'UEMOA, les femmes ne représentent que 11,6% et les jeunes de 15-34 ans sont 78,5%. Ce sont les émigrants les moins instruits car plus de la moitié d'entre eux (51,4%) sont sans instruction et pour ceux qui ont fréquenté, ils ont fait en moyenne 2,1 années d'étude. Leur âge moyen au départ est de 28 ans.

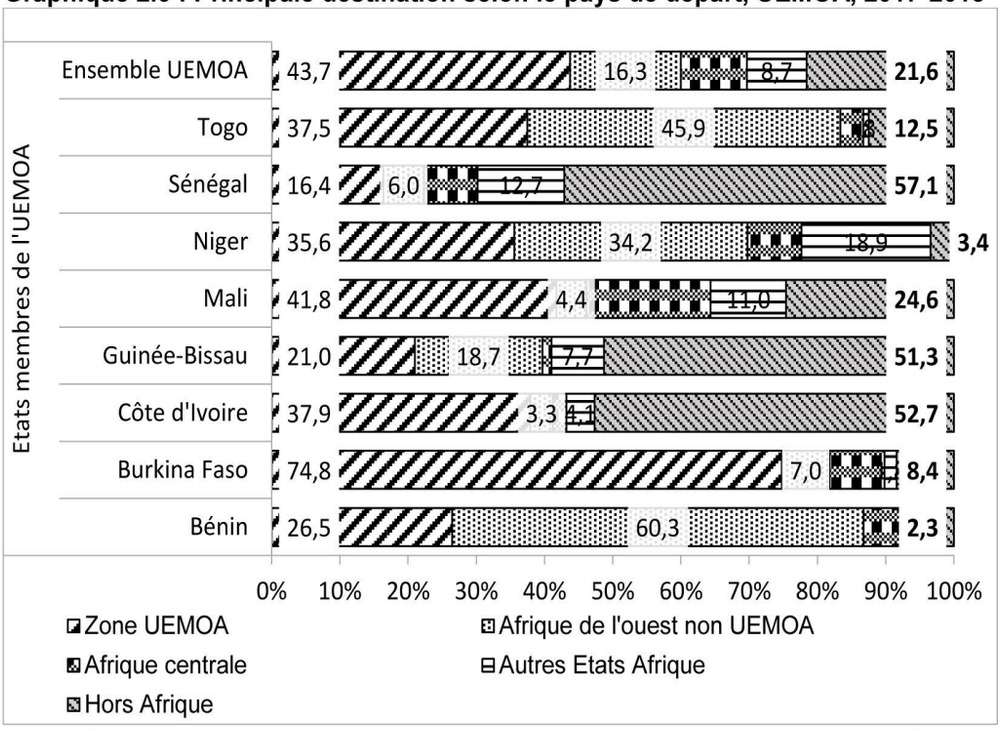
2.2.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

Le principal motif de migration internationale de la population de l'union est la recherche d'emploi (78,7%) suivi des études (6%) et du regroupement familial (5,3%). Selon le milieu de résidence au départ, on note des spécificités bien que la recherche d'emploi apparait comme la raison primordiale. En effet, 49,5% des émigrés provenant des capitales ou principales villes et 84,8% provenant des zones rurales des pays de l'union ont émigré pour la recherche d'emploi. Par ailleurs, 22,5% des émigrés provenant des capitales et principales villes de l'union ont émigré pour des raisons d'études et 10,9% pour le regroupement familial.

L'analyse de l'émigration selon les pays montre des destinations privilégiées spécifiques à certains pays. En effet, plus de la moitié des émigrants du Sénégal (57,1%), de la Côte d'Ivoire (52,7%) et de la Guinée-Bissau (51,3%) se sont installés dans un pays hors de l'Afrique. En revanche, la destination privilégiée des émigrants du Bénin (60,3%) et du Togo (45,9%) reste les pays de la CEDEAO hors les Etats membres de l'UEMOA. Pour les émigrés du Burkina Faso (74,8%), du Mali (41,8%) et du Niger (35,6%), l'espace UEMOA apparait comme la première destination. Par ailleurs, l'Afrique centrale apparaît comme

la troisième destination des émigrants maliens (18,2%) et le reste de l'Afrique, comme la troisième destination des émigrants nigérien (18,9%) et sénégalais (12,7%).

Graphique 2.3 : Principale destination selon le pays de départ, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

2.3. Structure et composition des ménages

Deux types de ménages sont dominants dans l'espace UEMOA: le ménage constitué de couple avec enfants (49,2%) et de la famille élargie (33%) et leur importance varie selon les pays.

Dans les pays comme le Bénin (60,4%), le Burkina Faso (55,6%), le Mali (56%) et le Niger (68,3%), ce sont les ménages constitués de couples avec enfants qui sont dominants alors qu'en Guinée Bissau (64,8%) et au Sénégal (59,4%), ce sont les ménages constitués de famille élargie qui sont dominants. Dans les pays comme la Côte d'Ivoire et la Togo, les deux types de ménages se partagent avec 40,9% de couple avec enfants et 37,5% de famille élargie en Côte d'Ivoire, 45,2% de couple avec enfants et 31,5% de famille élargie au Togo.

On note que 80% des ménages de la zone UEMOA ont au plus 6 personnes et 10,7% des ménages ont une taille de 10 personnes et plus.

Liste des tableaux

Tableau 2.1 : Répartition en pourcentage de la population des Etats membres de l'UEMOA selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018..... *10*
Tableau 2.2 : Répartition de la population par pays selon les grands groupes d'âges, UEMOA, 2017-2018..... *10*
Tableau 2.3 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon le pays, le sexe et le niveau d'instruction par le statut migratoire, UEMOA, 2017-2018..... *11*
Tableau 2.4 : Répartition de la population par pays selon le groupe âges et le sexe, UEMOA, 2017-2018..... *12*
Tableau 2.5 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la destination, UEMOA, 2017-2018 ..... *13*
Tableau 2.6 : Principales destinations des émigrants de 15 ans et plus selon le pays de départ, UEMOA, 2017-2018 ..... *13*
Tableau 2.7 : Principaux motifs de la migration internationale selon la destination choisie..... *13*
Tableau 2.8 : Répartition de la population selon le pays et le type de ménage, UEMOA, 2017-2018..... *13*
Tableau 2.9 : Répartition des ménages selon la taille du ménage, UEMOA, 2017-2018 ..... *14*

Tableau 2.1 : Répartition en pourcentage de la population des Etats membres de l'UEMOA selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Sexe									
Homme	49,7	48,6	51,6	48,8	49,2	50,5	47,5	48,6	**49,6**
Femme	50,3	51,4	48,4	51,2	50,8	49,5	52,5	51,4	**50,4**
Groupe d'âges									
0-4 ans	15,1	16,4	15,8	14,7	18,7	22,2	13,4	13,8	**17,0**
5-9 ans	17,0	18,5	14,3	16,7	19,3	23,0	16,5	17,7	**18,0**
10-14 ans	14,4	13,3	12,0	13,9	13,4	12,8	13,2	13,6	**13,1**
15-19 ans	9,1	8,7	9,7	11,5	8,2	7,5	11,3	9,7	**9,1**
20-24 ans	6,4	6,9	8,4	7,9	5,1	4,8	7,6	6,8	**6,6**
25-29 ans	7,2	7,2	8,5	7,3	5,7	5,6	6,9	6,9	**6,9**
30-34 ans	6,3	6,4	7,9	5,9	5,4	4,7	6,2	6,1	**6,2**
35-39 ans	6,1	5,4	6,4	5,1	4,9	4,4	5,1	5,5	**5,4**
40-44 ans	4,6	4,2	4,8	4,0	4,2	3,6	4,3	4,6	**4,3**
45-49 ans	3,7	3,2	3,5	3,1	3,4	2,4	3,4	3,9	**3,3**
50-54 ans	3,0	2,9	2,8	2,6	3,1	2,7	3,2	3,4	**2,9**
55-59 ans	1,9	1,9	2,1	2,0	2,6	1,7	2,3	2,0	**2,1**
60-64 ans	1,8	1,8	1,4	1,8	2,2	1,7	2,4	1,7	**1,8**
65-69 ans	1,2	1,1	1,0	1,4	1,3	0,9	1,4	1,3	**1,1**
70-74 ans	0,9	1,0	0,6	1,0	1,1	1,0	1,2	1,2	**1,0**
75-79 ans	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,4	0,6	0,8	**0,5**
80 ans et Plus	0,8	0,6	0,4	0,6	0,7	0,7	0,9	1,2	**0,7**
Niveau d'instruction									
Aucun	52,8	59,6	44,2	44,3	62,2	73,6	53,6	31,1	**55,8**
Primaire	27,3	27,0	30,8	48,3	24,7	20,0	29,8	39,8	**27,7**
Secondaire	17,0	12,0	19,5	6,2	11,4	5,8	14,6	26,0	**14,0**
Supérieur	2,8	1,5	5,5	1,2	1,7	0,7	1,9	3,1	**2,5**
Milieu de résidence									
Capitale/Principale ville	6,8	12,4	21,4	25,2	12,5	5,6	22,3	23,6	**14,7**
Autres urbains	37,8	12,3	32,4	13,7	12,6	9,3	24,2	15,7	**20,2**
Ens. urbain	44,6	24,7	53,8	38,9	25,2	14,9	46,5	39,3	**34,8**
Rural	55,4	75,3	46,2	61,1	74,8	85,1	53,5	60,7	**65,2**
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**
Effectif de la population (en millier)	11 553	19 708	24 571	1 585	18 787	20 651	15 256	7 265	**119 377**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.2 : Répartition de la population par pays selon les grands groupes d'âges, UEMOA, 2017-2018

Grands groupes d'âges	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Moins de 15 ans	46,4	48,1	42,1	45,4	51,3	58,0	43,1	45,1	48,1
Moins de 20 ans	55,5	56,9	51,8	56,8	59,6	65,5	54,4	54,7	57,2
15-64 ans	50,1	48,6	55,5	51,1	45,0	39,0	52,8	50,5	48,6
65 ans ou plus	3,5	3,3	2,4	3,6	3,7	2,9	4,1	4,4	3,3
Contribution à la population	9,7	16,5	20,6	1,3	15,7	17,3	12,8	6,1	100,0
Pourcentage de femmes	50,3	51,4	48,4	51,2	50,8	49,5	52,5	51,4	50,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.3 : Répartition en pourcentage de la population de 15 ans et plus selon le pays, le sexe et le niveau d'instruction par le statut migratoire, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Profil migratoire					
	Natif	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant	Total	Effectif
Pays						
Bénin	79,3	17,7	2,9	20,7	100,0	6 191 317
Burkina Faso	86,2	10,1	3,8	13,8	100,0	10 219 099
Côte d'Ivoire	61,8	29,9	8,3	38,2	100,0	14 228 332
Guinée-Bissau	85,1	13,4	1,6	14,9	100,0	865 850
Mali	87,8	9,6	2,7	12,2	100,0	9 141 387
Niger	94,0	4,0	2,0	6,0	100,0	8 663 457
Sénégal	81,2	18,2	0,6	18,8	100,0	8 681 831
Togo	69,0	22,2	8,8	31,0	100,0	3 983 765
Ensemble UEMOA	**79,4**	**16,5**	**4,2**	**20,6**	**100,0**	**61 975 039**
Sexe						
Homme	78,8	16,4	4,8	21,2	100,0	29 334 273
Femme	79,9	16,5	3,6	20,1	100,0	32 640 766
Niveau d'instruction						
Aucun	83,2	12,2	4,6	16,8	100,0	35 880 647
Primaire	76,8	19,1	4,1	23,2	100,0	10 400 380
Secondaire	75,5	21,4	3,1	24,5	100,0	12 966 868
Supérieur	57,3	38,9	3,8	42,7	100,0	2 701 562

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.4 : Répartition de la population par pays selon le groupe âges et le sexe, UEMOA, 2017-2018

Pays et milieu de résidence		Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
0-4 ans	Homme	878 345	1 608 289	2 006 359	121 222	1 783 491	2 425 901	1 035 589	510 266	**10 369 461**
	Femme	862 472	1 617 528	1 875 683	112 283	1 731 431	2 168 218	1 005 811	493 985	**9 867 411**
	Total	1 740 817	3 225 817	3 882 042	233 505	3 514 922	4 594 118	2 041 399	1 004 251	**20 236 873**
5-9 ans	Homme	1 040 128	1 869 900	1 897 563	132 546	1 881 282	2 486 715	1 282 858	654 639	**11 245 631**
	Femme	919 732	1 767 685	1 615 955	132 756	1 740 565	2 257 150	1 235 100	628 977	**10 297 920**
	Total	1 959 859	3 637 586	3 513 517	265 302	3 621 847	4 743 865	2 517 957	1 283 616	**21 543 550**
10-14 ans	Homme	883 809	1 371 845	1 555 747	114 599	1 317 537	1 468 899	1 022 647	520 037	**8 255 120**
	Femme	777 690	1 253 852	1 391 248	105 535	1 191 302	1 179 365	992 525	463 067	**7 354 584**
	Total	1 661 500	2 625 697	2 946 995	220 134	2 508 839	2 648 263	2 015 172	983 104	**15 609 704**
15-19 ans	Homme	539 263	813 580	1 245 896	93 070	737 499	732 603	814 504	362 000	**5 338 415**
	Femme	510 686	901 628	1 144 192	88 417	806 871	811 283	911 145	338 835	**5 513 056**
	Total	1 049 949	1 715 208	2 390 088	181 487	1 544 370	1 543 886	1 725 649	700 835	**10 851 471**
20-24 ans	Homme	319 711	526 459	951 211	57 920	357 049	338 995	499 739	220 881	**3 271 966**
	Femme	423 206	828 105	1 108 000	66 806	610 268	648 508	665 123	270 405	**4 620 422**
	Total	742 918	1 354 564	2 059 211	124 726	967 316	987 503	1 164 862	491 286	**7 892 387**
25-29 ans	Homme	328 960	592 033	947 089	48 985	386 904	414 678	436 333	209 503	**3 364 485**
	Femme	504 888	835 018	1 141 040	67 206	690 346	740 086	611 849	290 000	**4 880 432**
	Total	833 848	1 427 050	2 088 129	116 191	1 077 250	1 154 764	1 048 182	499 503	**8 244 917**
30-34 ans	Homme	315 807	588 779	905 883	42 347	418 476	403 568	400 605	196 855	**3 272 320**
	Femme	412 715	666 282	1 035 230	51 663	603 883	561 822	552 721	245 369	**4 129 684**
	Total	728 522	1 255 060	1 941 112	94 011	1 022 359	965 390	953 326	442 224	**7 402 004**
35-39 ans	Homme	327 391	497 490	851 472	33 353	376 884	438 499	342 392	178 391	**3 045 872**
	Femme	374 808	572 581	720 917	46 698	535 319	477 259	438 754	221 994	**3 388 331**
	Total	702 199	1 070 071	1 572 388	80 051	912 203	915 758	781 146	400 385	**6 434 202**
40-44 ans	Homme	269 138	411 754	638 702	27 938	381 486	369 621	297 627	145 249	**2 541 516**
	Femme	265 140	417 305	540 708	36 098	411 091	365 026	365 610	185 644	**2 586 622**
	Total	534 279	829 059	1 179 410	64 036	792 577	734 647	663 237	330 893	**5 128 138**
45-49 ans	Homme	223 978	297 783	495 547	22 576	327 582	268 211	235 925	138 576	**2 010 179**
	Femme	203 054	326 241	364 765	26 100	313 332	231 479	280 697	144 520	**1 890 189**
	Total	427 032	624 023	860 312	48 677	640 914	499 690	516 623	283 096	**3 900 367**
50-54 ans	Homme	183 505	266 101	376 235	19 069	303 629	283 802	216 185	125 154	**1 773 680**
	Femme	163 476	303 963	311 754	21 400	286 855	270 580	270 108	118 483	**1 746 619**
	Total	346 981	570 064	687 989	40 469	590 485	554 381	486 293	243 637	**3 520 299**
55-59 ans	Homme	106 341	206 273	288 027	15 811	263 346	203 752	170 038	67 104	**1 320 690**
	Femme	110 133	168 745	227 965	15 344	228 876	142 808	183 973	79 529	**1 157 373**
	Total	216 474	375 018	515 992	31 155	492 221	346 559	354 011	146 633	**2 478 064**
60-64 ans	Homme	107 236	191 066	192 963	14 466	252 966	199 914	169 338	59 748	**1 187 697**
	Femme	100 473	164 475	151 032	13 921	157 310	154 459	193 428	64 410	**999 508**
	Total	207 709	355 542	343 995	28 387	410 276	354 373	362 766	124 158	**2 187 205**
65-69 ans	Homme	79 077	116 130	140 539	11 512	159 979	118 425	110 920	36 703	**773 285**
	Femme	62 280	100 044	105 171	10 184	90 254	65 099	107 045	54 348	**594 427**
	Total	141 358	216 175	245 710	21 696	250 233	183 524	217 965	91 052	**1 367 712**
70-74 ans	Homme	54 526	110 895	85 126	8 722	141 196	117 709	88 961	40 011	**647 146**
	Femme	51 274	95 488	62 300	6 858	57 293	82 128	92 442	46 147	**493 930**
	Total	105 800	206 383	147 426	15 580	198 488	199 837	181 403	86 159	**1 141 076**
75-79 ans	Homme	37 878	46 288	52 090	5 187	72 151	55 918	50 212	24 632	**344 356**
	Femme	25 099	52 104	46 194	4 090	33 906	20 799	44 481	30 136	**256 809**
	Total	62 978	98 392	98 284	9 277	106 057	76 717	94 693	54 768	**601 165**
80 ans et Plus	Homme	44 113	63 518	47 910	4 318	85 160	94 746	66 143	36 758	**442 667**
	Femme	47 158	58 972	50 374	5 790	51 478	51 679	65 533	52 379	**383 363**
	Total	91 271	122 490	98 284	10 108	136 638	146 426	131 676	89 137	**826 030**
Total	Homme	5 739 208	9 578 182	12 678 358	773 641	9 246 616	10 421 955	7 240 016	3 526 509	**59 204 485**
	Femme	5 814 285	10 130 017	11 892 527	811 150	9 540 381	10 227 749	8 016 344	3 728 227	**60 160 681**
	Total	11 553 493	19 708 199	24 570 886	1 584 791	18 786 996	20 649 704	15 256 360	7 254 737	**119 365 166**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.5 : Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon la destination, UEMOA, 2017-2018

Principale région de destination	% de femmes	% de jeunes de 15-34 ans	% sans instruction	Âge moyen au départ	Nombre d'années moyen depuis le départ	Effectif
Zone UEMOA	11,6	78,5	51,4	28,0	2,1	525 490
Afrique de l'ouest non UEMOA	11,4	79,2	45,7	26,8	1,9	195 590
Afrique centrale	5,5	82,0	40,0	27,1	2,8	116 352
Autres Etats Afrique	5,6	87,7	33,6	25,4	2,1	104 845
Hors Afrique	18,5	75,8	19,2	28,5	2,5	259 579
Total	12,0	79,2	40,9	27,6	2,2	1 201 856

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.6 : Principales destinations des émigrants de 15 ans et plus selon le pays de départ, UEMOA, 2017-2018

	Etats membres de l'UEMOA								**Ens. UEMOA**	
Principale région de destination	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo		Effectif
Zone UEMOA	26,5	74,8	37,9	21,0	41,8	35,6	16,4	37,5	**43,7**	525 490
Afrique de l'ouest non UEMOA	60,3	7,0	3,3	18,7	4,4	34,2	6,0	45,9	**16,3**	195 590
Afrique centrale	7,7	8,0	2,0	1,3	18,2	7,9	7,9	3,4	**9,7**	116 352
Autres États Afrique	3,2	1,8	4,1	7,7	11,0	18,9	12,7	0,8	**8,7**	104 845
Hors Afrique	2,3	8,4	52,7	51,3	24,6	3,4	57,1	12,5	**21,6**	259 579
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	1 201 856

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.7 : Principaux motifs de la migration internationale selon la destination choisie

Pays et milieu de résidence	Raisons de l'émigration							
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas	Total
Pays								
Bénin	8,9	2,9	1,2	77,3	0,0	8,2	1,5	100,0
Burkina Faso	3,3	6,6	1,8	87,4	0,0	0,0	1,0	100,0
Côte d'Ivoire	18,6	15,0	2,5	39,9	6,9	12,4	4,6	100,0
Guinée-Bissau	30,6	6,5	0,4	43,0	6,6	6,9	6,0	100,0
Mali	4,0	3,5	4,2	81,2	0,2	4,2	2,8	100,0
Niger	2,6	0,5	0,1	91,9	0,2	4,2	0,4	100,0
Sénégal	8,7	6,0	3,2	69,4	0,9	7,6	4,3	100,0
Togo	7,3	9,6	2,1	70,8	0,4	6,8	3,0	100,0
Ens. UEMOA	**6,0**	**5,3**	**2,3**	**78,7**	**0,8**	**4,6**	**2,2**	**100,0**
Milieu de résidence								
Capitale/Principale ville	22,5	10,9	4,1	49,5	1,6	6,9	4,4	100,0
Autres urbains	11,7	8,4	2,3	69,8	0,5	5,9	1,4	100,0
Ens. urbain	16,8	9,6	3,2	60,3	1,0	6,4	2,8	100,0
Rural	2,4	3,9	2,0	84,8	0,7	4,1	2,1	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.8 : Répartition de la population selon le pays et le type de ménage, UEMOA, 2017-2018

typologie des ménages	Etats membres de l'UEMOA								**Ensemble UEMOA**
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Unipersonnel	3,5	1,8	3,1	0,2	0,4	0,4	0,7	3,0	**1,7**
Couple avec enfant	60,4	55,6	40,9	20,1	56,0	68,3	16,5	45,2	**49,2**
Couple sans enfant	2,4	2,6	2,3	0,2	1,2	1,5	0,4	1,5	**1,7**
Monoparental nucléaire	9,6	12,2	6,0	1,7	2,9	5,6	2,8	9,8	**6,6**
Monoparental élargi	4,5	4,4	10,2	12,9	4,8	2,9	20,1	9,0	**7,8**
Famille élargie	19,6	23,3	37,6	64,8	34,7	21,2	59,4	31,5	**33,0**
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**
Effectif en millier	11 553	19 708	24 571	1 585	18 787	20 651	15 256	7 265	**119 377**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 2.9 : Répartition des ménages selon la taille du ménage, UEMOA, 2017-2018

Etats membres et milieu de résidence	Taille des ménages				
	1 à 3 personnes	4 à 6 personnes	7 à 9 personnes	10 personnes et plus	Total
Bénin	40,4	41,1	13,7	4,9	100,0
Burkina Faso	37,2	44,5	13,6	4,7	100,0
Côte d'Ivoire	38,9	39,0	15,4	6,7	100,0
Guinée-Bissau	9,7	31,4	27,2	31,7	100,0
Mali	16,9	42,1	24,8	16,2	100,0
Niger	19,6	41,6	25,1	13,7	100,0
Sénégal	16,6	27,0	23,9	32,5	100,0
Togo	38,3	41,8	14,1	5,8	100,0
Ensemble UEMOA	**30,8**	**40,2**	**18,3**	**10,7**	**100,0**
Capitale/Principale ville	38,4	39,1	14,5	8,0	100,0
Autres urbains	36,2	38,5	16,5	8,8	100,0
Ens. urbain	37,1	38,8	15,7	8,5	100,0
Rural	26,9	41,2	19,8	12,1	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 3: Scolarisation et alphabétisation

L'objectif 4 des ODD qui est celui d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des population et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils nécessaires pour développer des solutions innovantes aux différents problèmes.

Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants et de l'alphabétisation des adultes.

3.1. La non fréquentation scolaire

Dans l'espace de l'UEMOA, plus de cinq personnes sur dix (54,3%) n'ont jamais été à l'école et la situation est préoccupante chez les femmes (59%) que chez les hommes (49,4%) et au Niger où 72,5% de la population n'ont jamais été à l'école. Les proportions les plus faibles d'individus n'ayant jamais été à l'école sont observées au Togo (27,1%) et dans une certaine mesure en Guinée Bissau (38,9%). Pour les autres pays, cette proportion tourne autour de la moyenne de l'espace UEMOA.

La proportion des personnes n'ayant jamais été à l'école est importante dans les anciennes générations : elle augmente avec l'âge passant de 55,6% pour les 25-29 ans à 91,4% pour les personnes de 80 ans ou plus. Parmi les jeunes générations, en dehors de 5-9 ans qui constitue généralement l'âge d'entrée dans le cycle de la scolarisation, la proportion des personnes n'ayant jamais été à l'école est faible par rapport au niveau global de l'espace l'UEMOA : elle varie de 27,4% pour 10-14 ans à 45,9% pour les 20-24 ans.

3.2. La scolarisation

La situation du niveau d'instruction dans l'espace de l'UEMOA montre que près de six personnes sur dix (55,8%) n'ont aucun niveau d'instruction, 27,7% ont atteint le primaire et 14,0% le secondaire. Seule une très faible proportion (2,5%) a atteint le niveau supérieur.

L'analyse selon le sexe révèle quelques disparités entre les hommes et les femmes. Ainsi la proportion des femmes (60,4%) qui n'ont aucun niveau scolaire est nettement supérieure à celle des hommes (51,0%). Pour les autres niveaux, on note un faible écart entre les femmes et les hommes, tant au primaire (26,0% et 29,5%), qu'au secondaire (12% et 16,1%), au profit des hommes. Au niveau du supérieur, la proportion des hommes (3,5%) ayant atteint le supérieur constitue au moins le double de celle des femmes (1,5%).

Les résultats montrent également de grandes disparités entre les différents pays membres de l'UEMOA : la proportion des personnes sans instruction est plus importante au Niger (73,6%), au Mali (62,2%) et au Burkina Faso (59,6%), alors que les proportions des personnes les plus instruites sont observées au secondaire au Togo (26%) et en Côte d'Ivoire (19,5%), alors qu'au supérieur, on a la Côte d'Ivoire (5,5%), le Togo (3,1%) et le Bénin (2,8%).

Scolarisation au primaire

L'analyse des résultats de l'enquête ERI-ESI (cf. Tableau 3.3) montre que, dans l'espace UEMOA, 38,9% des enfants ayant l'âge d'être au primaire sont hors du système éducatif dont 38,4% des garçons et 39,4% des filles. Hormis le Togo où cette proportion est de 10,5%, la situation est préoccupante dans les autres états membres de l'UEMOA et plus particulièrement au Niger (59,1%), au Sénégal (45,4%), au Mali (42,2%) et au Burkina Faso (40,2%).

On constate que l'universalité de la scolarisation au primaire n'est pas encore assurée dans la zone UEMOA. Le taux net de scolarisation au primaire se rapporte aux enfants âgés d'être scolarisés au primaire. Sur le plan régional, 61,1% de ces enfants sont à l'école primaire dont 61,6% chez les garçons et 60,5% chez les filles. On note alors que les efforts fournis pour inscrire les filles à l'école semblent porteur leurs fruits dans l'espace UEMOA puisque l'indice de la parité est égal à l'unité dans tous les états membres de l'UEMOA. En termes de scolarisation au primaire dans l'UEMOA, on peut constituer trois groupes de pays : (i) le groupe des pays "champions" avec des taux de scolarisation élevés (Togo avec 89,5% et la Côte d'Ivoire avec 78,9%), (ii) les pays moyens avec des taux de scolarisation non loin du niveau régional (le Bénin avec 68,8%, la Guinée Bissau avec 68,1% et le Burkina Faso avec 59,8%) et (iii) les pays à faible rendement dont le niveau est inférieur au niveau régional (le Niger avec 41,1%, le Sénégal avec 54,4% et le Mali avec 57,8%).

Scolarisation au secondaire

Au secondaire, dans l'espace UEMOA, la proportion des enfants en âge d'être au secondaire qui sont hors du système est importante avec 42,8% et il est à noter que la proportion des filles qui est hors du système éducatif (45,3%) est plus élevée que chez les garçons (40,5%). En dehors du Togo où cette proportion est de 17,5%, dans les autres états membres de l'UEMOA, elle est supérieure à plus de 30% et particulièrement au Niger (63,7%), au Mali (48,4%) et au Sénégal (45,5%).

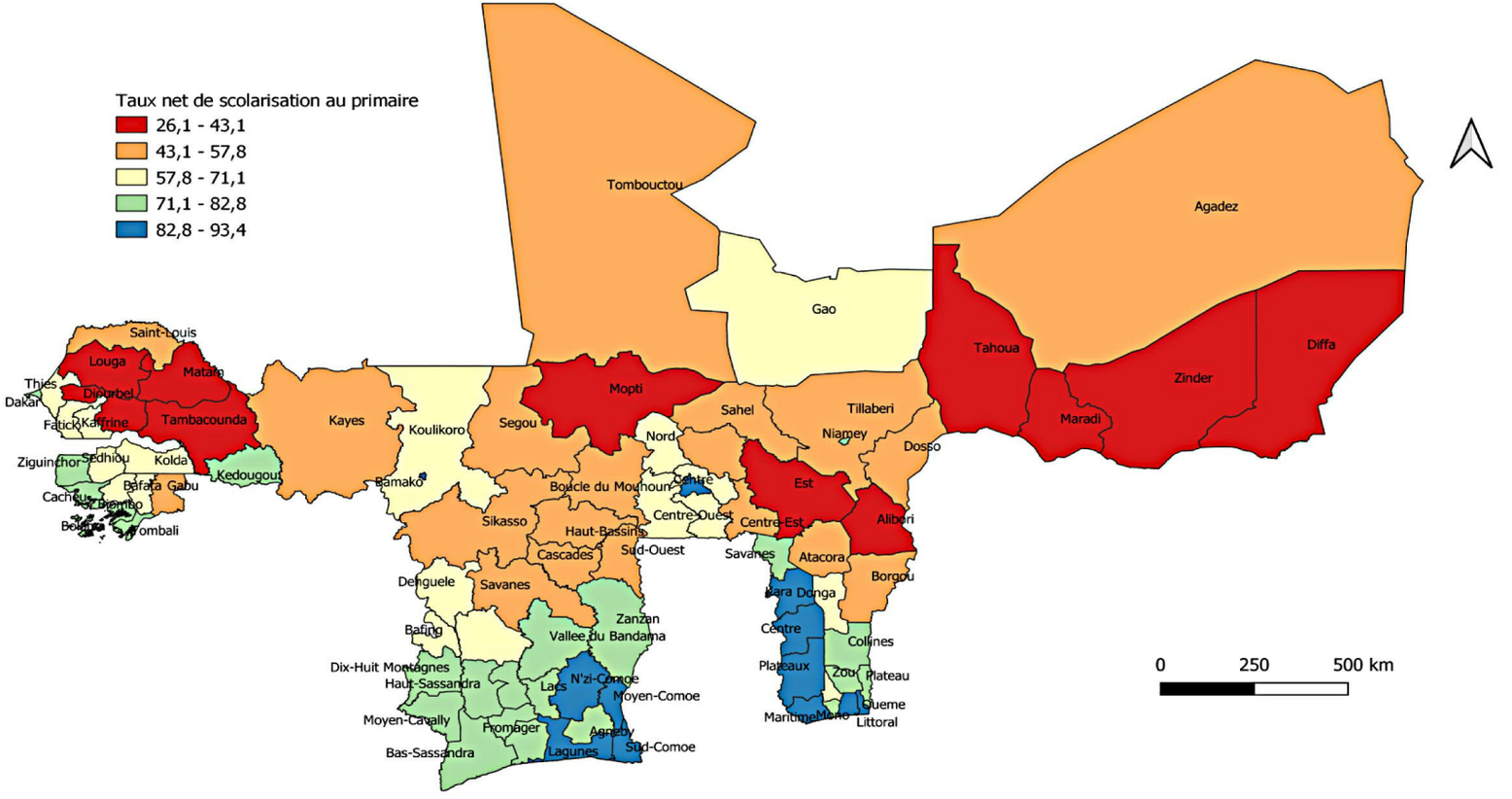
En ce qui concerne le taux net de scolarisation au secondaire, la population de référence est celle dont la tranche d'âges est comprise entre 12 et 18 ans. Contrairement à l'enseignement primaire, le taux net de fréquentation au secondaire est relativement faible dans l'espace UEMOA avec 34,9% dont 36,5% pour les garçons et 33,2% pour les filles. Dans ce cycle également l'effort d'inscription des filles au secondaire semble porter son fruit puisque l'indice de parité varie entre 0,8 et l'unité. En dehors de la Côte d'Ivoire (52,1%) et du Togo (57,4%) qui ont les taux élevés, les autres pays tournent autour de la moyenne régionale à l'exception de la Guinée Bissau (3,1%), du Niger (18,1%) et dans une certaine mesure le Sénégal (26,8%).

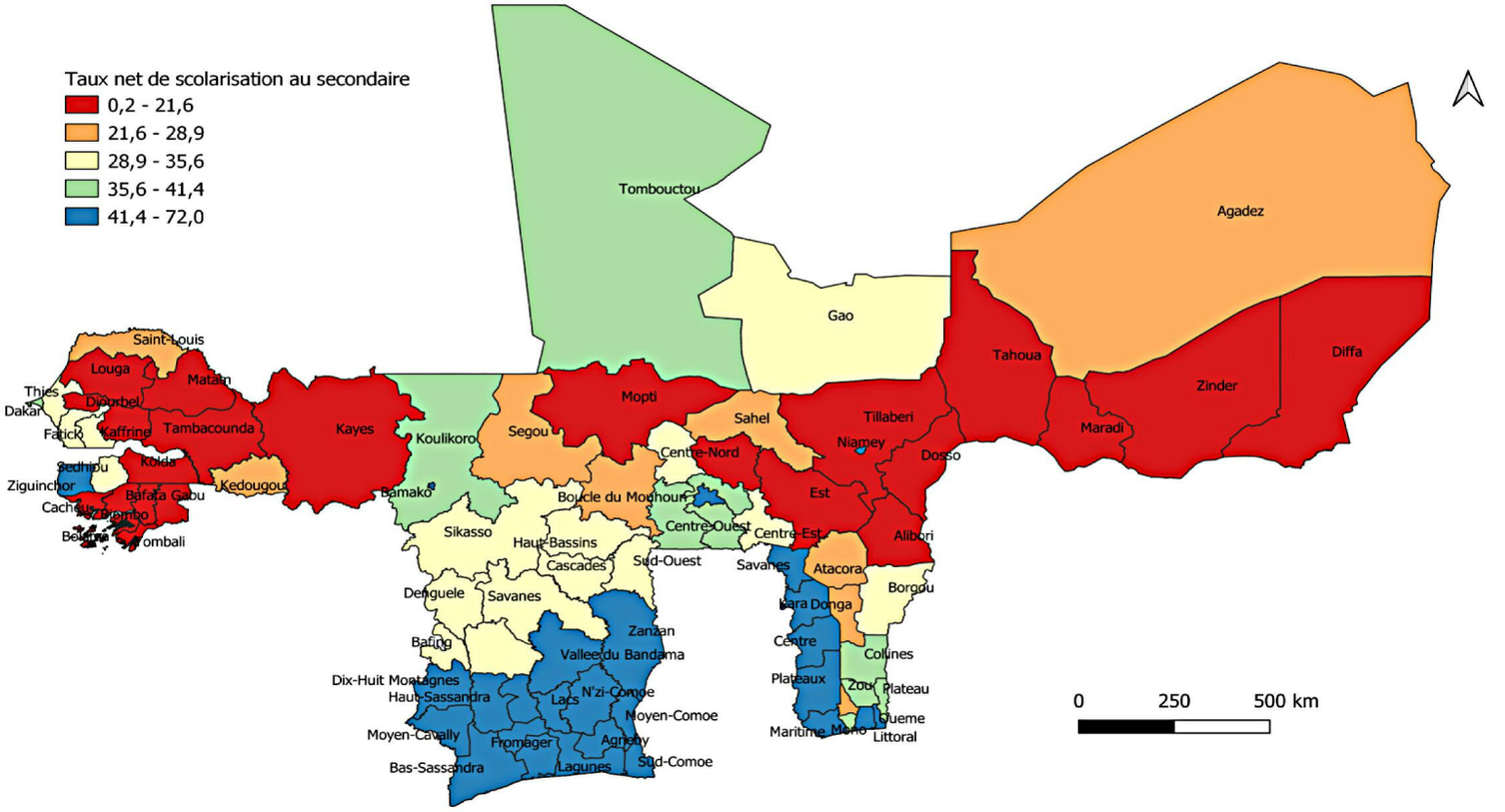
L'analyse au niveau des subdivisions administratives des pays de l'union laisse apparaitre des disparités à l'intérieur des pays. Les niveaux de scolarisation au primaire les plus bas sont identifiés dans les régions de : Tahoua, Maradi, Zinder et Diffa (Niger), l'Alibori (Bénin), de l'Est (Burkina Faso), de Mopti (Mali), et Louga, Diourbel, Matam, Kaffrine et Tanbacounda (Sénégal). Par ailleurs, ces mêmes régions présentent des taux de scolarisation au secondaire les plus faibles. Des efforts restent à fournir dans ces régions

Dans certaines régions, le taux net de scolarisation au secondaire n'atteint pas au moins 50% du taux net de scolarisation au primaire, il s'agit :

Au Bénin : Donga et Couffo ;
Au Burkina Faso : Centre Nord ;
Toutes les régions de la Guinée-Bissau ;
Au Mali : Kayes ;
Au Niger : Tillaberi et Dosso
Au Sénégal : Kedougou et Kolda.

Carte 3.1 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018




Taux net de scolarisation au secondaire
0,2 - 21,6
21,6 - 28,9
28,9 - 35,6
35,6 - 41,4
41,4 - 72,0
Tombouctou
Gao
Agadez
Tahoua
Diffa
Zinder
Maradi
Mopti
Sahel
Tillaberi
Niamey
Dosso
Centre-Nord
Saint-Louis
Louga
Matam
Thies
Dakar
Diambel
Fatick
Kaffrine
Tambacounda
Kayes
Koulikoro
Segou
Kolda
Sedhiou
Ziguinchor
Kedougou
Bamako
Boucle du Mouhoun
Est
Centre-Ouest
Centre-Est
Sikasso
Haut-Bassins
Cascades
Sud-Ouest
Savanes
Denguele
Savanes
Zanzan
Bafing
Vallee du Bandama
Dix-Huit Montagnes
Haut-Sassandra
Lacs
N'zi-Comoe
Moyen-Comoe
Moyen-Cavally
Fromager
Agneby
Bas-Sassandra
Lagunes
Sud-Comoe
Alibori
Atacora
Borgou
Kara
Donga
Centre
Collines
Plateaux
Zou
Plateau
Maritime
Mono
Oueme
Littoral
0
250
500 km

3.3. L'alphabétisation des adultes

Lors de l'enquête ERI-ESI 2017-2018, l'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque. Elle se rapporte généralement aux individus âgés de 15 ans ou plus d'une population donnée.

Les résultats dans l'espace UEMOA présentent un taux d'alphabétisation de 47,5% au niveau régional dont 56,5% pour les hommes et 39,6% pour les femmes. La langue d'alphabétisation dominante est le français/portugais avec 39,2% alors qu'elle est faible avec les langues nationales (15,7%). Les langues nationales sont plus utilisées pour l'alphabétisation en Côte d'Ivoire (43,1%) et en Guinée Bissau (49,6%).

L'analyse des résultats révèle des disparités entre les pays comparativement au niveau régional : (i) les pays fortement alphabétisés : Guinée Bissau (80,7%), la Côte d'Ivoire (71,5%), le Togo (60,4%) et (ii) les pays faiblement alphabétisés : Niger (28,4%), Mali (34%) et le Burkina Faso (34,7%).

Liste des tableaux

Tableau 3.1 : Pourcentage des individus jamais scolarisés par groupe d'âges suivant le pays et le sexe, UEMOA, 2017-2018 ..... *21*
Tableau 3.2 : Répartition de la population par pays et sexe selon le niveau d'instruction, UEMOA, 2017-2018 ..... *21*
Tableau 3.3 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence et indice de parité fille/garçon dans les niveaux d'études, UEMOA, 2017-2018..... *22*
Tableau 3.4 : Taux de scolarisation au primaire et au secondaire selon le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 *22*
Tableau 3.5 : Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus par pays selon le sexe, UEMOA, 2017-2018..... *22*

Tableau 3.1 : Pourcentage des individus jamais scolarisés par groupe d'âges suivant le pays et le sexe, UEMOA, 2017-2018

Groupe d'âges	Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA	Sexe		Effectif en millier
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo		Homme	Femme	
5-9 ans	46,7	51,8	28,2	34,0	47,6	65,9	53,1	15,8	47,7	47,3	48,0	21 544
10-14 ans	29,6	26,0	15,0	13,1	30,4	46,4	28,8	5,4	27,4	26,9	27,9	15 610
15-19 ans	32,3	34,3	27,0	17,9	38,9	56,8	34,3	8,9	34,4	28,8	39,9	10 851
20-24 ans	45,9	50,9	41,5	22,5	49,2	71,1	40,0	13,6	45,9	35,3	53,4	7 892
25-29 ans	57,3	64,0	45,7	35,3	62,5	77,8	49,0	21,8	55,6	44,5	63,2	8 245
30-34 ans	63,7	65,7	51,2	44,4	69,2	82,7	56,4	26,1	60,6	49,8	69,2	7 402
35-39 ans	68,5	73,5	50,4	54,9	73,2	82,0	55,3	34,9	63,6	52,9	73,2	6 434
40-44 ans	67,5	74,7	51,6	55,6	78,5	83,3	60,0	38,7	66,0	56,5	75,4	5 128
45-49 ans	68,1	78,4	52,0	59,8	76,1	83,9	63,0	39,7	66,7	58,6	75,3	3 900
50-54 ans	69,7	83,8	55,0	59,4	75,3	89,4	68,6	42,4	71,0	60,9	81,3	3 520
55-59 ans	70,2	81,8	59,3	62,2	81,0	87,5	65,7	47,7	72,2	66,5	78,6	2 478
60-64 ans	75,3	85,4	63,7	66,5	80,0	93,1	68,8	57,8	76,7	70,3	84,4	2 187
65-69 ans	72,5	86,9	69,1	73,7	83,6	94,1	74,5	66,1	79,0	72,2	87,8	1 368
70-74 ans	77,9	90,6	73,4	82,3	85,2	97,8	83,5	69,2	84,6	79,4	91,5	1 141
75-79 ans	81,4	95,7	85,1	79,4	88,5	96,6	82,8	74,7	87,1	82,9	92,8	601
80 ans et Plus	88,7	97,4	88,7	91,5	91,5	97,5	88,9	83,0	91,4	87,1	96,4	826
Total	54,3	58,8	42,6	38,9	59,3	72,5	52,0	27,2	54,3	49,4	59,0	119 365

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 3.2 : Répartition de la population par pays et sexe selon le niveau d'instruction, UEMOA, 2017-2018

Pays et sexe	Niveau instruction					Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur	Total	
Pays						
Bénin	52,8	27,3	17,0	2,8	100,0	11 553 493
Burkina Faso	59,6	27,0	12,0	1,5	100,0	19 708 199
Côte d'Ivoire	44,2	30,8	19,5	5,5	100,0	24 570 886
Guinée-Bissau	44,3	48,3	6,2	1,2	100,0	1 584 791
Mali	62,2	24,7	11,4	1,7	100,0	18 786 996
Niger	73,6	20,0	5,8	0,7	100,0	20 651 071
Sénégal	53,6	29,8	14,6	1,9	100,0	15 256 360
Togo	31,1	39,8	26,0	3,1	100,0	7 265 286
Ensemble UEMOA	**55,8**	**27,7**	**14,0**	**2,5**	**100,0**	**119 377 083**
Sexe						
Homme	51,0	29,5	16,1	3,5	100,0	59 210 739
Femme	60,4	26,0	12,0	1,5	100,0	60 166 344

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 3.3 : Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe et la résidence et indice de parité fille/garçon dans les niveaux d'études, UEMOA, 2017-2018

Indicateurs de scolarisation		Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Taux net de scolarisation au primaire ajusté	Homme	69,4	59,8	79,5	69,0	58,3	42,9	52,4	90,0	**61,6**
	Femme	68,2	59,9	78,2	67,1	57,3	39,1	56,7	88,9	**60,5**
	Total	68,8	59,8	78,9	68,1	57,8	41,1	54,5	89,5	**61,1**
Indice de parité au primaire		1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9	1,1	1,0	**1,0**
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système	Homme	30,5	40,2	20,0	31,0	41,7	57,2	47,6	10,0	**38,4**
	Femme	31,5	40,2	21,2	32,9	42,7	61,1	43,2	11,1	**39,4**
	Total	31,0	40,2	20,6	31,9	42,2	59,1	45,4	10,5	**38,9**
Taux net de scolarisation au secondaire	Homme	40,8	32,8	56,5	3,2	30,5	18,6	26,2	61,5	**36,5**
	Femme	34,1	33,5	47,4	3,0	30,2	17,6	27,3	52,5	**33,2**
	Total	37,7	33,1	52,1	3,1	30,4	18,1	26,8	57,4	**34,9**
Indice de parité au secondaire		0,8	1,0	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0	0,9	**0,9**
Pourcentage des enfants en âge d'être au secondaire qui sont hors du système	Homme	38,3	38,9	29,2	20,4	46,7	61,3	45,5	14,1	**40,5**
	Femme	45,9	40,4	37,7	25,6	50,3	66,3	45,6	21,5	**45,3**
	Total	41,9	39,6	33,3	22,9	48,4	63,7	45,5	17,5	**42,8**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 3.4 : Taux de scolarisation au primaire et au secondaire selon le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018

Milieu de résidence	Taux net de scolarisation au primaire ajusté			Taux net de scolarisation au secondaire		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Capitale/Principale ville	87,0	86,7	86,8	57,1	48,7	52,5
Autres urbains	76,5	76,9	76,7	52,8	48,3	50,6
Ens. urbain	80,4	80,6	80,5	54,3	48,5	51,3
Rural	54,2	52,2	53,3	26,6	23,0	24,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 3.5 : Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et plus par pays selon le sexe, UEMOA, 2017-2018

Taux d'alphabétisation		Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
	Sexe	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
En langue nationale	Homme	3,3	6,2	45,2	53,9	10,2	8,7	11,0	8,1	**17,8**
	Femme	1,8	4,7	41,0	45,8	6,9	4,6	8,2	6,0	**13,7**
	Total	2,5	5,4	43,1	49,6	8,4	6,5	9,5	7,0	**15,7**
En français/portugais	Homme	51,2	36,8	65,0	67,5	30,6	26,8	50,5	69,8	**47,2**
	Femme	31,2	24,4	49,3	42,9	20,4	17,0	35,0	44,3	**31,9**
	Total	40,7	30,2	57,3	54,4	25,1	21,6	41,9	56,1	**39,2**
Taux alphabétisation global	Homme	52,3	42,4	76,6	86,9	42,0	37,2	64,1	73,5	**56,5**
	Femme	32,1	28,1	66,1	75,4	27,0	20,8	42,3	49,1	**39,6**
	Total	41,7	34,7	71,5	80,7	34,0	28,4	52,1	60,4	**47,6**
Effectif en millier		6 191	10 219	14 228	866	9 141	8 663	8 682	3 984	**61 975**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 4: Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages

Ce chapitre traite des caractéristiques des logements, des éléments de confort et des conditions de vie des ménages. Sont considérés, entre autres, comme des éléments de confort, l'utilisation de l'eau potable, de l'électricité, des latrines et des combustibles propres pour la cuisson. Outre les conditions du logement, sont également abordées dans ce chapitre l'analyse de la pauvreté selon les conditions de vie.

4.1. Caractéristiques et statut d'occupation des logements

4.1.1. Eléments de confort

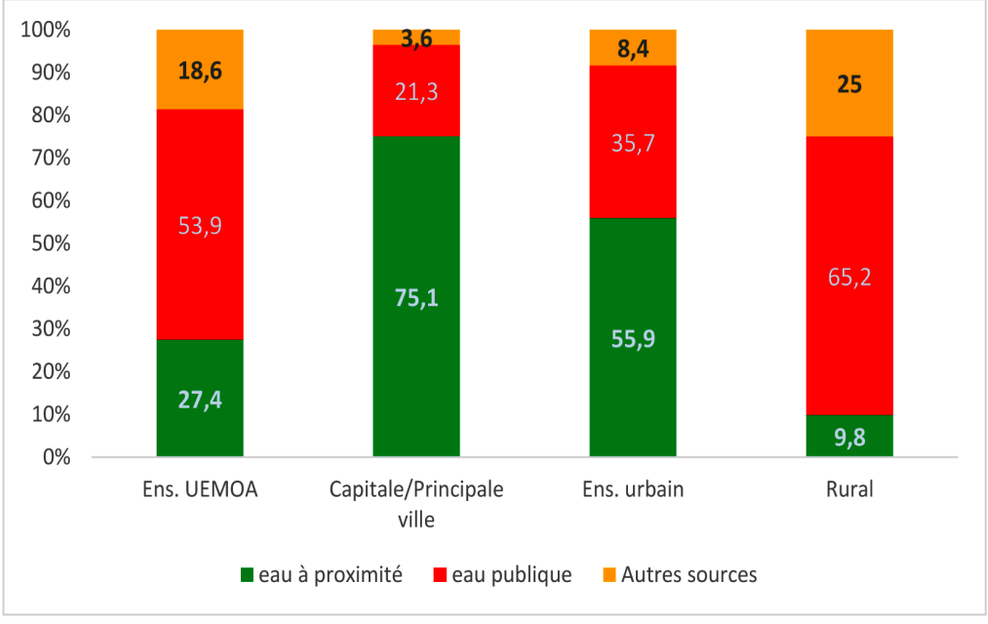
L'évaluation du confort du logement repose essentiellement sur quelques caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et bien d'autres.

- Approvisionnement en eau

Les sources d'approvisionnement en eau pour la boisson sont multiples et on va les ressembler en trois groupes : (i) eau à proximité constituée d'eau courante à la maison et eau courante dans la cour ; (ii) eau publique constituée de robinet (fontaine) public, puits à pompe/forage et puits creusés et protégés et (iii) autres sources, le reste des sources. La source améliorée en eau est constituée des deux premiers groupes.

Les résultats de l'enquête ERI-ESI montrent que 81,3% des ménages de l'espace UEMOA s'approvisionnent en eau à partir d'une source améliorée. Cette proportion est élevée en milieu urbain (91,6%) et particulièrement dans les capitales ou les principales villes (96,4%) qu'en milieu rural (75%).

Graphique 4.1 : Sources d'approvisionnement en eau des ménages dans l'espace UEMOA, ERI-ESI, UEMOA 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Il faut noter que parmi les sources améliorées utilisées, peu de ménage possède de l'eau à proximité de leur logement (27,4%) et c'est le service public qui fournit la majeure partie de l'eau (53,9%). Selon le milieu de résidence, les ménages en milieu urbain possèdent beaucoup plus de l'eau à proximité de leur

logement (55,9%) et plus encore dans les capitales ou les principales villes (75,1%), alors qu'en milieu rural, seulement 9,8% des ménages possèdent l'eau à proximité et la grande majorité se ravitaille auprès des sources publiques (65,2%).

Selon les Etats membres de l'UEMOA, ce n'est qu'au Sénégal que la majorité des ménages s'approvisionne en eau à proximité de leur logement (65,6%) alors que dans les autres pays, c'est la source publique qui est dominante.

- Mode d'éclairage

En matière d'éclairage dans l'espace UEMOA, deux sources sont dominants : (i) 39,1% des ménages s'éclairent à l'électricité[5], particulièrement dans le milieu urbain (77,3%) et dans les capitales ou principales villes (92,1%). Ce mode d'éclairage est le plus utilisé en Côte d'Ivoire (68,1%), au Sénégal (64,3%) et au Togo (52,4%) et ; (ii) mode autre non spécifié qui est utilisé par 36,1% des ménages, notamment ceux du milieu rural (51,7%) et dans les pays comme la Guinée Bissau (58,1%), le Niger (81,3%) et au Burkina Faso (43,1%).

- Mode d'évacuation des ordures

L'évacuation des ordures dans la nature (dépotoir sauvage) constitue le principal mode d'évacuation des ordures ménagères dans l'espace UEMOA avec 59,1% des ménages qui évacuent leurs ordures par ce mode et particulièrement dans le milieu rural (75,6%). L'utilisation de la nature comme mode d'évacuation des ordures reste encore pratiqué dans le milieu urbain (32,6%) et même dans certaines capitales et principales villes de l'UEMOA (9,7%). Cette pratique est fortement répandue au Bénin (71,2%) et au Niger (87%).

L'utilisation du dépotoir public n'est pratiquée que par 11,3% des ménages dans l'espace UEMOA dont 17,9% des ménages en milieu urbain et 19,9% dans les capitales.

La pratique d'enlèvement des ordures par le service privé, commence à se développer dans l'espace de l'UEMOA avec 10,7% des ménages qui utilisent ce mode, particulièrement dans le milieu urbain (25,9%) et dans les capitales et villes principales (41,8%).

Dans l'espace UEMOA, 11,3% des ménages utilisent les dépotoirs publics et 5,8%, les services d'enlèvement public pour l'évacuation des ordures ménagères. Lorsqu'on s'intéresse au mode d'évacuation des ordures ménagères dans les capitales/principales villes des Etats membres de l'union, on note la présence de l'Etat dans ce domaine. En effet, 24,3% des ménages vivant dans les capitales/principales villes des pays ont utilisé les services d'enlèvement public et 19,9%, les dépotoirs publics pour l'évacuation des ordures. Au niveau de certains pays, l'accent a été mis sur les services d'enlèvement et les dépotoirs publics pour l'évacuation des ordures ménagères surtout à la capitale. Ce qui traduit le pourcentage élevé des ménages utilisant les services d'enlèvement et les dépotoirs publics pour évacuer leurs ordures ménagères au Sénégal (14,6% utilisant les dépotoirs publics et 24,2% utilisant les services d'enlèvement public) et en Côte d'Ivoire (18,4% utilisant les dépotoirs publics et 8,7% utilisant les services d'enlèvement public).

- Types d'aisance

Dans l'espace UEMOA, l'utilisation des latrines publiques est la plus répandue avec 38,3% des ménages, tant en milieu urbain (46,2%) et les capitales (33,5%) qu'en milieu rural (33,4%). Cette pratique est plus développée en Guinée Bissau (68,9%), au Mali (79,9%) et en Côte d'Ivoire (46,4%).

[5] De la Société nationale d'électricité

L'utilisation de la nature comme mode d'aisance est la seconde pratique la plus développée avec 31,3% des ménages, notamment dans le milieu rural de l'UEMOA (45,1%). Toutefois, l'utilisation de la nature comme mode d'aisance n'a pas disparu du milieu urbain puisque 8,8% des ménages la pratique. Cette pratique est assez répandue au Bénin (56,9%), Niger (69,4%) et au Togo (41,8%) où un pourcentage élevé des ménages utilise la nature comme mode d'aisance.

Enfin, l'utilisation des WC avec chasse d'eau n'est pas répandue dans l'espace UEMOA avec seulement 18,6% des ménages qui en possèdent, plus en milieu urbain (37%), particulièrement dans les capitales/villes principales (60,5%), avec des niveaux élevés en Côte d'Ivoire (30,1%) et au Sénégal (44,7%).

- Combustibles utilisés pour la cuisson

Le combustible le plus utilisé pour la cuisson dans l'espace UEMOA est le bois de chauffe dans 64,2% des ménages de l'union, dont 84,6% des ménages du milieu rural et 31,1% des ménages du milieu urbain et même 8,6% des ménages dans les capitales. Ce combustible est utilisé par plus de 50% des ménages dans tous les Etats membres de l'UEMOA à l'exception du Togo (12,9%).

Le gaz domestique constitue le second combustible le plus utilisé avec 14,1% des ménages, notamment en milieu urbain (34,1%) et dans les capitales/villes principales (53,6%) et dans les pays comme la Côte d'Ivoire (29,5%) et au Sénégal (34%).

- Accès aux services de base

Dans la zone UEMOA, l'accès universel à l'eau potable n'est pas encore une réalité même si 80% de la population en dispose. Des efforts importants restent encore à fournir par des pays comme le Bénin (75,5%), le Togo (59,3%), Niger (76,4%) et le Mali (79,5%) dont le niveau est inférieur au niveau de la zone UEMOA. En milieu rural de l'UEMOA (73,9%) la situation est préoccupante. L'analyse régionale au sein des pays montre queslques disparités entre les régions d'un même pays. Les régions du Centre et Plateaux (Togo), de Sedhiou et Kolda (Sénégal), de Tombali, Oio et Bolama Bijagos (Guinée-Bissau) présentent les taux d'accès les plus faibles. Par ailleurs, quelques régions sont sur le point d'atteindre l'accès universel à l'eau potable avec des taux d'accès supérieurs à 90%.

En matière de source d'éclairage, près de six personnes sur dix (56,2%) ont accès à l'électricité dans la zone UEMOA, mais des efforts restent à fournir dans certains pays comme le Niger (18,3%), le Burkina Faso (45,2%), la Guinée Bissau (50,9%) et le Bénin (50,9%), ainsi que dans le milieu rural de l'UEMOA avec 40,8% d'accédants.

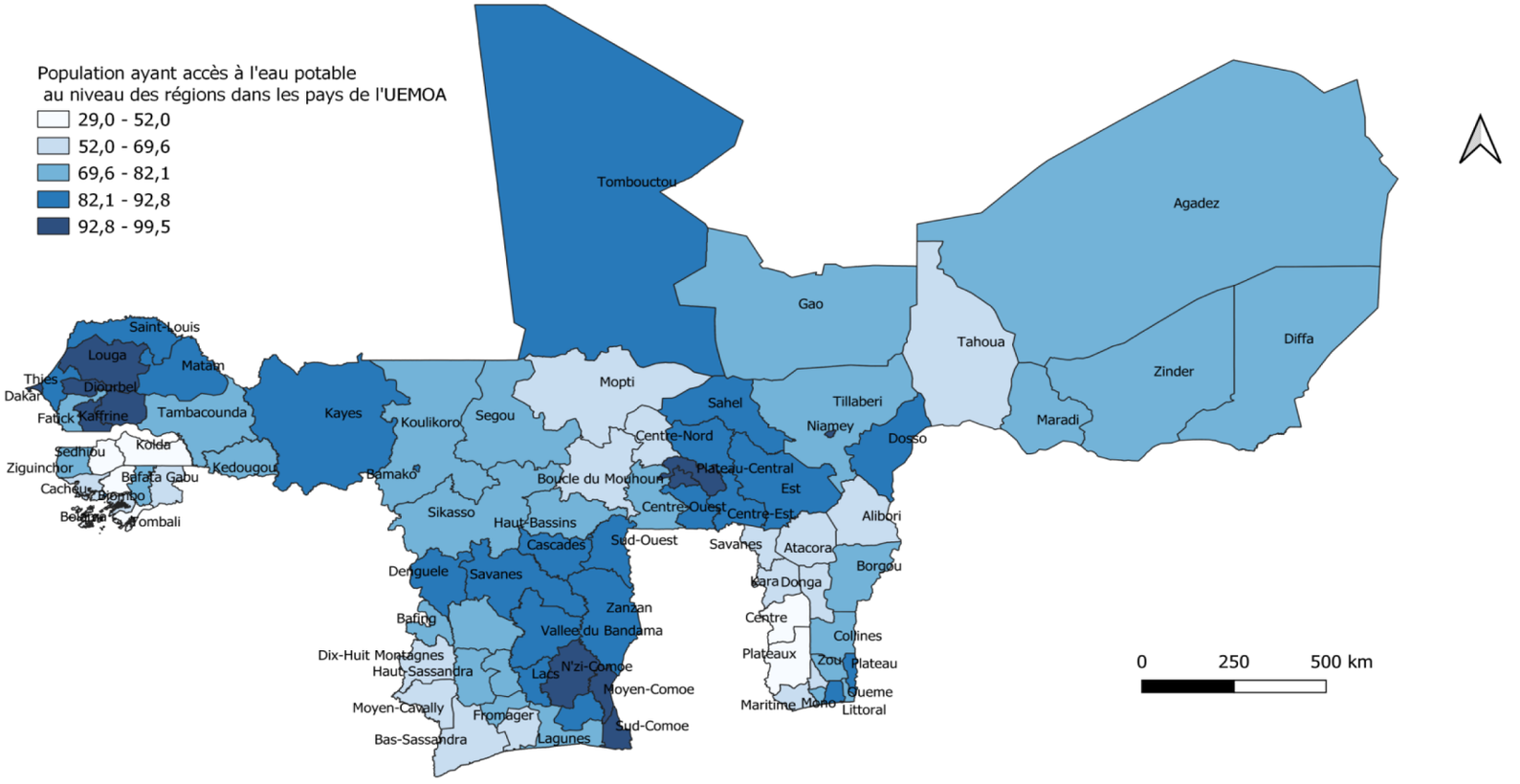
Les combustibles propres[6] pour la cuisson restent inaccessibles aux populations de la zone UEMOA avec seulement 12,6% et c'est dans seulement deux pays de l'UEMOA que le quart de la population a accès aux combustibles propres: la Côte d'Ivoire (28,4%) et le Sénégal (27,3%) et dans les principales capitales/villes un peu plus de la moitié de la population a accès aux combustibles propres avec 53,9%.

Sur le plan de l'assainissement, l'accès de la population aux latrines reste faible, car à peine la moitié de la population (50,7%) de la zone UEMOA y a accès et la situation est très préoccupante dans les pays comme le Niger (18,2%), le Bénin (38,4%), le Burkina Faso (34,7%), le Togo (41,4%) et la Côte d'Ivoire (43,4%) et dans le milieu rural de l'UEMOA (38%).

En résumé, des défis restent à relever dans les atteintes des Objectifs du développement Durable, notamment pour l'accès aux services de bases.

[6] Les combustibles propres sont le gaz et l'électricité pour la cuisson

Carte 4.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable par région dans les Etats membres, UEMOA, 2017-2018



4.2. Analyse de la pauvreté selon les conditions de vie

L'indicateur de niveau de vie non monétaire est un critère d'évaluation du bien-être économique qui repartit la population en cinq groupes grâce à des scores appelé quintiles de bien-être.

Au niveau régional, la proportion de la population pauvre est de 34% dont 16,3% sont plus pauvres. Les ménages dirigés par les femmes (44,5%) comportent plus de pauvres que ceux dirigés par les hommes (31,9%). La pauvreté sévit plus en milieu rural (34,4%) qu'en milieu urbain (33,2%) et elle est faible dans les capitales (24,6%). Il existe de différence entre les niveaux de pauvreté selon les pays : il varie entre 32,1% au Mali et 35,7% en Guinée Bissau.

Encadré 1 : Méthodologie de création de l'indicateur de niveau de vie non monétaire

L'indicateur de niveau de vie non monétaire est un indice composite, fondé sur l'Analyse en Composante Principale (ACP), qui rend compte du niveau de vie basé sur les variables de conditions de vie et de patrimoine du ménage. Les travaux traditionnels y afférents, notamment ceux de Filmer et Pritchett (1998, 2011), Hammer, (1998), Sahn et Stifel (2001) ; Pradhan, Sahn et Younger, (2002) et Vodounou et Ahovey (2002) et Vodounou (2003) et l'approche adoptée dans les enquêtes EDS et MICS retiennent le premier axe factoriel comme indicateur du niveau de vie.

Cette approche a deux inconvénients majeurs. En premier lieu, le premier axe est retenu quel que soit le pourcentage de l'inertie expliquée, en l'occurrence même s'il est très faible (moins de 20%). En second lieu pour certaines données d'enquêtes, le choix du premier axe conduit à une interprétation en termes de richesse contre intuitive ; les ménages aisés pouvant avoir des coordonnées négatives et les ménages pauvres, des coordonnées positives. Et ce, en raison d'un classement différencié des ménages en fonction des variables. En outre, il privilégie le caractère rural de la pauvreté.

Pour remédier à cette situation, l'indice composite retenu est calculé comme moyenne pondérée des coordonnées de tous les axes factoriels [(Vodounou (2009 et 2015) pour des études transversales et, Pradhan et al. (2014) et Yilmaz et al. (2018) pour des perspectives dynamiques], sans perte d'information en stratifiant le pays suivant le milieu de résidence (Urbain/rural).

$Indicateur\ de\ niveau\ de\ vie = \sum_i^k \frac{\lambda}{\sum \lambda_i} Fact_i$ où $\lambda_i\ est\ la\ valeur\ propre\ associée$ à $l'axe\ i,$ k le nombre de variables et Fact les axes factoriels.

Liste des tableaux

Tableau 4.1 : Répartition des ménages selon la source d'approvisionnement en eau, UEMOA, 2017-2018..... *29*
Tableau 4.2 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, UEMOA, 2017-2018..... *30*
Tableau 4.3 : Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, UEMOA, 2017-2018 ..... *31*
Tableau 4.4 : Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, UEMOA, 2017-2018 …… *31*

Tableau 4.1 : Répartition des ménages selon la source d'approvisionnement en eau, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques	eau à proximité	eau publique	Autres sources	Sources améliorées
Etats membres de l'UEMOA				
Bénin	21	54,6	24,3	75,6
Burkina Faso	16,4	67,4	16,2	83,8
Côte d'Ivoire	40,8	44,5	14,8	85,3
Guinée-Bissau	23,7	42,3	34,1	66
Mali	12,2	66,3	21,6	78,5
Niger	20,3	55,8	23,8	76,1
Sénégal	65,6	24	10,5	89,6
Togo	22,3	57,9	19,8	80,2
Ens. UEMOA	**27,4**	**53,9**	**18,6**	**81,3**
Milieu de résidence				
Capitale/Principale ville	75,1	21,3	3,6	96,4
Autres urbains	43,6	45,1	11,4	88,7
Ens. urbain	55,9	35,7	8,4	91,6
Rural	9,8	65,2	25	75

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 4.2 : Répartition des ménages selon les éléments de confort des logements, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques du logement	Etats membres de l'UEMOA									Milieu de résidence			
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ens. UEMOA**	Capitale/Principale ville	Autres urbains	Ens. urbain	Rural
Approvisionnement en eau													
Eau courante à la maison	10,6	9,0	34,8	5,6	9,3	20,3	60,5	6,5	**21,2**	60,4	32,0	43,1	7,7
Eau courante dans une autre cour	10,4	7,4	6,0	18,1	2,9	0,0	5,1	15,8	**6,2**	14,7	11,6	12,8	2,1
Robinet (fontaine) public	12,8	19,0	8,7	10,1	20,3	10,1	15,5	0,9	**12,9**	11,8	14,2	13,2	12,8
Puits à pompe/forage	32,6	40,7	9,0	9,8	19,2	19,5	1,3	36,2	**22,2**	5,5	10,6	8,6	30,6
Puits creusé et protégé	9,2	7,7	26,8	22,4	26,8	26,2	7,2	20,8	**18,8**	4,0	20,3	13,9	21,8
Puits creusé et non protégé	14,9	14,4	9,6	30,4	18,1	0,0	9,2	3,8	**10,5**	1,1	9,0	5,9	13,4
Source protégée	1,5	0,0	1,4	1,7	0,5	0,4	0,2	0,2	**0,7**	0,1	0,6	0,4	0,9
Source non protégée	6,6	1,7	2,8	0,9	1,5	6,5	0,1	11,7	**3,8**	0,0	1,2	0,7	5,7
Autre	1,3	0,1	1,0	1,1	1,5	16,9	1,0	4,1	**3,6**	2,4	0,6	1,4	5,0
Mode d'éclairage													
Electricité	35,9	19,0	68,1	20,0	25,5	14,2	64,3	52,4	**39,1**	92,1	67,7	77,3	15,4
Groupe électrogène	1,5	0,1	0,2	0,6	0,3	0,0	0,2	0,0	**0,3**	0,1	0,4	0,3	0,3
Energie solaire	8,1	24,0	11,6	21,1	45,4	4,0	7,1	2,1	**15,9**	1,8	8,4	5,8	22,1
Gaz	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	**0,1**	0,3	0,2	0,2	0,0
Pétrole	26,0	1,2	2,0	0,1	1,9	0,4	3,4	4,7	**4,7**	0,5	4,6	3,0	5,8
Autre	18,2	43,1	18,0	58,1	26,9	81,3	24,9	38,7	**36,1**	4,5	15,2	11,0	51,7
Pas d'éclairage dans le ménage	10,2	12,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,2	**3,8**	0,8	3,5	2,4	4,6
Mode d'évacuation des ordures													
Dépotoir public	4,2	8,2	18,4	5,9	17,0	6,1	14,6	5,2	**11,3**	19,9	16,6	17,9	7,2
Enlèvement (service public)	2,0	4,3	8,7	3,6	1,7	0,0	24,2	4,7	**5,8**	24,3	8,2	14,6	0,3
Enlèvement (service privé)	11,8	6,1	13,0	1,8	14,0	5,5	11,0	19,2	**10,7**	41,8	15,6	25,9	1,2
Incinération	4,4	14,1	5,1	24,8	5,3	0,3	4,6	6,7	**6,3**	2,8	8,1	6,0	6,5
Enfouissement	2,9	14,6	1,4	4,6	10,4	0,8	1,3	4,6	**5,5**	1,0	2,6	2,0	7,6
Dépotoir sauvage	71,2	52,8	52,5	53,8	49,5	87,0	40,3	59,3	**59,1**	9,7	47,4	32,6	75,6
Autre	3,5	0,0	1,0	5,5	2,0	0,4	4,0	0,3	**1,4**	0,4	1,5	1,1	1,6
Type d'aisance													
WC avec chasse eau	6,5	4,0	30,1	15,7	13,0	15,3	44,7	26,7	**18,6**	60,5	21,7	37,0	7,2
Fosse étanche ou latrine publique	35,7	31,5	46,4	68,9	79,9	2,9	39,4	29,1	**38,3**	33,5	54,3	46,2	33,4
Autres	0,9	38,9	5,4	5,9	1,3	12,4	6,6	2,4	**11,8**	5,0	9,9	8,0	14,2
Dans la nature	56,9	25,7	18,1	9,5	5,8	69,4	9,3	41,8	**31,3**	0,9	14,1	8,9	45,1
Combustible utilisé pour la cuisine													
Electricité	1,2	0,1	2,4	0,4	0,5	0,0	2,5	0,4	**1,0**	3,4	1,6	2,3	0,3
Gaz	4,4	12,4	29,5	1,3	0,6	3,3	34,0	8,8	**14,1**	53,6	21,5	34,1	1,7
Pétrole	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	27,8	**2,1**	8,6	1,7	4,4	0,7
Charbon	26,9	16,6	13,4	32,0	17,6	1,7	16,4	0,1	**13,9**	24,2	26,8	25,8	6,5
Bois	65,4	69,0	54,1	65,0	79,6	93,8	46,0	12,9	**64,2**	8,6	45,7	31,1	84,6
Autre	0,2	0,4	0,4	1,4	1,6	0,7	1,1	49,0	**4,1**	0,8	1,7	1,4	5,9
Ne fait pas la cuisine	1,6	1,3	0,0	0,0	0,0	0,6	0,0	1,1	**0,6**	0,8	0,9	0,9	0,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif des ménages en milliers	**2 594,5**	**4 263,4**	**5 253,3**	**190,5**	**2 847,0**	**3 341,1**	**1 818,7**	**1 579,4**	**21 887,9**	**3 287,2**	**5 083,6**	**8 370,8**	**13 517,1**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 4.3 : Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques du logement	Etats membres de l'UEMOA									Milieu de résidence			
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ens UEMOA**	Capitale/ Principale ville	Autres urbains	Ens. urbain	Rural
Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	75,5	83,6	84,5	66,2	79,5	76,4	88,0	59,3	**80,0**	96,6	88,2	91,4	73,9
Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	38,4	34,7	43,4	84,7	93,8	18,2	83,8	41,4	**50,7**	88,7	65,6	74,5	38,0
Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	50,9	45,2	79,4	50,9	73,2	18,3	69,9	50,8	**56,2**	94,7	79,0	85,1	40,8
Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]	4,4	10,6	28,4	1,3	0,7	2,9	27,3	7,0	**12,6**	53,9	20,5	33,3	1,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018
[1] Indicateur ODD 6.1.1
[2] Proxy Indicateur ODD 6.2.1
[3] Indicateur ODD 7.1.1
[4] Proxy Indicateur ODD 7.1.2

Tableau 4.4 : Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Indicateur de niveau de vie non monétaire						
	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche	Total	Effectif
Pays							
Bénin	17,0	18,0	19,9	22,0	23,2	100,0	11 553 493
Burkina Faso	17,0	17,3	19,8	21,2	24,6	100,0	19 708 199
Côte d'Ivoire	16,1	17,9	19,5	21,6	24,9	100,0	24 570 893
Guinée-Bissau	17,3	18,4	20,1	20,8	23,4	100,0	1 584 791
Mali	15,3	16,8	19,1	22,1	26,7	100,0	18 786 996
Niger	16,2	18,8	20,1	21,3	23,6	100,0	20 651 071
Sénégal	17,0	16,8	19,0	21,9	25,3	100,0	15 256 360
Togo	15,6	17,9	19,9	20,8	25,8	100,0	7 241 295
Ensemble UEMOA	**16,3**	**17,7**	**19,6**	**21,6**	**24,8**	**100,0**	**119 353 099**
Sexe du chef de ménage							
Homme	14,9	17,0	19,6	22,1	26,3	100,0	99 994 155
Femme	23,6	20,9	19,7	18,8	17,2	100,0	19 358 944
Milieu de résidence							
Capitale/Principale ville	8,7	15,9	21,7	25,7	28,0	100,0	15 930 789
Autres urbains	20,9	17,7	17,6	19,0	24,8	100,0	25 629 873
Ens. urbain	16,2	17,0	19,2	21,6	26,0	100,0	41 560 661
Rural	16,4	18,0	19,8	21,6	24,2	100,0	77 792 437

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 5: Situation d'activité, Inactivité et sous-utilisation de la main d'œuvre

5.1. Situation d'activité de la population

La main d'œuvre élargie[7] et les non demandeurs disposer à travailleur dans l'espace de l'UEMOA est dominée par la population active occupée. En effet, 78,7% des actifs de l'UEMOA sont occupés et c'est au Niger qu'il a moins de six actifs sur dix (53,6%) qui soient occupés. Les actifs du milieu urbain sont plus occupés (82,5%) que leur homologue du milieu rural (76%).

Seulement 3,2% de cette population sont des chômeurs et ce chômage est plus présent en milieu urbain (4,8%), notamment dans les capitales et les principales villes de l'UEMOA (6,7%), en Guinée Bissau (6,3%), au Niger (4,6%) et au Burkina Faso (3,7%).

Cette population se caractérise par le fait que 9,5% des actifs ne cherchent pas de travail et ne sont pas disponibles pour l'exercer si l'occasion se présente, notamment au Burkina Faso (11,6%), au Mali (11,1%), au Niger (24,2%) et en milieu rural de l'UEMOA (11,3%).

Aussi, 7,7% de la main d'œuvre élargie et des non demandeurs disposés à travailler, ne cherchent pas du travail et ne sont pas disponibles pour l'exercer malgré le fait qu'ils désirent travailler. Cette situation est plus remarquable au Mali (11%), au Niger (16,4%) et au Burkina Faso (7,8%) et dans le milieu rural de l'UEMOA (9,7%).

Une analyse de la situation de la population active par âge dans la zone de l'UEMOA fait apparaître des situations spécifiques selon le statut dans l'occupation.

Les actifs occupés sont majoritairement des adultes de 35-64 ans (51,5%) dont 51,3% en milieu rural et 51,8% en milieu urbain dont 52,4% dans les capitales et villes principales.

Par contre le chômage concerne plus les jeunes de 15-34 ans (70,2%) que les adultes de 35-64 ans (28,6%). Ce chômage des jeunes est plus important en milieu urbain (73,5%), notamment dans mes capitales (75,5%) qu'en milieu rural (64,9%).

Ceux sont également ces jeunes de 15-34 ans (67,3%) qui sont majoritaires parmi les personnes qui cherchent du travail mais ne sont disponibles à l'exercer, notamment en milieu urbain (74,2%) et dans les capitales (79,6%) qu'en milieu rural (63,7%)

Les jeunes de 15-34 ans représentent 64% des personnes qui ne cherchent pas du travail mais sont disponibles à travailler si l'occasion se présente. Selon le milieu de résidence, ils sont plus nombreux en milieu urbain (69%) et plus dans les capitales (70,9%) qu'en milieu rural (61,8%).

Enfin, les 15 – 34 ans représentent 67,6% de ceux qui ne cherchent pas du travail et ne sont pas disponibles mais désirent travailler. Ils se retrouvent plus en milieu urbain (74,6%), particulièrement dans les capitales et principales villes (75,5%) qu'en milieu rural (65%).

Selon les pays membres de l'UEMOA, on constate que :

Si au niveau régional, on constate que les adultes de 35-64 ans (51,5%) sont plus occupés que les jeunes de 15-34 ans (44,8%), la situation est inverse dans certains pays, notamment au Burkina Faso où les jeunes de 15-34 ans (49,1%) sont plus occupés que les adultes (47,7%) et en Guinée Bissau avec 47,1% des jeunes occupés contre 44,8% des adultes. En Côte d'Ivoire, les jeunes sont autant occupés que les adultes (48,5% respectivement).

Au niveau des chômeurs, au niveau régional, ce sont les jeunes qui sont en chômages (70,2%) et la situation est similaire dans tous les pays.

[7] Composée de la main d'œuvre et de la main d'œuvre potentielle

Quant à la main d'œuvre potentielle et les non demandeurs disposés à travailler, elle est constituée plus des jeunes de 15-34 ans (65,7%) que des adultes de 35-64 ans (33%) et cela dans tous les états membres de l'UEMOA.

5.2. Situation des inactifs

La population de 15 ans et plus dans l'espace de l'UEMOA est constituée d'une tranche de population inactive dont les caractéristiques sont les suivantes.

L'inactivité frappe :

- plus les femmes (61,1%) que les hommes (38,9), particulièrement au Niger (66%), au Mali (62%) et au Sénégal (61,9%) ;
- les personnes en âge de travailler (15-64 ans), avec des spécificités selon les pays : l'inactivité concerne plus les jeunes de 15-24 ans de la Côte d'Ivoire (51,9%), de la Guinée Bissau (49,1%), du Sénégal (50,1%) et du Togo (61,6%) et les adultes de 25-64 ans du Mali (53,2%) et du Niger (54,2%) ;
- les inactifs sont en majorité sans instruction (57,9% au niveau régional) et cela dans tous les pays membres de l'UEMOA, à l'exception du Togo, où les inactifs ayant atteint le secondaire (53,7%) et de la Guinée Bissau pour les inactifs du primaire (48,6%) ;
- les inactifs résidant en milieu rural (62,4% au niveau régional) dans tous les pays à l'exception des actifs résidant dans autres urbains de la Côte d'Ivoire (60,2%).

5.3. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Le concept de sous-utilisation de la main d'œuvre a été introduit dans le jargon des statistiques de l'emploi, lors de la 19ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST, 2013). Ce concept vient compléter le concept de chômage qui, ne permet plus de rendre compte de façon adéquate des dysfonctionnements du marché du travail surtout dans les pays où la protection sociale et les allocations chômage organisées par l'Etat sont limitées voire inexistantes. Dans ces pays, de vastes segments de la population exclus du marché du travail, se tournent vers les emplois informels, le travail bénévole pour survivre.

L'objectif des mesures de la sous-utilisation de la main d'œuvre, c'est de compléter le concept de chômage à travers l'affinement du concept d'emploi et de favoriser la production d'indicateurs supplémentaires destinés à être utilisés (conjointement avec le chômage) par les décideurs et le grand public, pour rendre mieux compte des performances du marché du travail.

Ainsi, la sous-utilisation de la main d'œuvre fait référence aux inadéquations entre l'offre et la demande de main d'œuvre qui se traduit par un besoin non satisfait en matière d'emploi dans la population. Selon les rapports de 19^{e} CIST, la sous-utilisation de la main d'œuvre comprend mais ne se limite pas à :

- SU1 : Le taux de chômage ;
- SU2 : Le Taux combiné de sous-emploi lié à la durée du travail et le chômage ;
- SU3 : Le taux combiné de chômage et de la main d'œuvre potentielle ;
- SU4 : Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre : Taux combiné de sous-emploi lié à la durée du travail, le chômage et la main d'œuvre potentielle.

L'enquête ERI-ESI a permis de mettre en lumière le fait que le chômage n'est pas un problème dans l'espace de l'UEMOA, mais c'est la sous-utilisation de la main d'œuvre disponible qui constitue un frein au développement de la région.

En effet, le Tableau 5.5 montre que le taux de chômage dans l'espace UEMOA est de 4,0%. Ce taux est de 3,9% chez les hommes et de 4,0% chez les femmes. Selon les caractéristiques sociodémographiques, le chômage touche davantage les personnes instruites (6,5% pour les personnes ayant atteint le secondaire et 11,7% pour celles du niveau supérieur), les jeunes de 15-34

ans (6,1%), particulièrement les jeunes de 15-24 ans (7,8%) et les personnes résidant en milieu urbain (5,5%), notamment les actifs des capitales et villes principales de l'espace UEMOA (7,6%). En comparant les Etats membres de l'UEMOA, le taux de chômage est élevé en Guinée Bissau (7,1%) et au Niger (7,9%).

Le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage au niveau régional est de 15,6% avec 14,4% pour les hommes et 17,3% pour les femmes. Ce taux est plus élevé chez les jeunes de moins de 35 ans (de 18,1%%) et particulièrement chez les jeunes de 15-24 ans (19,3%), chez les personnes instruites (19,1% pour les actifs ayant le secondaire et 26,4% chez du supérieur), les actifs résidant en milieu urbain (16,3%), notamment ceux des capitales et des villes principales (18,1%). Le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage est relativement important au Niger (29,8%), au Burkina Faso (19,2%) et au Mali (18,4%).

Le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle au niveau de l'espace de l'UEMOA est de l'ordre de 21,5%, avec une différence nette entre les hommes (16,2%) et les femmes (27,6%). Ce taux est élevé chez les jeunes de 15-34 ans (28,9%) et plus chez les 15-24 ans (37,9%), en milieu rural (24,3%), chez les personnes ayant atteint le niveau du supérieur (23,5%) et dans les pays comme le Niger (47,8%), le Mali (27%) et le Burkina Faso (24%).

Pour ce qui est de la sous-utilisation de la main d'œuvre dans la zone de l'UEMOA, le taux y afférent est de 31,1% avec une différence nette entre les femmes (37,6%) et les hommes (25,3%). Suivant les groupes d'âges, la tranche d'âges des 15-24 ans est la plus touchée (les jeunes de 15-34 ans à 38,1% dont les 15-24 ans à 45,6%). Cette sous-utilisation de la main d'œuvre frappe surtout les personnes très instruites (36,3% pour les personnes ayant le niveau supérieur) et les personnes résidant en milieu rural (33,9%). En comparant les pays, ce taux est important au Niger (60,2%), au Mali (37,6%) et au Burkina Faso (35,6%).

Une analyse de la sous-utilisation de la main d'œuvre dans l'espace de l'UEMOA selon l'âge, montre que la sous-utilisation de la main d'œuvre frappe plus les jeunes de 15-34 ans (38,1%), particulièrement les jeunes de 15-24 ans (45,6%) que les adultes de 35-64 ans (24,7%). Parmi les jeunes de 15-34 ans, la sous-utilisation de la main d'œuvre frappe plus les femmes (45% des femmes de 15-34 ans et 51,4% des femmes de 15-24 ans), les actifs ayant atteint le niveau du supérieur (48,7% et 66,2% des jeunes de 15-24 ans). Enfin, cette sous-utilisation de la main d'œuvre se remarque au Niger (69,2%), au Mali (46,7%) et au Burkina Faso (40,7%).

La moitié des chômeurs dans l'espace de l'UEMOA n'ont jamais été à l'école (50%), notamment plus les primo demandeurs (51%) que les anciens actifs (46,6%) et on les retrouve également plus au Burkina Faso (66,1%), au Bénin (55,4%) et au Mali (59,8%)

Pour les chômeurs ayant été scolarisés, le nombre moyen d'années d'études fait est 4,8 ans, dont 4,9 ans chez les primo demandeurs et 4,8 ans chez les anciens actifs. Les chômeurs les plus instruits se retrouvent en Côte d'Ivoire (8,2 ans), en Guinée Bissau (6,7 ans) et au Togo (7,3 ans).

Ces chômeurs ont fait en moyenne au moins 5,2 ans dans le chômage, les primo demandeurs en font 5,6 ans tandis que les anciens actifs font 3,8 ans. Les longues durées dans le chômage s'observent en Guinée Bissau (9,3 ans) et au Niger (6,6 ans).

La durée moyenne dans le chômage avant de trouver un emploi dans la zone UEMOA tourne autour de 1,4 an avec 1,3 an pour les primo demandeurs et 1,5 an pour les anciens actifs. Ce n'est qu'en Guinée Bissau qu'on trouve la durée moyenne avant de trouver le premier emploi différente des autres pays avec 4,6 ans.

Enfin, 57% des chômeurs sont des femmes (58,7% chez les primo demandeurs et 51,4% chez les anciens actifs). La plus forte proportion des chômeurs femmes se retrouvent au Sénégal avec 67,7%.

Plus de la moitié des chômeurs dans l'espace de l'UEMOA n'ont jamais été à l'école et c'est en milieu rural qu'on trouve la plus forte proportion avec 59,6% avec pas de différence entre les primo demandeurs (69,7%) et les anciens actifs (69%).

5.4. Aspirations et Moyens de recherche de l'emploi des chômeurs

Les chômeurs dans l'espace UEMOA, dans le cadre de la recherche de l'emploi, sont à 44% indifférents au type d'emploi qui se présentent et ceux sont les primo demandeurs (45,7%) qui sont plus dans cette disposition que les anciens actifs (38,4%). Sont également dans cette disposition, les actifs chômeurs du Bénin (52,8%), du Burkina Faso (55,9%), du Sénégal (49%) et les chômeurs du milieu rural de l'UEMOA (52,8%).

Par ailleurs, 26,3% des chômeurs sont à la recherche d'un emploi salarié, plus chez les primo demandeurs (26,4%) que chez les anciens actifs (25,7%) et surtout chez les chômeurs résidant en Côte d'Ivoire (41,2%) et en Guinée Bissau (65,1%).

Aussi, on a une autre catégorie de chômeurs qui sont la recherche d'un emploi d'indépendant (29,7% des chômeurs de l'UEMOA), notamment plus les anciens actifs (33,8%) que chez les primo demandeurs (27,8%) et la situation est presque similaire dans tous les états membres de l'UEMOA.

Liste des tableaux

Tableau 5.1 : Structure de la population active selon le pays et le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 ..... *37*
Tableau 5.2 : Structure de la population active par groupe d'âges selon le milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 ..... *37*
Tableau 5.3: Structure de la population active par groupe d'âges selon le pays, UEMOA, 2017-2018 ..... *38*
Tableau 5.4 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *39*
Tableau 5.5 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, UEMOA, 2017-2018 ..... *39*
Tableau 5.6 : Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) selon le sexe, le niveau instruction et le pays par groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018 ..... *40*
Tableau 5.7 : Principales caractéristiques des chômeurs, UEMOA, 2017-2018 ..... *40*
Tableau 5.8 : Principales caractéristiques des chômeurs par milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 ..... *41*
Tableau 5.9 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 ..... *41*

Tableau 5.1 : Structure de la population active selon le pays et le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Situation d'activité des personnes de 15 ans ou plus						
	Actif occupé	Chômeur BIT	Cherche du travail mais pas disponible	Pas chercher du travail mais disponible	Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	Total	Effectif
Pays							
Bénin	90,4	2,1	0,5	3,6	3,5	100,0	4 143 534
Burkina Faso	76,0	3,7	0,9	11,6	7,8	100,0	5 774 992
Côte d'Ivoire	87,7	3,0	0,4	4,4	4,5	100,0	8 784 842
Guinée-Bissau	81,5	6,3	0,1	8,5	3,7	100,0	483 746
Mali	73,0	3,4	1,4	11,1	11,0	100,0	4 807 511
Niger	53,6	4,6	1,1	24,2	16,4	100,0	4 098 369
Sénégal	79,5	2,4	1,2	9,0	8,0	100,0	4 915 351
Togo	83,8	3,4	0,6	6,4	5,7	100,0	2 722 981
Ensemble UEMOA	**78,7**	**3,2**	**0,8**	**9,5**	**7,7**	**100,0**	**35 731 326**
Milieu de résidence							
Capitale/Principale ville	80,8	6,7	0,7	7,7	4,2	100,0	7 175 686
Autres urbains	84,1	3,1	0,7	6,5	5,7	100,0	7 797 401
Ens. urbain	82,5	4,8	0,7	7,0	5,0	100,0	14 973 087
Rural	76,0	2,1	0,9	11,3	9,7	100,0	20 757 336

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.2 : Structure de la population active par groupe d'âges selon le milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018

Milieu de résidence et situation d'activité	Groupe âges spécifiques							
	15 - 24 ans	25 - 34 ans	15 - 34 ans	35 - 64 ans	15 - 64 ans	65 ans et plus	Total	Effectif
Capitale/Principale ville								
Actif occupé	13,2	32,4	45,6	52,4	98,0	2,0	100,0	5 795 336
Chômeur BIT	28,7	46,7	75,5	24,0	99,4	0,6	100,0	478 241
Cherche du travail mais pas disponible	29,7	50,0	79,6	19,3	98,9	1,1	100,0	50 540
Pas chercher du travail mais disponible	31,6	39,3	70,9	28,6	99,5	0,5	100,0	549 734
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	36,7	38,8	75,5	23,7	99,2	0,8	100,0	301 835
Autres urbains								
Actif occupé	14,6	30,7	45,3	51,3	96,6	3,4	100,0	6 560 184
Chômeur BIT	30,5	39,1	69,6	29,7	99,2	0,8	100,0	237 906
Cherche du travail mais pas disponible	38,6	30,3	68,9	29,2	98,1	1,9	100,0	51 657
Pas chercher du travail mais disponible	33,5	33,3	66,8	31,8	98,6	1,4	100,0	503 225
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	39,5	34,6	74,0	24,7	98,7	1,3	100,0	444 429
Ens. urbain								
Actif occupé	13,9	31,5	45,4	51,8	97,2	2,8	100,0	12 355 520
Chômeur BIT	29,3	44,2	73,5	25,8	99,4	0,6	100,0	716 147
Cherche du travail mais pas disponible	34,2	40,1	74,2	24,3	98,5	1,5	100,0	102 197
Pas chercher du travail mais disponible	32,5	36,5	69,0	30,1	99,1	0,9	100,0	1 052 959
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	38,3	36,3	74,6	24,3	98,9	1,1	100,0	746 264
Rural								
Actif occupé	15,9	28,4	44,3	51,3	95,6	4,4	100,0	15 771 991
Chômeur BIT	33,6	31,3	64,9	33,0	97,8	2,2	100,0	444 187
Cherche du travail mais pas disponible	32,0	31,7	63,7	34,2	97,9	2,1	100,0	196 368
Pas chercher du travail mais disponible	31,8	30,0	61,8	36,5	98,3	1,7	100,0	2 335 756
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	34,3	30,7	65,0	33,8	98,8	1,2	100,0	2 009 034
Ensemble UEMOA								
Actif occupé	15,0	29,8	44,8	51,5	96,3	3,7	100,0	28 127 511
Chômeur BIT	30,9	39,3	70,2	28,6	98,8	1,2	100,0	1 160 333
Cherche du travail mais pas disponible	32,7	34,5	67,3	30,8	98,1	1,9	100,0	298 565
Pas chercher du travail mais disponible	32,0	32,0	64,0	34,6	98,6	1,4	100,0	3 388 716
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	35,4	32,2	67,6	31,3	98,8	1,2	100,0	2 755 298

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.3: Structure de la population active par groupe d'âges selon le pays, UEMOA, 2017-2018

Pays et situation d'activité	Groupe âges							
	15 - 24 ans	25 - 34 ans	15 - 34 ans	35 - 64 ans	15 - 64 ans	65 ans et plus	Total	Effectif
Bénin								
Actif occupé	11,3	28,8	40,2	54,6	94,8	5,2	100,0	3 747 085
Chômeur BT	27,0	38,9	65,9	31,7	97,6	2,4	100,0	86 570
MOP	41,3	33,6	74,9	24,5	99,4	0,6	100,0	309 879
Burkina Faso								
Actif occupé	16,3	32,9	49,1	47,7	96,9	3,1	100,0	4 387 178
Chômeur BT	31,1	39,4	70,5	29,0	99,6	0,4	100,0	215 976
MOP	33,9	30,9	64,9	34,0	98,9	1,1	100,0	1 171 838
Côte d'Ivoire								
Actif occupé	15,8	32,8	48,5	48,5	97,1	2,9	100,0	7 704 281
Chômeur BT	26,7	47,8	74,5	24,8	99,3	0,7	100,0	260 655
MOP	38,0	41,9	79,9	19,8	99,7	0,3	100,0	819 905
Guinée-Bissau								
Actif occupé	21,0	26,1	47,1	44,8	91,9	8,1	100,0	394 354
Chômeur BT	34,4	37,7	72,2	27,4	99,6	0,4	100,0	30 273
MOP	39,5	8,1	47,6	32,8	80,4	19,6	100,0	59 118
Mali								
Actif occupé	15,0	25,9	40,9	54,6	95,5	4,5	100,0	3 509 526
Chômeur BT	36,5	32,9	69,4	28,8	98,2	1,8	100,0	165 343
MOP	32,3	30,0	62,4	36,3	98,6	1,4	100,0	1 132 642
Niger								
Actif occupé	14,1	24,9	38,9	55,5	94,5	5,5	100,0	2 197 369
Chômeur BT	34,0	28,5	62,5	34,9	97,3	2,7	100,0	189 705
MOP	29,2	31,2	60,3	38,1	98,4	1,6	100,0	1 711 295
Sénégal								
Actif occupé	17,0	26,9	43,9	51,6	95,5	4,5	100,0	3 906 070
Chômeur BT	28,1	41,4	69,5	29,5	99,0	1,0	100,0	118 608
MOP	34,2	30,7	64,9	33,5	98,3	1,7	100,0	890 673
Togo								
Actif occupé	12,2	31,4	43,6	56,3	99,9	0,1	100,0	2 282 551
Chômeur BT	32,0	46,5	78,5	21,5	100,0	0,0	100,0	93 203
MOP	37,3	32,9	70,2	29,8	100,0	0,0	100,0	347 227
Ensemble UEMOA								
Actif occupé	**15,0**	**29,8**	**44,8**	**51,5**	**96,3**	**3,7**	**100,0**	**28 128 415**
Chômeur BT	**30,9**	**39,3**	**70,2**	**28,6**	**98,8**	**1,2**	**100,0**	**1 160 333**
MOP	**33,5**	**32,2**	**65,7**	**33,0**	**98,7**	**1,3**	**100,0**	**6 442 578**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.4 : Répartition en % de la population inactive âgée de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Sexe									
Homme	42,6	39,5	41,1	39,9	38,0	34,0	38,1	45,1	**38,9**
Femme	57,4	60,5	58,9	60,1	62,0	66,0	61,9	54,9	**61,1**
Groupe d'âges									
15-24 ans	44,0	42,1	51,9	49,1	34,6	35,8	50,1	61,6	**44,0**
25-64 ans	43,5	46,7	41,3	47,5	53,2	54,2	38,3	38,4	**46,2**
65 ans et Plus	12,5	11,2	6,7	3,4	12,2	10,0	11,6	0,0	**9,8**
Niveau d'instruction									
Aucun	54,1	63,7	43,5	41,5	67,4	78,4	49,3	22,2	**57,9**
Primaire	12,4	11,2	13,5	48,6	11,1	9,5	17,3	19,5	**13,2**
Secondaire	29,1	23,3	31,8	8,9	19,8	11,2	30,4	53,7	**24,8**
Supérieur	4,4	1,8	11,2	1,0	1,7	0,9	3,0	4,7	**4,1**
Milieu de résidence									
Capitale/Principale ville	9,0	12,5	21,8	30,2	11,7	7,0	22,1	27,2	**15,3**
Autres urbains	40,6	12,4	38,3	9,7	13,0	10,4	27,8	19,6	**22,3**
Ens. urbain	49,5	25,0	60,2	39,9	24,6	17,4	49,9	46,8	**37,6**
Rural	50,5	75,0	39,8	60,1	75,4	82,6	50,1	53,2	**62,4**
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	**100,0**
Effectif	2 047 438	4 444 107	5 422 548	379 718	4 325 516	4 560 844	3 765 923	1 037 153	**25 983 248**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.5 : Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif en millier	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main œuvre	Effectif en millier
Pays						
Bénin	2,3	10,8	3 834	9,7	17,6	4 144
Burkina Faso	4,7	19,2	4 603	24,0	35,6	5 775
Côte d'Ivoire	3,3	12,0	7 965	12,3	20,2	8 785
Guinée-Bissau	7,1	13,1	425	18,5	23,7	484
Mali	4,5	18,4	3 675	27,0	37,6	4 808
Niger	7,9	29,8	2 387	47,8	60,2	4 168
Sénégal	2,9	12,6	4 025	20,5	28,4	4 915
Togo	3,9	16,1	2 376	16,2	26,8	2 723
Ensemble UEMOA	**4,0**	**15,6**	**29 289**	**21,5**	**31,1**	**35 801**
Sexe						
Homme	3,9	14,4	16 725	16,2	25,3	19 149
Femme	4,0	17,3	12 562	27,6	37,6	16 651
Groupe d'âges						
15 - 24 ans	7,8	19,3	4 554	37,9	45,6	6 745
25 - 34 ans	5,2	17,5	8 776	23,3	33,4	10 850
15 - 34 ans	6,1	18,1	13 330	28,9	38,1	17 596
35 - 44 ans	2,7	14,6	7 548	16,2	26,4	8 757
45 - 54 ans	1,7	13,2	4 743	13,3	23,5	5 369
55 - 64 ans	1,8	12,6	2 436	12,1	21,8	2 719
65 ans et plus	1,3	10,0	1 050	8,8	16,8	1 136
Niveau d'instruction						
Aucun	2,6	13,9	16 474	22,5	31,5	20 660
Primaire	3,4	14,7	5 903	18,4	28,0	6 984
Secondaire	6,5	19,1	5 352	21,2	31,8	6 345
Supérieur	11,7	26,4	1 422	23,5	36,3	1 642
Milieu de résidence						
Capitale/Principale ville	7,6	18,1	6 274	19,3	28,4	7 183
Autres urbains	3,5	14,7	6 798	16,1	25,8	7 811
Ens. urbain	5,5	16,3	13 072	17,6	27,1	14 993
Rural	2,7	15,1	16 216	24,3	33,9	20 806

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.6 : Mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU4) selon le sexe, le niveau instruction et le pays par groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Groupe âges spécifiques					Effectif
	15 - 24 ans	25 - 34 ans	15 - 34 ans	35 - 64 ans	15 - 64 ans	
Pays						
Bénin	33,2	20,0	24,2	11,7	17,4	4 143 534
Burkina Faso	47,6	36,3	40,7	30,5	36,0	5 774 992
Côte d'Ivoire	31,4	23,6	26,3	14,0	20,6	8 784 842
Guinée-Bissau	31,6	20,9	26,2	19,9	23,3	483 746
Mali	53,9	41,4	46,7	30,4	38,3	4 807 511
Niger	74,6	64,9	69,2	52,6	61,2	4 167 796
Sénégal	40,0	31,5	35,1	22,7	28,9	4 915 351
Togo	44,8	29,4	34,6	19,5	26,8	2 722 981
Ensemble UEMOA	**45,6**	**33,4**	**38,1**	**24,7**	**31,5**	**35 800 753**
Sexe						
Homme	39,0	25,8	30,7	21,2	25,6	19 148 999
Femme	51,4	40,8	45,0	29,6	38,3	16 650 850
Niveau d'instruction						
Aucun	44,3	34,4	38,1	27,0	32,2	20 660 448
Primaire	41,5	28,3	33,8	21,5	28,2	6 983 969
Secondaire	50,1	32,5	39,9	20,3	32,0	6 345 126
Supérieur	66,2	43,9	48,7	21,9	36,4	1 641 872

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.7 : Principales caractéristiques des chômeurs, UEMOA, 2017-2018

Principales caractéristiques du chômage		Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Nombre année étude	Primo demandeur	5,1	3,3	8,6	7,0	3,7	2,0	4,4	7,4	**4,9**
	Ancien actif	5,6	2,9	7,0	5,7	3,2	1,8	4,5	7,2	**4,6**
	Total	5,2	3,2	8,2	6,7	3,6	1,9	4,4	7,3	**4,8**
Durée moyenne de chômage (en années)	Primo demandeur	5,2	5,1	5,5	9,9	5,6	7,8	6,5	4,7	**5,6**
	Ancien actif	3,6	2,4	6,2	7,5	3,1	4,2	3,6	1,7	**3,8**
	Total	4,8	4,5	5,7	9,3	5,2	6,6	5,5	3,9	**5,2**
Durée moyenne du chômage avant le premier emploi	Homme	1,1	1,6	0,9	4,7	1,4	1,7	1,1	1,3	**1,3**
	Femme	1,1	1,8	1,0	4,5	1,9	2,1	1,9	1,4	**1,5**
	Total	1,1	1,7	0,9	4,6	1,6	1,8	1,5	1,3	**1,4**
% jamais scolarisés	Primo demandeur	56,9	66,8	24,3	22,3	60,1	69,5	47,1	21,3	**51,0**
	Ancien actif	50,1	63,4	29,6	24,3	57,7	78,7	41,9	13,1	**46,6**
	Total	55,4	66,1	25,7	22,8	59,8	72,4	45,3	19,1	**50,0**
% de femmes	Primo demandeur	57,9	57,5	59,1	47,9	60,8	32,9	69,9	53,0	**58,7**
	Ancien actif	45,6	48,2	57,4	33,4	45,3	21,2	63,3	54,7	**51,4**
	Total	55,1	55,8	58,6	44,4	58,5	29,2	67,7	53,5	**57,0**
Effectif en millier		242	927	650	30	699	190	560	267	**3 565**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.8 : Principales caractéristiques des chômeurs par milieu de résidence dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018

Principales caractéristiques du chômage		Milieu de résidence			
		Capitale/Principale ville	Autres urbains	Ens. urbain	Rural
Nombre année étude	Primo demandeur	9,3	6,3	8,1	2,3
	Ancien actif	7,3	4,9	6,4	2,2
	Total	8,7	5,9	7,6	2,3
Durée moyenne de chômage (en années)	Primo demandeur	5,6	4,6	5,2	5,9
	Ancien actif	2,6	7,0	4,4	2,9
	Total	4,8	5,3	5,0	5,4
Durée moyenne du chômage avant le premier emploi	Homme	1,4	1,2	1,3	1,2
	Femme	1,7	1,5	1,6	1,4
	Total	1,5	1,4	1,5	1,3
% jamais scolarisés	Primo demandeur	19,1	39,0	27,2	69,7
	Ancien actif	23,1	41,6	30,7	69,0
	Total	20,2	39,7	28,2	69,6
% de femmes	Primo demandeur	61,8	59,4	60,8	57,0
	Ancien actif	56,1	52,0	54,4	47,1
	Total	60,2	57,3	59,0	55,2
Effectif		1 001 725	690 468	1 692 193	1 872 497

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 5.9 : Principales attentes des chômeurs suivant leur profil par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018

Principales caractéristiques du chômage		Type d'emploi recherché: emploi salarié, indépendant ou indifférent				% souhaitant un emploi permanent	% souhaitant un emploi dans une organisation formelle	Effectif
		Salarié	Indépendant	Indifférent	Total			
Bénin	Primo demandeur	25,1	19,0	55,9	100,0	59,2	30,6	190 144
	Ancien actif	20,8	37,0	42,2	100,0	69,2	31,8	52 311
	Total	24,2	23,0	52,8	100,0	61,4	30,8	242 455
Burkina Faso	Primo demandeur	15,3	28,3	56,4	100,0	43,9	24,5	749 178
	Ancien actif	15,5	30,7	53,8	100,0	50,6	30,6	177 404
	Total	15,3	28,8	55,9	100,0	45,2	25,7	926 582
Côte d'Ivoire	Primo demandeur	43,7	32,4	23,8	100,0	83,6	62,5	482 291
	Ancien actif	33,7	44,8	21,5	100,0	83,4	49,6	167 887
	Total	41,2	35,6	23,2	100,0	83,5	59,2	650 178
Guinée-Bissau	Primo demandeur	64,6	26,2	9,2	100,0	85,6	52,4	22 837
	Ancien actif	66,7	25,6	7,7	100,0	85,4	50,1	7 293
	Total	65,1	26,0	8,9	100,0	85,5	51,8	30 130
Mali	Primo demandeur	27,8	22,6	49,6	100,0	54,5	27,0	592 725
	Ancien actif	32,2	35,8	32,0	100,0	65,0	25,6	106 088
	Total	28,5	24,6	46,9	100,0	56,1	26,8	698 813
Niger	Primo demandeur	14,1	35,1	50,8	100,0	46,0	16,9	129 475
	Ancien actif	17,2	38,9	43,9	100,0	54,5	19,9	60 230
	Total	15,1	36,3	48,6	100,0	48,7	17,9	189 705
Sénégal	Primo demandeur	21,6	27,7	50,7	100,0	49,2	26,9	374 626
	Ancien actif	22,6	31,9	45,6	100,0	52,0	26,2	184 933
	Total	21,9	29,1	49,0	100,0	50,1	26,7	559 559
Togo	Primo demandeur	35,7	34,6	29,8	100,0	75,4	35,5	196 289
	Ancien actif	36,7	36,2	27,1	100,0	74,6	33,1	70 979
	Total	36,0	35,0	29,1	100,0	75,2	34,8	267 268
Ensemble UEMOA	**Primo demandeur**	**26,4**	**27,8**	**45,7**	**100,0**	**57,7**	**33,2**	**2 737 564**
	Ancien actif	**25,7**	**35,9**	**38,4**	**100,0**	**63,3**	**32,5**	**827 125**
	Total	**26,3**	**29,7**	**44,0**	**100,0**	**59,0**	**33,1**	**3 564 690**
Capitale/Principale ville	Primo demandeur	48,6	18,8	32,6	100,0	73,0	57,2	715 136
	Ancien actif	38,3	30,4	31,3	100,0	69,9	42,1	286 589
	Total	45,7	22,1	32,2	100,0	72,1	52,9	1 001 725
Autres urbains	Primo demandeur	34,1	27,6	38,3	100,0	66,6	42,1	493 894
	Ancien actif	22,2	42,1	35,7	100,0	71,5	35,5	196 574
	Total	30,7	31,7	37,6	100,0	68,0	40,2	690 468
Ens. urbain	Primo demandeur	42,7	22,4	34,9	100,0	70,4	51,0	1 209 030
	Ancien actif	31,7	35,2	33,1	100,0	70,6	39,4	483 162
	Total	39,6	26,0	34,4	100,0	70,4	47,7	1 692 193
Rural	Primo demandeur	13,5	32,2	54,4	100,0	47,6	19,0	1 528 534
	Ancien actif	17,1	37,0	45,9	100,0	53,0	22,8	343 963
	Total	14,1	33,1	52,8	100,0	48,6	19,7	1 872 497

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 6: Conditions d'activités

6.1. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail

Le marché du travail dans l'espace de l'UEMOA est caractérisé par une vulnérabilité non négligeable de l'emploi et une frange importante des jeunes de 15-34 ans sont ni dans l'emploi ni dans l'éducation. Le Tableau 6.1 nous permet d'avoir une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail dans l'union et dans les pays. Son analyse nous montre que :

- Les emplois disponibles représentent 45,6% des personnes en âge de travailler (15 ans ou plus) et cette proportion est plus importante chez les hommes (55,0%), les actifs occupés ayant atteint le niveau d'instruction primaire (54,9%), chez les actifs de 35-64 ans (60,2%), au Bénin (60,5%) et au Togo (60,7%) ;

- Les personnes se retrouvant dans une situation de vulnérabilité de l'emploi, c'est-à-dire les travailleurs pour propre compte et travailleurs familiaux représentent 72,1 % des emplois. Les femmes (82,7%) sont plus vulnérables dans l'emploi que les hommes (64,1%) et cette vulnérabilité dans l'emploi frappe plus les actifs âgés de 65 ans ou plus (85,5%), les personnes résidant en milieu rural (83,9%), les actifs n'ayant aucun niveau d'instruction (83,6%) et les actifs vivant au Bénin (84,1%), au Niger (75,9%) et au Togo (74,7%) ;

- Le taux d'emploi précaire[8] est de 25,5% et cette précarité de l'emploi est marquante chez les hommes (28,2%), les personnes ayant le niveau du secondaire (28,4%), chez les jeunes de 15-24 ans (40,9%), dans le milieu urbain (28,8%), notamment dans les capitales et principales villes (33,5%), au Burkina Faso (33,4%) et au Mali (46,1%) ;

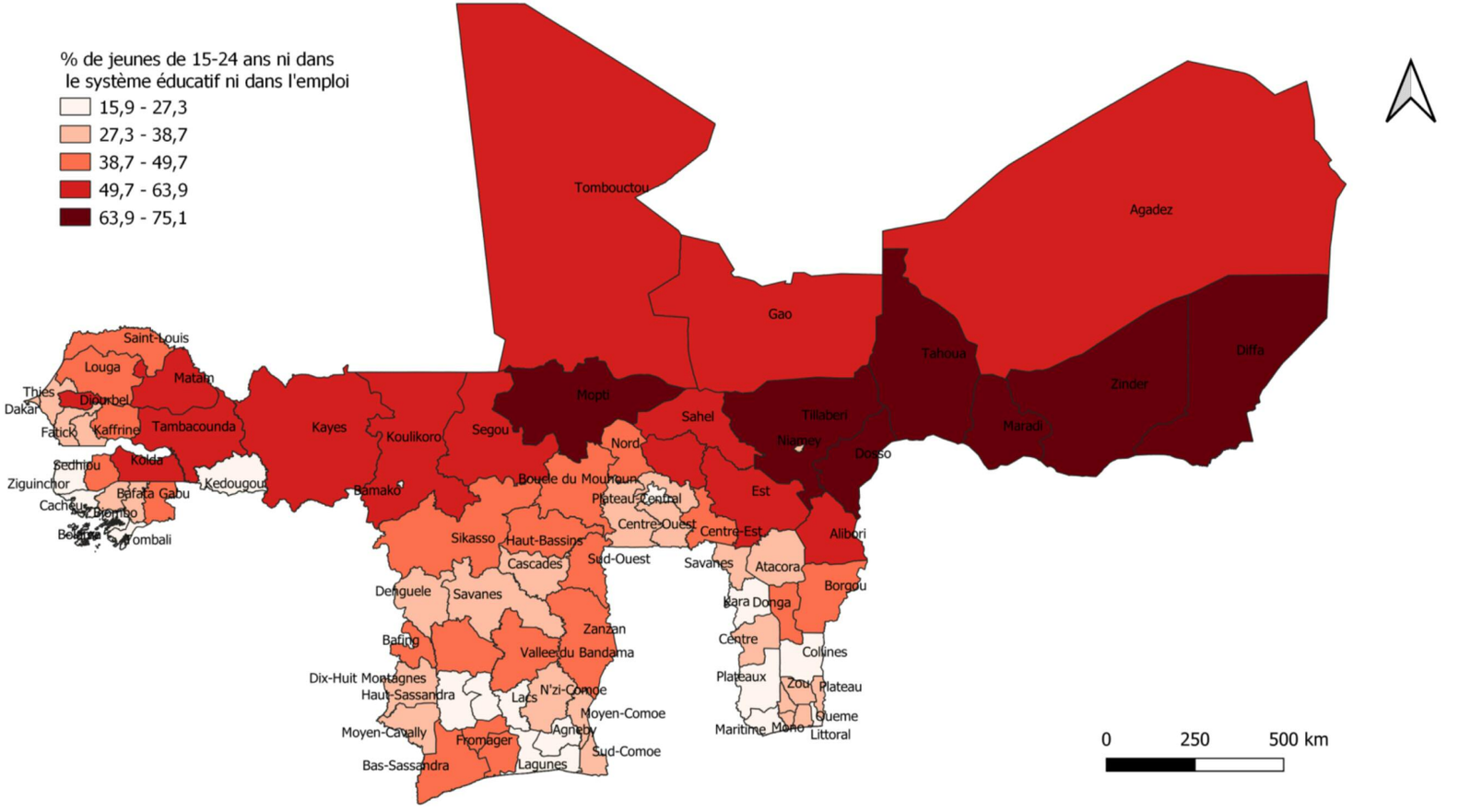
- Le taux de pluriactivité ou la proportion de la population exerçant au moins deux activités est de 10,0%. Par rapport au niveau régionale, les hommes sont plus concernés (11,1%), les personnes ayant atteint le niveau primaire (10,9%), résidant en milieu rural (12,8%) et dans les pays comme le Bénin (12,6%), la Mali (13,7%) et le Togo (11,9%) ;

- Une part non négligeable des jeunes de 15-35 ans ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi (43%), dont 42,9% des jeunes de 15-24 ans. Cette situation touche plus les femmes (53,2% des 15-35 ans et 51,4% des 15-24 ans), les jeunes n'ayant aucun niveau d'instruction (58,7% des 15-35 ans et 69,6% des 15-24 ans), les jeunes actifs résidant en milieu rural (51% des 15-35 ans et 52,7% des 15-24 ans) et les jeunes au Mali (52,8% des 15-35 ans et 51% des 15-24 ans) et au Niger (70,2% des 15-35 ans et 69% des 15-24 ans). La Carte 6.1 présente les différences régionales et montre des disparités au sein d'un même pays. On constate que les pourcentages les plus élevés sont observés à Mopti (Mali) et dans les régions de Tillaberi, Dosso, Tahoua, Maradi; Zinder et Diffa au Niger.

- Le taux de salarisation dans l'espace de l'UEMOA est de 23,7%. Par rapport à ce niveau, il est plus important chez les hommes (30,7%), chez les personnes ayant atteint au moins le secondaire (45,7% pour le secondaire et 79,3% pour le supérieur), chez les jeunes (26,4% chez les 15-24 ans et 26,8% chez les 15-35 ans), au Burkina Faso (25,1%), au Mali (27,7%) et au Sénégal (31,1%).

[8] Travailleur ayant un accord verbal comme contrat ou pas de contrat ou travailleur occasionnel/temporaire.

Carte 6.1 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi par région dans les Etats membres, UEMOA, 2017-2018



6.2. Mobilité dans l'emploi

6.2.1. Principales caractéristiques des actifs ayant quitté leur emploi antérieur

Les résultats liés à la mobilité dans l'emploi et dans l'activité Tableau 6.2 montrent qu'au niveau régional, 10,2% des actifs occupés affirment avoir eu un emploi antérieur. Ce sont dans les pays suivants que les actifs occupés ont plus changé d'emploi : Burkina Faso (12,2%) et au Togo (15,8%). Les hommes (11,3%) changent plus d'emploi que les femmes (9,2%) et ceux sont les actifs occupés ayant atteint le niveau du primaire qui changent plus d'emploi (12,9%).

Par ailleurs, dans l'environnement des nouvelles technologies et de communication, la mobilité en termes de changement de métier ou d'activité est très importante parmi les individus ayant eu un emploi antérieur. Ainsi, dans l'espace de l'UEMOA, 86,1% des personnes de 15 ans ou plus ayant eu un emploi antérieur ont déclaré avoir changé de métier. Les hommes (87%) changent autant de métier que les femmes (84,7%). Le changement de métier est relativement important dans les Etats membres de l'UEMOA avec plus de 80% des actifs ayant changé de métier, à l'exception de la Guinée Bissau avec un taux de 59,9%.

Aussi, l'impact des TICs et la précarité dans l'emploi favorisent également des changements d'activités car certaines activités deviennent obsolètes et disparaissent du marché de travail. L'enquête ERI-ESI a permis de constater que le changement des activités est généralisé dans l'espace de l'UEMOA (85,2%) et il y a peu de différence entre le comportement des hommes (85,7%) et des femmes (84,4%). Le changement d'activité est plus présent dans tous les Etats membres de l'UEMOA à plus de 80%, à l'exception de la Guinée Bissau où il n'est que de 59,9%.

6.2.2. Analyse des matrices de transition de l'emploi antérieur à l'emploi actuel

Le Tableau 6.3 permet de quantifier l'ampleur de la mobilité suivant le groupe socioéconomique des personnes en emploi.

Au moment de l'enquête, la population de 15 ans ou plus est constituée principalement de 27,6% d'inactifs, de 26,8% des travailleurs indépendants du secteur non agricole, 15,6% des travailleurs du secteur agricole, de 9,6% de travailleurs salariés du secteur privé formel et de 9,2% de chômeurs.

La comparaison de la composition selon les groupes socioéconomiques antérieurs au moment de l'enquête montre une grande mobilité à travers les groupes. A titre d'exemple, les travailleurs qui étaient antérieurement salariés du secteur public se retrouvent au moment de l'enquête seulement à 15,7% comme salariés du secteur public, 9,7% comme salarié du secteur privé formel, 5,7% comme travailleurs du secteur agricole, et 45,4% comme inactifs.

On remarque donc que peu de travailleurs restent dans leur groupe socioéconomique. Ainsi, seulement 22,4% des travailleurs antérieurement salariés du secteur public restent comme salariés du secteur public au moment de l'enquête. Le groupe socioéconomique pour lequel les travailleurs sont restés fidèles est le groupe des travailleurs du secteur non agricole à 33,1% et seulement 43,1% des chômeurs ou inactifs antérieurement sont restés inactifs ou chômeurs.

En ce qui concerne la mobilité externe, on observe que 50,4% des indépendants du secteur agricole sont devenus inactifs de même que 45,4% des salariés du secteur public.

6.3. Revenu du travail et ses principales caractéristiques

6.3.1. Analyse du revenu mensuel

Le secteur informel est un secteur dans lequel les revenus issus des activités ne respectent pas totalement la législation en matière de traitement et souvent il est observé une sous rémunération des

actifs qui y travaillent, ce qui explique la part importante des taux de bas salaire et des taux de salaire inférieur au SMIG.

L'enquête ERI-ESI 2017-2018 dans les pays de l'UEMOA indique que le revenu moyen mensuel issu des activités s'élève à 88 218 FCFA avec de forte variation selon les pays. Il varie entre 56 169 FCFA payé au Niger à 125 485 FCFA payé au Sénégal.

Selon le secteur d'activité, le secteur primaire est celui qui le revenu le plus faible avec 70 499 FCFA par mois, suivi du secteur de l'industrie (86 214 FCFA), du commerce (90 736 FCFA) et du service (106 617 FCFA). Il y a également un déséquilibre de revenu selon le sexe au profit des hommes avec un revenu mensuel moyen de 101 506 FCFA contre 70 390 FCFA pour les femmes.

Selon les groupes socioéconomiques, le revenu moyen mensuel dans le secteur informel respecte la hiérarchique avec des revenus les plus élevés pour les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés (317 344 FCFA), les cadres moyens et agents de maîtrise (193 323 FCFA) et les employeurs (129 275 FCFA). Il est à noter les travailleurs à compte propre perçoivent l'un des revenus proches de la moyenne régionale avec 83 076 FCFA).

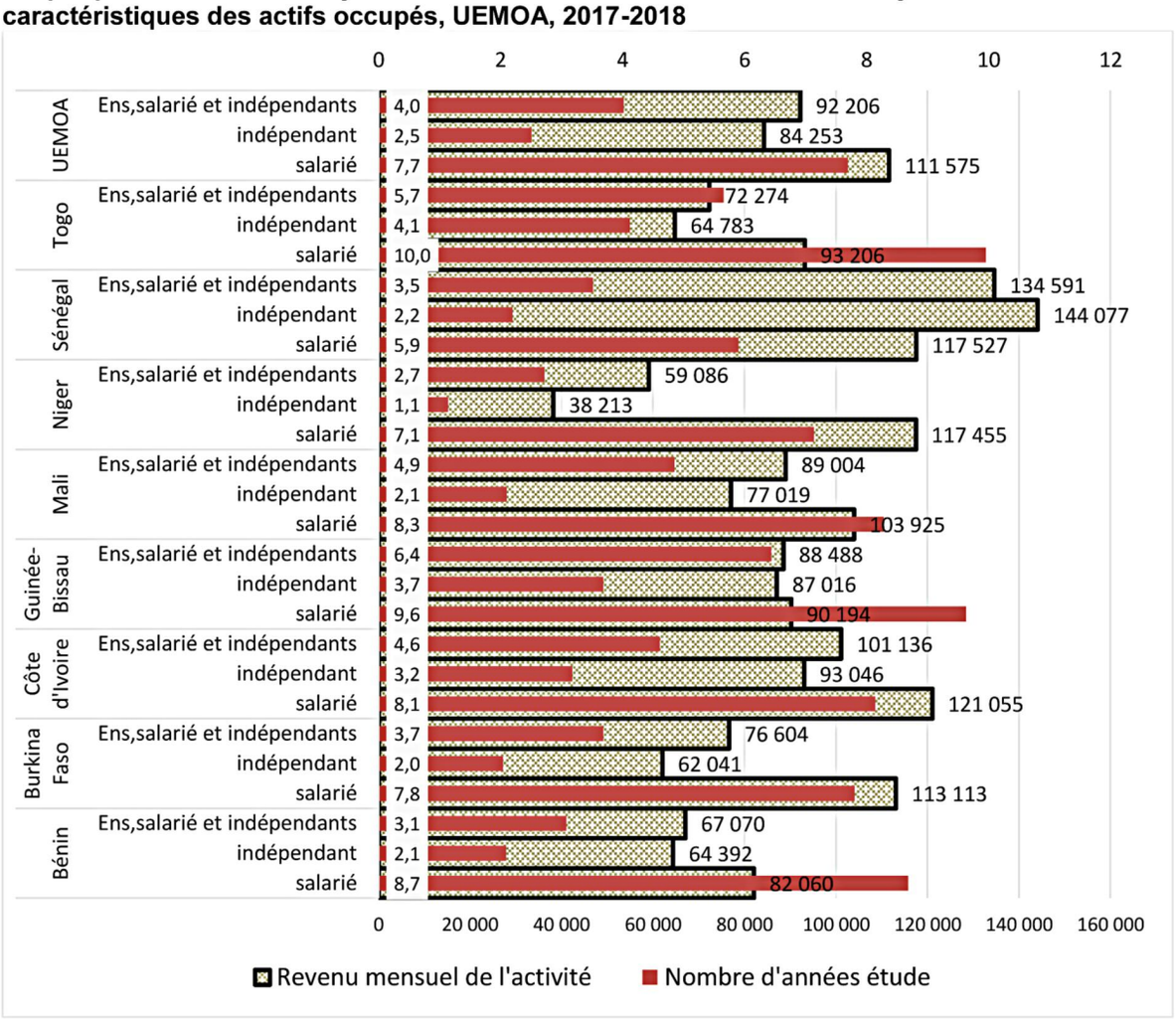
Il est généralement admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau d'études et celui du salaire perçu. L'analyse des données issue de cette enquête ne déroge pas à la règle. Il ressort du Graphique 6.1 que le niveau du revenu mensuel reste globalement lié au nombre d'années d'études.

Notons d'abord que dans la zone de l'UEMOA, le nombre moyen d'années d'études réalisées est de 4 ans. Ce nombre d'années varie avec le statut dans la profession et la catégorie socioprofessionnelle des travailleurs. Les travailleurs salariés plus instruits ont un nombre moyen d'années de 7,7 ans alors que pour les travailleurs indépendants il est de 2,5 ans. Pour l'ensemble des salariés et des indépendants, le nombre d'années d'études est de 4 ans. Ce niveau d'instruction varie selon les pays : 5,7 ans au Togo et 6,4 ans en Guinée Bissau, 4,9 ans au Mali et 4,6 ans en Côte d'Ivoire, 3,5 ans au Sénégal et 3,7 ans au Burkina Faso, 3,1 ans au Bénin et 2,7 ans au Niger.

Quand on met en relation le niveau d'études et le salaire perçu, le niveau de revenu moyen dans la zone UEMOA est 92 206 FCFA pour 4 ans. Les travailleurs indépendants touchent 84 253 FCFA avec 2,5 années d'étude alors que les salariés touchent 111 575 FCFA avec 7,7 années d'études.

Quand on compare le niveau de revenu par pays, on observe un niveau de salaire différent pour le même nombre d'années d'étude : on a 72 274 FCFA au Togo et 88 488 FCFA en Guinée Bissau pour environ 6 années d'études ; 101 136 FCFA en Côte d'Ivoire et 89 004 FCFA au Mali pour 5 années d'études ; 134 591 FCFA au Sénégal et 76 604 FFCA au Burkina Faso pour 4 années d'études ; 67 070 FCFA au Bénin et 59 086 FCFA au Niger pour 3 années d'études.

Graphique 6.1 : Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, UEMOA, 2017-2018



6.3.2. Taux de bas salaire et taux salaire inférieur au SMIG

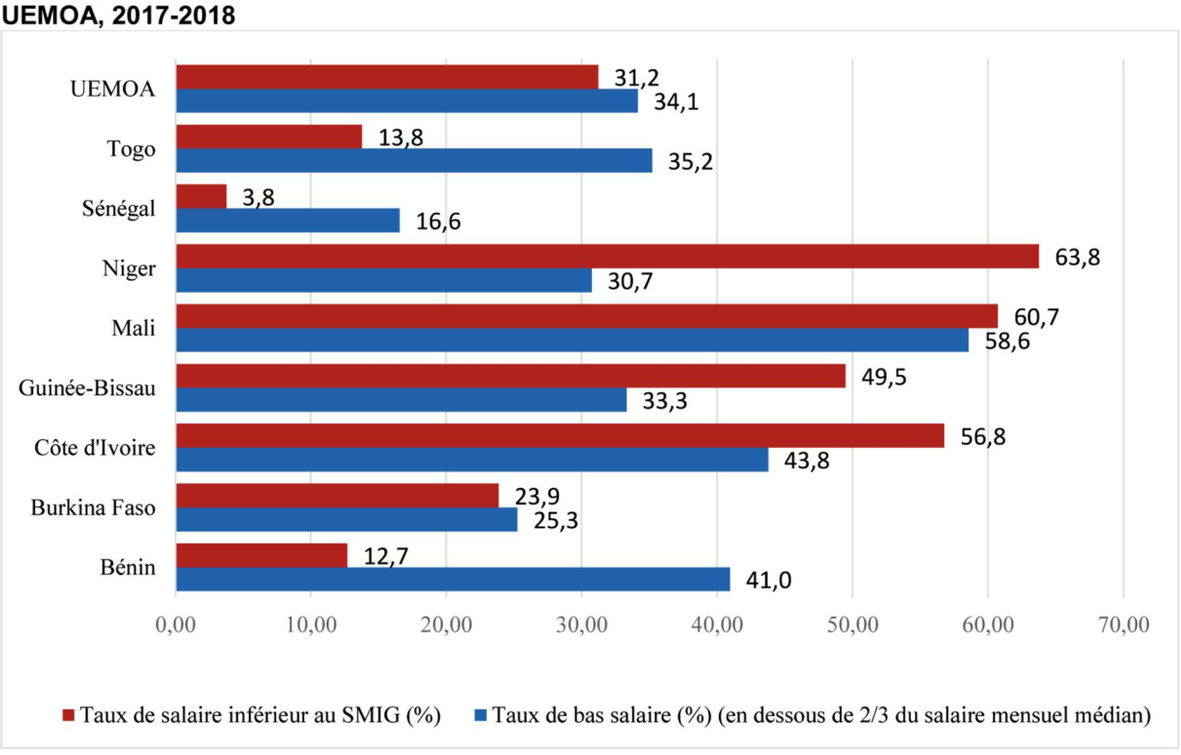
Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée.

Dans l'espace de l'UEMOA, 31,2% de la main d'œuvre occupée perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG avec des variations notables selon les pays : Niger (63,8%), au Mali (60,7%), en Côte d'Ivoire (56,8%), Guinée-Bissau (49,5%), Burkina Faso (23,9%), au Togo (13,8%), Bénin (12,7%) et au Sénégal (3,8%) (cf Graphique 6.2). Dans le secteur primaire, 39,3% des actifs occupés perçoivent un revenu moyen inférieur au SMIG et la situation est également préoccupante chez les femmes (37,4%).

Par ailleurs, dans ces Etats où l'emploi informel est très prépondérant, la main d'œuvre vit dans une situation de précarité marqué par un taux élevé de bas salaire. En effet, dans l'espace de l'UEMOA, le tiers des travailleurs (34,1%) perçoivent un salaire en dessous du 2/3 du salaire médian. Le Graphique 6.2 montre que le niveau de bas salaire frappe presque tous les Etats membres de l'UEMOA : Mali (58,6%), Burkina Faso (25,3%), Côte d'Ivoire (43,8%), Bénin (41%), Togo (35,2%), Guinée Bissau (33,3%), Niger (30,7%) à l'exception du Sénégal (16,6%).

Le niveau de bas salaire frappe plus les personnes occupées dans le secteur primaire (54,9%) et les femmes (39,9%).

Graphique 6.2 : Taux de bas salaire selon le sexe, la CSP, le secteur institutionnel et l'activité, UEMOA, 2017-2018



6.3.3. Conditions d'activités

En Afrique les conditions de travail sont souvent précaires, avec le non-respect de la règlementation en cours en termes d'horaire de travail et peu de travailleurs bénéficient de conditions décentes de travail. La situation dans l'espace de l'UEMOA n'échappe pas à la règle.

Près de quatre actifs occupés sur dix (39,4%) travaillent plus de 48 heures par semaine dans la zone de l'UEMOA. Cette proportion est plus importante chez les hommes (44,5% contre 32,9% pour les femmes), au Burkina Faso (47,4%), au Mali (43,2%) et au Sénégal (42,3%), mais cette proportion est faible chez les personnes ayant atteint le niveau du supérieur (22,9%).

Quatre personnes occupées dans la zone de l'UEMOA sur dix (41,1%) ayant un syndicat ou une association de travailleurs sur le lieu de travail sont syndiqués, les hommes (44,4%) sont plus syndiqués que les femmes (33,5%) et dans tous les Etats membres de l'UEMOA au moins la moitié des actifs occupés ayant un syndicat ou association de travailleurs sont syndiqués à l'exception du Sénégal où le taux de syndication n'est que de 9,4%. Selon le niveau d'instruction, les actifs occupés ayant atteint au moins le secondaire sont les plus syndiqués avec 51,2% pour le niveau du secondaire et 59,2% pour le niveau du supérieur.

La proportion des actifs occupés salariés cotisant pour un régime de pension s'élève à 23,3%. Les hommes (22,9%) cotisent moins que les femmes (24,3%) et la part des actifs occupés cotisant à un régime de pension la plus faible est observée au Burkina Faso (6,8%), au Sénégal (10,5%), chez les personnes sans instruction (4,9%) et les actifs occupés ayant le niveau primaire (8,4%).

Seulement 4,3% sont affiliés à une organisation d'assurance maladie et ce sont les actifs occupés les plus instruits qui sont affiliés à une organisation d'assurance avec 10% pour les actifs ayant le niveau du secondaire et 34,8% au niveau du supérieur.

Enfin peu d'actifs occupés dans l'espace de l'UEMOA ont été victimes de violences, avec seulement 2% d'actifs occupés victimes d'abus physique, 0,3% d''harcèlement sexuel, 3,7% d'accident de travail et 5,1% de problèmes physiques.

6.4. Principales caractéristiques des emplois

6.4.1. Principaux acteurs de l'offre d'emplois

Le principal acteur de l'offre d'emploi dans l'espace UEMOA est le secteur privé avec 90,1% de l'offre d'emplois régionale, et plus spécifiquement l'initiative privée (60.4%). Le secteur public offre 6,1% de l'emploi et les ménages employeurs 3,8%.

Au niveau des capitales ou des principales villes des pays de l'union, le secteur public contribue pour 11,1% et les ménages employeurs pour 5,2% de l'offre d'emplois. Par ailleurs, les initiatives privées représentent 43,1% de l'offre d'emplois dans les capitales ou principales villes contre une moyenne de 60,4% dans l'ensemble de l'union.

On note quelques différences entre les pays sur la contribution des acteurs à l'offre d'emplois. Au Mali, les ménages employeurs contribuent à 17,9% à l'offre d'emplois et au Sénégal, les autres acteurs du secteur privé contribuent pour 35,4% à l'offre d'emplois nationale pour une moyenne régionale de 29,6%.

Liste des tableaux

Tableau 6.1 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 ..... *50*
Tableau 6.2 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *51*
Tableau 6.3 : Analyse de la matrice de transition suivant le groupe socioéconomique dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018 ..... *51*
Tableau 6.4 : Revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, UEMOA, 2017-2018 ..... *52*
Tableau 6.5 : Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG selon le pays, le sexe et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *52*
Tableau 6.6 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail, UEMOA, 2017-2018 ..... *53*
Tableau 6.7 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi, UEMOA, 2017-2018 ..... *53*

Tableau 6.1 : Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	% jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	% jeunes de 15-35 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	Taux de salarisation	Taux de salarisation dans le secteur non agricole	Taux de salarisation des femmes dans le secteur non agricole	Effectif
Pays										
Bénin	60,5	84,1	21,2	12,6	34,5	29,3	14,2	20,8	9,4	3 747 085
Burkina Faso	42,9	72,5	33,2	8,2	40,9	42,1	25,1	32,5	18,2	4 387 178
Côte d'Ivoire	54,2	69,5	16,1	10,0	34,8	34,4	23,1	35,5	20,2	7 704 281
Guinée-Bissau	45,7	41,9	15,9	3,1	25,4	32,5	17,9	19,5	9,7	394 354
Mali	38,4	70,1	46,1	13,7	51,0	52,8	27,7	39,0	21,9	3 509 526
Niger	25,4	75,9	26,2	5,3	69,0	70,2	21,4	25,0	14,8	2 197 369
Sénégal	45,0	66,1	27,6	8,7	40,6	41,4	31,1	38,6	26,5	3 906 070
Togo	60,7	74,7	15,8	11,9	26,5	25,4	22,5	31,4	13,5	2 282 551
Ensemble UEMOA	**45,6**	**72,1**	**25,5**	**10,0**	**42,9**	**43,0**	**23,7**	**32,5**	**18,3**	**28 128 415**
Sexe										
Homme	55,0	64,1	28,2	11,1	32,8	30,1	30,7	45,2		16 072 889
Femme	37,1	82,7	22,0	8,7	51,4	53,2	14,3	18,2	18,3	12 054 622
Niveau d'instruction										
Aucun	45,1	83,6	24,4	10,4	69,6	58,7	13,0	18,3	9,0	16 038 493
Primaire	54,9	71,4	27,3	10,9	46,2	40,3	22,2	28,2	15,0	5 700 977
Secondaire	39,4	49,2	28,4	8,7	18,1	22,3	45,7	53,2	41,8	5 003 047
Supérieur	46,7	17,0	20,6	6,5	8,8	16,7	79,3	81,8	78,8	1 256 150
Groupes d'âges										
15 - 24 ans	23,3	66,3	40,9	5,4	43,3	43,3	26,4	36,8	26,2	4 198 045
25 - 34 ans	53,2	68,9	27,7	9,2	49,2	44,0	26,9	35,2	21,0	8 323 112
15 - 34 ans	37,2	68,0	32,1	8,0	43,4	43,6	26,8	35,7	22,8	12 521 156
35 - 64 ans	60,2	74,5	20,4	11,9	69,7	40,6	22,1	30,8	14,5	14 397 327
65 ans et plus	28,4	85,5	16,5	10,2	41,7	43,7	9,2	13,5	4,1	1 036 219
Milieu de résidence										
Capitale/Principale ville	52,0	46,3	33,5	4,7	28,7	30,9	48,3	48,4	33,3	5 795 336
Autres urbains	48,3	66,2	24,6	8,1	31,1	32,8	28,7	33,3	18,7	6 560 184
Ens. urbain	49,9	56,9	28,8	6,5	30,1	31,9	37,9	41,1	26,1	12 355 520
Rural	42,7	83,9	23,0	12,8	52,7	51,0	12,5	19,7	8,2	15 771 991

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 6.2 : Mobilité dans l'emploi et dans l'activité, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Pays			
Bénin	9,7	85,9	87,3
Burkina Faso	12,5	85,5	84,6
Côte d'Ivoire	10,3	87,8	87,9
Guinée-Bissau	10,3	59,9	59,9
Mali	9,3	87,0	85,6
Niger	6,3	81,4	81,1
Sénégal	10,1	89,1	83,7
Togo	15,8	85,5	84,9
Ensemble UEMOA	**10,2**	**86,1**	**85,2**
Sexe			
Homme	11,3	87,0	85,7
Femme	9,2	84,7	84,4
Niveau d'instruction			
Aucun	9,9	84,7	84,0
Primaire	12,9	87,4	86,4
Secondaire	9,2	89,0	87,3
Supérieur	9,6	80,7	81,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 6.3 : Analyse de la matrice de transition suivant le groupe socioéconomique dans l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018

Groupes socioéconomiques dans l'emploi antérieur	Groupes socioéconomiques dans l'emploi actuel										Effectif
	Salarié du secteur public	Salarié du secteur privé formel	Indépendant du secteur non agricole	agricole Indépendant du secteur agricole	Aide familial et actif assimilé	Chômeur	Main œuvre potentielle	Inactif	Salariés des organismes internationaux	Total	
Salarié du secteur public	15,7	9,7	9,5	5,7	1,8	4,9	7,3	45,4	0,0	100,0	491 882
Salarié du secteur privé formel	4,2	22,4	20,2	8,1	2,8	8,7	12,5	21,1	0,0	100,0	1 636 000
Indépendant du secteur non agricole	1,3	6,6	33,1	7,3	2,1	3,4	14,3	32,0	0,0	100,0	2 098 110
agricole Indépendant du secteur agricole	0,7	4,6	21,1	11,7	1,0	1,1	9,4	50,4	0,0	100,0	800 236
Aide familial et actif assimilé	0,8	6,1	21,3	10,6	6,4	1,7	12,1	41,0	0,0	100,0	1 228 652
Chômeur ou inactif	2,7	7,7	17,9	9,7	6,8	1,6	10,3	43,1	0,0	100,0	55 262 046
Total	**2,8**	**8,0**	**18,6**	**9,6**	**6,4**	**1,9**	**10,5**	**42,2**	**0,0**	**100,0**	**61 516 927**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 6.4 : Revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Etats membres de l'UEMOA								Ens. UEMAO
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Groupe socioéconomique									
Cadre supérieur, ingénieur et assimilé	205 100	246 832	516 766	115 119	245 604	305 480	414 167	305 606	317 344
Cadre moyen, agent de maîtrise	125 497	177 076	256 919	99 064	144 524	175 857	217 362	215 336	193 323
Employé/ouvrier qualifié	81 413	122 238	122 373	99 108	85 458	102 882	129 910	92 268	113 003
Employé/ouvrier semi qualifié	52 929	86 703	70 588	57 680	57 583	76 266	88 712	50 179	75 912
Manœuvre	50 443	66 259	59 051	99 296	56 242	43 135	83 016	54 751	62 660
Apprenti ou stagiaire payé	29 798	78 127	45 563	54 530	127 979	32 821	93 284	26 611	72 940
Salarié [1]	**82 060**	**113 113**	**121 055**	**90 194**	**103 925**	**117 455**	**117 527**	**93 206**	**111 575**
Employeur	102 223	85 441	179 482	166 653	162 844	82 131	165 219	108 462	129 275
Travailleur pour compte propre	63 909	61 181	90 844	86 329	73 770	36 794	143 610	63 753	83 076
Indépendant	64 392	62 041	93 046	87 016	77 019	38 213	144 077	64 783	84 253
Aide familial/apprenti	39 513	29 655	55 133	55 559	46 549	18 104	63 687	40 761	51 031
Secteur d'activité									
Primaire	41 888	46 424	93 051	51 460	61 458	28 573	99 936	43 047	70 499
Industrie	77 824	73 162	87 765	93 750	85 256	45 338	126 732	77 736	86 214
Commerce	77 572	70 697	75 352	89 289	84 234	45 909	150 652	75 161	90 736
Service	85 038	112 745	121 466	88 753	94 900	90 343	122 400	89 296	108 617
Sexe									
Homme	64 739	89 456	120 527	90 364	103 274	65 449	129 330	74 819	101 506
Femme	66 305	56 945	56 885	83 196	40 387	36 242	120 699	66 727	70 390
Ens. Pays	**65 468**	**75 234**	**95 455**	**87 251**	**79 403**	**56 169**	**125 485**	**70 643**	**88 218**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE

[1] Indicateur ODD 8.5.1

Tableau 6.5 : Taux de bas salaire et taux de salaire inférieur au SMIG selon le pays, le sexe et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Taux de bas salaire (%) (en dessous de 2/3 du salaire mensuel médian)	Taux de salaire inférieur au SMIG (%)	Effectif
Pays			
Bénin	41,0	12,7	2 499 746
Burkina Faso	25,3	23,9	4 048 519
Côte d'Ivoire	43,8	56,8	5 127 853
Guinée-Bissau	33,3	49,5	50 484
Mali	58,6	60,7	1 628 958
Niger	30,7	63,8	959 124
Sénégal	16,6	3,8	3 906 070
Togo	35,2	13,8	1 598 745
Ensemble UEMOA	**34,1**	**31,2**	**19 819 499**
Secteur d'activité			
Primaire	54,9	39,3	6 120 928
Industrie	23,5	26,8	3 777 275
Commerce	27,2	30,5	4 825 065
Service	23,7	25,5	5 095 943
Sexe			
Homme	29,8	26,6	11 354 679
Femme	39,9	37,4	8 463 916

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 6.6 : Indicateurs des conditions d'activités sur le marché du travail, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)	Taux de syndicalisation[9]	% actifs occupés salariés cotisant à un régime de pension	% actifs occupés affiliés à une organisation d'assurance maladie	% actifs occupés ayant bénéficié d'un stage de perfectionnement	abus physique	harcèlement sexuel	accident de travail ou de trajet [1]	problème physique
Pays									
Bénin	40,4	49,8	30,5	1,2	1,6	5,0	0,6	7,1	10,6
Burkina Faso	47,4	53,5	6,8	1,4	1,3	1,1	0,2	3,0	3,8
Côte d'Ivoire	36,7	59,9	31,4	6,0	2,0	2,1	0,4	3,5	4,8
Guinée-Bissau	39,6	60,0	36,6	0,9	3,2	0,0	0,7	1,9	2,4
Mali	43,2	57,2	25,3	7,0	3,1	2,2	0,3	3,7	5,5
Niger	29,4	65,7	36,2	1,9	1,7	0,9	0,0	2,4	3,2
Sénégal	42,3	9,4	10,5	5,0	2,0	1,0	0,2	1,6	2,4
Togo	31,9	60,8	35,9	6,1	2,9	1,7	0,4	4,8	6,2
Ensemble UEMOA	**39,6**	**41,1**	**23,3**	**4,3**	**2,0**	**2,0**	**0,3**	**3,7**	**5,1**
Sexe									
Homme	44,5	44,4	22,9	5,0	2,7	2,3	0,2	4,7	6,2
Femme	32,9	33,5	24,3	3,3	1,1	1,7	0,5	2,3	3,8
Niveau d'instruction									
Aucun	39,9	28,6	4,9	0,9	0,4	1,7	0,2	3,4	4,6
Primaire	42,7	32,6	8,4	2,1	1,3	2,2	0,3	4,0	5,6
Secondaire	39,2	51,2	33,4	10,0	5,2	2,8	0,5	4,3	6,3
Supérieur	22,9	59,2	56,8	34,8	13,1	2,5	0,8	2,8	4,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 6.7 : Principaux acteurs de l'offre d'emploi, UEMOA, 2017-2018

Différents acteurs de l'offre d'emplois	Etats membres de l'UEMOA									Milieu de résidence			
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ens. UEMOA	Capitale/ Principale ville	Autres urbains	Ens. urbain	Rural
initiative privée	77,2	62,4	57,1	61,9	43,5	68,5	54,8	68,3	60,4	43,1	59,6	51,8	67,2
autres acteurs	17,0	29,4	36,1	23,9	31,5	21,7	35,4	24,2	29,6	40,6	28,7	34,3	26,0
Secteur privé	**94,3**	**91,8**	**93,2**	**85,8**	**75,1**	**90,2**	**90,2**	**92,5**	**90,1**	**83,7**	**88,3**	**86,2**	**93,2**
Administration publique	3,9	6,2	4,1	9,4	5,5	7,2	4,7	4,5	5,0	8,7	7,8	8,2	2,5
Entreprise publique et parapublique	1,4	1,2	0,9	2,6	1,5	1,2	0,1	2,3	1,1	2,4	1,6	2,0	0,4
Secteur public	**5,4**	**7,4**	**5,0**	**12,0**	**7,0**	**8,4**	**4,8**	**6,7**	**6,1**	**11,1**	**9,4**	**10,2**	**2,9**
Ménage employeur	0,4	0,8	1,8	2,2	17,9	1,4	5,0	0,8	3,8	5,2	2,3	3,6	3,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[9] Calculé sur la base des structures disposant d'un syndicat ou association professionnelle.

Chapitre 7: Caractéristiques des emplois

7.1. Analyse des emplois suivant les secteurs institutionnels

7.1.1. Bilan de l'emploi

En Afrique et plus spécifiquement dans la zone de l'UEMOA, le secteur informel est le grand pourvoyeur de l'emploi. Le bilan de l'emploi se présente comme suit :

- Dans l'espace de l'UEMOA, plus de neuf emplois sur dix (91,9%) sont informels quel que soit le secteur d'activité. Ce niveau atteint même 96,8% dans le secteur privé contre 15,6% dans le secteur public ;
- La dominance de l'emploi informel est plus marquée dans le secteur institutionnel agricole (96,4%) et le secteur privé agricole est presqu'exclusivement informel (96,5%) et moins de deux emplois sur dix (14,3%) du secteur public agricole sont des emplois informels. Ce qui peut s'expliquer par le caractère traditionnel et familial de l'agriculture en Afrique ;
- Même le secteur institutionnel non agricole est dominé par l'emploi informel (89,5%) et plus particulièrement dans le secteur privé (96,9%).

7.1.2. Caractéristiques de l'emploi dans les secteurs public et parapublic

Le secteur public et parapublic dans l'espace UEMOA c'est environ 1,7 millions d'actifs occupés dont 22,4% en Côte d'Ivoire et 19,4% au Burkina Faso. Ce secteur est à dominance masculine puisque seulement 28,5% de femmes y occupées. Au niveau des pays, on constate que la proportion de femmes est plus élevée au Sénégal (33,6%) et au Niger (32,7%) et faible au Bénin (20,4%) et au Togo (21,5%).

Un peu plus d'un actif occupé dans le secteur public et parapublic sur trois (35,7%) est âgé de 15-35 ans montrant ainsi la jeunesse de la main d'œuvre dans ce secteur au sein de l'union. Au Burkina Faso, c'est 52,5% de jeunes de 15-35 ans et 38,5% au Mali dans ce secteur. Par contre en Côte d'Ivoire, c'est 26,5% de jeunes de 15-35 ans signe d'une main d'œuvre plus âgée.

Le secteur public et parapublic dans l'UEMOA c'est en moyenne 12,2 années d'études pour une rémunération moyenne de 168 598 francs CFA. Entre les pays il existe une homogénéité en termes de nombre moyen d'années d'études avec une différence salariale.

7.1.3. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé formel

Parmi les 25,2 millions d'actifs occupés du secteur privé formel dans l'espace de l'UEMOA, 42,9% sont de sexe féminin et les jeunes de 15-35 ans représentent 45,5% des actifs occupés. Les pays qui contribuent le plus à ces actifs occupés sont la Côte d'Ivoire (28,2%), le Burkina Faso (16,3%), le Bénin et le Sénégal, respectivement 13,9%.

Le revenu mensuel moyen est de 83 652 FCFA pour 3,2 ans d'étude et une ancienneté de 10,7 ans. Le revenu le plus élevé est observé au Sénégal avec 126 545 FCFA pour 2,9 ans d'études et une ancienneté de 10,3 ans, alors que le revenu le plus faible est au Niger avec 40 390 FCFA pour 2,6 ans d'études et 12,8 ans d'ancienneté.

Selon le secteur d'activité, le plus faible revenu est dans le secteur primaire (avec 36,6% des actifs occupés) 71 482 FCFA pour 1,9 an d'études et une ancienneté de 14,9 ans alors que le secteur des services (18,1% des actifs occupés) a un revenu relativement élevé avec 92 744 FCFA pour 5,5 ans d'études et une ancienneté de 7,8 ans.

7.1.4. Caractéristiques de l'emploi dans le secteur privé informel

L'effectif des actifs occupés dans le secteur privé informel dans l'espace de l'UEMOA est autant important que celui du secteur primé formel, soit 25,87 millions d'actifs occupés, avec une proportion des femmes de 44,2% et des jeunes de 15-35 ans à 46,2%. Quant à la contribution des pays membres de l'UEMOA à cet effectif, on a la Côte d'Ivoire (26,3%), le Burkina Faso (15,6%), le Sénégal (14,6%), le Bénin (13,8%) et le Mali (12,4%). Le revenu mensuel moyen dans le secteur privé informel est plus faible que celui du secteur privé formel avec 79 677 FCFA pour 3 ans d'études et une ancienneté de 10,8 ans. Le revenu mensuel le plus important est observé au Sénégal (14,6% de l'effectif régional) avec 122 559 FCFA pour 3,1 ans d'études et une expérience professionnelle de 10 ans et le plus faible est payé au Togo (8,1% de l'effectif régional) avec 62 898 FCFA pour 4,8 ans d'études et une ancienneté de 10,2 ans.

Selon le secteur d'activité dans l'informel, le revenu mensuel moyen varie entre 68 060 FCFA dans le secteur primaire (36,5% de l'effectif) avec 1,8 an d'études et une expérience professionnelle de 15,2 ans et 87 986 FCFA du secteur du commerce (25,2% de l'effectif régional) pour 3 ans d'études et une ancienneté de 8,1 ans.

7.2. Femmes et marché du travail

7.2.1. Egalité de chance sur le marché du travail selon le genre

La ségrégation observée entre homme et femme sur le marché du travail est la conséquence d'un processus qui a débuté depuis l'enfance (même si cette discrimination tend à disparaître de nos jours) et s'est renforcé dans les différents cycles scolaires (primaire, collège, lycée et supérieur). Néanmoins, on observe sur le marché du travail une certaine structuration de faite. A partir des données ERI-ESI, il a été possible de calculer un indice de ségrégation horizontale (par rapport aux branches d'activité) et un indice de ségrégation verticale (par rapport aux grands groupes de profession).

Ces indices rend compte, pour obtenir une répartition uniforme des hommes et des femmes dans l'ensemble des branches d'activité ou des groupes professionnels, de la proportion des individus (hommes et femmes) qu'il faudra réaffecter pour égaliser les distributions.

On constate que l'indice de ségrégation horizontale est inférieur à 21% dans l'ensemble des pays de l'union ce qui veut dire qu'il faudra réaffecter moins du quart des individus dans les pays pour obtenir la mixité parfaite. C'est au Bénin (20,3%) que la ségrégation dans les branches d'activités est élevée comparativement aux autres pays et faible au Mali (10,8%).

Un autre constat est lié au fait que l'indice de ségrégation verticale est inférieur à l'indice de ségrégation horizontale traduisant ainsi le faite qu'il existe plus de discrimination hommes et femmes dans la structure des branches d'activités que dans les professions.

7.2.2. Contribution des femmes aux activités économiques

Dans le secteur privé tant formel qu'informel, la contribution des femmes aux activités économiques est relativement importante et il existe des secteurs d'activités dans lesquels elles sont prépondérantes comme dans le commerce de détail, l'hébergement et restauration. Dans l'espace UEMOA, plus de quatre actifs occupés sur dix sont du sexe féminin. Elle représente 43,1% des actifs occupés de 15-64 ans et cette part monte à 46,8% chez les jeunes de 15-35 ans et 48,6% chez les jeunes de 15-24 ans.

La contribution des femmes aux activités économiques est importante au Togo où plus de la moitié des actifs occupées sont de sexe féminin (52,5% des actifs occupés de 15-64 ans, 55,1% des jeunes

de 15-35 ans et 59% de ceux de 15-24 ans) et au Bénin avec 47,6% des personnes de 15-64 ans, 52,6% des jeunes de 15-35 ans et 55,5% de ceux de 15-24 ans.

Selon le secteur d'activité, les femmes sont dominantes dans le secteur du commerce avec 60,1% de l'effectifs des occupés de 15-64 ans, 60,7% des jeunes de 15-35 ans et 62,3% des jeunes de 15-24 ans et selon le secteur institutionnel, les activités économiques menées dans les ménages sont par des femmes avec 63,4% de l'effectif des occupés de 15-64 ans, 75,8% des jeunes de 15-35 ans et 81% des jeunes de 15-24 ans.

Encadré 2 : Indice de ségrégation sectorielle (professionnelle) selon le sexe

L'indice de Karmel-MacLachlan (IP), mesurant la somme des réaffectations professionnelles ou sectorielles qu'il faudrait effectuer afin que les distributions des professions ou des secteurs soient identiques pour les deux sexes. Il s'écrit de la manière suivante :

$$IP = \frac{1}{N}\sum_{i=1}^{n}\left|\left(1-\frac{M}{N}\right)*M_i - \frac{M}{N}*F_i\right|$$

IP est symétrique et s'écrit aussi :

$$IP = \frac{F}{N}\sum_{i=1}^{n}\left|\frac{N_i}{N}-\frac{F_i}{F}\right| = \frac{M}{N}\sum_{i=1}^{n}\left|\frac{N_i}{N}-\frac{M_i}{M}\right|$$

avec

- N l'emploi total et N_i l'emploi dans la profession ou le secteur i ;
- M l'emploi masculin et M_i, l'emploi masculin dans la profession ou le secteur i ;
- F l'emploi féminin et F_i l'emploi féminin dans la profession ou le secteur.

Cet indicateur dépend positivement de la part des femmes dans l'emploi total (F/N). Son évolution peut traduire celle des différences de professions ou de secteurs entre les hommes et les femmes, celle de la part des femmes dans l'emploi total et, en partie, celle des structures professionnelles et sectorielles de l'économie. Au total, son interprétation, en matière de comparaisons internationales et temporelles notamment, doit prendre en compte les facteurs « exogènes » aux disparités de professions et de secteurs entre les hommes et les femmes, influençant son niveau et son évolution.

Critère de Dominance de Hakim C.

L'indice de ségrégation peut être couplé au critère de dominance pour caractériser les professions féminines. Ce critère n'est bien sûr pas une mesure à proprement parler du caractère sexué des métiers. Cependant, il constitue une illustration simple et parlante de ce phénomène.

- Si la part des femmes dans un métier est supérieure de 15 points à la part des femmes dans l'ensemble des métiers, alors ce métier est dit «féminin».
- Si cette part est inférieure de 15 points à la moyenne nationale, le métier est identifié comme « masculin».
- Entre ces deux catégories se situent les métiers «mixtes».

Liste des tableaux

Tableau 7.1 : Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité principale, UEMOA, 2017-2018 ..... *59*
Tableau 7.2 : Principales caractéristiques des actifs dans le secteur public et parapublic..... *59*
Tableau 7.3 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé, UEMOA, 2017-2018 ..... *59*
Tableau 7.4 : Principales caractéristiques des actifs occupés en emploi informel, UEMOA, 2017-2018..... *60*
Tableau 7.5 : Indice de ségrégation horizontale et verticale selon les pays..... *60*
Tableau 7.6 : Contribution des femmes aux activités économiques, UEMOA, 2017-2018 (revoir les indicateurs et la formulation) *60*

Tableau 7.1 : Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité principale, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques de l'emploi		Activité principale: Emplois formels	Activité principale: Emplois informels	Total	Effectif
Secteur institutionnel non agricole	Secteur public	84,3	15,7	100,0	1 672 028
	Secteur privé	3,1	96,9	100,0	15 960 750
	Ménages	0,8	99,2	100,0	584 124
	Total	10,5	89,5 [1]	100,0	18 216 903
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	85,7	14,3	100,0	39 412
	Secteur privé	3,5	96,5	100,0	9 205 221
	Ménages	0,0	100,0	100,0	473 733
	Total	3,6	96,4	100,0	9 718 366
Total	**Secteur public**	**84,4**	**15,6**	**100,0**	**1 711 440**
	Secteur privé	**3,2**	**96,8**	**100,0**	**25 165 971**
	Ménages	**0,4**	**99,6**	**100,0**	**1 057 858**
	Total	**8,1**	**91,9**	**100,0**	**27 935 269**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2018, INSAE
[1] Indicateur ODD 8.3.1

Tableau 7.2 : Principales caractéristiques des actifs dans le secteur public et parapublic

Pays et secteur d'activité	Effectif	%	% de femmes	% de personnes de 15 à 35 ans	Revenu mensuel de l'activité	Nombre année étude	Durée moyenne dans emploi en année
Pays							
Bénin	200 242	11,7	20,4	33,4	107 320	11,5	8,9
Burkina Faso	327 565	19,4	30,8	52,5	155 431	12,8	7,4
Côte d'Ivoire	384 824	22,4	30,7	26,5	232 630	13,4	10,2
Guinée-Bissau	29 230	1,7	22,4	31,5	92 534	10,7	9,4
Mali	246 013	14,3	26,6	38,5	145 918	12,1	9,8
Niger	182 709	10,6	32,7	31,8	158 539	11,0	9,1
Sénégal	186 786	10,9	33,6	32,9	189 240	11,5	9,2
Togo	154 071	9,0	21,5	29,8	156 573	12,1	9,8
Ens. UEMOA	**1 711 440**	**100,0**	**28,5**	**35,7**	**168 598**	**12,2**	**9,2**
Secteur d'activité							
Primaire	39 412	2,3	17,5	36,1	102 748	6,6	9,7
Industrie	113 659	6,6	14,4	35,5	152 505	10,0	9,1
Commerce	7 298	0,5	36,8	48,9	89 468	10,7	6,2
Service	1 551 071	90,6	29,8	35,7	171 663	12,6	9,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 7.3 : Principales caractéristiques des actifs occupés dans le secteur privé, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Effectif	%	% de femmes	% de personnes de 15 à 35 ans	Revenu mensuel de l'activité	Nombre d'année d'étude	Durée moyenne dans emploi en année
Pays							
Bénin	3 512 886	13,9	49,0	38,6	62 684	2,6	12,8
Burkina Faso	4 021 514	16,3	46,4	54,0	68 359	2,7	9,1
Côte d'Ivoire	7 184 197	28,4	40,0	49,2	88 358	3,8	9,9
Guinée-Bissau	208 038	0,8	49,2	44,1	86 632	4,0	9,0
Mali	2 634 347	10,4	38,4	40,8	81 071	2,8	12,7
Niger	1 970 235	7,8	29,8	39,4	40 390	1,9	12,2
Sénégal	3 524 192	13,9	42,4	42,8	126 545	2,9	10,3
Togo	2 110 562	8,4	54,5	44,3	63 241	5,0	10,2
Ensemble UEMOA	**25 165 971**	**100,0**	**42,9**	**45,5**	**83 652**	**3,2**	**10,7**
Secteur d'activité							
Primaire	9 211 264	36,6	34,0	43,5	71 482	1,9	14,9
Industrie	4 877 001	19,4	40,4	48,9	85 002	3,6	9,1
Commerce	6 503 179	25,8	60,1	44,2	91 078	3,1	8,1
Service	4 573 751	18,1	39,2	47,9	92 744	5,5	7,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 7.4 : Principales caractéristiques des actifs occupés en emploi informel, UEMOA, 2017-2018

Branches	Effectif	%	% de femmes	% de personnes de 15 à 35 ans	Revenu mensuel de l'activité	Nombre année étude	Durée moyenne dans emploi en année
Pays							
Bénin	3 570 345	13,8	48,8	38,6	63 037	2,7	12,7
Burkina Faso	4 026 931	15,6	46,9	54,3	66 366	2,6	9,1
Côte d'Ivoire	6 812 805	26,3	41,8	50,6	80 401	3,6	9,6
Guinée-Bissau	367 525	1,4	47,5	48,5	84 019	3,8	9,0
Mali	3 211 625	12,4	40,5	41,5	64 485	2,3	13,8
Niger	2 021 171	7,8	30,0	39,5	41 356	1,9	12,1
Sénégal	3 767 323	14,6	45,3	44,8	122 559	3,1	10,0
Togo	2 090 565	8,1	55,5	44,8	62 898	4,8	10,2
Ensemble UEMOA	**25 868 288**	**100,0**	**44,2**	**46,2**	**79 677**	**3,0**	**10,8**
Secteur d'activité							
Primaire	9 378 727	36,5	34,8	43,6	68 060	1,8	15,2
Industrie	4 839 301	18,8	40,8	49,1	81 851	3,4	9,1
Commerce	6 465 606	25,2	60,5	44,3	87 986	3,0	8,1
Service	5 018 785	19,5	43,9	50,3	85 028	5,1	7,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 7.5 : Indice de ségrégation horizontale et verticale selon les pays

Pays	Indice de ségrégation horizontale (en%)	Indice de ségrégation verticale (en%)
Bénin	20,3	18,7
Burkina Faso	15,7	10,7
Côte d'Ivoire	18,7	17,3
Guinée-Bissau	15,7	16,2
Mali	10,8	9,6
Niger	16,4	13,2
Sénégal	19,1	15
Togo	19,2	18,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 7.6 : Contribution des femmes aux activités économiques, UEMOA, 2017-2018 (revoir les indicateurs et la formulation)

Caractéristiques socioéconomiques	Pourcentage des femmes de 15 à 24 ans actives occupées	Pourcentage des femmes de 15 à 34 ans actives occupées	Pourcentage des femmes de 15 à 64 ans actives occupées
Pays			
Bénin	55,5	52,6	47,6
Burkina Faso	53,2	47,9	45,6
Côte d'Ivoire	46,4	44,9	40,6
Guinée-Bissau	45,5	46,5	46,3
Mali	51,2	47,7	40,1
Niger	35,6	35,0	30,6
Sénégal	43,6	44,9	44,7
Togo	59,0	55,1	52,5
Ensemble UEMOA	**48,6**	**46,8**	**43,1**
Secteur institutionnel			
APU	45,3	36,4	29,5
EPP	20,3	33,6	24,7
Secteur privé	46,3	45,9	43,3
Ménages	81,0	75,8	63,4
Secteur d'activité			
Primaire	38,9	39,2	35,1
Industrie	42,7	41,2	39,7
Commerce	62,3	60,7	60,1
Service	59,3	48,8	40,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 8: Formation professionnelle et qualité de l'insertion sur le marché du travail

8.1. Caractéristiques des sortants du système d'éducation et de formation

L'une des faiblesses observées dans le secteur privé informel est la qualité professionnelle des différents acteurs caractérisée par un faible niveau de qualification professionnelle.

En effet, dans l'espace de l'UEMOA, 82,9% des individus sortent sans qualification du système éducatif et de formation et la situation est plus préoccupante au Niger (97,1%), au Bénin (89,4%) et au Sénégal (86,2%). Selon le milieu de résidence, c'est en milieu rural que 96,3% des individus sortent sans qualification du système éducatif et de formation. Une partie non négligeable de la population sortent précocement du système éducatif et de formation (32,7%), notamment au Niger (56,5%), au Bénin (42,3%) et au Mali (44,3%) et en milieu rural de l'UEMOA (49,9%).

Par rapport au sexe, ce sont les hommes qui sortent le plus sans qualification du système éducatif et de formation (83,5% contre 82,3% pour les femmes) et ils sortent encore plus précocement du système éducatif (34,5% contre 30,8% pour les femmes).

Selon la situation d'activité, en dehors des inactifs (89,8%) qui sortent le plus du système éducatif et de formation sans qualification, dont 42,5% sortent précocement, les actifs occupés viennent en deuxième positions avec 78,1% des sortants sans qualification du système éducatif et de formation dont seulement 17% sortent précocement du système éducatif et de formation.

8.2. Qualification de la main d'œuvre

L'impact des comportements des actifs en matière de formation fait qu'on observe peu d'actifs occupés hautement qualifiés parmi les actifs occupés dans l'espace UEMOA avec seulement 13,1% de travailleurs non manuel hautement qualifiés et la situation est plus faible encore en Côte d'Ivoire (10,2%) et au Mali (12,7%) ; la proportion de travailleurs peu qualifiés non manuel est de 26,9% avec une situation plus faible en Côte d'Ivoire (24%), au Sénégal (24,8%) et en Guinée Bissau (25%).

Par contre une bonne partie de la main d'œuvre occupée dans l'espace de l'UEMOA a une bonne qualification pour les activités manuelles avec 49% des actifs occupés et cette qualification manuelle est plus prononcée au Bénin (55%), en Côte d'Ivoire (56,2%) et au Mali (53,4%),

La répartition de la main d'œuvre occupée selon les grands groupes de la CITP, fait apparaître une faible proportion des travailleurs non manuels hautement qualifiés (13,1%) dont 38,7% sont des jeunes (15-35 ans). Leur revenu moyen mensuel est de 143 669 FCFA pour 8,8 ans d'études. Ils ont un emploi informel (65,2%) et exercent majoritairement dans le secteur privé (68,9%).

Le poids des actifs occupés non manuels peu qualifiés s'élève à 26,9% de l'effectif global avec 45,2% de jeunes âgés de 15-35 ans. Leur revenu mensuel moyen s'élève à 82 071 FCFA pour 3,4 ans d'études et ont un emploi informel (94,8%) et travaillent dans le secteur privé (93,9%).

Quant aux actifs occupés qualifiés manuels, ils représentent 49% de l'effectif avec une proportion de 44,8% de jeunes de 15-35 ans et leur revenu moyen mensuel s'élève à 76 284 FCFA pour 2,4 ans d'études. Ils ont majoritairement un emploi informel (97%) et travaillent dans le secteur privé (95,9%).

On note également dans l'espace de l'UEMOA que les travailleurs sont beaucoup sous qualifiés pour l'emploi occupé. En effet, 88,8% des travailleurs sont sous-qualifiés par rapport à l'emploi occupé et les femmes (91,9%) sont plus dominantes dans cette situation. Les pays dans lesquels les sous-qualifiés par rapport au poste occupé sont nombreux sont : le Mali (94,1%), le Niger (93,5%), le Burkina Faso (91,6%) et le Bénin (90,5%). Par ailleurs selon le statut migratoire, les non migrant sont plus sous-qualifiés (91,1%) et c'est dans le secteur primaire (96,7%) qu'ils sont plus nombreux.

Peu d'actifs occupés travaillent à leur poste, 9,3% de l'effectif dont 11% des hommes et 7% des femmes. On retrouve une proportion élevée d'actifs occupés travaillant à leur poste en Côte d'Ivoire (10,8%), en Guinée Bissau (12,4%), au Sénégal (13,7%) et au Togo (12,9%). Ce sont les migrants (14%) qui occupent le plus de postes correspondant à leur profil et la situation est meilleur dans le secteur de service avec 20,5% des travailleurs occupant leur poste.

La situation selon les pays se présente comme suit :

En dehors du Mali qui a une proportion très élevée des travailleurs sous qualifiés par rapport à leur poste avec une proportion de 86% et 11% des travailleurs qui occupent le poste conforme à leur qualifié, on peut diviser les autres pays en trois groupes. Par rapport au niveau des travailleurs sous-qualifiés (55,2%), on a :

- le groupe 1 composé des pays qui ont une proportion de travailleurs sous qualifiés faible avec une proportion des surqualifiés élevée : Togo (47,9% de sous qualifiés et 9,3% de surqualifiés), Côte d'Ivoire (50,3% de sous qualifiés et 8,4% de surqualifié) et le Bénin (53% de sous qualifiés et 9,6% de surqualifiés) ;

- le groupe 2 composé du Sénégal qui a une proportion de sous qualifiés élevé (56,4%) avec une proportion de surqualifiés élevée (13,1%) ;

- groupe 3 composé des pays ayant des sous qualifiés élevés et des surqualifiés faibles : Burkina Faso (61,8% de sous qualifiés et 5,9% de surqualifiés), Guinée Bissau (66,9% de sous qualifiés et 3,1% de surqualifiés) et le Niger (60% de sous qualifiés et 3,2% de surqualifiés).

Liste des tableaux

Tableau 8.1 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018 ..... *64*
Tableau 8.2 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation selon les caractéristiques socioéconomiques, UEMOA, 2017-2018..... *64*
Tableau 8.3 : Schéma de correspondance entre les grands groupes de la CITP-08 et les niveaux d'éducation *64*
Tableau 8.4 : Répartition des actifs occupés par grands groupes de la CITP selon les pays, UEMOA, 2017-2018..... *65*
Tableau 8.5 : Principales caractéristiques des actifs occupés selon les grands groupes de la CITP, UEMOA, 2017-2018..... *65*
Tableau 8.6 : Répartition des travailleurs sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les caractéristiques sociodémographique, UEMOA, 2017-2018 ..... *66*
Tableau 8.7 : Répartition des travailleurs du public sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les pays de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018..... *66*

Tableau 8.1 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation par pays et milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Sortants du système d'éducation et de formation	Sortants précoces du système d'éducation et de formation	Sortants sans qualification du système d'éducation et de formation
Pays			
Bénin	1,8	42,3	89,4
Burkina Faso	2,5	31,1	84,1
Côte d'Ivoire	2,7	20,9	75,9
Guinée-Bissau	5,9	22,4	82,0
Mali	2,9	44,3	78,1
Niger	2,6	56,5	97,1
Sénégal	4,4	30,2	86,2
Togo	2,3	22,5	79,0
Ensemble UEMOA	**2,8**	**32,7**	**82,9**
Milieu de résidence			
Capitale/Principale ville	4,3	13,1	63,5
Autres urbains	2,4	24,4	82,2
Ens. urbain	3,2	17,9	71,5
Rural	2,5	49,9	96,3

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 8.2 : Pourcentage de sortants, % de sortants précoces et % de sortants sans qualification du Système Educatif et de Formation selon les caractéristiques socioéconomiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Sortants du système d'éducation et de formation	Sortants précoces du système d'éducation et de formation	Sortants sans qualification du système d'éducation et de formation
Sexe			
Homme	2,7	34,5	83,5
Femme	3,0	30,8	82,3
Situation d'activité [1]			
Actif occupé	23,8	17,0	78,1
Chômeur BIT	39,2	2,0	50,3
Main d'œuvre potentielle	19,3	7,3	72,5
Inactif	2,3	42,5	89,8
Secteur d'activité [1]			
Primaire	21,3	28,4	93,9
Industrie	27,4	17,7	84,5
Commerce	26,5	21,1	87,0
Service	29,2	7,5	60,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] Les questions sur emploi ont été posées aux individus de 10 ans et plus

Tableau 8.3 : Schéma de correspondance entre les grands groupes de la CITP-08 et les niveaux d'éducation

Grands groupes de la CITP-08	Grands groupes d'occupation	Niveaux de compétences
1: Directeurs, cadres de direction et membres de l'Exécutif et des corps législatifs 2: Professions intellectuelles et scientifiques 3: Professions intermédiaires	Hautement qualifiés non-manuels	Tertiaire (CITE 5-6)
4: Employés de type administratif 5: Personnel des services et vendeurs	Peu qualifiés non-manuels	Secondaire (CITE 3-4)
6: Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche 7: Métiers qualifies de l'industrie et de l'artisanat 8: Conducteurs d'installations et de machines, ouvriers de l'assemblage	Qualifiés manuels	
9: Ouvriers et employés non qualifiés 10: Professions militaires	Non qualifiés	Primaire (CITE 1-2)

Source : OIT, 2013.

Tableau 8.4 : Répartition des actifs occupés par grands groupes de la CITP selon les pays, UEMOA, 2017-2018

grands groupes de la CITP	Etats membres de l'UEMOA								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Directeurs, cadres de direction et gérants	4,7	3,0	1,2	1,7	2,7	4,6	8,6	3,6	3,6
Professions intellectuelles et scientifiques	4,9	5,3	4,6	7,5	5,5	5,6	3,7	6,4	5,0
Professions intermédiaires	4,1	4,9	4,3	19,2	4,5	5,3	3,2	4,4	4,4
Hautement qualifiés non manuels	**13,7**	**13,2**	**10,2**	**28,3**	**12,7**	**15,5**	**15,5**	**14,5**	**13,1**
Employés de type administratif	0,7	1,3	0,8	2,1	1,0	1,1	2,0	1,5	1,2
Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	25,8	31,7	23,2	23,0	24,7	27,5	22,8	27,5	25,7
Peu qualifiés non manuels	**26,5**	**33,0**	**24,0**	**25,0**	**25,8**	**28,6**	**24,8**	**29,0**	**26,9**
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	36,7	23,1	40,1	20,8	38,5	26,0	19,3	30,4	31,8
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	13,8	15,8	11,5	10,8	12,0	15,7	12,5	14,0	13,2
Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	4,5	4,9	4,6	3,1	3,0	3,3	2,8	4,2	4,0
Qualifiés manuels	**55,0**	**43,7**	**56,2**	**34,6**	**53,4**	**45,1**	**34,5**	**48,6**	**49,0**
Professions élémentaires	4,6	9,8	9,4	10,4	7,7	10,4	24,8	7,7	10,7
Professions militaires	0,2	0,3	0,2	1,6	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3
Non qualifiés	**4,8**	**10,1**	**9,6**	**12,1**	**8,2**	**10,9**	**25,2**	**7,9**	**11,0**
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif (en millier)	3 741,1	4 442,3	7 686,1	240,5	3 498,1	2 199,2	3 906,1	2 272,2	27 985,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 8.5 : Principales caractéristiques des actifs occupés selon les grands groupes de la CITP, UEMOA, 2017-2018

grands groupes de la CITP			% de personnes de 15 à 35 ans	Revenu mensuel de l'activité	Nombre année étude	Activité principale		Activité principale		
	Effectif	%				Emplois formels	Emplois informels	Secteur public	Secteur privé	Ménages
Directeurs, cadres de direction et gérants	1 020 731	3,6	38,5	119 149	4,6	11,1	88,9	7,9	91,7	0,4
Professions intellectuelles et scientifiques	1 402 211	5,0	38,0	168 622	12,6	61,4	38,6	58,0	41,3	0,6
Professions intermédiaires	1 242 934	4,4	39,7	134 814	7,9	24,1	75,9	17,8	81,3	0,9
Hautement qualifiés non manuels	**3 665 876**	**13,1**	**38,7**	**143 669**	**8,8**	**34,8**	**65,2**	**30,5**	**68,9**	**0,6**
Employés de type administratif	321 932	1,2	39,8	127 835	10,0	44,7	55,3	47,0	52,1	0,9
Personnel des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	7 195 780	25,7	45,4	79 822	3,2	3,4	96,6	2,6	95,7	1,7
Peu qualifiés non manuels	**7 517 711**	**26,9**	**45,2**	**82 071**	**3,4**	**5,2**	**94,8**	**4,4**	**93,9**	**1,7**
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	8 893 352	31,8	42,6	71 079	1,8	3,5	96,5	0,2	94,9	4,9
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	3 699 797	13,2	49,2	82 071	3,4	1,5	98,5	0,7	98,4	0,8
Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	1 123 958	4,0	47,8	92 083	4,0	4,0	96,0	3,0	95,4	1,6
Qualifiés manuels	**13 717 108**	**49,0**	**44,8**	**76 287**	**2,4**	**3,0**	**97,0**	**0,6**	**95,9**	**3,5**
Professions élémentaires	2 997 318	10,7	55,4	81 139	3,3	2,7	97,3	2,7	83,1	14,3
Professions militaires	87 609	0,3	47,9	165 743	11,5	80,2	19,8	94,0	5,9	0,1
Non qualifiés	**3 084 927**	**11,0**	**55,2**	**83 376**	**3,6**	**4,9**	**95,1**	**5,2**	**80,9**	**13,8**
Ensemble UEMOA	27 985 621	100,0	45,3	88 233	3,7	8,0	92,0	6,0	90,2	3,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 8.6 : Répartition des travailleurs sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les caractéristiques sociodémographique, UEMOA, 2017-2018

Pays et caractéristiques sociodémographique	Pourcentage de travailleurs surqualifiés pour l'emploi occupé			Pourcentage de travailleur à leur poste			Pourcentage de travailleurs sous-qualifiés pour l'emploi occupé			Effectif
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Pays										
Bénin	3,6	0,9	2,4	10,1	3,9	7,2	86,2	95,1	90,5	3 741 141
Burkina Faso	1,5	0,5	1,0	9,4	4,9	7,4	89,1	94,6	91,6	4 442 284
Côte d'Ivoire	3,5	1,8	2,8	12,8	7,9	10,8	83,8	90,3	86,4	7 686 087
Guinée-Bissau	1,5	1,1	1,3	14,3	10,2	12,4	84,2	88,7	86,3	240 459
Mali	0,7	0,2	0,5	5,9	4,5	5,4	93,4	95,3	94,1	3 498 118
Niger	0,6	0,2	0,5	7,2	3,3	6,0	92,2	96,5	93,5	2 199 232
Sénégal	3,1	1,5	2,4	14,2	13,2	13,7	82,7	85,4	83,9	3 906 070
Togo	3,9	1,3	2,5	17,6	8,7	12,9	78,5	90,0	84,5	2 272 230
Ensemble UEMOA	**2,5**	**1,1**	**1,9**	**11,0**	**7,0**	**9,3**	**86,5**	**91,9**	**88,8**	**27 985 621**
Statut migratoire										
Non migrant	1,7	0,8	1,3	9,0	5,8	7,6	89,3	93,4	91,1	20 460 636
Migrant	4,5	1,9	3,4	16,5	10,6	14,0	78,9	87,5	82,5	7 409 290
Secteur d'activité										
Primaire	0,8	0,2	0,6	3,7	1,0	2,7	95,5	98,9	96,7	9 767 832
Industrie	2,6	1,1	2,0	13,3	4,6	9,9	84,1	94,3	88,1	5 042 125
Commerce	2,5	1,1	1,7	9,5	6,2	7,5	88,0	92,8	90,9	6 567 095
Service	5,2	2,2	4,0	22,2	17,9	20,5	72,6	79,9	75,5	6 586 035

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 8.7 : Répartition des travailleurs du public sous-qualifiés ou surqualifiés pour l'emploi qu'ils occupent selon les pays de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2018

Pays	Pourcentage de travailleurs sur-qualifiés pour l'emploi occupé			Pourcentage de travailleur à leur poste			Pourcentage de travailleurs sous-qualifiés pour l'emploi occupé			Effectif
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Bénin	11,4	2,7	9,6	40,2	26,2	37,4	48,4	71,1	53,0	197 830
Burkina Faso	6,9	3,8	5,9	35,5	25,0	32,3	57,6	71,2	61,8	323 649
Côte d'Ivoire	10,6	3,6	8,4	45,5	31,9	41,3	43,9	64,5	50,3	381 707
Guinée-Bissau	2,6	5,0	3,1	28,3	36,4	30,0	69,1	58,6	66,9	27 059
Mali	3,8	0,9	3,0	11,3	10,0	11,0	84,9	89,1	86,0	240 333
Niger	4,5	0,7	3,2	44,3	21,6	36,8	51,2	77,8	60,0	177 774
Sénégal	15,9	7,5	13,1	31,3	28,9	30,5	52,7	63,5	56,4	186 786
Togo	7,0	18,1	9,3	45,1	34,1	42,8	47,9	47,8	47,9	149 766
Ensemble UEMOA	**8,4**	**4,3**	**7,3**	**36,0**	**25,6**	**33,0**	**55,6**	**70,1**	**59,7**	**1 684 903**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 9: Trajectoire et perspectives

9.1. Mobilité sociale

La mobilité sociale concerne les changements de statut social des individus ou des groupes sociaux au cours du temps, ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Plusieurs facteurs favorisent cette mobilité, parmi lesquels l'éducation. Les études menées jusqu'à présent, ont montré que dans l'ensemble, le niveau d'éducation scolaire s'améliore d'une génération à l'autre.

Dans l'espace de l'UEMOA, au niveau régional, plus de six jeunes de 15-24 ans sur dix (62,8%) ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père et ils ont effectué en moyennes 5,2 années d'étude de plus que leur père. La situation est analogue pour les jeunes de 25-34 ans où 60,8% d'entre eux ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père avec 3,7 années d'études de plus que leur père.

Les situations les meilleures se trouvent (i) au Burkina Faso avec plus de 94% des jeunes (94,5% des jeunes de 15-24 ans et 95,8% des jeunes de 25-34 ans) qui ont effectué un nombre d'années d'étude supérieur ou égal à celui de leur père. Le nombre d'année en plus par rapport à leur père est de 5,4 ans pour les jeunes de 15-24 ans et 3,2 ans pour les jeunes de 25-34 ans ; (ii) au Bénin avec plus de 78% des jeunes (78,8% des jeunes de 15-24 ans et 83,4% des jeunes de 25-34 ans) avec en plus 4,8 ans d'étude des jeunes de 15-24 ans et 3,8 ans d'études pour les jeunes de 25-34 ans ; (iii) au Togo avec plus de 75% des jeunes (75,5% des jeunes de 15-24 ans et 75,8% des jeunes de 25-34 ans) avec 4,4 ans d'études en plus pour les jeunes de 15-24 ans et 4 ans en plus pour les jeunes de 25-34 ans et (iv) au Sénégal avec plus de 69% des jeunes (69,1% des jeunes de 15-24 ans et 69,5% des jeunes de 25-34 ans) avec 3,8 ans d'études en plus pour les jeunes de 15-24 ans et 3,9 ans d'études en plus pour les jeunes de 25-34 ans.

9.2. Mobilité professionnelle

Les données disponibles dans cette enquête montrent que globalement c'est dans le secteur de l'agriculture que les enfants semblent vouloir exercer le même métier que leur parent, puisque 53,% des enfants dont les parents ont exercé dans l'agriculture ont continué cette activité et les autres enfants se sont répartis entre les autres secteurs sans une préférence spéciale. La tendance à rester dans l'agriculture par les enfants dont les parents étaient agriculteurs est forte en Côte d'Ivoire (62%), au Mali (61%) et au Niger (59,9%).

Le second secteur dans lequel, les enfants tendant à exercer la même activité que leur parent est le secteur du service où au niveau régional 43,7% des enfants restent dans le commerce comme leur parent, avec une propension forte au Niger (55,3%), au Bénin (47,5%) et en Côte d'Ivoire (47,5%). Pour les autres enfants, ils préfèrent plus le secteur du commerce (25%) et de l'industrie (23,1%).

Pour les enfants dont les parents ont exercé dans le commerce, seulement 38,9% d'entre eux restent dans le commerce, 26,8% d'entre eux vont dans le service, 21,4% dans l'industrie et 13% dans l'agriculture. La préférence des enfants à rester dans le commerce comme leur parent est forte en Guinée Bissau (53,8%), en Côte d'Ivoire (42,7%), au Mali (41,1%), au Sénégal (40,4%) et au Togo (42,3%).

Enfin, les enfants dont les parents ont exercé dans l'industrie, seulement 31,1% de ces enfants restent dans l'industrie et les autres préfèrent plus le service (37,8%) et le commerce (21,4%).

9.3. Perspectives

Quels projets d'emploi pour l'avenir formulent les jeunes de 15 à 24 ans ?

Sur le plan national, 35,5% des jeunes expriment leur volonté de rester inactifs, 35,8% désirent obtenir un premier emploi, 23,3% souhaitent garder l'emploi actuel, 4,1% souhaitent obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise et 1,2% désirent obtenir un nouvel emploi dans la même entreprise. La tendance à rester inactif est plus prononcée chez les femmes (37,8%) que chez les hommes (32,8%), chez les actifs n'ayant aucun niveau d'instruction (39%) et surtout dans les pays suivants : Niger (70,2%), au Togo (57,9%), au Mali (52,9%) et au Bénin (51,3%).

9.4. Transferts en espèces et revenus hors emploi reçus

Le montant des revenus hors emploi sont relativement plus importants que les revenus mensuels reçus lors des emplois par les personnes de 15 ans ou plus.

Estimée à une moyenne mensuelle de 138 933 FCFA, les revenus financiers sont les revenus hors emploi les plus élevés au sein de l'UEMOA. Ces revenus financiers sont plus importants au Niger (442 065 FCFA), au Sénégal (295 439 FCFA), et chez les actifs occupés (241 954 FCFA).

Vient en deuxième position, la pension de travail avec un revenu mensuel de 128 092 FCFA, notamment au Mali (255 019 FCFA), en Guinée Bissau (225 019 FCFA), et en Côte d'Ivoire (141 490 FCFA). Ce sont les inactifs qui perçoivent le plus la pension de travail (157 162 FCFA).

En troisième position, on a les autres revenus qui s'élèvent par mois à 11 048 FCFA et ils sont importants au Bénin (143 769 FCFA), au Sénégal (115 162 FCFA), chez les chômeurs (868 730 FCFA) et les actifs occupés (178 499 FCFA).

Enfin, les transferts de l'étranger constitue l'une des sources importantes des revenus hors emploi avec une moyenne mensuelle de 106 730 FCFA et les actifs qui bénéficient plus des transferts de l'étranger vivent au Sénégal (188 806 FCFA), au Mali (111 555 FCFA) et ce sont surtout les actifs occupés (107 437 FCFA) et les inactifs (111 381 FCFA) qui bénéficient de ces transferts de l'étranger.

Les transferts reçus par les ménages constituent des ressources supplémentaires qui permettent ainsi aux ménages de se prendre en charge à divers niveaux ou d'investir dans des projets. Ces fonds sont soit alloués aux dépenses domestiques, aux soins de santé, pour l'activité commerciale, à l'éducation scolaire et aux biens d'autres postes. Le Tableau 9.6 suivant montre la distribution des principales utilisations des transferts suivants les pays de provenance.

Au sein de l'UEMOA, les transferts reçus sont principalement destinés aux dépenses domestiques (alimentation, habillement, loyer, etc.) à 72,7%. Cette tendance est plus forte au Sénégal (85%) alors que dans les autres pays, les dépenses semblent diversifiées. Les transferts sont destinés

- au Bénin, aux dépenses domestiques (27%) et aux activités économiques (48,1%) ;
- au Burkina Faso, aux dépenses domestiques (72,5%) et à l'éducation des enfants (13,8%) ;
- en Côte d'Ivoire, aux dépenses domestiques (40,1%), aux soins de santé (13,2%), à l'épargne (14%) et à autres utilisations (20,4%) ;
- en Guinée Bissau, aux dépenses domestiques (55%), aux soins de santé (12,9%) et à l'éducation des enfants (16,9%) ;
- au Mali, aux dépenses domestiques (65,3%) et aux soins de santé (9,4%) ;
- au Niger, aux dépenses domestiques (74,3%) et aux soins de santé (16,5%).

Pour le transfert de ces ressources dans l'espace de l'UEMOA, c'est le canal officiel de transfert qui prédomine à 91,2% et seulement 8,8% par le canal informel. La situation est analogue dans tous les pays à l'exception du Bénin (43,1% par le canal formel et 56,9% par le canal informel) et le Niger (46,4% par le canal officiel et 53,6% par le canal informel).

Liste des tableaux

Tableau 9.1 : Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents selon le pays, UEMOA, 2017-2018 ..... *70*
Tableau 9.2 : Table de mobilité scolaire, UEMOA, 2017-2018 ..... *70*
Tableau 9.3 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, UEMOA, 2017-2018 ..... *71*
Tableau 9.4 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, UEMOA, 2017-2018 ..... *71*
Tableau 9.5 : Montant moyen des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus selon le pays et la situation d'activité par type de revenu hors emploi, UEMOA, 2017-2018 ..... *72*
Tableau 9.6 : Principales utilisations des transferts de fonds reçus suivant les pays de provenance (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018 ..... *72*
Tableau 9.7 : Principaux canaux des transferts de fonds reçus suivant le milieu de résidence (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018 ..... *72*

Tableau 9.1 : Nombre moyen d'années d'études des enfants de plus de 15 ans et des parents selon le pays, UEMOA, 2017-2018

Pays	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Bénin	78,8	4,8	83,4	3,8
Burkina Faso	94,5	5,4	95,8	3,2
Côte d'Ivoire	33,0	7,5	21,6	5,4
Guinée-Bissau	57,2	2,2	67,3	3,8
Mali	53,7	3,2	58,2	2,6
Niger	41,5	2,9	53,4	4,1
Sénégal	69,1	3,8	69,5	3,9
Togo	75,5	4,4	75,8	4,0
Ensemble UEMOA	**62,8**	**5,2**	**60,8**	**3,7**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] L'amélioration du niveau d'étude d'une génération à l'autre est sous-estimée car un certain nombre de jeunes n'ont pas encore terminé leur scolarité

Tableau 9.2 : Table de mobilité scolaire, UEMOA, 2017-2018

Pays	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Bénin	78,8	4,8	83,4	3,8
Burkina Faso	94,5	5,4	95,8	3,2
Côte d'Ivoire	33,0	7,5	21,6	5,4
Guinée-Bissau	57,2	2,2	67,3	3,8
Mali	53,7	3,2	58,2	2,6
Niger	41,5	2,9	53,4	4,1
Sénégal	69,1	3,8	69,5	3,9
Togo	75,5	4,4	75,8	4,0
Ensemble UEMOA	**62,8**	**5,2**	**60,8**	**3,7**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] L'amélioration du niveau d'étude d'une génération à l'autre est sous-estimé car un certain nombre de jeunes n'ont pas encore terminé leur scolarité

Tableau 9.3 : Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, UEMOA, 2017-2018

Pays	Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité				
		Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total
Bénin	Agriculture	50,3	15,0	17,4	17,3	100,0
	Industrie	7,6	28,2	22,0	42,2	100,0
	Commerce	16,2	17,8	38,3	27,7	100,0
	Service	5,8	19,3	27,4	47,5	100,0
Burkina Faso	Agriculture	38,8	22,5	24,8	14,0	100,0
	Industrie	7,7	45,3	17,0	30,0	100,0
	Commerce	9,7	28,9	34,5	26,9	100,0
	Service	5,8	29,1	23,6	41,4	100,0
Côte d'Ivoire	Agriculture	62,0	8,2	15,7	14,0	100,0
	Industrie	8,5	27,5	26,1	37,9	100,0
	Commerce	11,1	18,3	42,7	27,9	100,0
	Service	9,5	18,2	24,9	47,5	100,0
Guinée-Bissau	Agriculture	31,0	15,1	29,8	24,0	100,0
	Industrie	8,8	21,7	24,5	45,1	100,0
	Commerce	9,7	12,0	53,8	24,5	100,0
	Service	7,3	15,9	34,3	42,4	100,0
Mali	Agriculture	61,0	11,8	16,8	10,4	100,0
	Industrie	18,2	31,2	20,7	30,0	100,0
	Commerce	15,0	20,0	41,1	23,9	100,0
	Service	12,4	25,5	24,7	37,4	100,0
Niger	Agriculture	59,9	14,0	11,6	14,5	100,0
	Industrie	5,8	44,9	10,6	38,7	100,0
	Commerce	26,2	26,5	23,8	23,5	100,0
	Service	10,1	21,4	13,3	55,3	100,0
Sénégal	Agriculture	46,1	13,4	22,1	18,3	100,0
	Industrie	10,7	30,9	18,0	40,4	100,0
	Commerce	10,3	21,9	40,4	27,3	100,0
	Service	6,6	24,9	25,6	42,9	100,0
Togo	Agriculture	46,9	16,3	16,6	20,2	100,0
	Industrie	7,5	32,6	19,9	40,0	100,0
	Commerce	6,6	21,0	42,3	30,1	100,0
	Service	7,2	26,6	26,6	39,7	100,0
Ensemble UEMOA	**Agriculture**	**53,6**	**13,4**	**18,0**	**15,0**	**100,0**
	Industrie	**9,8**	**31,1**	**21,4**	**37,8**	**100,0**
	Commerce	**13,0**	**21,4**	**38,9**	**26,8**	**100,0**
	Service	**8,2**	**23,1**	**25,0**	**43,7**	**100,0**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 9.4 : Projets d'emploi à venir des jeunes de 15 à 24 ans, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Projets d'emploi pour l'avenir						
	Obtenir un premier emploi	Obtenir un nouvel emploi dans la même entreprise (promotion dans l'emploi)	Obtenir un nouvel emploi dans une autre entreprise	Garder l'emploi que vous avez maintenant	Rester inactif	Total	Effectif
Pays							
Bénin	21,1	0,9	0,8	26,0	51,3	100,0	1 326 592
Burkina Faso	34,8	1,4	4,0	34,9	24,8	100,0	3 028 502
Côte d'Ivoire	38,7	2,0	6,6	27,5	25,3	100,0	4 410 614
Guinée-Bissau	16,2	1,2	2,9	32,2	47,5	100,0	302 803
Mali	22,0	0,8	1,1	23,1	52,9	100,0	2 396 357
Niger	18,8	0,5	1,5	9,1	70,2	100,0	2 494 363
Sénégal	72,1	1,1	7,1	18,5	1,2	100,0	2 888 569
Togo	23,5	0,9	2,9	14,7	57,9	100,0	1 075 939
Ensemble UEMOA	**35,8**	**1,2**	**4,1**	**23,3**	**35,5**	**100,0**	**17 923 738**
Sexe							
Homme	36,6	1,6	4,3	24,7	32,8	100,0	8 146 946
Femme	35,2	0,9	3,9	22,2	37,8	100,0	9 776 793
Niveau d'instruction							
Aucun	24,6	1,5	4,3	30,7	39,0	100,0	7 079 411
Primaire	32,4	1,7	6,0	27,7	32,0	100,0	3 344 238
Secondaire	46,5	0,8	3,1	15,0	34,6	100,0	6 661 610
Supérieur	59,8	0,4	2,3	10,3	27,2	100,0	831 901

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 9.5 : Montant moyen des revenus mensuels hors emploi bénéficiés par les personnes âgées de 15 ans et plus selon le pays et la situation d'activité par type de revenu hors emploi, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Pensions du travail	Autres pensions	Revenu de la propriété	Revenu financier	Transfert reçu d'autres ménages résidant	Transfert reçu d'autres ménages à l'étranger	Bourses d'études	Autres revenus
Pays								
Bénin	106 676	47 666	33 902		16 018	23 093		143 769
Burkina Faso	95 358	43 488	129 422	56 987	43 050	72 885	52 500	13 333
Côte d'Ivoire	141 490	18 401	72 724	21 431	131 376	53 882	61 000	16 828
Guinée-Bissau	225 211	57 240	967 937	124 401	14 309	34 483	5 000	1 353 615
Mali	255 019	46 192	48 425	98 839	30 333	111 555	30	18 501
Niger	122 359	304 189	51 075	442 065	21 836	53 175		24 518
Sénégal	88 404	57 570	126 737	295 439	48 576	188 806	17 857	115 698
Togo	49 806	14 279	70 195	25 000	20 000	25 238	61 878	23 848
Ensemble UEMOA	**128 092**	**41 377**	**87 920**	**138 933**	**45 961**	**106 730**	**39 104**	**111 048**
Situation d'activité								
Actif occupé	77 213	28 147	130 627	241 954	30 709	107 437	52 455	178 499
Chômeur BT	126 747	51 784	12 159		104 001	44 978		828 730
MOP	64 323	10 059	41 033	37 021	30 827	17 088		40 367
Inactif	157 162	63 483	68 972	65 099	51 258	111 381	5 576	47 322

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 9.6 : Principales utilisations des transferts de fonds reçus suivant les pays de provenance (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018

	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Principale utilisation									
Dépenses domestiques (alimentation, habillement, loyer, etc.)	27,0	72,5	40,1	55,0	65,3	74,3	85,0	45,1	72,7
Soins de santé	6,9	2,1	13,2	12,9	9,4	16,5	1,8	19,4	6,1
Activités commerciales	48,1	2,1	0,6	1,2	2,7	2,3	1,4	7,3	3,2
Education (frais scolaires, uniformes, matériel scolaire, etc.)	9,3	13,8	4,4	16,9	0,6	0,0	1,9	10,5	4,6
Paiement d'un crédit	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	0,8	0,6	1,1	0,4
Achat d'une parcelle	5,1	0,0	0,0	0,0	6,4	0,8	0,0	0,0	1,2
Epargne	0,4	3,3	14,0	0,3	0,7	0,2	0,2	0,4	1,1
Construction d'une maison	0,0	0,9	2,2	3,3	1,6	0,5	2,2	2,5	2,0
Loisirs	0,0	0,2	0,2	1,1	3,1	0,5	0,5	0,6	0,9
Autre investissement	0,5	0,9	5,0	0,8	3,3	1,2	3,0	0,6	2,5
Autre utilisation	2,5	4,1	20,4	8,6	6,7	2,8	3,3	12,5	5,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Montant (en FCFA) reçu en millier	**11 760,8**	**32 125,0**	**17 860,0**	**39 512,9**	**62 144,3**	**24 973,0**	**209 762,6**	**12 879,5**	**411 018,1**
%	2,9	7,8	4,3	9,6	15,1	6,1	51,0	3,1	100,0
Effectif	139	454	107	522	637	433	1 159	210	3 661

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 9.7 : Principaux canaux des transferts de fonds reçus suivant le milieu de résidence (en% de la valeur totale des fonds), UEMOA, 2017-2018

Pays	Canaux de transfert utilisés			Montant (en FCFA) reçu	Montant (en FCFA) reçu	Effectif
	Formel	Informel	Total			
Bénin	43,1	56,9	100,0	11 760 790	2,9	139
Burkina Faso	84,7	15,3	100,0	32 125 008	7,8	454
Côte d'Ivoire	80,9	19,1	100,0	17 860 000	4,3	107
Guinée-Bissau	93,1	6,9	100,0	39 512 862	9,6	522
Mali	100,0	0,0	100,0	62 144 300	15,1	637
Niger	46,4	53,6	100,0	24 973 000	6,1	433
Sénégal	99,3	0,7	100,0	209 762 647	51,0	1 159
Togo	72,3	27,7	100,0	12 879 500	3,1	210
Ensemble UEMOA	**91,2**	**8,8**	**100,0**	**411 018 107**	**100,0**	**3661**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

SITUATION DU SECTEUR INFORMEL DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

Le secteur informel est un grand pourvoyeur de main d'œuvre dans l'espace UEMOA et représente un mode de survie pour une part importante et croissante de la population, et ce chapitre vise à décrire les conditions d'exercice des unités de production informelles (UPI) dans les huit pays de l'UEMOA. Ce chapitre aborde la disponibilité des services de base, les caractéristiques de l'UPI et de sa main d'œuvre, la structure du capital des UPI, la production des unités de production informelles et les difficultés rencontrées dans l'exercice de leurs activités.

Chapitre 10: Conditions d'activité du secteur informel

10.1. Effectifs et structure comparée par branche et secteur d'activité des emplois en phase 1 et phase 2

Le Tableau 10.3 présente les effectifs et la structure des CUPI (Chefs d'unités de production informelles) et de la main d'œuvre dans les unités de production informelles non agricole par pays et par branche pour l'UEMOA. Il permet de faire les constats suivants :

Les unités de production informelles dans l'espace UEMOA occupent environ 11,4 millions de chefs d'unités de production informelles avec une main d'œuvre de près de 4,4 millions. La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso concentrent la grande part des UPI dans l'espace UEMOA avec respectivement 24% et 22% de la main d'œuvre employée dans les UPI. Au Sénégal, les UPI occupent 1,7 millions de CUPI soit 15% des UPI de la zone avec une main d'œuvre estimée à 814 191 individus soit 18,5% de la main d'œuvre employée dans les UPI de l'UEMOA.

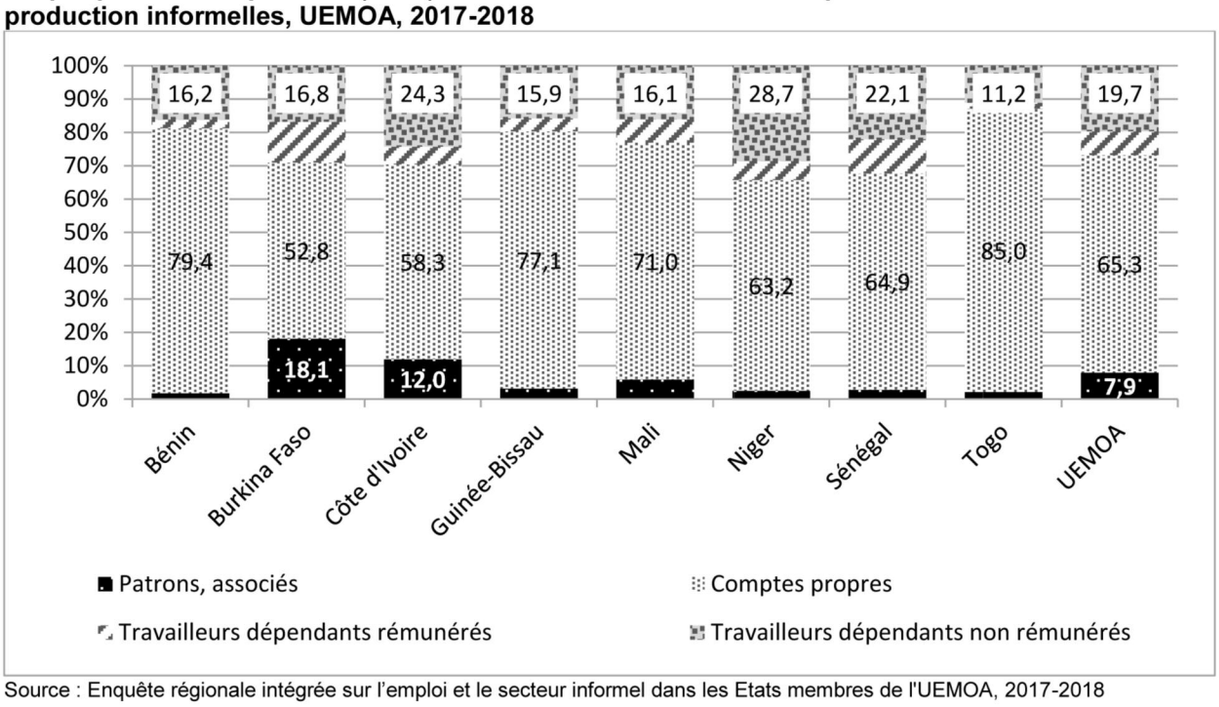
L'analyse selon les branches d'activité montre que le secteur du commerce concentre 48,2% des chefs d'unités de production informelles soit environ 5,5 millions de CUPI avec 33,3% de la main d'œuvre employée dans les UPI de l'espace UEMOA. La branche « commerce de détail » domine le secteur commerce avec 4,4 millions de CUPI. Le secteur industrie représente 44,3% de la main d'œuvre utilisée dans les UPI soit près de 2 millions d'individus pour 3,3 millions de CUPI10. Ce secteur est dominé par la branche « activités de fabrication » qui emploie 2,6 millions de CUPI pour une main d'œuvre estimée à 1,4 millions. Enfin dans le secteur des services, on note 22,5% des CUPI avec 22,2% (973 989 emplois) de la main d'œuvre employée. Ce secteur est dominé par la « branche hébergement et restauration » qui emploie plus d'un million de CUPI avec une main d'œuvre estimation à 319 697.

L'analyse de la structure de la main d'œuvre dans les unités de production informelles laisse apparaître une prédominance des comptes propres, qui représentent au niveau de l'espace UEMOA 65,3% de la main d'œuvre suivi des travailleurs dépendants non rémunérés (19,7%). Les travailleurs dépendants rémunérés ne représentent que 7,1% de la main d'œuvre dans les UPI.

Au niveau pays, on constate une légère différence malgré la prédominance des travailleurs pour compte propre et des travailleurs dépendants non rémunérés qui représentent plus de 80% de la main d'œuvre des UPI dans les pays. Les Patrons, associés sont relativement plus présents en Côte d'Ivoire (12,0%) et au Burkina Faso (18,1%) et les travailleurs dépendants rémunérés, sont présents au Burkina Faso (12,3%) et au Sénégal (10,2%). Les travailleurs pour compte propre occupent une place importante dans la main d'œuvre des UPI au Togo (85,0%), au Bénin (79,4%) et en Guinée-Bissau (77,1%).

[10] Un CUPI peut avoir un à plusieurs UPI

Graphique 10.1 : Répartition (en %) de la main d'œuvre totale occupée dans les unités de production informelles, UEMOA, 2017-2018



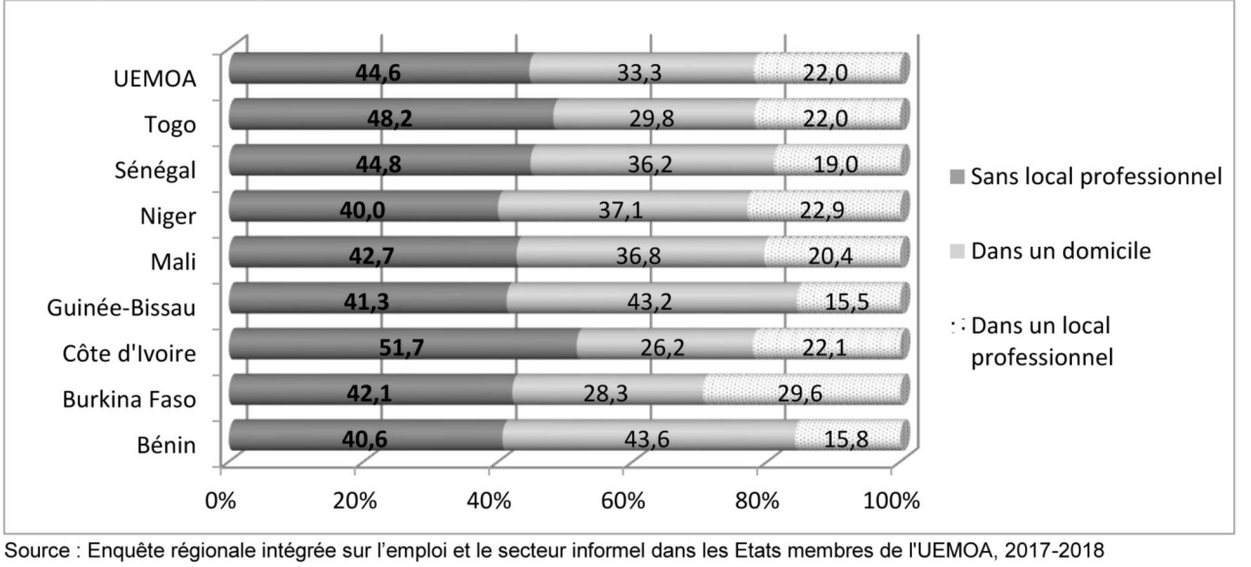
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

10.2. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement en Afrique par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés et non accès aux principaux services publics (eau, électricité, etc.).

L'exercice des activités des UPI se réalise, dans l'espace UEMOA, principalement sans local professionnel (44,6%), dans un domicile (33,3%) et dans un local professionnel (22,0%). Dans les pays, plus de 40% des UPI n'exercent pas leur activité dans des locaux professionnels avec un niveau plus élevé en Côte d'Ivoire (51,7%) et au Togo (48,2%). En moyenne seulement moins d'une UPI sur trois exerce ses activités dans un local professionnel.

Graphique 10.2 : Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

L'accès aux services de base (accès au système d'évacuation de déchets, accès aux toilettes, accès à l'électricité et à l'eau) par les UPI est faible. Parmi les services de base cités qui assurent de

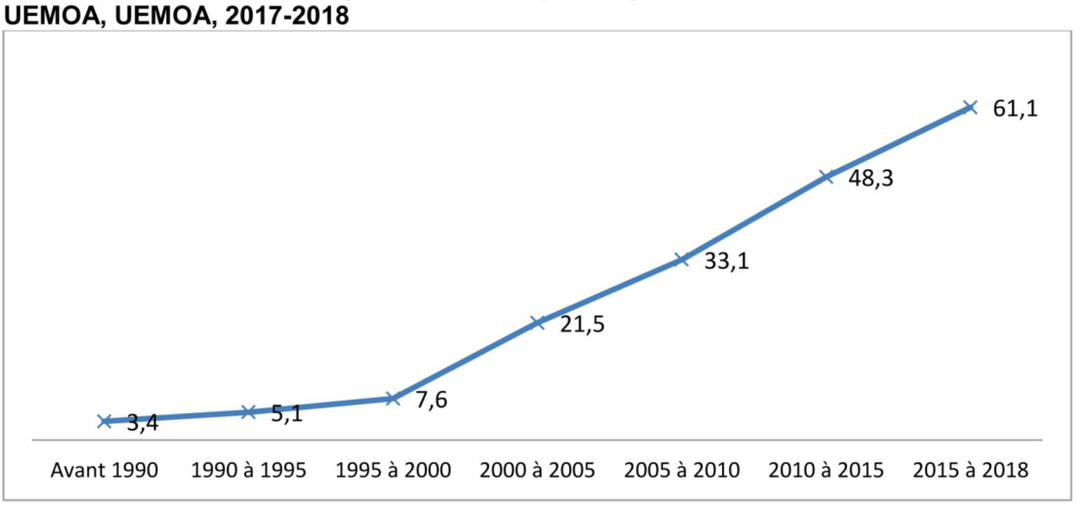
meilleures conditions de travail, l'électricité est le plus utilisé avec 24,4% des UPI de la zone UEMOA qui en disposent avec des disparités entre les pays. En effet, 38,2% des UPI au Sénégal, 28,2% des UPI au Togo et 27,3% des UPI en Côte d'Ivoire disposent de l'électricité dans leur local de travail.

La disponibilité de WC ou des latrines est faible pour les UPI, seulement 22,1% des UPI ont accès à des latrines avec des niveaux relativement élevés au Mali (46,3%) et au Sénégal (26,1%). Selon le milieu de résidence, 44,8% des unités de production informelles installées dans la capitale ou principale ville des pays de l'UEMOA ont accès à l'électricité pour l'exercice de leur activité contre 31,2% des UPI installées dans les autres centres urbains. Concernant l'accès à l'eau courante, seulement 28,5% des UPI installées dans la capitale ou principale ville des pays de l'union ont accès contre 13,2% des UPI installées dans le milieu rural.

10.3. Création des unités de production informelles (UPI)

On note une dynamique dans la création des unités de production informelles au sein de l'espace UEMOA. On constate un accroissement de 82% en termes de créations d'UPI entre les périodes 2005-2010 et 22010-22015 contre 51% entre 2000-2005 et 2005-2010. Un constat important est l'implication progressive des jeunes dans la création des unités de production informelles (cf Graphique 10.3). Sur les 11,1 millions d'UPI existantes dans l'espace UEMOA, 40,2% ont été créées par les jeunes de moins de 35 ans. A partir de l'année 2000, le pourcentage d'UPI créées par les jeunes de moins de 35 ans a atteint 20%. Sur la période 2015-2018, 61,1% des UPI ont été créées par les jeunes de moins de 35 ans (41,4% des créations des UPI par les individus de 25 – 34 ans).

Graphique 10.3 : Pourcentage d'UPI créées par les jeunes de moins de 35 ans dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2017-2018



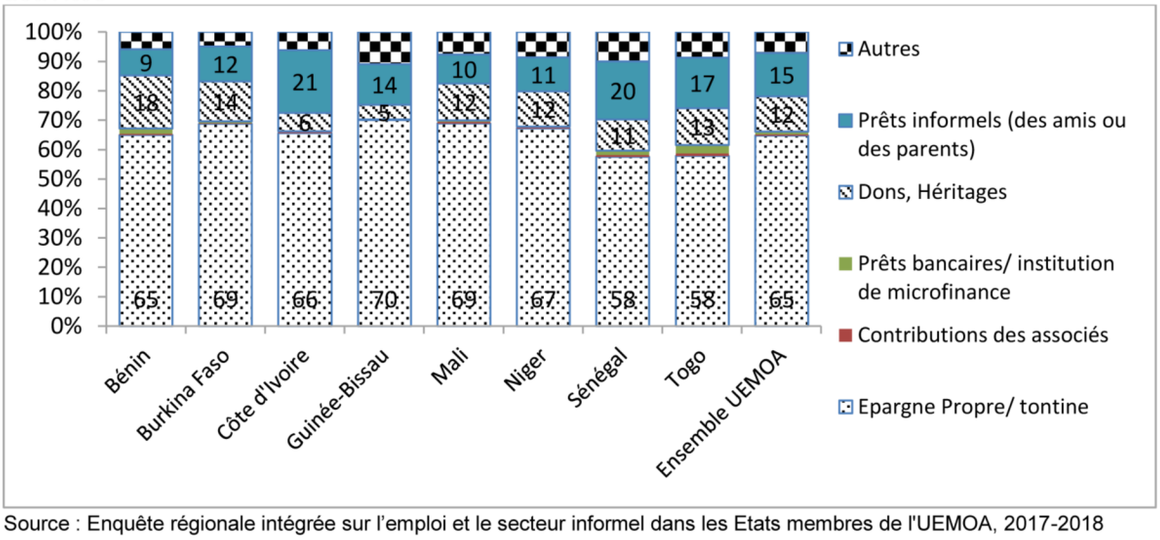
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Deux principales raisons motivent la création des unités de production informelles dans l'union : obtention d'un revenu meilleur (43,9%) et le fait d'être indépendant (26,3%). Par ailleurs, 9,3% des UPI ont été créées par tradition familiale.

Au sein des pays, l'obtention d'un meilleur revenu reste le premier motif ayant guidé la création d'une unité de production informelle. Etre indépendant apparait comme la deuxième raison à l'exception du Burkina Faso. En effet, au Burkina Faso 20,5% des chefs d'UPI ont créé l'unité parce qu'ils n'ont pas trouvé un travail salarié.

Concernant la source du financement du capital au démarrage, les résultats du Graphique 10.4 montrent que deux UPI sur trois ont financé le capital de leur unité par l'épargne propre ou tontine et 14,8% par des prêts informels obtenus auprès des amis ou parents. Au niveau des pays, les dons et héritages constituent la deuxième source de financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités au Bénin (18,1%), au Burkina Faso (13,6%), au Mali (12,5%) et au Niger (12,0%).

Graphique 10.4 : Principales sources de financement du capital des UPI au démarrage des activités



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Liste des tableaux

Tableau 10.1 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (Activité principale et activité secondaire), UEMOA, 2017-2018 79
Tableau 10.2 : Effectif et structure des CUPI dans le secteur informel non agricole par milieu de résidence et branche d'activité, UEMOA, 2017-2018 80
Tableau 10.3 : Effectif et structure de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, UEMOA, 2017-2018 ... 81
Tableau 10.4 : Répartition (en %) des actifs occupés de 15 ans et plus dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018 81
Tableau 10.5 : Disponibilité des services de base dans les UPI, UEMOA, 2017-2018 82
Tableau 10.6 : Profil par groupe d'âges du chef des UPI « créées » dans le temps, UEMOA, 2017-2018 82
Tableau 10.7 : Motifs de création de l'UPI par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 82
Tableau 10.8 : Principales sources du financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, UEMOA, 2017-2018 83

Tableau 10.1 : Effectif des emplois, individus de 15 ans et plus (Activité principale et activité secondaire), UEMOA, 2017-2018

Secteur et branche d'activité	Secteur d'activité principale				
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total
Bénin	1 404 389	626 128	814 464	897 502	3 742 483
Burkina Faso	1 227 008	1 137 055	1 237 252	916 402	4 517 717
Côte d'Ivoire	3 227 421	964 184	1 712 153	1 800 524	7 704 281
Guinée-Bissau	54 759	37 632	78 500	72 504	243 395
Mali	1 554 051	545 646	746 562	663 267	3 509 526
Niger	643 208	564 134	431 499	572 686	2 211 527
Sénégal	963 692	741 619	1 079 123	1 121 636	3 906 070
Togo	713 536	456 266	493 996	618 259	2 282 057
Ensemble UEMOA	**9 788 063**	**5 072 663**	**6 593 550**	**6 662 780**	**28 117 056**
	Secteur d'activité secondaire				
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total
Bénin	108 126	35 166	34 541	32 259	210 092
Burkina Faso	207 111	44 899	62 169	78 388	392 567
Côte d'Ivoire	430 640	69 834	184 365	85 517	770 356
Guinée-Bissau	3 430	2 689	4 352	3 410	13 881
Mali	241 133	95 088	102 772	43 317	482 310
Niger	44 109	23 646	30 662	27 433	125 850
Sénégal	129 888	41 287	90 036	60 282	321 493
Togo	93 582	57 084	67 807	52 700	271 173
Ensemble UEMOA	**1 258 019**	**369 693**	**576 704**	**383 306**	**2 587 722**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.2 : Effectif et structure des CUPI dans le secteur informel non agricole par milieu de résidence et branche d'activité, UEMOA, 2017-2018

Milieu de résidence, Secteur et branche d'activité	Etats membres de l'UEMOA								Ensemble UEMOA
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Milieu de résidence									
Capitale/Principale ville	8,4	21,3	25,7	36,2	13,3	8,3	23,1	27,5	19,4
Autres urbains	45,8	10,7	38,6	21,6	18,2	17,8	32,7	19,9	27,4
Rural	45,8	68,0	35,7	42,1	68,5	73,9	44,2	52,6	53,3
Branche d'activité									
Activités extractives/mines	0,5	6,3	0,5		1,9	0,9	0,6	0,1	1,8
Activités de fabrication	24,0	27,3	15,9		20,7	36,6	21,2	22,1	23,1
Activités de production et distribution	0,1	0,1			0,1	0,0		2,7	0,3
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,1	0,1	0,0	1,0	0,4	0,7	0,2	0,1	0,2
Activités de construction	3,6	3,8	3,8	16,7	3,3	2,2	4,4	3,3	3,8
Commerce et réparation des pièces automobiles	2,2	2,1	3,5	0,2	2,3	1,2	1,5	1,3	2,1
Commerce de gros	9,3	8,8	2,4	0,0	11,2	9,9	9,2	6,9	7,7
Commerce de détail	30,3	37,2	50,7	3,2	44,1	22,5	45,4	33,0	38,5
Activités de transport	6,7	0,9	2,0	0,8	1,4	2,9	3,5	3,0	2,9
Activités d'entreposage	0,3	0,1	0,0	7,1	0,2		0,1	0,2	0,2
Activités d'hébergement et de restauration	12,0	5,7	10,0	57,8	1,7	5,5	4,2	18,8	8,9
Activités de l'information et de communication	0,4	0,1	1,2	0,6	0,5	0,2		0,3	0,4
Activités financiers et d'assurance	0,0	0,1	0,2	0,1		0,1	0,1		0,1
Activités immobiliers	0,2	0,1	0,3	1,1	0,1	0,1	0,3	0,1	0,2
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,8	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4
Activités de services de soutien et de bureau	0,8	0,6	0,6	0,1	0,4	0,3	0,4	0,2	0,5
Activités de l'administration publique				0,6					0,0
Enseignement	0,3	0,3	0,5	0,3	0,5	0,5	0,5	0,2	0,4
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	1,2	0,6	0,9	2,2	0,6	0,4	1,2	0,6	0,9
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,2	0,2	0,6		0,7	0,3	0,6	0,3	0,4
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	6,4	4,6	6,7	0,7	9,2	14,5	6,1	6,1	7,0
Activités spéciales des ménages	0,6	0,6	0,0	0,2	0,5	0,7	0,0	0,3	0,4
Activités des organisations internationales				0,2					0,0
ND				6,9					0,1
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif des CUPI en millier	**1 744**	**2 290**	**2 278**	**114**	**964**	**1 067**	**1 690**	**1 201**	**11 348**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.3 : Effectif et structure de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, UEMOA, 2017-2018

Milieu de résidence, Secteur et branche d'activité	Etats membres								Ensemble UEMOA
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	
Milieu de résidence									
Capitale/Principale ville	4,8	28,9	28,3	52,5	7,6	11,1	39,8	23,6	24,5
Autres urbains	49,2	11,5	42,1	13,7	25,9	18,6	30,3	27,3	28,2
Rural	45,9	59,6	29,6	33,9	66,5	70,3	29,9	49,1	47,4
Branche d'activité									
Activités extractives/mines	0,7	10,0	0,4		3,9	0,6	1,1	0,1	3,1
Activités de fabrication	38,4	29,3	28,7		29,7	42,4	24,2	37,5	31,0
Activités de production et distribution	0,1	0,2							0,1
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets		0,0	0,0	0,9	1,0	1,9		0,1	0,3
Activités de construction	8,9	10,5	5,1	26,8	10,0	5,0	19,1	6,9	9,9
Commerce et réparation des pièces automobiles	6,9	4,9	12,4	0,7	8,2	2,7	4,2	2,4	6,5
Commerce de gros	7,6	7,5	2,1		7,5	9,4	4,5	2,3	5,7
Commerce de détail	14,2	21,2	26,0	23,6	24,2	19,5	21,0	14,6	21,3
Activités de transport	1,3	0,6	1,2	3,7	0,8	2,1	3,2	1,1	1,5
Activités d'entreposage		0,1		4,8					0,1
Activités d'hébergement et de restauration	9,7	6,9	9,1	26,2	1,8	6,7	4,1	17,0	7,3
Activités de l'information et de communication		0,1	1,4	1,5	0,3	0,3		1,1	0,4
Activités financiers et d'assurance		0,0	0,2	0,3			0,0		0,1
Activités immobiliers		0,0	1,5	0,3			1,0		0,5
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	1,2	0,2	0,2	0,4	0,4	0,3	1,1	0,5	0,5
Activités de services de soutien et de bureau	0,5	1,1	0,8		0,4	0,2	0,8	0,3	0,7
Activités de l'administration publique				2,6					0,0
Enseignement	0,1	1,5		0,4	1,3		4,2		1,2
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,9	0,3	0,3	1,6	0,4	0,3	0,3	2,0	0,5
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,7	0,7	0,6		1,0		0,4	0,3	0,6
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	8,5	4,2	9,9	0,1	9,1	8,6	10,7	13,8	8,4
Activités spéciales des ménages	0,3	0,6	0,0	0,2		0,1			0,2
Activités des organisations internationales				0,2					0,0
ND				5,8					0,0
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif en millier	**424**	**1 046**	**976**	**31**	**336**	**569**	**810**	**195**	**4 386**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.4 : Répartition (en %) des actifs occupés de 15 ans et plus dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018

Secteurs d'activité	Statut dans l'emploi (activité principale et secondaire)					
	Patrons, associés	Comptes propres	Travailleurs dépendants rémunérés	Travailleurs dépendants non rémunérés	Total	Effectif
Pays						
Bénin	1,8	79,4	2,7	16,2	100,0	2 166 125
Burkina Faso	18,1	52,8	12,3	16,8	100,0	3 335 848
Côte d'Ivoire	12,0	58,3	5,4	24,3	100,0	3 096 135
Guinée-Bissau	3,1	77,1	3,9	15,9	100,0	145 001
Mali	5,8	71,0	7,0	16,1	100,0	1 300 472
Niger	2,4	63,2	5,7	28,7	100,0	1 631 495
Sénégal	2,9	64,9	10,4	21,8	100,0	2 499 219
Togo	2,1	85,0	1,7	11,2	100,0	1 394 045
Ensemble UEMOA	**7,9**	**65,3**	**7,1**	**19,7**	**100,0**	**15 568 340**
Secteur d'activité						
Industrie	9,9	55,0	11,2	23,9	100,0	5 228 526
Commerce	6,8	72,9	3,6	16,7	100,0	6 939 272
Service	7,2	65,6	7,9	19,3	100,0	3 400 542

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.5 : Disponibilité des services de base dans les UPI, UEMOA, 2017-2018

Pays et Secteurs d'activité	% ayant accès à un système d'évacuation des déchets	% ayant un wc ou des latrines	% ayant de l'électricité	% ayant une eau courante	% ayant accès à un service de poste	% ayant accès à un service de santé	% ayant une connexion internet	% ayant un ordinateur	% ayant un téléphone mobile	% ayant un téléphone fixe
Pays										
Bénin	8,5	15,9	21,8	15,1	2,0	7,7	3,4	1,7	76,1	0,9
Burkina Faso	12,2	24,3	16,7	17,6	7,2	24,1	4,9	1,4	74,1	1,1
Côte d'Ivoire	7,3	11,3	27,3	12,0	1,9	5,8	2,8	2,0	56,1	1,5
Guinée-Bissau	9,8	10,8	9,4	3,2	0,1	0,2	1,0	0,8	61,6	0,5
Mali	29,9	46,3	25,9	28,0	8,3	15,4	4,4	1,4	78,5	3,0
Niger	7,9	22,7	18,2	20,1	7,0	26,9	4,9	1,6	43,0	2,1
Sénégal	25,7	22,8	30,4	23,0	16,7	23,0	6,1	4,1	55,5	20,4
Togo	25,2	24,6	28,2	16,3	5,3	13,1	3,4	0,8	44,9	0,7
Ensemble UEMOA	**14,7**	**21,6**	**23,7**	**17,6**	**6,4**	**15,7**	**4,2**	**1,9**	**63,1**	**4,2**
Secteur d'activité										
Industrie	13,7	23,4	23,4	20,4	5,8	15,8	3,8	1,6	60,8	4,0
Commerce	14,4	20,8	22,7	15,4	6,5	15,8	4,0	1,4	63,1	4,0
Service	16,7	21,0	26,3	19,0	7,3	15,3	5,0	3,7	66,0	4,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.6 : Profil par groupe d'âges du chef des UPI « créées » dans le temps, UEMOA, 2017-2018

	Groupes d'âges							
Année de création	Moins de 25 ans	25 - 34 ans	35 - 44 ans	45 - 54 ans	55 - 64 ans	65 ans et plus	Total	Effectif
Avant 1990	0,7	2,7	7,4	30,7	34,5	23,9	100,0	521 681
1990 à 1995	1,0	4,1	22,7	38,0	25,4	8,7	100,0	298 499
1995 à 2000	1,2	6,4	34,6	33,2	17,6	7,0	100,0	732 047
2000 à 2005	1,8	19,7	37,5	26,1	10,7	4,2	100,0	1 132 390
2005 à 2010	3,6	29,5	36,1	19,6	8,3	2,9	100,0	1 710 424
2010 à 2015	10,3	38,0	29,6	14,4	5,2	2,5	100,0	3 117 138
2015 à 2018	19,7	41,4	23,7	9,7	4,1	1,6	100,0	3 071 763
Ne sait pas	8,0	27,4	27,0	19,8	10,0	7,7	100,0	553 072
Ensemble UEMOA	**9,6**	**30,6**	**28,7**	**18,0**	**8,9**	**4,2**	**100,0**	**11 137 012**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.7 : Motifs de création de l'UPI par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

	Raison de la création ou exploitation de l'unité							
Pays et secteur d'activité	N'a pas trouvé de travail salarié (grande entreprise)	N'a pas trouvé de travail salarié (petite entreprise)	Pour obtenir un meilleur revenu	Pour être indépendant (son propre chef)	Par tradition familiale	Autre	Total	Effectif
Pays								
Bénin	0,7	2,8	40,1	39,6	9,0	7,8	100,0	1 742 227
Burkina Faso	5,7	20,5	48,1	9,2	8,6	7,8	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	5,1	5,3	32,2	37,1	8,9	11,5	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	1,6	5,8	43,7	23,6	11,2	14,1	100,0	109 889
Mali	4,8	5,4	57,5	18,7	10,9	2,7	100,0	975 384
Niger	7,7	4,9	43,5	23,6	15,0	5,2	100,0	1 070 247
Sénégal	4,4	6,0	47,7	24,4	8,4	9,2	100,0	1 689 613
Togo	1,6	5,8	48,5	31,3	6,1	6,8	100,0	1 037 373
Ensemble UEMOA	**4,3**	**8,1**	**43,9**	**26,3**	**9,3**	**8,0**	**100,0**	**11 192 835**
Secteur d'activité								
Industrie	3,7	9,3	40,7	25,7	13,2	7,5	100,0	3 277 202
Commerce	4,0	7,6	47,9	25,6	6,9	7,9	100,0	5 516 622
Service	5,7	7,7	39,3	28,6	9,6	9,1	100,0	2 399 011

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 10.8 : Principales sources du financement du capital des UPI au démarrage de leurs activités, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Principale source du capital au démarrage des activités de l'UPI							
	Epargne Propre/ tontine	Contributions des associés	Prêts bancaires/ institution de microfinance	Dons, Héritages	Prêts informels (des amis ou des parents)	Autres	Total	Effectif
Pays								
Bénin	65,0	0,4	1,8	18,1	8,9	5,9	100,0	1 742 227
Burkina Faso	68,8	0,2	0,6	13,6	11,9	4,9	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	65,6	0,3	0,3	6,3	21,2	6,2	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	70,0	0,1	0,0	5,0	13,8	10,9	100,0	109 889
Mali	68,8	0,6	0,5	12,5	9,9	7,6	100,0	975 384
Niger	67,2	0,4	0,2	12,0	11,5	8,7	100,0	1 068 911
Sénégal	57,6	0,7	1,4	10,6	19,8	10,0	100,0	1 689 613
Togo	57,9	0,8	2,9	12,5	17,1	8,8	100,0	1 037 373
Ensemble UEMOA	**64,7**	**0,4**	**1,0**	**11,9**	**14,8**	**7,1**	**100,0**	**11 191 499**
Secteur d'activité								
Industrie	64,2	0,4	0,7	13,5	13,1	8,1	100,0	3 277 202
Commerce	66,0	0,3	1,3	10,7	16,2	5,5	100,0	5 516 622
Service	62,4	0,7	0,8	12,7	14,0	9,5	100,0	2 397 675

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

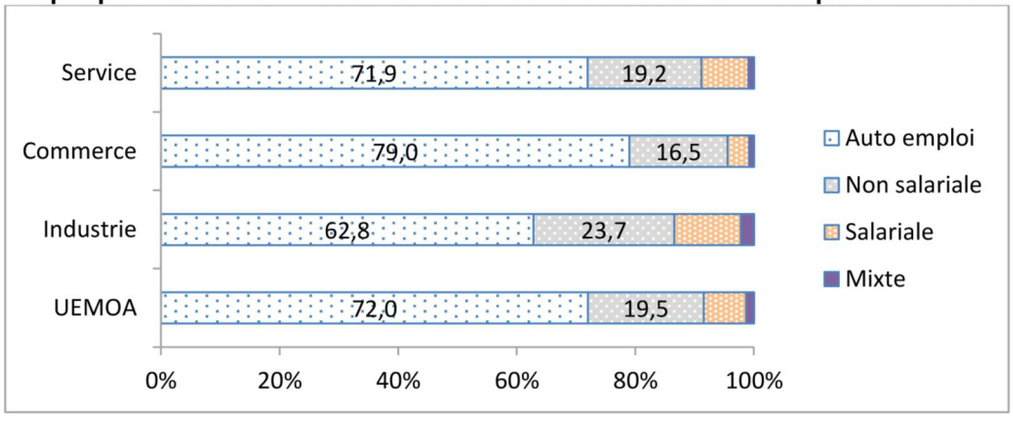
Chapitre 11: Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

11.1. Organisation du travail dans le secteur informel

L'organisation du travail dans le secteur informel est variable. Quatre formes d'organisation du travail sont mises en évidence : (i) l'auto-emploi où la main d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; (ii) la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; (ii) la forme salariale pour laquelle la main d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) ; (iv) la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Les deux formes de travail dominantes au sein des huit pays de l'UEMOA. sont l'auto-emploi (72%) et la forme non salariale (19,6%). AU Burkina Faso et au Sénégal par contre la forme salariale est la répandue, 12,3% au Burkina Faso et 10,3% au Sénégal. Au niveau des capitales et des principales villes des pays de l'UEMOA, le taux de salarisation atteint 13,3% contre 6% pour les autres centres urbains et 5% pour le milieu rural. La forme non salariale représente 19,4% de la main d'œuvre en milieu rural et 21% dans les autres centres urbains de l'espace UEMOA. Notons que cette forme de travail s'accompagne souvent d'un système de formation non professionnalisée provenant des UPI.

Graphique 11.1 : Combinaison du travail dans le secteur informel par secteur d'activité



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

11.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

Le Tableau 11.2 présente les caractéristiques de la main d'œuvre utilisée dans le secteur informel, facteur important de la production dans l'informel. Au sein de l'UEMOA, seulement 12% des travailleurs du secteur informel ne sont pas apparentés au chef d'unité de production informel. Ce pourcentage est de 8% en milieu rural et de 19% dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA. La structure de la main d'œuvre des UPI reste toujours dominée par la présence d'un membre de la famille. Cette présence est plus importante dans certains pays de l'union où moins de 10% de la main d'œuvre n'est pas apparentée au chef d'UPI : la Guinée-Bissau (6,8%), le Niger (6,9%), le Togo (7%) et le Mali (9%).

La structure d'âge de la main d'œuvre dans les UPI laisse apparaître une faible proportion des enfants de moins 15 ans. En effet, au niveau de l'UEMOA l'enquête révèle que seulement 3,8% de la main d'œuvre des UPI à moins de 15 ans au regard du travail des enfants. Néanmoins, le pourcentage des enfants de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI est de 5,1% en milieu rural. Dans tous les pays de l'union à l'exception du Niger qui présente une proportion de 11,2%, le pourcentage des enfants de moins de quinze ans dans la main d'œuvre du secteur informel est inférieur à 5%.

La main d'œuvre dans les UPI est constituée à 54% de femmes avec des disparités entre les pays. Ainsi, deux tiers de la main d'œuvre est féminine : 63,6% au Bénin et 69,7% au Togo. Au Mali (41,4%) et au Niger (39%), la main d'œuvre féminine dans le secteur informel est relativement plus faible.

En moyenne, dans l'UEMOA, un travailleur du secteur informel est âgé de 35,2 ans avec 7,6 ans d'ancienneté dans l'emploi et 4 années d'études réussies soit l'équivalent de la classe de CE2 (Cours élémentaire deuxième année). Cette main d'œuvre est donc très peu instruite. Si on constate une certaine homogénéité entre les pays du point de vue de l'ancienneté dans l'emploi et de l'âge moyen des travailleurs, la situation est tout autre en ce qui concerne la durée moyenne d'années d'études réussies. Cette durée est au Niger (1,8 années), au Mali (2 années) et au Burkina Faso (2 années) la durée moyenne d'années d'études réussies correspond à la classe du CP 2 (Cours préparatoire deuxième année). En Côte d'Ivoire, le niveau d'instruction de la main d'œuvre est le plus élevé avec une moyenne de 9,6 années correspondant à la classe de 4ème au collège.

11.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

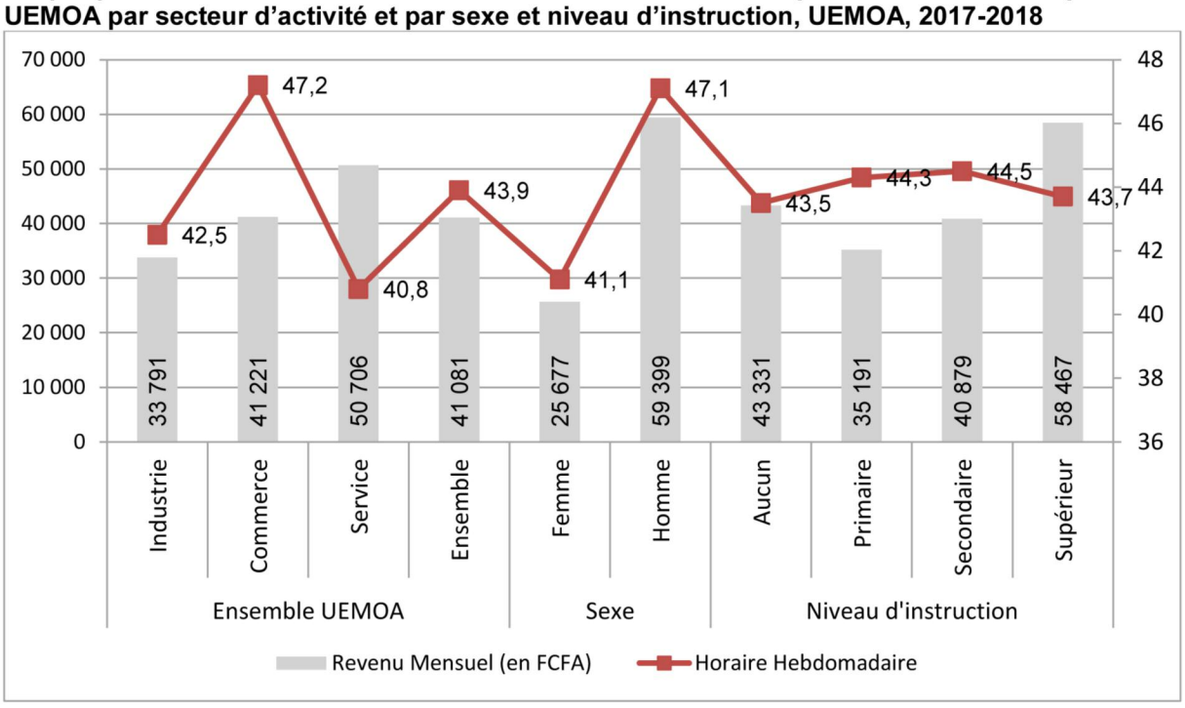
De manière générale les normes légales en vigueur dans le pays ne régissent pas la durée du travail dans le secteur informel ainsi que le système de rémunération, qui pour la plupart est conditionné par la survenance d'un travail.

Le nombre moyen d'heure de travail par semaine dans le secteur informel est de 44h dans l'espace UEMOA avec une différence de 6h entre le milieu rural (41h par semaine) et le milieu urbain (47h par semaine). Au niveau des pays, on constate quelques disparités avec des horaires hebdomadaires moyennes supérieures à 50h par semaine au Sénégal (57,5h par semaine), au Burkina Faso (55,3h par semaine) et au Mali (54,2h par semaine).

Concernant la rémunération moyenne mensuelle dans ce secteur, elle est estimée, pour l'ensemble des pays de l'union à 41 081 francs CFA correspondant à 415,6 francs CFA par heure travaillée. Dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA, la rémunération moyenne mensuelle est évaluée à 42 444 francs CFA et à 30 221 francs CFA pour le milieu rural. Cependant, elle est plus élevée dans les autres centres urbains (60 000 francs CFA) et représente le double de la rémunération moyenne mensuelle du milieu rural et est 1,5 fois plus élevée que celle des capitales/principales villes dans l'espace UEMOA. L'analyse selon les pays laisse apparaître de fortes disparités entre les pays en ce qui concerne la rémunération de la main d'œuvre dans le secteur informel. On note que la rémunération moyenne mensuelle est plus élevée en Guinée-Bissau (78 985 francs CFA) et au Niger (75 100 francs CFA).

Dans les UPI exerçant dans le secteur commerce travaillent plus d'heure par semaine (47 heures) pour une rémunération mensuelle plus faible (41 221 francs CFA) contre une rémunération mensuelle de 50 706 francs CFA avec un volume horaire hebdomadaire de 41 heures. Les hommes travaillent 47 heure contre 41 heures pour les femmes avec une rémunération mensuelle de 59 399 francs CFA soit plus du double de la rémunération mensuelle des femmes. Selon le niveau d'instruction il n'existe pas de différences selon le volume horaire hebdomadaire par contre il existe une différence une différence nette dans la rémunération. En effet, les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur gagnent une rémunération mensuelle de 58 467 francs CFA suivi de ceux n'ayant aucun niveau d'instruction (43 331 francs CFA). Les personnes ayant le niveau primaire gagnent en moyenne 35 191 francs CFA.

Graphique 11.2 : Revenu mensuel et nombre d'heures de travail par semaine dans l'espace UEMOA par secteur d'activité et par sexe et niveau d'instruction, UEMOA, 2017-2018



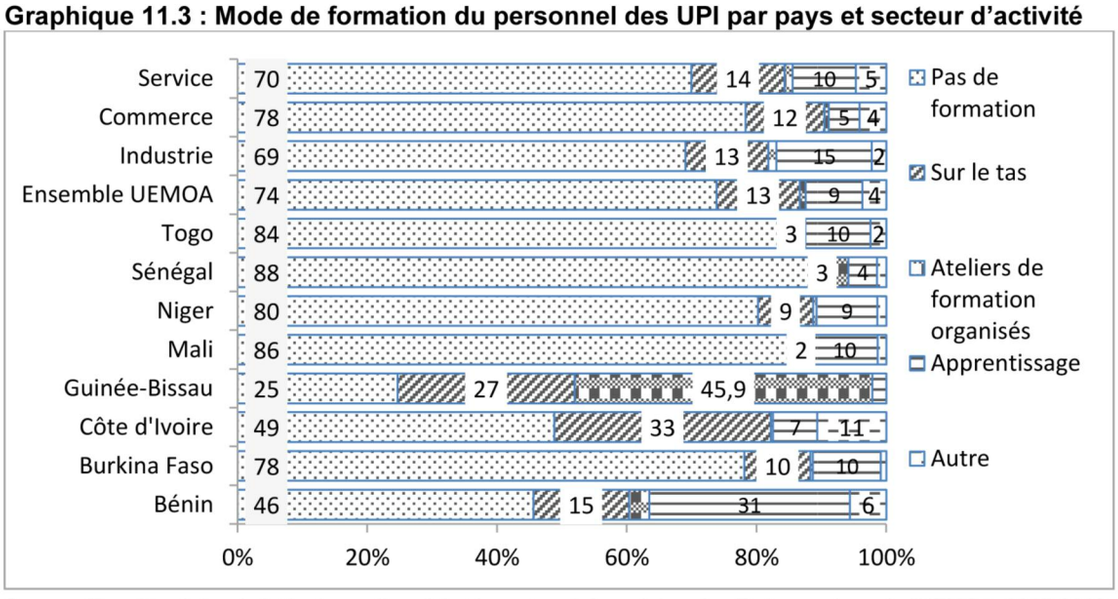
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

11.4. Gestion de la formation du personnel

La main d'œuvre dans le secteur informel est peu formée car 60,2% de la main d'œuvre ont été formés tout seul par la pratique et seulement 6,8% ont été formés dans une école technique ou professionnelle. Au niveau des pays, on constate qu'au Sénégal (32,3%), en Guinée-Bissau (17,5%) et au Togo (14,9%) une part importante de la main d'œuvre a été formée dans un cadre formel (Ecole technique, Ecole professionnelle et grande entreprise).

Concernant la formation continue de la main d'œuvre dans ce secteur, 73,8% des UPI n'assurent aucune formation au personnel et pour 12,8%, il s'agit d'une formation sur le tas. L'analyse selon les pays montre qu'en Guinée-Bissau, 45,9% des UPI organisent des ateliers de formation à l'intention de la main d'œuvre. Au Bénin (30,9%), au Mali (10,3%) et au Togo (10,1%), les unités de production informelles assurent un minimum de formation sous forme d'apprentissage au personnel. Et c'est dans le secteur de l'industrie que ce mode de formation du personnel est plus remarqué avec 14,7% des UPI qui utilisent ce mode pour assurer la formation de leur personnel.

Graphique 11.3 : Mode de formation du personnel des UPI par pays et secteur d'activité



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Liste des tableaux

Tableau 11.1 : Organisation du travail suivant le pays, le milieu de résidence et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *89*
Tableau 11.2 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon le pays et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *89*
Tableau 11.3 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *90*
Tableau 11.4 : Rémunérations (en FCFA) et horaires (en heure) de travail dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *90*
Tableau 11.5 : Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018 ..... *91*
Tableau 11.6 : Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018 ..... *91*

Tableau 11.1 : Organisation du travail suivant le pays, le milieu de résidence et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Pays, Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail					Effectif
		Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte	Total	
Pays							
Bénin	2,7	80,9	15,7	2,7	0,7	100,0	2 166 125
Burkina Faso	12,3	68,7	16,8	12,3	2,3	100,0	3 335 848
Côte d'Ivoire	5,4	68,5	24,3	5,4	1,8	100,0	3 096 135
Guinée-Bissau	3,9	78,9	15,5	3,9	1,7	100,0	145 001
Mali	7,0	74,2	16,1	7,0	2,7	100,0	1 300 472
Niger	5,7	65,5	28,4	5,7	0,4	100,0	1 631 495
Sénégal	10,4	67,9	21,4	10,4	0,2	100,0	2 499 219
Togo	1,7	86,0	11,2	1,7	1,0	100,0	1 394 045
Ensemble UEMOA	**7,1**	**72,0**	**19,5**	**7,1**	**1,3**	**100,0**	**15 568 340**
Milieu de résidence							
Capitale/Principale ville	13,2	67,5	17,9	13,2	1,4	100,0	3 018 142
Autres urbains	6,6	70,9	21,4	6,6	1,2	100,0	4 492 876
Ens. urbain	9,2	69,5	20,0	9,2	1,2	100,0	7 511 018
Rural	5,1	74,3	19,1	5,1	1,5	100,0	8 057 322
Secteur d'activité							
Industrie	11,2	62,8	23,7	11,2	2,2	100,0	5 228 526
Commerce	3,6	79,0	16,5	3,6	0,9	100,0	6 939 272
Service	7,9	71,9	19,2	7,9	1,0	100,0	3 400 542

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 11.2 : Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon le pays et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	% de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	% non rémunéré ou payé en nature	% de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes dans la main d'œuvre des UPI	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI
Pays								
Bénin	10,7	17,9	4,0	21,7	63,6	8,9	35,1	2,9
Burkina Faso	12,6	22,0	3,7	23,7	52,2	7,0	34,2	2,0
Côte d'Ivoire	12,3	37,9	2,3	21,7	57,7	6,3	33,8	9,6
Guinée-Bissau	6,8	18,5	2,8	20,4	54,8	6,7	35,5	4,5
Mali	9,0	21,4	3,4	20,3	41,4	8,2	36,5	2,0
Niger	6,9	31,4	11,2	29,4	39,0	8,5	34,2	1,8
Sénégal	19,1	11,8	2,2	19,2	51,3	7,8	37,2	2,7
Togo	7,0	12,2	1,5	16,5	69,7	7,8	36,7	4,5
Ensemble UEMOA	**11,8**	**23,0**	**3,8**	**22,0**	**54,1**	**7,6**	**35,2**	**4,0**
Milieu de résidence								
Capitale/Principale ville	18,6	20,4	2,0	20,0	51,1	6,9	35,0	5,7
Autres urbains	13,9	25,4	3,2	22,1	54,6	7,7	35,3	4,9
Ens. urbain	15,8	23,4	2,7	21,2	53,2	7,4	35,2	5,2
Rural	8,2	22,6	4,8	22,6	54,9	7,7	35,2	2,8
Secteur d'activité								
Industrie	18,4	26,7	4,8	27,0	45,3	8,1	33,7	3,2
Commerce	6,3	20,4	2,9	17,6	61,4	7,4	36,7	4,2
Service	12,9	22,5	4,1	23,1	52,7	7,1	34,3	4,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 11.3 : Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel (en FCFA)	Horaire mensuel (en nombre d'heures)	Horaire Hebdomadaire	Revenu horaire (en FCFA)
Pays				
Bénin	38 319,9	177,3	41,4	483,6
Burkina Faso	32 200,0	236,9	55,3	234,1
Côte d'Ivoire	41 137,1	178,8	41,7	480,5
Guinée-Bissau	78 985,3	252,2	58,9	339,5
Mali	45 838,4	232,4	54,2	273,4
Niger	75 100,2	146,3	34,1	928,9
Sénégal	58 704,1	246,6	57,5	266,7
Togo	19 363,5	157,2	36,7	257,7
Ensemble UEMOA	**41 081,4**	**188,0**	**43,9**	**415,6**
Milieu de résidence				
Capitale/Principale ville	42 443,6	202,3	47,2	541,7
Autres urbains	60 000,2	199,9	46,7	437,9
Ens. urbain	52 563,4	200,9	46,9	481,9
Rural	30 221,0	175,7	41,0	352,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 11.4 : Rémunérations (en FCFA) et horaires (en heure) de travail dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

		Revenu Mensuel		Horaire mensuel		Horaire Hebdomadaire		Revenu
Caractéristiques socioéconomiques		Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	Moyenne	Médiane	horaire
Bénin	Industrie	33 116,8	20 000,0	169,9	190,0	39,7	44,3	498,0
	Commerce	37 619,3	20 000,0	182,3	192,0	42,5	44,8	504,6
	Service	44 338,5	25 000,0	177,2	180,0	41,3	42,0	442,2
Burkina Faso	Industrie	38 158,4	20 000,0	221,5	224,0	51,7	52,3	276,2
	Commerce	25 883,3	20 000,0	273,8	284,0	63,9	66,3	166,1
	Service	23 574,7	17 027,9	226,2	230,0	52,8	53,7	211,0
Côte d'Ivoire	Industrie	37 665,1	30 000,0	183,5	180,0	42,8	42,0	375,7
	Commerce	38 925,4	30 000,0	198,0	208,0	46,2	48,5	438,2
	Service	46 351,5	35 000,0	157,3	140,0	36,7	32,7	616,2
Guinée-Bissau	Industrie	64 993,0	40 000,0	242,3	250,0	56,5	58,3	307,5
	Commerce	91 587,4	40 000,0	260,0	300,0	60,7	70,0	372,0
	Service	58 511,2	35 000,0	243,8	260,0	56,9	60,7	270,3
Mali	Industrie	38 054,4	22 500,0	226,2	192,0	52,8	44,8	201,8
	Commerce	50 600,9	30 000,0	241,3	192,0	56,3	44,8	312,9
	Service	45 130,1	30 000,0	216,3	180,0	50,5	42,0	280,1
Niger	Industrie	28 428,1	10 000,0	129,4	104,0	30,2	24,3	972,9
	Commerce	73 547,9	20 000,0	171,0	164,0	39,9	38,3	816,6
	Service	151 159,8	15 000,0	145,0	120,0	33,8	28,0	1 017,2
Sénégal	Industrie	58 202,6	55 000,0	241,4	240,0	56,3	56,0	264,7
	Commerce	71 632,2	50 000,0	272,4	270,0	63,6	63,0	278,5
	Service	52 269,2	40 000,0	241,2	240,0	56,3	56,0	263,6
Togo	Industrie	18 599,9	5 000,0	145,2	132,0	33,9	30,8	209,9
	Commerce	21 289,4	5 000,0	174,7	160,0	40,8	37,3	335,3
	Service	17 647,4	6 000,0	145,4	120,0	33,9	28,0	202,8
Ensemble UEMOA	**Industrie**	**33 790,9**	**17 481,5**	**182,3**	**180,0**	**42,5**	**42,0**	**409,5**
	Commerce	**41 220,7**	**20 000,0**	**202,3**	**192,0**	**47,2**	**44,8**	**421,6**
	Service	**50 706,3**	**20 000,0**	**175,1**	**180,0**	**40,8**	**42,0**	**416,0**
Sexe	Homme	59 399,0	28 000,0	201,8	200,0	47,1	46,7	566,5
	Femme	25 677,3	15 000,0	176,3	180,0	41,1	42,0	288,8
Niveau d'instruction	Aucun	43 331,0	15 000,0	186,4	180,0	43,5	42,0	402,5
	Primaire	35 191,0	16 000,0	189,8	192,0	44,3	44,8	451,0
	Secondaire	40 878,8	20 000,0	190,9	192,0	44,5	44,8	383,5
	Supérieur	58 466,9	30 000,0	187,3	180,0	43,7	42,0	744,2
Type de formation	Dans un cadre formel	38 123,7	18 000,0	189,3	192,0	44,2	44,8	372,3
	Autres modes de formation	40 955,6	16 500,0	185,4	180,0	43,3	42,0	426,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 11.5 : Mode d'apprentissage de l'emploi dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Mode d'apprentissage										
	Ecole technique	Ecole professionnelle	Grande entreprise	Total apprentissage dans un cadre formel	Petite entreprise	Tout seul par la pratique	Autre	Ecole classique /Générale	Aucun apprentissage	Total	Effectif
Pays											
Bénin	2,3	4,9	1,6	8,7	19,3	58,5	13,5			100,0	2 180 589
Burkina Faso	0,6	1,2	0,2	2,0	9,1	46,1	5,0	9,6	28,1	100,0	2 077 163
Côte d'Ivoire	1,8	1,7	0,3	3,7	6,1	73,3	16,9			100,0	3 099 063
Guinée-Bissau	13,9	3,6		17,5	0,9	69,7	11,8			100,0	144 838
Mali	2,7	1,7	0,7	5,1	16,6	70,6	7,7			100,0	1 299 470
Niger	0,9	0,9	0,2	2,0	11,8	77,1	9,2			100,0	1 645 690
Sénégal	8,2	23,5	0,5	32,3	14,5	35,8	17,4			100,0	1 025 478
Togo	3,7	10,6	0,7	14,9	19,6	54,3	11,1			100,0	1 400 387
Ensemble UEMOA	**2,3**	**4,5**	**0,5**	**7,3**	**12,4**	**60,2**	**11,2**	**2,3**	**6,6**	**100,0**	**12 872 678**
Secteur d'activité											
Industrie	2,5	4,5	1,0	8,0	19,8	50,0	12,9	2,7	6,6	100,0	4 330 390
Commerce	2,0	3,8	0,2	6,0	7,0	68,4	8,7	2,1	7,8	100,0	5 582 125
Service	2,8	5,7	0,5	9,0	11,7	59,4	13,5	2,0	4,3	100,0	2 948 741
Ensemble	2,3	4,5	0,5	7,3	12,4	60,2	11,2	2,3	6,6	100,0	12 861 256

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 11.6 : Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel, UEMOA, 2017-2018

Milieu de résidence et secteur d'activité	Mode de formation du personnel					
	Pas de formation	Sur le tas	Ateliers de formation organisés	Apprentissage	Autre	Effectif
Pays						
Bénin	45,6	14,7	3,1	30,9	5,6	198 815
Burkina Faso	78,1	10,2	0,4	10,5	0,9	2 290 418
Côte d'Ivoire	48,8	33,4	0,4	6,8	10,7	2 277 684
Guinée-Bissau	24,6	27,3	45,9	2,2		14 951
Mali	85,8	2,0	0,5	10,3	1,3	975 203
Niger	80,2	8,5	0,5	9,3	1,4	1 066 471
Sénégal	88,5	3,2	2,4	4,4	1,5	1 689 613
Togo	83,9	2,9	0,8	10,1	2,4	1 037 643
Ensemble UEMOA	**73,8**	**12,8**	**0,9**	**8,7**	**3,7**	**9 550 797**
Secteur d'activité						
Industrie	69,0	12,8	1,3	14,7	2,2	2 837 177
Commerce	78,3	12,2	0,6	4,8	4,1	4 794 029
Service	69,9	14,4	1,2	9,8	4,7	1 918 079
Ensemble	73,8	12,8	0,9	8,7	3,7	9 549 285

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 12: Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend deux facteurs : la qualité de sa main d'œuvre et surtout le capital. Si la section précédente nous a permis de constater que la main d'œuvre du secteur informel a un faible niveau d'instruction, une ancienneté moyenne de moins de 10 ans et une faible rémunération, la présente section va mettre en lumière la structure du capital des UPI et le montant des investissements réalisés en 2016.

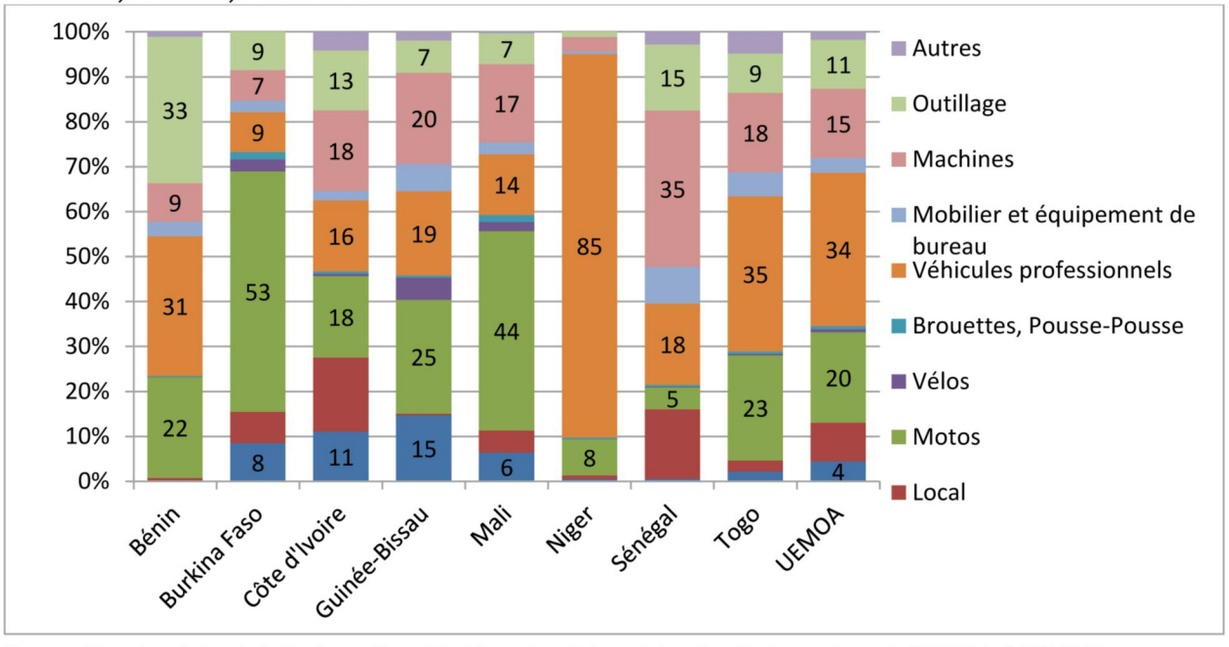
12.1. Dotations, structure et caractéristiques du capital des UPI

12.1.1. Dotation et structure du capital

La valeur actualisée du capital investi par les unités de production informelles dans l'ensemble des pays de l'UEMOA s'élève à 1 063,4 milliards de francs CFA dont deux tiers (65,9%) des investissements sont concentrés au Sénégal (32,9%) et en Côte d'Ivoire (32,3%). La valeur actualisée du capital investi s'élève à 107,9 milliards francs CFA au Burkina Faso et à 76,1 milliards francs CFA au Bénin. Un peu plus d'un tiers (35,7%) de la valeur actuelle du capital investi dans l'ensemble des pays de l'UEMOA provient des capitales/principales villes des pays[11] soit 379,8 milliards de francs CFA.

Le Graphique 12.1 montre que le capital des unités de production informelles dans l'ensemble des pays est dominé par le matériel roulant [véhicules professionnels (34%) et motos (20%)] avec un poids de 54% et les machines (15%). De fortes disparités entre les pays mais le matériel roulant reste le principal capital des UPI. Néanmoins on note une part importante accordée aux outillages (33% au Bénin) et aux machines (35% au Sénégal).

Graphique 12.1 : Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

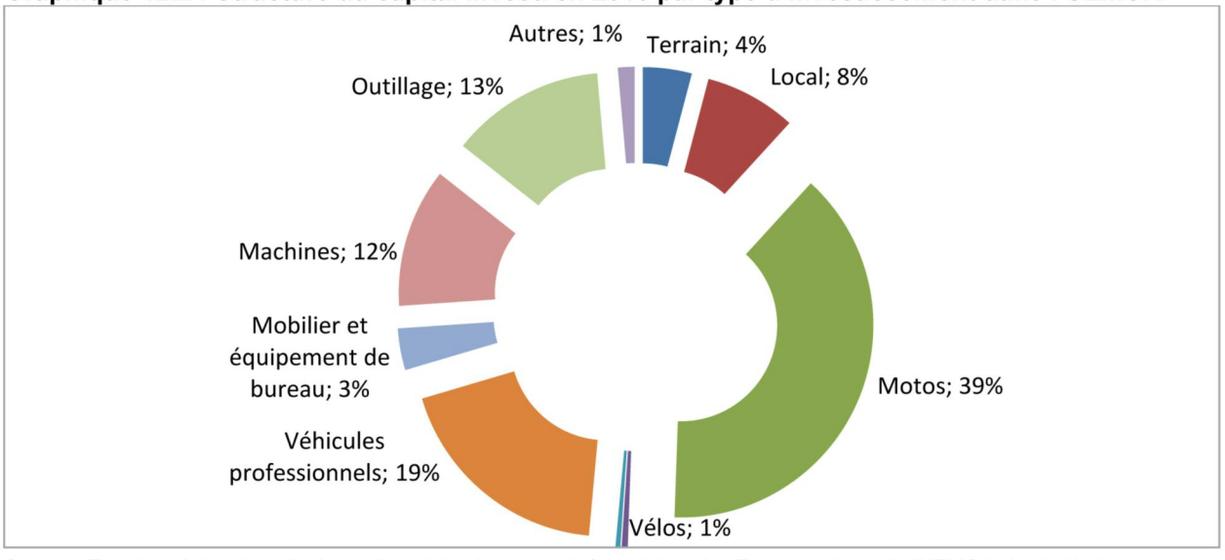
[11] Cotonou, Ouagadougou, Abidjan, Bissau, Bamako, Niamey, Dakar et Lomé.

12.2. Investissement dans le secteur informel.

Certains pays ont réalisé la phase de terrain de l'enquête en 2017 et d'autres en 2018. Pour éviter l'effet de troncature sur les données de certains pays, nous avons considéré l'année 2016 pour l'évaluation du montant du capital investi.

En 2016 dans l'ensemble des pays de l'UEMOA, les unités de production informelles ont investi en capital le montant de 170 milliards de francs CFA dont les gros contributeurs sont la Côte d'Ivoire avec 50,6 milliards de francs CFA et le Burkina Faso avec 31,4 milliards de francs CFA de capital investi. Un peu plus de la moitié (58,3%) de l'investissement des UPI en 2016 est destinée à l'acquisition du matériel roulant soit un montant de 99,1 milliards de francs CFA (66 milliards de francs CFA pour l'acquisition de motos). On note également l'acquisition d'outillages pour 22 milliards francs CFA et de machines 20 milliards de francs CFA.

Graphique 12.2 : Structure du capital investi en 2016 par type d'investissement dans l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Liste des tableaux

Tableau 12.1 : Structure du capital du secteur informel selon le pays et le type d'équipement, UEMOA, 2017-2018..*95*
Tableau 12.2 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2016, UEMOA, 2017-2018.....*95*
Tableau 12.3 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital (%) selon l'origine du capital, UEMOA, 2017-2018.....*96*

Tableau 12.1 : Structure du capital du secteur informel selon le pays et le type d'équipement, UEMOA, 2017-2018

Pays et type d'équipement	Valeur du capital en million	%	Effectif
Pays			
Bénin	76 190,8	7,2	5 617 366
Burkina Faso	107 900,5	10,1	2 454 567
Côte d'Ivoire	343 148,4	32,3	1 512 858
Guinée-Bissau	29 302,9	2,8	138 019
Mali	56 453,0	5,3	998 078
Niger	48 780,6	4,6	732 066
Sénégal	350 032,4	32,9	2 006 239
Togo	51 551,3	4,8	834 053
Ensemble UEMOA	**1 063 359,9**	**100,0**	**14 293 246**
Type d'équipement			
Terrain	211 352,7	19,9	127 192
Local	169 699,0	16,0	366 297
Motos	182 268,9	17,1	718 723
Vélos	3 763,3	,4	404 412
Brouettes, Pousse-Pousse	4 732,0	,4	240 643
Véhicules professionnels	136 177,7	12,8	119 188
Mobilier et équipement de bureau	35 422,2	3,3	1 420 335
Machines	177 695,6	16,7	1 146 327
Outillage	118 566,1	11,2	9 254 439
Autres	23 676,2	2,2	494 267

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 12.2 : Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2016, UEMOA, 2017-2018

Pays et type du capital	Capital investi en 2016		
	Montant	%	Effectif
Pays			
Bénin	20 789,7	12,2	234 277
Burkina Faso	31 380,5	18,4	301 015
Côte d'Ivoire	50 584,2	29,7	227 202
Guinée-Bissau	773,7	0,5	24 771
Mali	13 880,2	8,2	165 366
Niger	21 940,6	12,9	160 170
Sénégal	23 259,4	13,7	386 078
Togo	7 493,7	4,4	114 457
Ensemble UEMOA	**170 102,0**	**100,0**	**1 613 336**
Type du capital			
Terrain	6 912,1	4,1	16 945
Local	13 102,3	7,7	41 100
Motos	65 960,1	38,8	125 791
Vélos	767,2	0,5	33 240
Brouettes, Pousse-Pousse	711,1	0,4	29 897
Véhicules professionnels	32 341,3	19,0	16 137
Mobilier et équipement de bureau	5 914,2	3,5	231 885
Machines	19 980,4	11,7	147 634
Outillage	22 056,1	13,0	914 268
Autres	2 357,2	1,4	56 438

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 12.3 : Montant (en millions de F CFA) et structure du capital (%) selon l'origine du capital, UEMOA, 2017-2018

	Etats membres de l'UEMOA																**Ensemble UEMOA**	
	Bénin		Burkina Faso		Côte d'Ivoire		Guinée-Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo			
Origine	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	**Montant**	**%**
Secteur public et parapublic	6 891,8	9,0	6 439,0	6,0	23 786,3	6,9	128,2	0,4	5 026,0	8,9	4 387,0	9,0	8 847,6	2,5	1 603,9	3,1	**57 109,8**	**5,4**
Grande entreprise privée commerciale	15 825,4	20,8	20 576,9	19,1	40 331,3	11,8	490,9	1,7	13 926,2	24,7	3 476,8	7,1	97 821,8	27,9	7 023,9	13,6	**199 473,2**	**18,8**
Petite entreprise privée commerciale	24 015,5	31,5	41 074,6	38,1	56 625,4	16,5	1 149,8	3,9	18 837,2	33,4	11 209,8	23,0	85 532,2	24,4	7 185,0	13,9	**245 629,6**	**23,1**
Grande entreprise privée non commerciale	125,9	0,2	392,5	0,4	5 105,7	1,5	1,8	0,0	339,5	0,6	1 704,7	3,5	731,6	0,2	22,0	0,0	**8 423,8**	**0,8**
Petite entreprise privée non commerciale	384,4	0,5	2 475,5	2,3	2 045,4	0,6	170,6	0,6	606,3	1,1	1 135,7	2,3	4 238,1	1,2	485,4	0,9	**11 541,3**	**1,1**
Ménage / particulier	26 790,5	35,2	36 173,2	33,5	209 653,8	61,1	27 005,9	92,2	16 943,9	30,0	25 387,3	52,0	144 547,1	41,3	34 767,2	67,5	**521 268,9**	**49,0**
Importation directe	200,0	0,3	4,7	0,0	2 979,5	0,9	340,3	1,2	2,1	0,0	1 241,3	2,5	8 313,9	2,4	146,9	0,3	**13 228,7**	**1,2**
Autre	1 957,1	2,6	764,3	0,7	2 621,0	0,8	15,4	0,1	771,9	1,4	237,9	0,5			310,8	0,6	**6 678,4**	**0,6**
Total	76 190,8	100,0	107 900,5	100,0	343 148,4	100,0	29 302,9	100,0	56 453,0	100,0	48 780,6	100,0	350 032,4	100,0	51 545,0	100,0	**1 063 353,6**	**100,0**

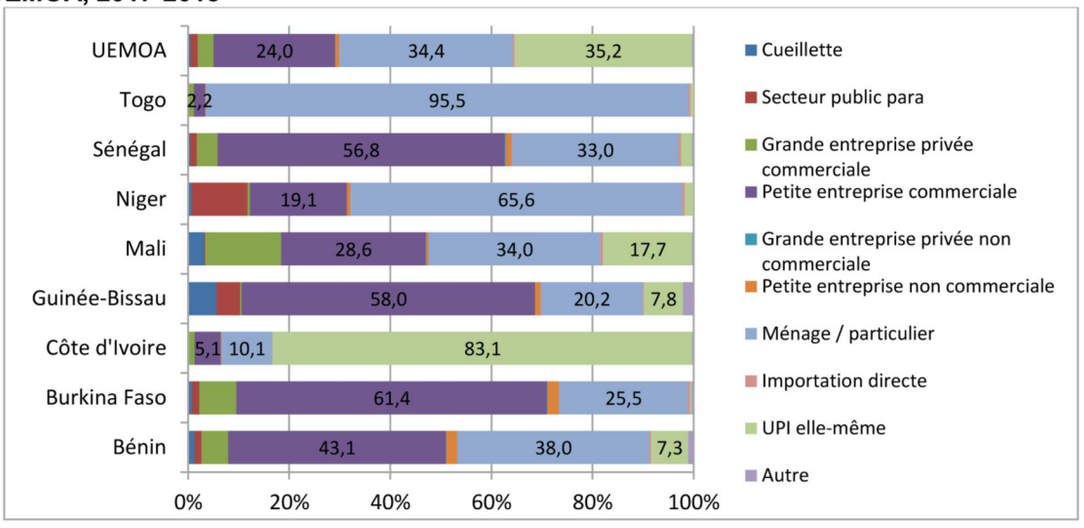
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 13: Production, insertion et concurrence

13.1. Origine des matières premières consommées par les UPI en 2017

Les matières premières consommées par le secteur informel s'élèvent à 782,6 milliards de francs CFA dont 40,7% en Côte d'Ivoire. Dans l'union, la matière première provient en majorité de l'UPI elle-même (35,2% du montant total des matières premières), des ménages/particuliers (34,4%) et des petites entreprises commerciales (24,0%). Ces trois sources concentrent 93,6% des dépenses totales en matières premières. Les matières premières consommées par les UPI du secteur industrie proviennent en majorité des ménages/particulier.

Graphique 13.1 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel selon les pays, UEMOA, 2017-2018



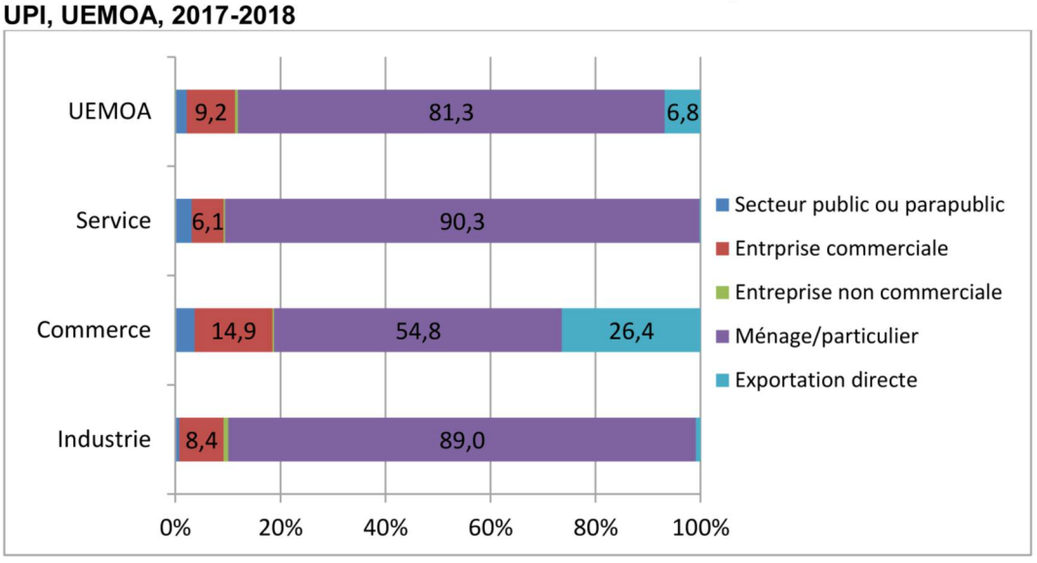
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

13.2. Origine des produits vendus en l'état par les UPI en 2015

Le montant total des produits vendus en l'état par le secteur informel s'élève à 5 437,8 milliards de francs CFA dont 28,7% en Côte d'Ivoire et 24,5% au Niger. 30,9% du montant total des produits vendus à l'état proviennent des ménages/particuliers et 27,3% des petites entreprises commerciales.

Au niveau des capitales des pays de l'union, 55,0% des dépenses des produits vendus à l'état proviennent d'Abidjan et 19,8% de Niamey. Concernant l'origine des produits vendus en l'état dans les capitales, 32,2% proviennent des UPI elles-mêmes et 28,6% des petites entreprises commerciales.

Graphique 13.2 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

13.3. Performance économique

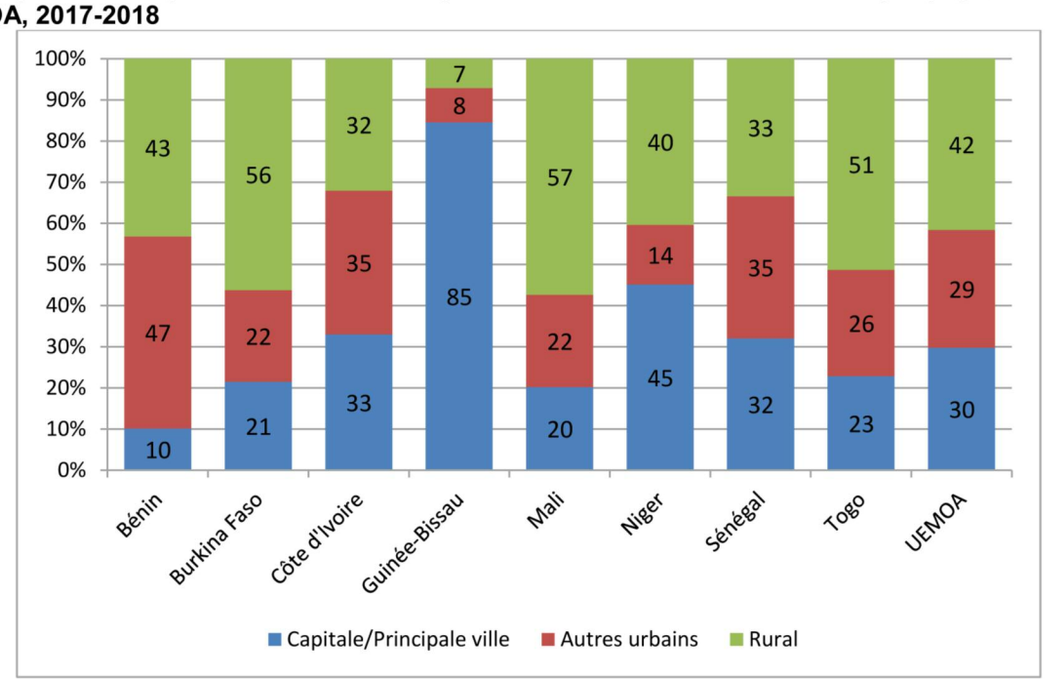
13.3.1. Analyse des comptes de production

La valeur ajoutée des unités de production informelles de l'ensemble des pays de l'UEMOA s'élève à 16 834,7 milliards de francs CFA dont un tiers environ (5 004,1 milliards de francs CFA) provient des capitales/principales villes des Etats membres de l'union. L'analyse selon le secteur d'activité montre que le secteur du commerce représente 51% de la valeur ajoutée et l'industrie 28%.

La valeur ajoutée au Sénégal est estimée à 3 748,5 milliards de francs CFA soit 22,4% de la valeur ajoutée régionale, en Côte d'Ivoire à 3 218,4 milliards de francs CFA soit 19,2% et au Mali à 3 206,6 milliards de francs CFA soit 19,1%.

La structure de la valeur ajoutée selon le milieu de résidence laisse apparaître des différences entre les pays. La capitale/principale ville contribue pour plus du tiers à la valeur ajoutée en Guinée-Bissau (85%), au Niger (45%), en Côte d'Ivoire (33%) et au Sénégal (32%). Par ailleurs, plus de 50% de la valeur ajoutée proviennent du milieu rural au Togo (51%), Burkina Faso (56%) et au Mali (57%).

Graphique 13.3 : Répartition de la valeur ajoutée selon milieu de résidence et par pays, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

La masse salariale versée à la main d'œuvre s'élève à 1 773,4 milliards et 172,4 milliards de francs CFA d'impôts/taxes au niveau de l'ensemble des pays. Au Bénin, la masse salariale versée atteint 451,7 milliards de francs CFA, elle est la plus importante des huit pays suivi du Niger (293,1 milliards). Concernant les impôts/taxes, c'est en Côte d'Ivoire que le montant versé est la plus importante soit 100,2 milliards de francs CFA.

Les branches d'activités qui contribuent le plus à la valeur ajoutée régionale sont :

- ✓ Commerce de détail:33,9% ;
- ✓ Activités de fabrication : 16,7% ;
- ✓ Commerce de gros : 12,8% ;
- ✓ Activités de construction : 8,8% ;
- ✓ Activités d'hébergement et de restauration : 7,9%.

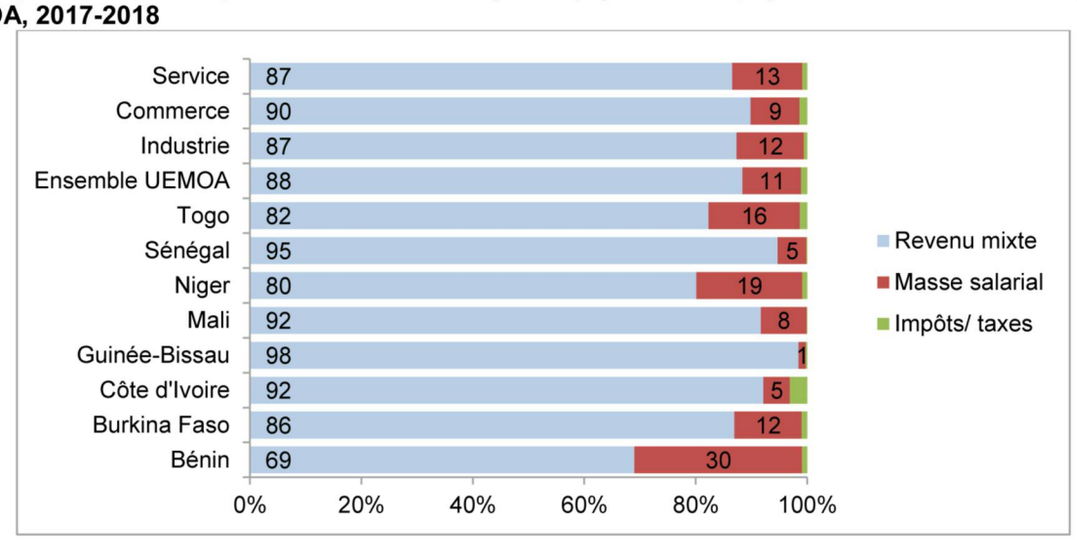
Ces branches d'activités contribuent à elles seules à 80,0% de la valeur ajoutée régionale, à 76,4% de la masse salariale et à 81,9% d'impôts/taxes versés.

13.3.2. Décomposition de la valeur ajoutée

Le taux de valeur ajoutée mesuré comme étant le rapport entre la valeur ajoutée et le chiffre d'affaire de l'UPI est en moyenne de 38,7% dans l'espace UEMOA avec des disparités entre les pays montrant ainsi quelques différences dans la chaîne de production des unités de production informelles. La Côte d'Ivoire et le Burkina Faso présentent les taux de valeur ajoutée les plus faibles et le Mali et la Guinée-Bissau, présentent les taux de valeur ajoutée les plus élevés.

Les impôts/taxes versés représentent 3,1% de la valeur ajoutée en Côte d'Ivoire et 1,3% au Togo. La masse salariale représente 30% de la valeur ajoutée créée dans le secteur informel au Bénin et 19% au Niger.

Graphique 13.4 : Décomposition de la valeur ajoutée(%) selon les pays et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

La décomposition de la valeur ajoutée en revenu mixte, masse salariale et impôts/taxes laisse transparaître des branches dont une part importante de la valeur ajoutée est affectée à la masse salariale ou aux impôts/taxes versés.

Les branches d'activités dont la masse salariale représente une part élevée dans la valeur ajoutée sont :

- ✓ Enseignement : 41,5%;
- ✓ Activités de production et de distribution d'électricité et de gaz : 23,0%;
- ✓ Activités spécialisées, scientifiques et techniques : 22,7%.

Celles dont les impôts/taxes versés représentent une part élevée dans la valeur ajoutée de la branche sont :

- ✓ Activités de transport : 2,1%;
- ✓ Commerce de détail : 1,6% ;
- ✓ Autres activités des services (Tailleurs, pressing, coiffeur, etc.) : 1,2%.

13.3.3. Analyse de la productivité des facteurs de production

Le niveau de productivité du travail et du capital est un facteur important pour la rentabilité de l'unité de production. L'analyse de la productivité de ces deux facteurs de production est faite dans cette section.

En moyenne dans les pays de l'UEMOA, chaque travailleur du secteur informel crée une richesse de 91 832 francs CFA. La productivité mensuelle est plus élevée dans le commerce (103 716 francs CFA) comparativement aux autres secteurs d'activité. La productivité moyenne du travail est estimée à 125 983 francs CFA par mois dans les capitales/principales villes des pays de l'union soit un peu moins du double de la productivité en milieu rural. La productivité du travail diffère selon les pays. On constate une productivité moyenne du travail plus élevée au Mali (222 894 francs CFA) et au Sénégal (131 205 francs CFA) et faible au Burkina Faso (39 819 francs CFA) et au Bénin (61 214 francs CFA).

La productivité du capital est faible car chaque unité de capital investi crée une richesse de 224 francs CFA. Elle est cependant plus élevée dans le secteur de l'industrie (295 francs CFA/unité de capital) comparativement aux autres secteurs d'activité et dans les autres centres urbains (286 francs CFA/unité de capital). La productivité moyenne du capital est plus élevée au Sénégal (772 francs CFA

La productivité du capital est faible car chaque unité de capital investi crée une richesse de 224 francs CFA. Elle est cependant plus élevée dans le secteur de l'industrie (295 francs CFA/unité de capital) comparativement aux autres secteurs d'activité et dans les autres centres urbains (286 francs CFA/unité de capital). La productivité moyenne du capital est plus élevée au Sénégal (772 francs CFA par unité de capital et au Mali (363 francs CFA par unité de capital) comparativement au Burkina Faso (57 francs CFA par unité de capital) et au Bénin (87 francs CFA par unité de capital).

Liste des tableaux

Tableau 13.1 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en million F CFA), UEMOA, 2017-2018 ..... *103*
Tableau 13.2 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en million de FCFA, UEMOA, 2017-2018 ..... *103*
Tableau 13.3 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total des produits achetés en l'état en million), UEMOA, 2017-2018 ..... *104*
Tableau 13.4 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en millions du valeur totale des produits achetés en l'état, UEMOA, 2017-2018 ..... *104*
Tableau 13.5 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI (en million), UEMOA, 2017-2018 ..... *105*
Tableau 13.6 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité (en million FCFA), UEMOA, 2017-2018 ..... *105*
Tableau 13.7 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA), UEMOA, 2017-2018 ..... *106*
Tableau 13.8 : Structure par pays et branche d'activité de la production (en milliards) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018 ..... *106*
Tableau 13.9 : Structure par branche d'activité de la production (en milliard) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018 ..... *107*
Tableau 13.10 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018 ..... *107*

Tableau 13.1 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en million F CFA), UEMOA, 2017-2018

Pays et origine des matières premières	Secteur d'activité			Dépenses totales en matières premières	
	Industrie	Commerce	Service	Montant	%
Pays					
Bénin	13 110	5 882	14 210	33 202	4,2
Burkina Faso	79 594	33 904	43 626	157 125	20,1
Côte d'Ivoire	27 510	21 963	269 321	318 794	40,7
Guinée-Bissau	2 198	3 645	388	6 231	0,8
Mali	12 693	6 696	3 011	22 400	2,9
Niger	29 143	12 217	13 875	64 305	8,2
Sénégal	49 612	351	13 126	63 089	8,1
Togo	110 774	4 545	2 079	117 422	15,0
Ensemble UEMOA	**324 636**	**89 202**	**359 636**	**782 569**	**100,0**
Origine des matières premières					
Cueillette	3 109	491	487	4 086	0,5
Secteur public para	2 813	866	7 307	10 986	1,4
Grande entreprise privée commerciale	12 112	6 632	5 789	24 533	3,1
Petite entreprise commerciale	104 664	34 646	48 510	187 822	24,0
Grande entreprise privée non commerciale	275	79	99	453	0,1
Petite entreprise non commerciale	3 669	763	1 754	6 186	0,8
Ménage / particulier	187 898	42 129	29 889	268 818	34,4
Importation directe	1 117	647	154	2 108	0,3
UPI elle-même	7 550	2 880	264 943	275 373	35,2
Autre	1 100	66	656	1 822	0,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.2 : Origine des matières premières consommées par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en million de FCFA, UEMOA, 2017-2018

Capitales/principales villes et origine des matières premières	Secteur d'activité			Dépenses totales en matières premières	
	Industrie	Commerce	Service	Montant	%
Capitales/principales villes					
Cotonou	369	619	1 922	2 910	0,8
Ouagadougou	17 528	4 197	7 288	29 013	7,8
Abidjan	10 988	4 341	262 093	277 423	75,0
Bissau	518	2 830	242	3 590	1,0
Bamako	1 367	311	822	2 500	0,7
Niamey	5 933	7 278	8 319	30 600	8,3
Dakar	14 569	22	7 330	21 920	5,9
Lomé	1 114	705	128	1 961	0,5
Ens. capitales/principales villes des pays de l'UEMOA	**52 384**	**20 303**	**288 145**	**369 917**	**100,0**
Origine des matières premières					
Cueillette	928	27	217	1 172	0,3
Secteur public para	141	30	7 059	7 230	2,0
Grande entreprise privée commerciale	4 000	678	699	5 377	1,5
Petite entreprise commerciale	24 236	8 435	9 796	42 467	11,5
Grande entreprise privée non commerciale	256	19	0	274	0,1
Petite entreprise non commerciale	1 474	241	592	2 307	0,6
Ménage / particulier	18 843	10 102	7 505	45 344	12,3
Importation directe	548	477	65	1 280	0,3
UPI elle-même	1 789	294	261 818	263 901	71,3
Autre	170	0	390	560	0,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.3 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel (Valeur total des produits achetés en l'état en million), UEMOA, 2017-2018

	Secteur d'activité dans l'emploi antérieur			Valeur des dépenses en millions	
Pays et origine des matières premières	Industrie	Commerce	Service	Montant	%
Pays					
Bénin	5 339	153 280	2 777	161 440	3,0
Burkina Faso	22 233	904 881	28 196	955 310	17,6
Côte d'Ivoire	39 277	1 486 627	32 179	1 558 083	28,7
Guinée-Bissau	14 743	45 913	4 768	65 425	1,2
Mali	25 554	157 524	11 294	194 371	3,6
Niger	85 085	1 045 269	199 628	1 329 982	24,5
Sénégal	13 983	589 583	19 771	623 336	11,5
Togo	4 481	120 096	425 179	549 826	10,1
Ensemble UEMOA	**210 693**	**4 503 173**	**723 792**	**5 437 773**	**100,0**
Origines des produits					
Cueillette	2 576	29 513	167	32 256	0,6
Secteur public para	593	43 233	170 506	214 331	4,0
Grande entreprise privée commerciale	15 701	575 565	444 481	1 035 748	19,1
Petite entreprise commerciale	37 135	1 401 186	40 241	1 478 578	27,3
Grande entreprise privée non commerciale	573	17 610	252	18 434	0,3
Petite entreprise non commerciale	5 795	72 946	9 685	88 426	1,6
Ménage / particulier	122 281	1 508 986	42 856	1 674 221	30,9
Importation directe	221	45 772	271	46 264	0,9
UPI elle-même	19 655	755 165	11 736	786 557	14,5
Autre	2 494	35 881	354	38 728	0,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.4 : Origine des produits vendus en l'état par le secteur informel dans les capitales/principales villes des pays de l'UEMOA en millions du valeur totale des produits achetés en l'état, UEMOA, 2017-2018

	Secteur d'activité			Valeur des dépenses en millions	
Capitales/principales villes et Origine des produits	Industrie	Commerce	Service	Montant	%
Capitales/principales villes					
Cotonou	205	10 202	441	10 876	0,5
Ouagadougou	11 221	218 247	10 382	239 850	11,6
Abidjan	23 012	1 109 159	3 602	1 135 773	55,0
Bissau	10 283	25 179	2 021	37 483	1,8
Bamako	5 036	29 297	4 747	39 080	1,9
Niamey	71 685	145 444	192 830	409 958	19,8
Dakar	4 703	140 329	11 028	156 059	7,6
Lomé	2 137	33 519	816	36 542	1,8
Ens. capitales/principales villes des pays de l'UEMOA	**128 280**	**1 711 376**	**225 867**	**2 065 621**	**100,0**
Origines des produits					
Cueillette	888	6 511	58	7 457	0,4
Secteur public para	135	7 649	170 304	178 087	8,7
Grande entreprise privée commerciale	7 547	217 246	4 850	229 643	11,2
Petite entreprise commerciale	6 336	560 137	19 905	586 378	28,6
Grande entreprise privée non commerciale	10	5 117	13	5 141	0,3
Petite entreprise non commerciale	4 481	10 643	8 066	23 190	1,1
Ménage / particulier	96 858	207 364	20 129	324 451	15,8
Importation directe	0	25 983	222	26 205	1,3
UPI elle-même	10 088	649 755	1 415	661 259	32,2
Autre	829	10 214	4	11 047	0,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.5 : Principales destinations du chiffre d'affaires des produits transformés vendus par les UPI (en million), UEMOA, 2017-2018

Pays et destination des produits transformés	Secteur d'activité			Montant des ventes	
	Industrie	Commerce	Service	Montant	%
Pays					
Bénin	54 498	15 686	121 362	191 546	11,4
Burkina Faso	147 705	218 893	53 768	420 366	25,0
Côte d'Ivoire	33 266	18 822	9 956	62 044	3,7
Guinée-Bissau	7 933	5 234	1 535	14 701	0,9
Mali	47 869	27 067	20 074	95 010	5,7
Niger	118 746	19 220	6 587	158 250	9,4
Sénégal	123 145	1 016	18 935	143 096	8,5
Togo	233 355	93 654	266 567	595 059	35,4
Ensemble UEMOA	**766 517**	**399 593**	**498 783**	**1 680 072**	**100,0**
Destination					
Secteur public ou parapublic	5 358	14 142	15 353	34 852	2,2
Grande entreprise privée commerciale	2 976	4 545	7 853	15 374	0,9
Petite entreprise commerciale	57 657	53 578	22 238	133 473	8,2
Grande entreprise privée non commerciale	3 374	377	37	3 789	0,2
Petite entreprise non commerciale	3 015	801	1 403	5 220	0,3
Ménage / particulier	639 906	214 009	446 570	1 315 663	81,3
Exportation directe	6 496	103 052	976	110 524	6,8
Autoconsommation	17			17	0,0
Conso intermédiaire	1	12		13	0,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.6 : Principaux agrégats du secteur informel suivant le secteur et la branche d'activité (en million FCFA), UEMOA, 2017-2018

Pays et milieu de résidence		Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée	Revenu mixte
Bénin	Cotonou	307 249	207 449	151 669	105 674
	Autres urbains	1 572 799	984 547	702 418	472 843
	Rural	1 271 004	938 352	648 859	458 561
	Total	3 151 052	2 130 347	1 502 947	1 037 078
Burkina Faso	Ouagadougou	1 370 708	660 300	339 022	287 730
	Autres urbains	1 502 492	651 312	352 199	297 570
	Rural	3 537 036	1 703 272	887 763	765 555
	Total	6 410 235	3 014 884	1 578 984	1 350 855
Côte d'Ivoire	Abidjan	3 923 549	1 303 750	1 061 423	940 252
	Autres urbains	5 762 786	1 431 411	1 124 028	1 029 074
	Rural	3 676 156	1 330 922	1 032 940	995 229
	Total	13 362 492	4 066 084	3 218 391	2 964 555
Guinée-Bissau	Bissau	656 351	620 995	613 656	607 286
	Autres urbains	87 943	67 133	60 640	57 567
	Rural	101 072	56 865	51 775	49 741
	Total	845 366	744 993	726 071	714 594
Mali	Bamako	751 675	672 832	646 970	600 516
	Autres urbains	832 097	749 855	720 215	653 569
	Rural	2 117 642	1 899 980	1 839 443	1 684 726
	Total	3 701 414	3 322 666	3 206 629	2 938 811
Niger	Niamey	2 014 922	1 367 612	696 105	631 172
	Autres urbains	757 747	401 141	223 701	126 177
	Rural	1 255 310	857 663	623 994	479 321
	Total	4 027 979	2 626 415	1 543 800	1 236 670
Sénégal	Dakar	2 860 094	1 543 010	1 199 701	1 099 911
	Autres urbains	3 614 837	1 613 835	1 294 755	1 251 989
	Rural	3 523 872	1 571 689	1 254 963	1 197 854
	Total	9 998 803	4 728 534	3 749 419	3 549 754
Togo	Lomé	437 621	345 497	298 967	220 132
	Autres urbains	584 648	404 660	338 578	289 368
	Rural	1 004 320	786 106	671 896	567 591
	Total	2 026 589	1 536 263	1 309 441	1 077 090
Ensemble UEMOA	**Capitale/Principale ville**	**12 322 169**	**6 721 445**	**5 007 514**	**4 492 673**
	Autres urbains	**14 715 350**	**6 303 893**	**4 816 535**	**4 178 155**
	Rural	**16 486 412**	**9 144 848**	**7 011 633**	**6 198 578**
	Total	**43 523 931**	**22 170 186**	**16 835 682**	**14 869 406**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.7 : Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA), UEMOA, 2017-2018

Pays	Valeur ajoutée	Déciles de la valeur ajoutée calculés par pays										Total
		10% les plus faibles	2ième décile	3ième décile	4ième décile	5ième décile	6ième décile	7ième décile	8ième décile	9ième décile	10% les plus riches	
Bénin	VA moyenne	44	105	171	240	315	410	531	727	1 135	4 952	863
	% de la VA globale	0,5	1,2	2,0	2,8	3,7	4,8	6,1	8,4	13,1	57,4	100,0
Burkina Faso	VA moyenne	13	42	76	124	187	281	431	676	1 149	5 017	728
	% de la VA globale	0,2	0,6	1,1	1,7	2,5	3,8	6,2	9,3	14,9	59,7	100,0
Côte d'Ivoire	VA moyenne	32	97	179	280	403	573	838	1 237	2 041	8 561	1 425
	% de la VA globale	0,2	0,7	1,2	2,0	2,8	4,0	5,9	8,7	14,3	60,2	100,0
Guinée-Bissau	VA moyenne	30	92	169	261	386	550	770	1 167	1 973	60 737	6 621
	% de la VA globale	0,0	0,1	0,3	0,4	0,6	0,8	1,2	1,8	3,0	91,8	100,0
Mali	VA moyenne	25	71	143	242	402	616	941	1 675	3 800	25 037	3 296
	% de la VA globale	0,1	0,2	0,4	0,7	1,2	1,9	2,9	5,1	11,5	76,0	100,0
Niger	VA moyenne	41	11	28	60	102	191	315	577	1 302	11 895	1 449
	% de la VA globale	0,3	0,1	0,2	0,4	0,7	1,3	2,2	4,0	9,0	81,9	100,0
Sénégal	VA moyenne	36	98	172	274	434	654	1 037	1 702	3 222	14 561	2 219
	% de la VA globale	0,2	0,4	0,8	1,2	2,0	2,9	4,7	7,7	14,5	65,6	100,0
Togo	VA moyenne	23	61	107	156	219	309	445	702	1 445	9 160	1 263
	% de la VA globale	0,2	0,5	0,8	1,2	1,7	2,5	3,5	5,6	11,4	72,5	100,0
Ens. UEMOA	**VA moyenne**	**30**	**73**	**131**	**206**	**306**	**444**	**659**	**1 042**	**1 939**	**10 711**	**1 524**
	% de la VA globale	**0,2**	**0,5**	**0,9**	**1,4**	**2,0**	**2,9**	**4,4**	**6,8**	**12,6**	**68,4**	**100,0**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.8 : Structure par pays et branche d'activité de la production (en milliards) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée	% de la VA régionale	Taux de valeur ajoutée (%)	Décomposition de la valeur ajoutée(%)		
						Revenu mixte	Masse salarial	Impôts/ taxes
Pays								
Bénin	3 151	2 130	1 503	8,9	47,7	69,0	30,1	0,9
Burkina Faso	6 410	3 015	1 579	9,4	24,6	85,6	11,9	1,0
Côte d'Ivoire	13 362	4 066	3 218	19,1	24,1	92,1	4,8	3,1
Guinée-Bissau	845	745	726	4,3	85,9	98,4	1,3	0,3
Mali	3 701	3 323	3 207	19,0	86,6	91,6	8,2	0,1
Niger	4 028	2 626	1 544	9,2	38,3	80,1	19,0	0,9
Sénégal	9 999	4 729	3 749	22,3	37,5	94,7	5,2	0,1
Togo	2 027	1 536	1 309	7,8	64,6	82,3	16,4	1,3
Ensemble UEMOA	**43 524**	**22 170**	**16 836**	**100,0**	**38,7**	**88,4**	**10,5**	**1,1**
Secteur d'activité								
Industrie	9 795	6 897	4 743	28,3	48,4	87,3	12,1	0,6
Commerce	27 746	10 307	8 593	51,2	31,0	89,8	8,8	1,4
Service	5 739	4 722	3 432	20,5	59,8	86,5	12,6	0,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.9 : Structure par branche d'activité de la production (en milliard) et des coûts du secteur informel, UEMOA, 2017-2018

Branche d'activité	Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée	% de la VA régionale	Taux de valeur ajoutée (%)	Décomposition de la valeur ajoutée(%)		
						Revenu mixte	Masse salarial	Impôts/ taxes
Activités extractives/mines	797	518	396	2,4	49,7	89,7	9,7	0,2
Activités de fabrication	6 648	4 664	2 810	16,8	42,3	85,9	13,2	0,8
Activités de production et distribution	7	6	4	0,0	62,7	65,0	33,3	1,1
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	54	47	45	0,3	83,3	94,8	5,1	0,0
Activités de construction	2 290	1 662	1 488	8,9	65,0	89,2	10,7	0,0
Commerce et réparation des pièces automobiles	1 439	931	777	4,6	54,0	91,3	7,9	0,8
Commerce de gros	6 806	2 553	2 124	12,7	31,2	89,9	9,1	0,9
Commerce de détail	19 501	6 822	5 692	33,9	29,2	89,5	8,7	1,6
Activités de transport	884	865	568	3,4	64,2	82,1	15,7	2,1
Activités d'entreposage	42	42	38	0,2	90,2	87,6	12,4	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	2 717	1 942	1 323	7,9	48,7	89,5	9,6	0,5
Activités de l'information et de communication	181	144	121	0,7	66,8	88,3	10,7	1,0
Activités financiers et d'assurance	37	31	27	0,2	71,9	94,7	4,9	0,4
Activités immobiliers	263	263	230	1,4	87,2	95,8	3,6	0,7
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	61	57	39	0,2	64,4	78,0	21,4	0,5
Activités de services de soutien et de bureau	183	165	102	0,6	55,9	85,5	13,8	0,6
Enseignement	73	73	66	0,4	89,9	58,3	41,5	0,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	202	184	148	0,9	73,3	91,2	8,6	0,2
Activités artistiques, sportives et récréatives	71	69	56	0,3	79,8	83,3	15,9	0,8
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc	989	852	689	4,1	69,7	82,6	16,3	1,1
Activités spéciales des ménages	35	35	26	0,2	72,4	81,1	18,5	0,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 13.10 : Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel par pays et secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)	Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (En FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
Pays			
Bénin	61 214	87	716
Burkina Faso	39 818	57	657
Côte d'Ivoire	87 244	131	805
Guinée-Bissau	83 685	200	1 617
Mali	222 894	363	912
Niger	75 125	156	2 956
Sénégal	131 205	772	669
Togo	94 343	98	1 066
Ensemble UEMOA	**91 832**	**224**	**989**
Secteur d'activité			
Industrie	70 056	295	890
Commerce	103 716	216	920
Service	93 890	130	1 238

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 14: Secteur informel et l'Etat

Toute entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscal et faire enregistrer son personnel à la sécurité sociale. Par définition le secteur informel échappe à certaines de ces dispositions.

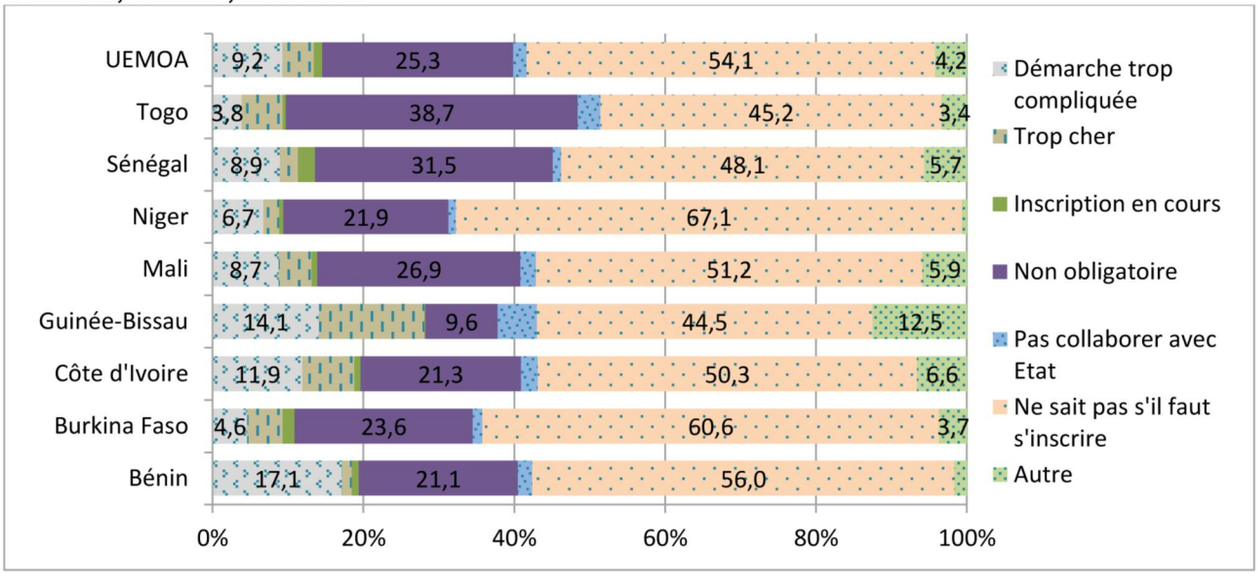
14.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs (NIF, RC, INSS)

La majorité des UPI n'est inscrite dans aucun registre administratif (96%) dans l'espace UEMOA. Ce constat est le même dans les différents pays de l'UEMOA. Néanmoins, on constate que 8,2% des UPI sont inscrits dans au moins un registre dans les capitales/principales villes des pays de l'union. Seulement 1,7% des UPI dispose d'un numéro d'identification fiscal dans l'espace UEMOA, et selon les pays, 2,7% au Sénégal et 2,9% au Mali.

14.2. Principales raisons du non inscription dans les registres administratifs (NIF, CNSS)

Les unités de production informelles exerçant dans l'espace UEMOA ne sont pas enregistrées aux différents registres administratifs pour diverses raisons. En effet, la majorité des UPI (54,1%) estime qu'elle ne sait pas s'il faut s'enregistrer, 25,3% pensent que l'enregistrement n'est pas obligatoire et seulement 9,2% pensent que les démarches d'enregistrement sont trop compliquées. Les deux principales raisons sont les mêmes au niveau de tous les pays de l'union avec des niveaux légèrement variables. La première raison reste la méconnaissance de l'enregistrement aux registres administratifs. Au niveau pays, certains chefs d'UPI estiment que les démarches sont trop compliquée en Côte d'Ivoire (11,9%), Guinée-Bissau (14,1%) et Bénin (17,1%).

Graphique 14.1 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018



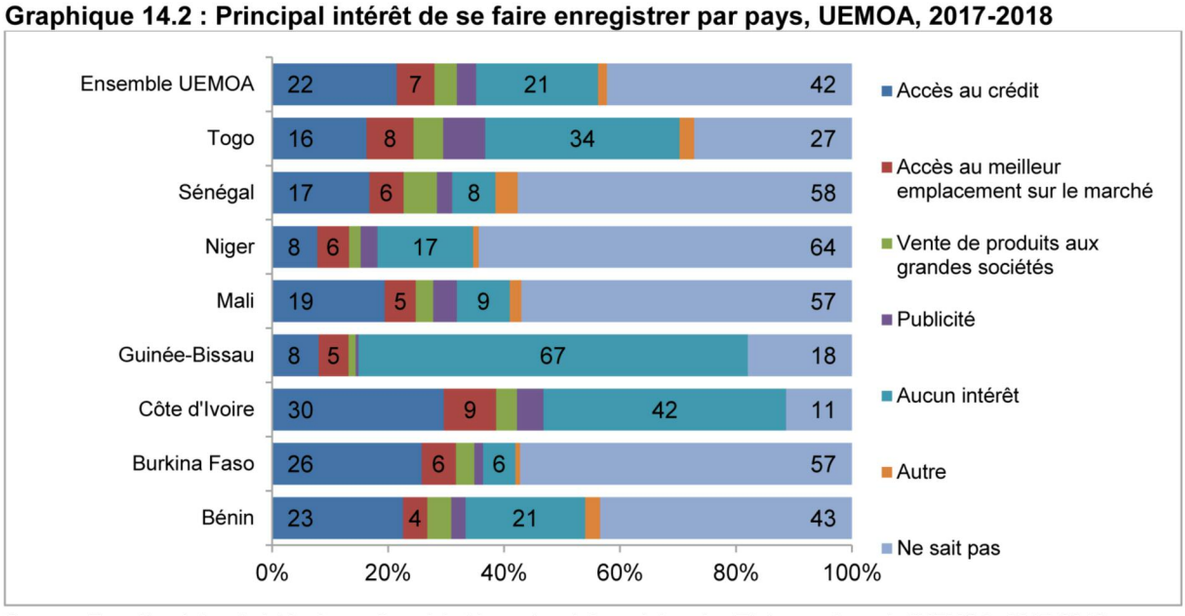
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

14.3. Examen de l'intention de se faire enregistrer

Quel est le principal intérêt des UPI de se faire enregistrer ? A cette question, 42,2% des UPI exerçant dans l'espace UEMOA n'en savent rien et 21,0% estiment qu'il n'y a aucun intérêt pour l'UPI de se faire enregistrer aux registres administratifs. En revanche, pour 21,6% des unités de production

informelles exerçant dans les pays de l'UEMOA se faire enregistrer aux registres administratifs facilite l'accès au crédit et 6,5% estiment que se faire enregistrer permet d'accéder au meilleur emplacement sur le marché. L'analyse selon les pays montre que dans certains pays (Niger, Sénégal, Mali et Burkina Faso), un pourcentage plus élevé d'UPI n'ont aucune connaissance de l'intérêt qu'à l'UPI de se faire enregistrer. Par contre en Guinée-Bissau (67,1%) et en Côte d'Ivoire (41,8%), le pourcentage d'UPI estimant qu'il n'y a aucun intérêt de se faire enregistrer est plus important comparativement aux autres pays.

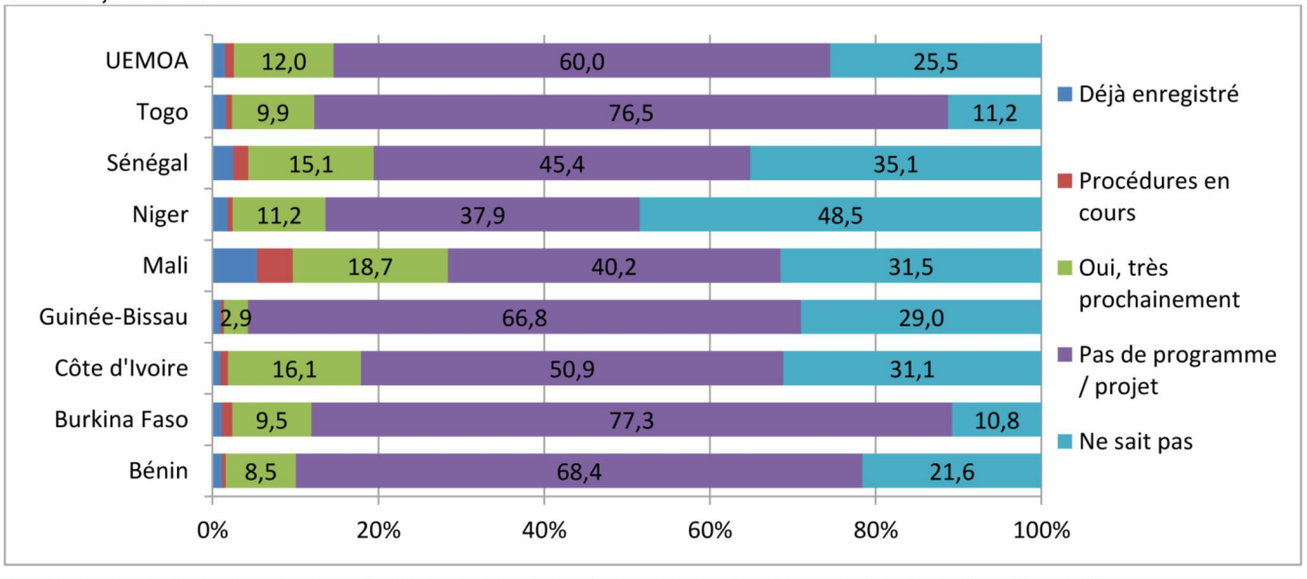
Graphique 14.2 : Principal intérêt de se faire enregistrer par pays, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Quant à l'intention prochaine de se faire enregistrer, seulement 1,1% ont démarré la procédure d'enregistrement et 12% ont l'intention très prochainement de se faire enregistrer au sein de l'espace UEMOA. Au niveau des pays, les perspectives ne s'écartent pas du niveau régional sauf pour la Guinée-Bissau où elles sont faibles.

Graphique 14.3 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

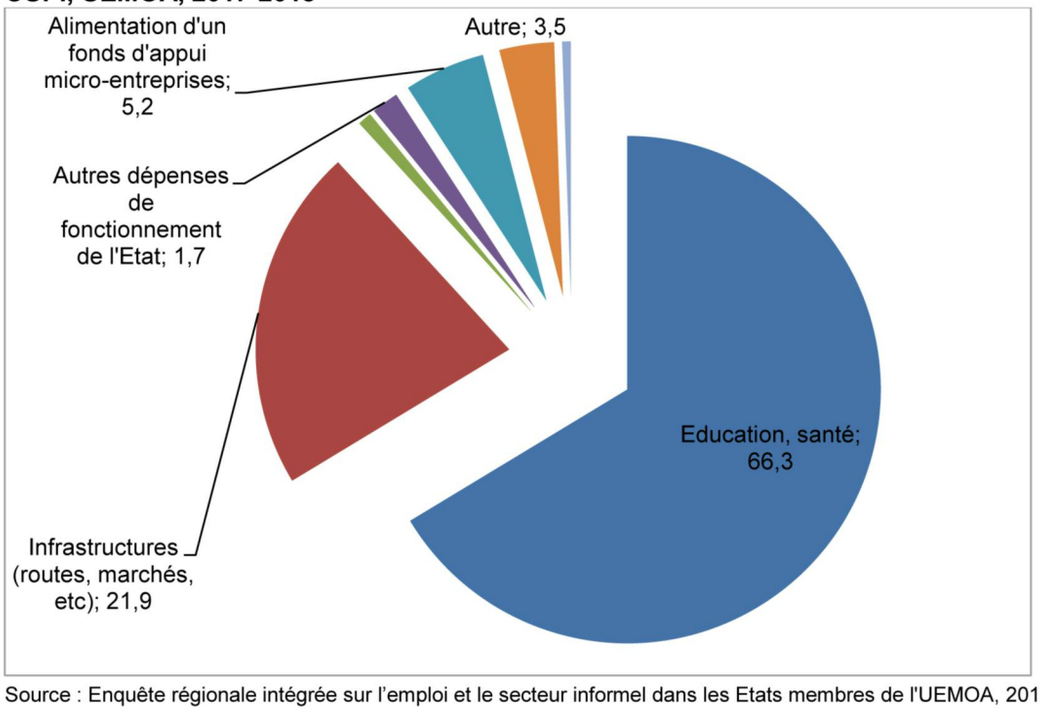
14.4. Opinions générales par rapport à l'impôt

Les chefs d'unités de production informelles (CUPI) ne sont pas prêts à contribuer à l'effort national de développement en payant leurs impôts. En effet, deux tiers (67,1%) des CUPI ne sont pas prêts à payer l'impôt sur leur activité contre 26,2% qui répondent favorablement au principe. Notons que 6,7% des CUPI paient déjà l'impôt sur leur activité. Pour 52,7% des UPI, l'impôt sur l'activité sera payé annuellement et 31,2% pensent qu'il pourra être payé mensuellement.

Le pourcentage de CUPI payant déjà l'impôt sur leur activité est élevé au Mali (17,8%) et au Sénégal (13,8%) comparativement aux autres pays. Notons que 36,7% (respectivement 31,9%) des CUPI sont prêts à payer l'impôt sur leur activité en Côte d'Ivoire (respectivement au Burkina Faso). Au Niger, quatre CUPI sur cinq (80,0%) répondent négativement à la question de savoir s'ils sont prêts à payer l'impôt sur leur activité. Il n'y a pas de différence selon le secteur d'activité.

Les domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les UPI sont l'éducation/santé (66,3%) et les infrastructures (routes, marchés, etc) (21,9%). Les priorités selon les secteurs d'activité ne changent pas.

Graphique 14.4 : Principaux domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Liste des tableaux

Tableau 14.1 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, UEMOA, 2017-2018 ..... *112*
Tableau 14.2 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018..... *112*
Tableau 14.3 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, UEMOA, 2017-2018..... *113*
Tableau 14.4 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer, UEMOA, 2017-2018 ..... *113*
Tableau 14.5 : Opinions générales des CUPI par rapport à l'impôt, UEMOA, 2017-2018 ..... *114*
Tableau 14.6 : Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités, UEMOA, 2017-2018 ..... *114*
Tableau 14.7 : Gestion administrative de l'impôt de l'impôt selon les UPI, UEMOA, 2017-2018..... *114*
Tableau 14.8 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, UEMOA, 2017-2018 ..... *115*

Tableau 14.1 : Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs, UEMOA, 2017-2018

Pays, milieu de résidence et secteur d'activité	% UPI avec NIF	% UPI avec RC	Situation de l'inscription dans les registres administratifs			Effectif
			Enregistré dans aucun registre	Enregistré dans un registre	Enregistré dans au moins deux registres	
Pays						
Bénin	2,3	2,1	96,9	1,6	1,6	1 740 903
Burkina Faso	0,9	1,7	96,7	2,4	0,9	2 290 418
Côte d'Ivoire	1,0	2,3	95,6	3,7	0,7	2 277 684
Guinée-Bissau	1,5	2,6	96,5	2,5	1,0	109 889
Mali	2,9	4,0	94,8	3,3	1,9	975 287
Niger	1,5	1,2	96,1	3,4	0,5	1 070 247
Sénégal	2,7	4,5	94,4	3,2	2,3	1 689 613
Togo	1,4	1,5	97,7	1,4	0,9	1 037 373
Ensemble UEMOA	**1,7**	**2,5**	**96,0**	**2,7**	**1,2**	**11 191 414**
Milieu de résidence						
Capitale/Principale ville	3,4	4,4	92,8	4,5	2,7	2 018 457
Autres urbains	1,7	2,9	95,2	3,6	1,2	3 216 219
Ens. urbain	2,3	3,5	94,2	4,0	1,8	5 234 676
Rural	1,1	1,6	97,6	1,7	0,7	5 956 738
Secteur d'activité						
Industrie	1,7	1,8	96,5	2,3	1,2	3 276 919
Commerce	1,7	3,0	95,6	3,2	1,2	5 515 483
Service	1,8	2,0	96,4	2,3	1,3	2 399 011

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.2 : Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national								Effectif
	Démarche trop compliquée	Trop cher	Inscription en cours	Non obligatoire	Pas collaborer avec Etat	Ne sait pas s'il faut s'inscrire	Autre	Total	
Pays									
Bénin	17,1	1,3	0,9	21,1	1,9	56,0	1,7	100,0	1 702 329
Burkina Faso	4,6	4,7	1,6	23,6	1,3	60,6	3,7	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	11,9	6,9	0,8	21,3	2,2	50,3	6,6	100,0	2 255 744
Guinée-Bissau	14,1	14,0	0,1	9,6	5,2	44,5	12,5	100,0	108 233
Mali	8,7	4,4	0,7	26,9	2,1	51,2	5,9	100,0	950 799
Niger	6,7	2,1	0,5	21,9	1,0	67,1	0,7	100,0	1 057 008
Sénégal	8,9	2,4	2,3	31,7	1,1	47,9	5,7	100,0	1 643 238
Togo	3,8	5,5	0,4	38,7	3,0	45,2	3,4	100,0	1 023 870
Ensemble UEMOA	**9,2**	**4,2**	**1,1**	**25,3**	**1,8**	**54,1**	**4,2**	**100,0**	**11 031 639**
Secteur d'activité									
Industrie	8,7	3,9	1,0	25,0	1,5	56,2	3,7	100,0	3 229 169
Commerce	9,2	4,5	1,3	25,5	1,9	53,0	4,7	100,0	5 439 425
Service	10,0	3,8	1,0	25,5	1,8	53,9	4,0	100,0	2 360 737

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.3 : Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Projet d'enregistrer de votre activité auprès de l'administration						
	Déjà enregistré	Procédures en cours	Oui, très prochainement	Pas de programme / projet	Ne sait pas	Total	Effectif
Pays							
Bénin	1,1	0,5	8,5	68,4	21,6	100,0	1 726 538
Burkina Faso	1,1	1,3	9,5	77,3	10,8	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	1,0	0,9	16,1	50,9	31,1	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	1,0	0,4	2,9	66,8	29,0	100,0	109 525
Mali	5,4	4,3	18,7	40,2	31,5	100,0	190 669
Niger	1,8	0,6	11,2	37,9	48,5	100,0	1 056 486
Sénégal	2,5	1,8	14,8	45,7	35,1	100,0	1 689 613
Togo	1,6	0,7	9,9	76,5	11,2	100,0	1 033 445
Ensemble UEMOA	**1,5**	**1,1**	**11,9**	**60,0**	**25,5**	**100,0**	**10 374 378**
Secteur d'activité							
Industrie	1,2	0,8	12,0	61,2	24,8	100,0	3 062 167
Commerce	1,5	1,3	12,4	59,4	25,4	100,0	5 049 458
Service	1,8	1,1	10,7	59,9	26,5	100,0	2 260 446

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.4 : Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer, UEMOA, 2017-2018

Pays, milieu de résidence et secteur d'activité	Deux principales raisons pour se faire enregistrer								
	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente de produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas	Total	Effectif
Pays									
Bénin	22,6	4,2	4,1	2,5	20,6	2,6	43,4	100,0	1 736 419
Burkina Faso	25,8	5,9	3,2	1,5	5,6	0,8	57,2	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	29,6	9,0	3,6	4,6	41,8	0,0	11,3	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	8,0	5,2	1,2	0,5	67,1	0,0	17,9	100,0	109 643
Mali	19,4	5,4	3,0	4,1	9,1	2,0	57,0	100,0	190 911
Niger	7,8	5,5	2,0	2,9	16,5	1,0	64,4	100,0	1 059 744
Sénégal	16,8	5,9	5,8	2,6	7,5	3,8	57,7	100,0	1 689 613
Togo	16,3	8,1	5,1	7,3	33,5	2,5	27,2	100,0	1 033 186
Ensemble UEMOA	**21,5**	**6,5**	**3,9**	**3,3**	**21,0**	**1,6**	**42,2**	**100,0**	**10 387 617**
Milieu de résidence									
Capitale/Principale ville	20,9	8,5	5,0	3,1	26,3	2,5	33,8	100,0	1 918 131
Autres urbains	22,3	7,1	4,7	4,1	24,0	1,7	36,1	100,0	3 072 563
Ens. urbain	21,8	7,6	4,8	3,7	24,9	2,0	35,2	100,0	4 990 694
Rural	21,3	5,4	3,1	2,9	17,3	1,2	48,7	100,0	5 396 923
Secteur d'activité									
Industrie	19,7	6,6	4,3	3,5	17,5	1,6	46,9	100,0	3 067 177
Commerce	22,4	6,5	4,3	2,9	21,9	1,7	40,3	100,0	5 052 883
Service	22,1	6,2	2,6	3,8	23,6	1,5	40,2	100,0	2 267 557

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.5 : Opinions générales des CUPI par rapport à l'impôt, UEMOA, 2017-2018

	Pays								Secteur d'activité		
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA	Industrie	Commerce	Service
Favorable au guichet unique pour simplifier les démarches d'enregistrement												
Oui	15,9	43,7	16,8	7,3	17,7	5,0	19,2	29,6	23,0	24,4	23,0	20,9
Non	30,2	27,0	29,0	36,0	23,5	23,5	17,9	45,8	28,0	27,7	28,0	28,5
Ne sait pas	54,0	29,3	54,2	56,7	58,8	71,4	62,9	24,6	49,0	47,8	49,0	50,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Favorable à un impôt unique sur son activité												
Oui	23,0	25,3	34,7	9,2	30,0	8,2	34,4	28,5	27,0	26,1	27,6	26,6
Non	77,0	47,8	65,3	90,8	70,0	91,8	65,6	71,5	67,1	65,8	66,7	69,7
Ne sait pas	0,0	26,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	8,0	5,7	3,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Effectif en millier	1 737	1 675	2 278	110	191	1 063	1 690	1 034	9 776	2 821	4 768	2 184
Périodicité de paiement de l'impôt												
Jour	2,8	2,7	7,6	7,4	2,2	5,1	16,5	1,8	9,0	7,0	10,2	8,5
Semaine	4,0	1,2	1,4	0,6	0,6	18,9	1,8	2,6	2,1	1,7	2,1	2,3
Mois	31,6	25,5	38,3	48,9	20,6	24,6	21,6	45,2	31,2	28,8	32,1	31,8
Trimestre	7,2	4,0	4,6	16,5	13,5	6,3	3,8	12,1	5,0	5,2	4,8	5,5
An	54,5	66,5	48,2	26,6	63,2	45,1	56,3	38,4	52,7	57,3	50,8	51,9
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.6 : Disposition générale des CUPI à payer l'impôt sur leurs activités, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Prêt à payer des impôts sur son activité				
	Je paie déjà	Oui	Non	Total	Effectif
Pays					
Bénin	4,4	19,5	76,1	100,0	1 737 214
Burkina Faso	7,2	31,9	60,9	100,0	2 290 418
Côte d'Ivoire	1,9	36,7	61,4	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	3,3	19,7	77,0	100,0	109 643
Mali	17,8	29,7	52,5	100,0	190 911
Niger	7,4	12,7	80,0	100,0	1 065 474
Sénégal	13,9	20,9	65,3	100,0	1 689 613
Togo	5,9	24,9	69,2	100,0	1 033 905
Ensemble UEMOA	**6,7**	**26,2**	**67,1**	**100,0**	**10 394 862**
Secteur d'activité					
Industrie	4,8	26,4	68,8	100,0	3 068 308
Commerce	7,9	26,4	65,7	100,0	5 054 699
Service	6,6	25,6	67,8	100,0	2 269 548

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.7 : Gestion administrative de l'impôt de l'impôt selon les UPI, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Institution à laquelle doit revenir l'impôt						
	Administration centrale	Région	Province	Commune	Ne sait pas	Total	Effectif
Pays							
Bénin	38,9	5,0	6,1	44,2	5,8	100,0	399 378
Burkina Faso	21,1	11,0	4,2	59,1	4,7	100,0	900 963
Côte d'Ivoire	40,4	38,4	0,0	0,0	21,2	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	40,1	18,1	31,5	0,0	10,3	100,0	10 157
Mali	34,9	5,7	5,0	47,2	7,2	100,0	57 207
Niger	29,7	5,7	9,0	45,7	9,9	100,0	90 560
Sénégal	15,0	4,4	62,6	0,0	18,0	100,0	1 689 613
Togo	30,1	12,1	13,6	34,5	9,8	100,0	295 623
Ensemble UEMOA	**29,0**	**19,5**	**20,5**	**15,4**	**15,7**	**100,0**	**5 721 184**
Secteur d'activité							
Industrie	28,3	15,2	21,1	20,1	15,2	100,0	1 483 975
Commerce	27,5	21,6	21,6	13,5	15,7	100,0	3 058 310
Service	33,5	19,1	16,9	14,2	16,2	100,0	1 178 900

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 14.8 : Domaines prioritaires d'affectation de l'impôt souhaités par les CUPI, UEMOA, 2017-2018

	Domaine en priorité dans lequel les impôts reçus doivent être dépensés								
Pays et secteur d'activité	Education, santé	Infrastructures (routes, marchés, etc)	Salaire des fonctionnaires	Autres dépenses de fonctionnement de l'Etat	Alimentation d'un fonds d'appui micro-entreprises	Autre	Ne sait pas	Total	Effectif
Pays									
Bénin	53,9	36,2	1,5	1,0	2,1	0,9	4,4	100,0	400 654
Burkina Faso	85,1	9,6	0,4	0,4	2,3	1,5	0,6	100,0	900 963
Côte d'Ivoire	63,9	24,3	0,9	1,6	6,7	2,7	0,0	100,0	2 277 684
Guinée-Bissau	90,2	5,2	3,6	0,0	0,3	0,8	0,0	100,0	10 121
Mali	70,4	9,3	2,4	6,1	2,7	2,5	6,7	100,0	57 207
Niger	77,4	17,8	0,8	0,6	3,2	0,2	0,0	100,0	90 151
Sénégal	65,0	19,5	0,8	2,9	5,3	6,4	0,0	100,0	1 689 613
Togo	47,6	38,5	1,7	0,7	6,3	3,8	1,5	100,0	295 623
Ens. UEMOA	**66,3**	**21,9**	**0,9**	**1,7**	**5,2**	**3,5**	**0,5**	**100,0**	**5 722 015**
Secteur d'activité									
Industrie	67,7	20,4	0,6	1,7	5,3	3,5	0,7	100,0	1 484 013
Commerce	65,8	22,7	0,9	1,8	5,0	3,5	0,3	100,0	3 058 798
Service	66,1	21,4	1,2	1,6	5,2	3,3	1,0	100,0	1 179 204

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 15: Problèmes et perspectives

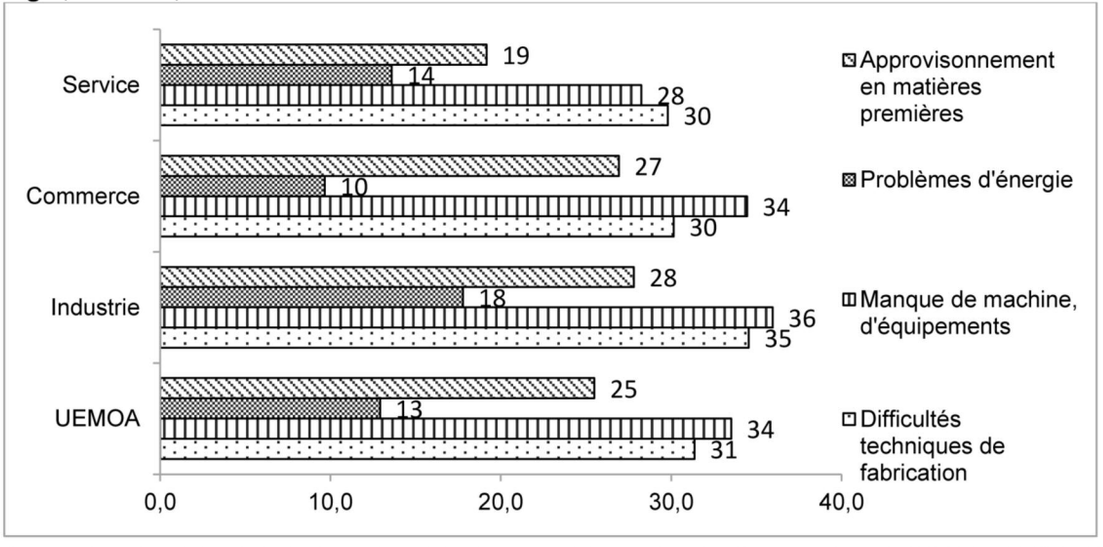
Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés dans son organisation, qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). La connaissance et la prise en compte de ces difficultés permettront d'adapter les stratégies aux réalités que vivent les CUPI et ainsi d'améliorer leur contribution à l'effort de développement national.

15.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI

Les CUPI rencontrent plusieurs difficultés dans l'organisation de leur activité au rang desquelles on a, au niveau de l'espace UEMOA, au premier rang le manque de machine, d'équipements (33,5%) et les difficultés techniques de fabrication (31,4%). On note aussi qu'un chef d'unité de production informelle sur quatre estime que les problèmes d'approvisionnement en matières premières constituent une difficulté importante. Les problèmes énergétiques pour 12,9% des chefs d'unité de production informelle dans la zone UEMOA, constituent un handicap et 11,8% estiment que les difficultés légales à savoir trop de réglementation, d'impôts et de taxes leur posent des problèmes.

Les difficultés techniques de fabrication, le manque d'approvisionnement en matières premières ainsi que le manque de machine et d'équipements constituent des problèmes communs aux différents pays de l'UEMOA. De façon spécifique, un chef d'unité de production informelle sur cinq au Bénin pense qu'il existe trop de réglementation, d'impôts et de taxes. Au Burkina Faso, les difficultés spécifiques rencontrées par les CUPI sont liées à l'énergie (20,5%) et l'obsolescence des équipements (26,8%).

Graphique 15.1 : Principales difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, UEMOA, 2017-2018



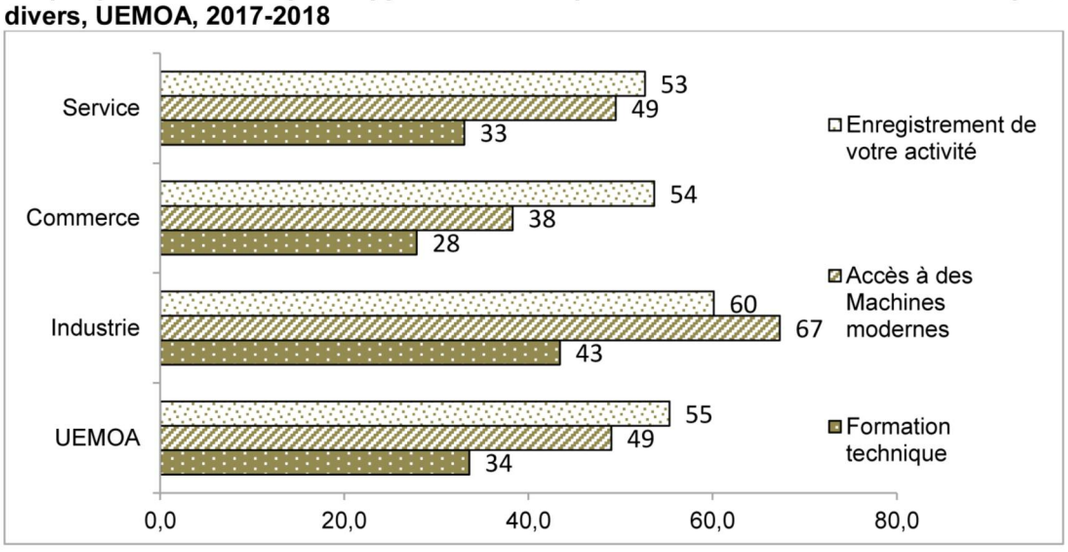
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

15.2. Principaux appuis souhaités par les UPI par domaine thématique

Dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, les appuis souhaités sont : l'accès à de grosses commandes (75,9%), l'accès au crédit (66,7%) et l'accès aux informations sur le marché (65,8%).

Dans le domaine technique, légal et divers, l'accent des chefs d'UPI est mis sur l'enregistrement de leur activité (55,3%) et l'accès à des machines modernes (49%). Dans le secteur de l'industrie, l'accès à des machines modernes reste le premier domaine souhaité pour un appui technique.

Graphique 15.2 : Principaux appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

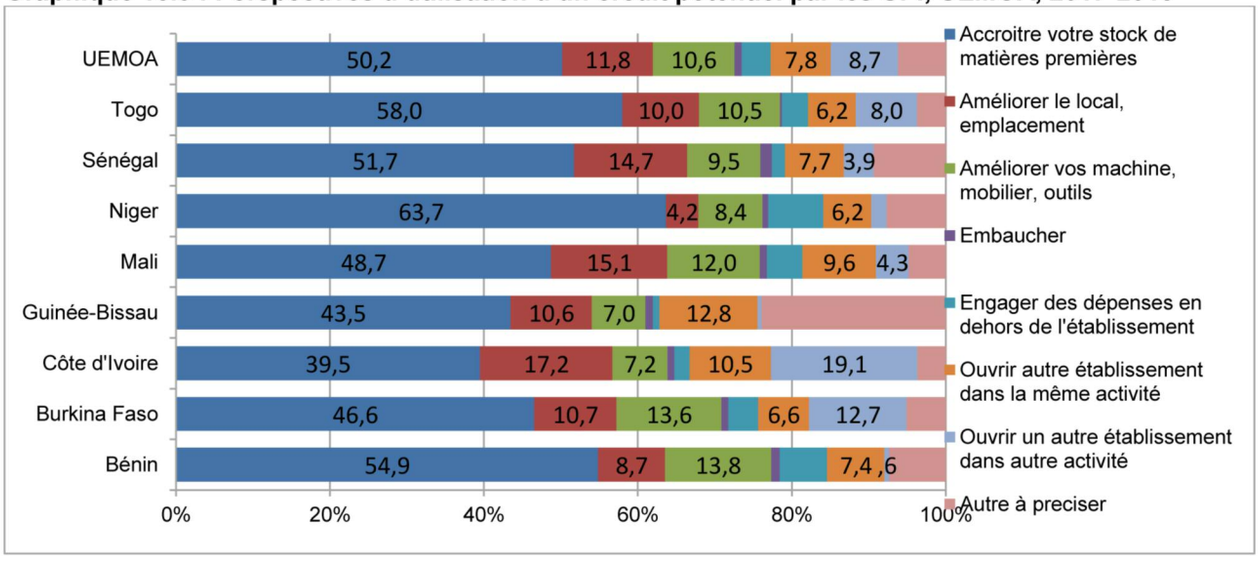
15.3. Perspectives de l'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI

Pour 50,2% des chefs d'unités de production informelles, un crédit potentiel servira à accroitre le stock de matières premières de l'UPI et 10,6% d'entre eux pensent que cela permettra d'améliorer l'équipement (machine, mobilier et outils) de l'UPI. Accroitre le stock des matières premières de l'UPI est la première utilisation d'un crédit potentiel par les CUPI dans les Etats membres de l'UEMOA avec quelques légères différences.

En Côte d'Ivoire, 19,1% des CUPI utiliseraient ce crédit potentiel pour ouvrir un autre établissement dans une autre activité et pour 17,2% cela servira à l'amélioration du local ou emplacement de l'UPI.

Au Niger environ deux tiers des CUPI pensent accroitre le stock de matières premières avec ce crédit.

Graphique 15.3 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Liste des tableaux

Tableau 15.1 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre économique, UEMOA, 2017-2018.....*119*
Tableau 15.2 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, UEMOA, 2017-2018 .....*119*
Tableau 15.3 : Difficultés par rapport aux préoccupations d'ordre managérial et diverses, UEMOA, 2017-2018 .....*119*
Tableau 15.4 : Appuis souhaités par les UPI dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, UEMOA, 2017-2018.....*120*
Tableau 15.5 : Appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, UEMOA, 2017-2018.....*120*
Tableau 15.6 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, UEMOA, 2017-2018 .....*120*

Tableau 15.1 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre économique, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Manque de clientèle	Manque de place, de local adapté	Difficultés d'accès au crédit	Crédit trop cher
Pays				
Bénin	61,0	12,2	57,1	42,2
Burkina Faso	54,2	42,3	44,9	30,8
Côte d'Ivoire	37,9	5,9	39,7	23,4
Guinée-Bissau	18,4	8,6	20,1	10,1
Mali	28,7	7,3	20,3	14,2
Niger	38,3	4,5	27,5	15,7
Sénégal	37,5	7,7	35,8	25,8
Togo	61,3	3,8	52,9	27,7
Ensemble UEMOA	**47,2**	**14,4**	**42,5**	**27,7**
Secteur d'activité				
Industrie	47,3	17,7	43,4	29,5
Commerce	47,8	13,6	43,0	27,0
Service	45,7	12,0	40,3	27,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 15.2 : Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
Pays						
Bénin	42,2	26,2	8,6	12,8	26,6	20,2
Burkina Faso	16,2	60,0	26,8	20,5	37,8	5,5
Côte d'Ivoire	34,1	28,2	4,9	13,1	16,6	14,0
Guinée-Bissau	5,6	18,0	4,8	9,7	12,3	5,2
Mali	31,8	18,4	5,6	7,1	23,2	9,0
Niger	25,6	17,2	3,2	8,9	23,5	7,0
Sénégal	39,3	34,5	6,2	9,3	22,2	11,7
Togo	33,8	23,1	2,9	8,4	27,2	12,4
Ensemble UEMOA	**31,4**	**33,5**	**9,9**	**12,9**	**25,5**	**11,8**
Secteur d'activité						
Industrie	34,5	35,9	12,0	17,8	27,8	11,6
Commerce	30,1	34,4	9,0	9,7	26,9	11,9
Service	29,8	28,2	8,9	13,6	19,2	12,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 15.3 : Difficultés par rapport aux préoccupations d'ordre managérial et diverses, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Manque de personnel qualifié	Instabilité du personnel	Difficultés d'organisation, de gestion	Manque de compétence en gestion	Préoccupations diverses problème de sécurité
Pays					
Bénin	29,2	18,1	15,2	15,4	23,3
Burkina Faso	11,8	5,3	17,3	21,6	10,1
Côte d'Ivoire	17,6	6,5	6,9	9,2	5,9
Guinée-Bissau	5,2	3,4	5,8	7,6	5,3
Mali	8,6	12,0	6,1	4,5	9,5
Niger	8,7	2,5	6,9	4,2	5,6
Sénégal	22,4	8,7	7,4	9,2	5,6
Togo	21,1	2,5	4,3	4,9	9,6
Ensemble UEMOA	**18,3**	**7,8**	**10,3**	**11,7**	**10,1**
Secteur d'activité					
Industrie	18,7	7,9	15,0	13,6	12,1
Commerce	18,2	7,1	7,9	11,3	8,2
Service	18,1	9,4	9,2	10,4	11,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 15.4 : Appuis souhaités par les UPI dans les domaines de la gestion et de la stratégie commerciale, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Formation à l'organisation et aux comptes	Assistance pour l'approvisionnement	Accès au crédit	Accès aux informations sur le marché	Accès à de grosses commandes	Publicité pour vos nouveaux produits
Pays						
Bénin	37,9	81,1	84,8	89,1	86,6	78,3
Burkina Faso	59,3	71,6	83,1	85,7	90,3	76,8
Côte d'Ivoire	25,3	36,2	52,5	47,0	66,0	41,4
Guinée-Bissau	40,5	85,1	92,5	93,2	84,8	84,4
Mali	33,2	48,7	61,9	60,1	76,6	58,1
Niger	29,4	89,9	80,7	88,3	85,7	73,7
Sénégal	21,1	38,5	53,5	50,2	63,5	43,3
Togo	35,7	76,8	77,4	79,4	82,7	68,8
Ensemble UEMOA	**35,5**	**55,1**	**66,7**	**65,8**	**75,9**	**57,8**
Secteur d'activité						
Industrie	40,1	58,8	69,3	71,5	80,5	63,6
Commerce	34,0	56,2	66,1	65,6	77,9	57,1
Service	32,8	46,7	64,6	58,0	63,9	51,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 15.5 : Appuis souhaités par les UPI dans le domaine technique, légal et divers, UEMOA, 2017-2018

Pays et secteur d'activité	Formation technique	Accès à des Machines modernes	Enregistrement de votre activité
Pays			
Bénin	35,8	70,3	79,5
Burkina Faso	57,9	69,1	71,6
Côte d'Ivoire	19,1	30,0	38,7
Guinée-Bissau	33,5	77,6	83,8
Mali	36,4	45,0	44,7
Niger	38,6	74,7	70,5
Sénégal	19,3	34,5	46,7
Togo	30,1	57,2	59,3
Ensemble UEMOA	**33,6**	**49,0**	**55,3**
Secteur d'activité			
Industrie	43,4	67,3	60,1
Commerce	27,9	38,3	53,6
Service	33,0	49,5	52,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 15.6 : Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, UEMOA, 2017-2018

	Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUPI								
Pays et secteur d'activité	Accroitre votre stock de matières premières	Améliorer le local, emplacement	Améliorer vos machines, mobilier, outils	Embaucher	Engager des dépenses en dehors de l'établissement	Ouvrir autre établissement dans la même activité	Ouvrir un autre établissement dans autre activité	Autre	Total
Pays									
Bénin	54,9	8,7	13,8	1,1	6,2	7,4	0,6	7,3	100,0
Burkina Faso	46,6	10,7	13,6	0,9	3,9	6,6	12,7	5,1	100,0
Côte d'Ivoire	39,5	17,2	7,2	0,9	2,0	10,5	19,1	3,7	100,0
Guinée-Bissau	43,5	10,6	7,0	0,9	0,8	12,8	0,5	23,9	100,0
Mali	48,7	15,1	12,0	1,0	4,6	9,6	4,3	4,8	100,0
Niger	63,7	4,2	8,4	0,7	7,2	6,2	2,0	7,7	100,0
Sénégal	52,0	14,9	9,3	1,5	1,7	7,8	3,9	9,0	100,0
Togo	58,0	10,0	10,5	0,2	3,4	6,2	8,0	3,7	100,0
Ensemble UEMOA	**50,2**	**11,8**	**10,6**	**0,9**	**3,8**	**7,8**	**8,7**	**6,1**	**100,0**
Secteur d'activité									
Industrie	43,2	9,9	18,5	1,3	4,7	6,6	9,4	6,3	100,0
Commerce	60,6	11,0	4,3	0,4	2,7	8,1	7,9	5,1	100,0
Service	36,7	16,3	13,7	1,6	4,9	8,9	9,7	8,2	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

ETAT DE LA GOUVERNANCE, DE LA PAIX ET DE LA SECURITE DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA

Au niveau international, s'est dégagé un consensus sur le fait que la gouvernance, la paix et la sécurité (GPS) sont indispensables pour le développement. Ainsi les préoccupations de GPS se retrouvent au cœur des agendas internationaux de développement durable que ce soit les ODD ou l'agenda 2063 de l'Union Africaine. L'ODD 16 en est une illustration forte :

> « *Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer à tous l'accès à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes ».*

Cette prise en compte de GPS est traduite dans l'Agenda 2063 de l'UA à travers les aspirations suivantes :

> *3. Une Afrique où règnent la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'état de droit.*
>
> *4. Une Afrique pacifique et sécurisée*

A partir du constat que les processus de réformes engagés par plusieurs pays en vue de la consolidation de l'état de droit engagé depuis plusieurs années restent fragiles au niveau du suivi et évaluation faute de l'existence de méthodologie harmonisée et de données actualisées, l'initiative GPS-SHaSA a développé des outils de mesure de la gouvernance, paix et sécurité (GPS), à l'attention des instituts nationaux de la statistique (INS) des pays du continent sous l'égide de l'Union Africaine (UA). Le module GPS de l'enquête ERI ESI est la mise en œuvre de cette initiative dont les résultats font l'objet de cette partie intitulée volet GPS du rapport d'analyse de l'enquête.

Le présent chapitre centré sur la perception de la population sur la gouvernance, paix et sécurité permet de faire un état des lieux dans l'UEMOA des questions relatives à la démocratie et au respect du droit de l'homme, la qualité des institutions et la corruption, la gouvernance et la paix et sécurité.

Chapitre 16: Démocratie et droit de l'homme

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux pays du continent ont entrepris des reformes pour la consolidation de la démocratie qu'ils ont adopté comme système de gouvernance depuis les années 1990. Globalement, il est attendu de ces réformes que les institutions publiques appliquent de manière accrue les principes de gouvernance démocratique et des droits de l'homme.

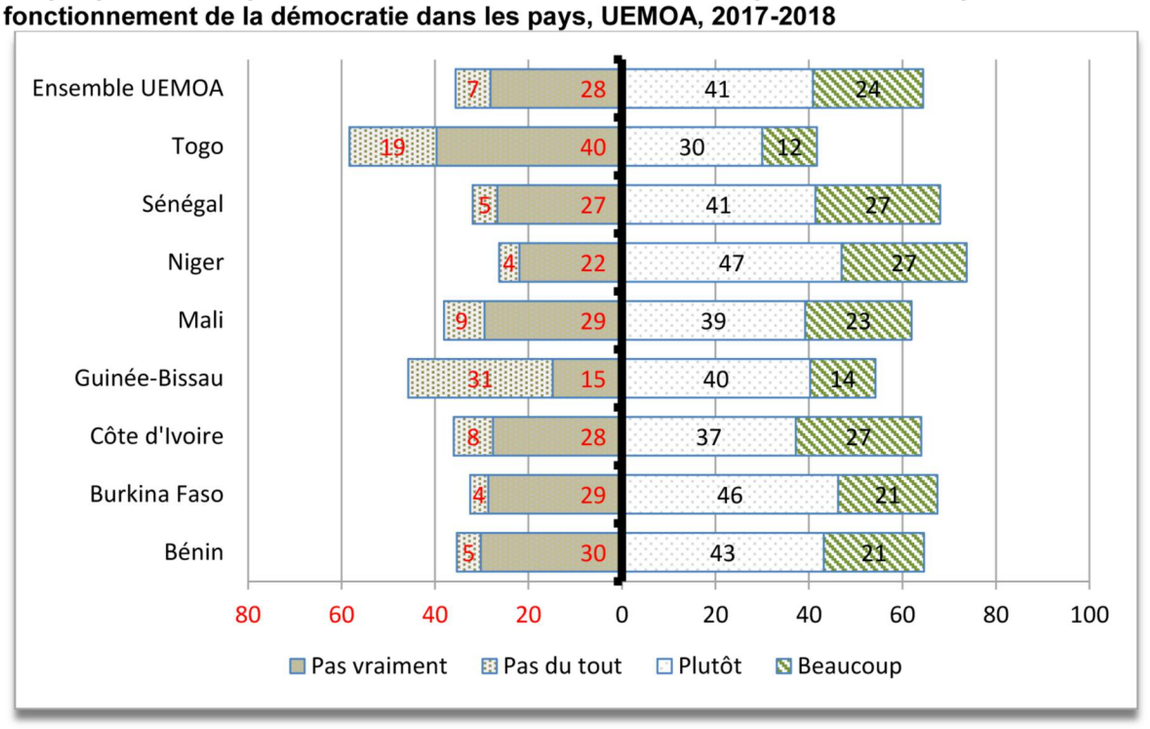
Le fonctionnement de la démocratie est souvent associé aux caractéristiques suivantes : liberté d'expression, liberté de la presse, égalité devant la loi, liberté politique (choix de son parti), élections libres et transparentes, liberté de voyager, liberté de culte, liberté d'association, absence de discrimination.

16.1. Adhésion à la démocratie et ses principes fondateurs

Les résultats du Graphique 16.1 indiquent la répartition des personnes âgées de 18 ans et plus de l'union par rapport à leur appréhension sur le fonctionnement de la démocratie. Ainsi, au niveau régional 65% des personnes interrogées estiment que la démocratie fonctionne bien. Parmi ces dernières, 24% pensent qu'elle fonctionne très bien. A l'opposé, seuls 4% des ressortissants de l'union pensent que la démocratie ne fonctionne pas du tout.

L'analyse des résultats par pays fait ressortir quelles disparités. Ainsi, les pays où les individus apprécient plus que la moyenne régionale le fonctionnement de la démocratie sont : le Togo (42%) et la Guinée Bissau (54%). Par contre, les populations burkinabés, sénégalaises et nigériennes estiment plutôt que la démocratie fonctionne relativement bien avec respectivement 67%, 68% et 74%.

Graphique 16.1 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie dans les pays, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

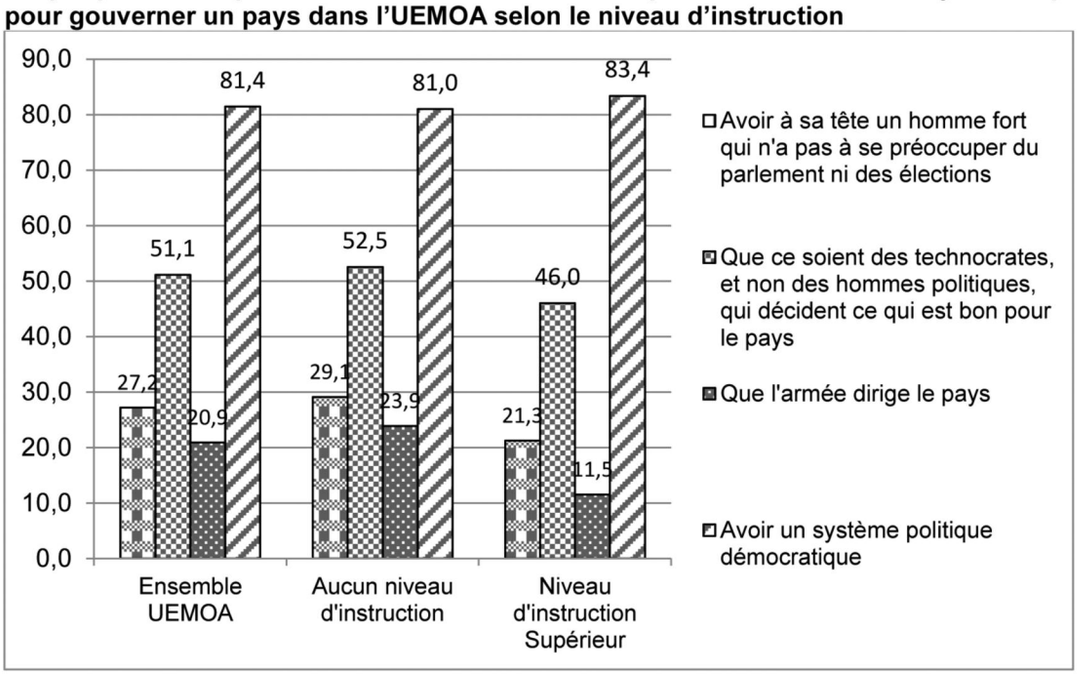
Au regard de la situation qui prévaut au sein des Etats membres de l'UEMOA en général, quel type de régime est souhaité par la population ? La population adhère-t-elle en majorité à la démocratie ? La population souhaite-t-elle une dictature militaire ou une dictature qui consiste à avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections ou un régime de technocrates.

Plus de huit personnes sur dix (81,4%) pensent qu'avoir un système politique démocratique pour gouverner le pays est souhaitable. Cette vision de la démocratie par la population varie faiblement selon le niveau d'instruction des personnes interrogées. Au sein de la population n'ayant aucun niveau d'instruction, 81,0% des personnes pensent que ce type de système politique est souhaitable Cette proportion est de 83,4% pour les personnes instruites jusqu'au niveau supérieur.

Plus de la moitié des individus pensent qu'avoir des technocrates et non des hommes politiques, qui décident de ce qui est bon pour le pays est le système politique souhaitable. Les personnes qui partagent cet avis représentent 51,1% de la population au sein de l'Union.

Moins d'un tiers (27,2%) des individus au sein de l'union pensent que le système démocratique souhaitable pour gouverner le pays est d'avoir à la tête du pays un homme fort qui n'a à se préoccuper ni du parlement ni des élections.

Graphique 16.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur les différents systèmes politiques pour gouverner un pays dans l'UEMOA selon le niveau d'instruction



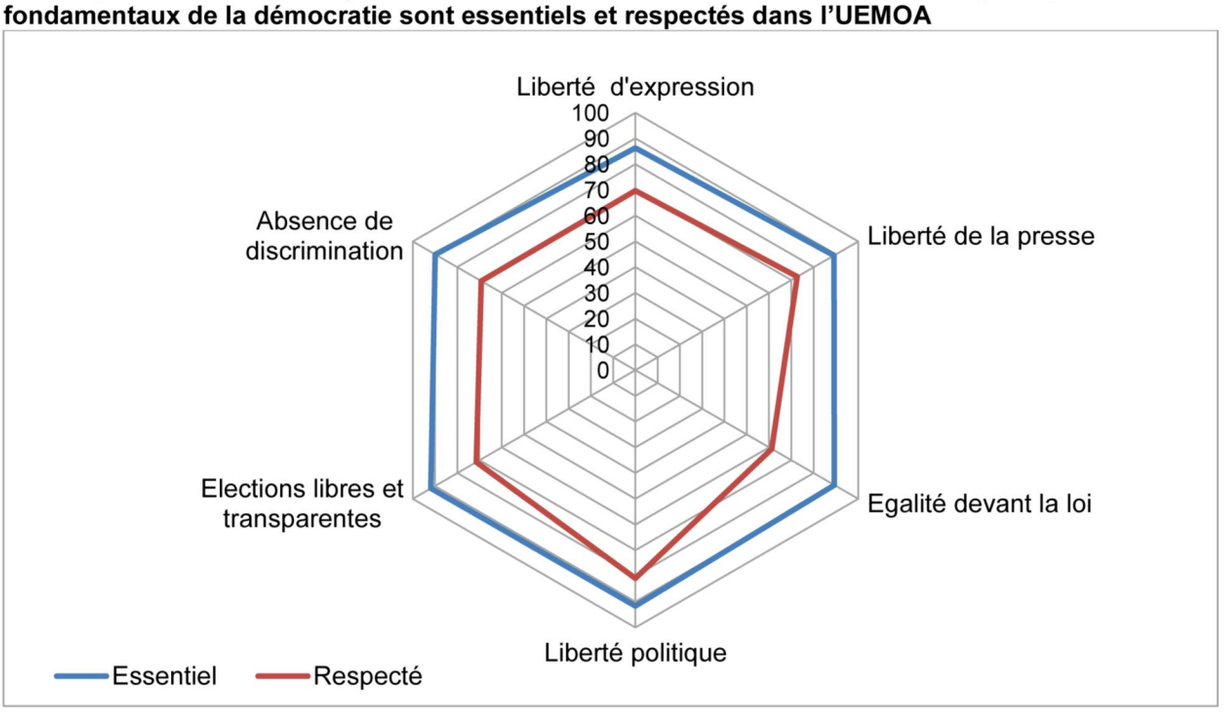
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Neuf domaines des droits de l'homme relevant des droits civils et politiques ont fait l'objet d'analyse : la liberté d'expression, la liberté de la presse (média), l'égalité devant la loi, la liberté politique (choix de son parti), les élections libres et transparentes, la liberté de voyager, la liberté de religion et l'absence de discrimination. Dans le cadre de cette analyse, sept domaines fondamentaux ont été retenus, les deux autres à savoir la liberté de voyager et la liberté de religion n'ont pas été analysées bien que les informations existent au niveau de chaque pays.

Par rapport au principe « absence de discrimination », 89,9% le jugent essentiel pour le bon fonctionnement de la démocratie et 69,2% pensent que ce principe est respecté dans le pays. Quant à celui de l'égalité devant la loi, 61,2% de la population âgée de 18 ans et plus pensent que ce principe est respecté et 89,3% et le jugent pourtant essentiel pour la démocratie.

Concernant la tenue des élections libres et transparentes, 91,8% de la population au sein de l'Union trouve ce principe essentiel à la démocratie. Ainsi, 71,5% de cette population qui le trouve respecté dans le pays. S'agissant des principes « liberté d'expression », « liberté de la presse », et « liberté politique », respectivement 86,3%, 89,1% et 91,7% de la population pensent que ceux-ci sont essentiels pour la démocratie et plus de 65% de cette population estiment que ces principes sont respectés dans les pays membres de l'Union de façon générale conformément au graphique qui suit.

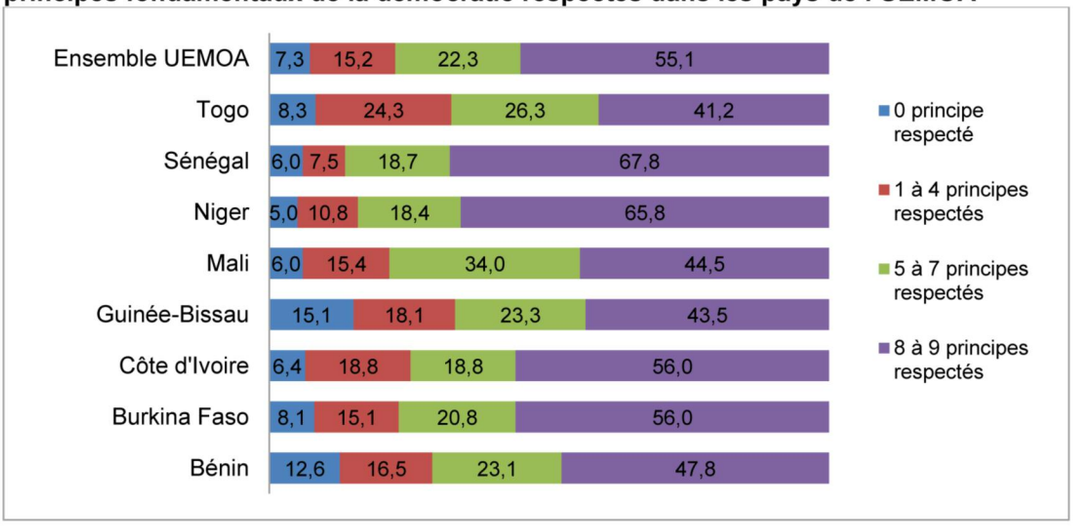
Graphique 16.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés dans l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Plus de la moitié de la population au sein de l'Union (55,1%) pensent que les neuf (9) principes fondamentaux de la démocratie sont respectés. Cependant, il faut signaler que 7,3 % de cette population pensent qu'aucun principe fondamental en démocratie n'est respecté. Ce taux varie entre 5% (Niger) et 15,1% (Guinée-Bissau soit plus du double de la moyenne observée au sein de l'Union).

Graphique 16.4 : Répartition en % de la population de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux de la démocratie respectés dans les pays de l'UEMOA

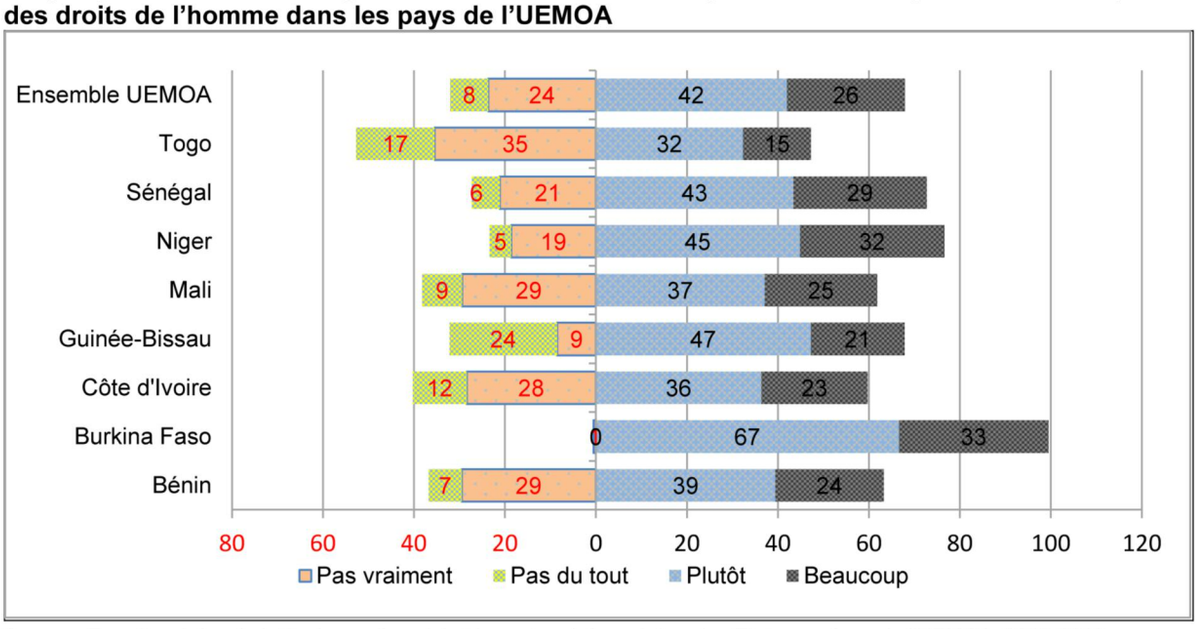


Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

16.2. Droit de l'homme

Les droits de l'homme sont respectés pour la majorité de la population. En effet, il ressort du Graphique 16.5 que 68,0% de la population pensent que les droits de l'homme sont respectés au sein de l'Union parmi lesquels 26% estiment qu'ils sont beaucoup respectés. Ces taux varient selon les pays où la plus faible proportion est observée au Togo (47%) et la plus forte au Burkina Faso (99%).

Graphique 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme dans les pays de l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

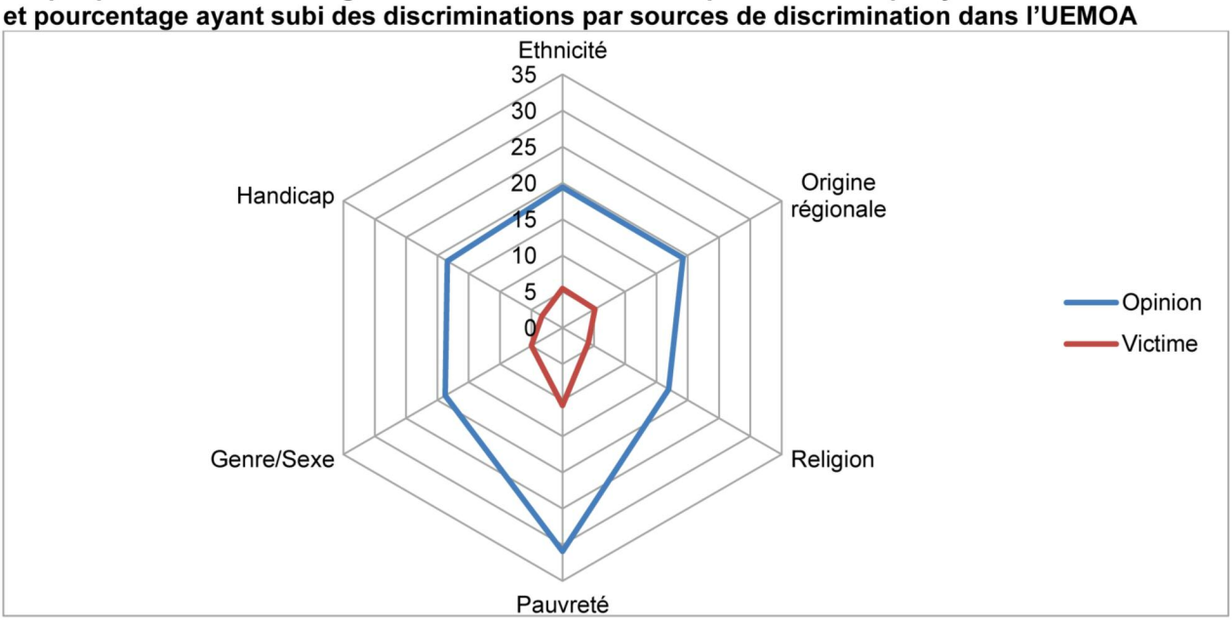
Il est répertorié six formes de discrimination communément répandues dans nos sociétés ; il s'agit de l'ethnicité, de l'origine régionale, la religion, la situation économique, le genre/sexe, le handicap.

Selon le Graphique 16.6, il existe une plus forte disparité entre ceux qui déclarent la présence d'une quelconque discrimination et ceux qui déclarent en être victimes.

Sur le plan régional, la situation économique est la première forme de discrimination au sein de la population. En effet, parmi les formes de discrimination, la pauvreté ou la situation économique est l'un des facteurs les plus discriminants au sein de la population. Plus 30% de la population au niveau de l'Union estime qu'il y a une discrimination selon la situation économique. Près de 20% de la population affirme la présence des discriminations selon l'ethnicité (19,4%), l'origine régionale (19,2%), la religion (17%), le handicap (18,4%) et le genre (18,7%).

Les résultats (Tableau 16.4) montrent que les Etats, qui ont des proportions des individus qui pensent que les droits de l'Homme ne sont pas respectés, sont le Togo (52,7%), la Côte d'Ivoire (40,3%) et la Guinée Bissau (30,1%). Au niveau des Etats, ce sont le Togo (52,7%), la Guinée Bissau (30,1%) et la Côte d'Ivoire (40,3%)

Graphique 16.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination dans l'UEMOA



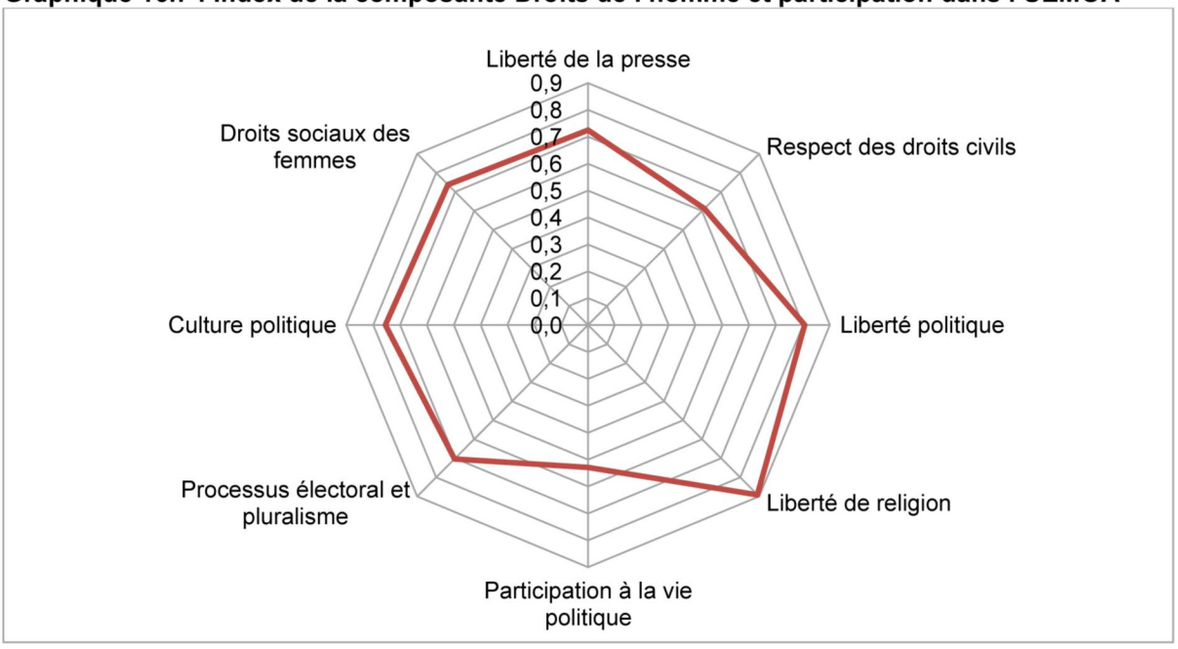
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

16.3. Indicateur des droits de l'homme et participation

Le respect des droits de l'homme est un élément essentiel dans un régime démocratique. Il s'agit de l'absence de discrimination, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse, de l'égalité devant la loi, de la liberté politique et de l'organisation des élections libres et transparentes.

Par rapport à la liberté de la presse, 72,5% des personnes au sein de l'Union pensent que cette liberté est une réalité. Par ailleurs, les résultats montrent que les individus sont également libres de pratiquer leur religion, de manifester politiquement et d'adhérer au parti politique de leur choix.

Graphique 16.7 : Index de la composante Droits de l'homme et participation dans l'UEMOA

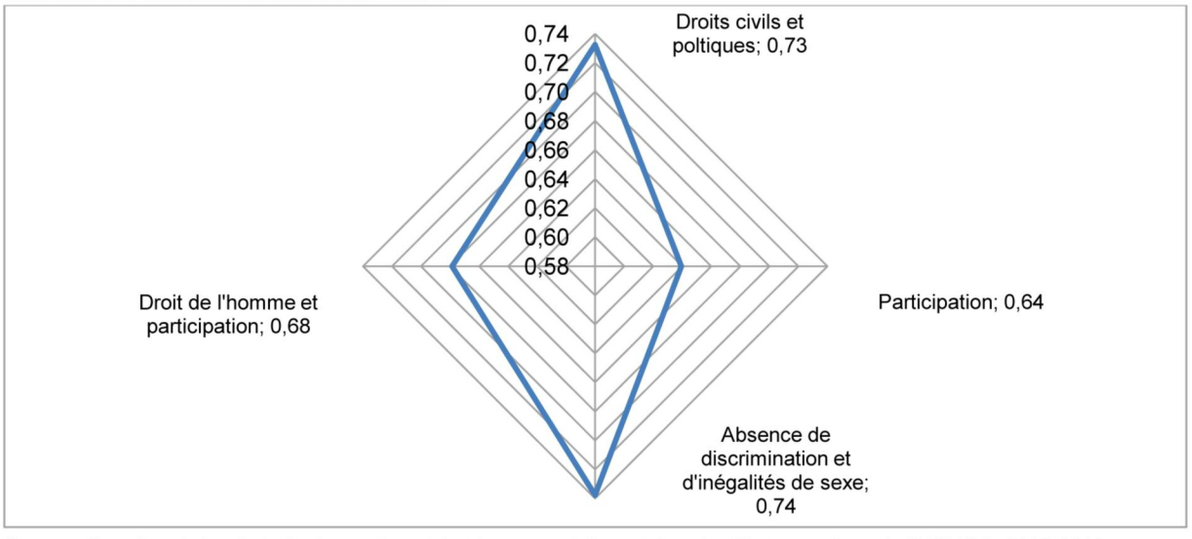


Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Trois domaines (droits civils et politiques, participation, absence de discrimination et d'inégalités de sexe) ont été identifiés pour évaluer la composante droite de l'homme et participation selon un indice composite construit à partir des droits et caractéristiques précités et qui varie de 0 à 1.

La valeur de l'indice au niveau de l'Union est de 0,679 et, est beaucoup plus portée par l'absence de discrimination et d'inégalité de sexe dont l'indice est de 0,738 et l'indice des droits civils et politiques établi à 0,732.

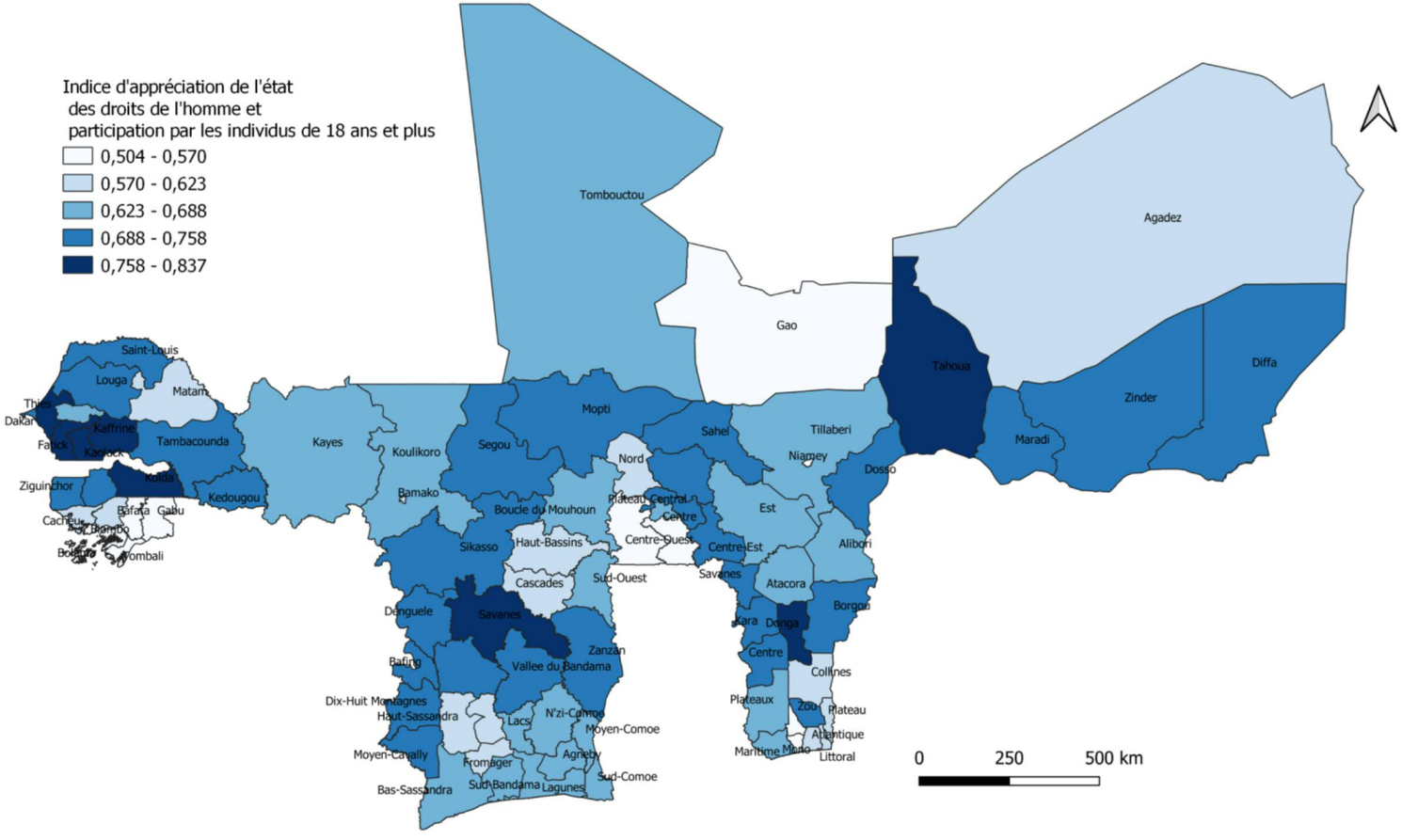
Graphique 16.8 : Niveau d'appréciation de la composante Droits de l'homme et participation et des sous-indicateurs dans l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Selon les pays, il n'y a pas de différences majeures suivant les niveaux d'appréciation des index de la composante des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus. Les niveaux d'indices les plus importants sont observés au Sénégal (0,740) et au Niger (0,728). Les autres pays suivent avec 0,680 pour le Mali, 0,665 pour le Togo, 0,660 pour la Côte d'Ivoire, 0,654 pour le Burkina Faso, 0,636 pour le Bénin et c'est la Guinée Bissau qui vient à la fin avec 0,553.

Carte 16.1 : Indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Encadré 3 : Méthodologie de construction de l'indice Gouvernance, paix et sécurité

L'objectif est de construire un indice gouvernance, paix et sécurité dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1, les valeurs élevées indiquant une bonne perception de la gouvernance, paix et sécurité.

La méthodologie de création de l'indice gouvernance, paix et sécurité (I_{GPS}) et des indices de ses composantes est inspirée de l'approche adoptée pour le calcul de l'Indice de Gouvernance Mondiale (2009) et de l'approche de Alkire et Foster (2015) pour l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle. L'indice GPS est composé de 3 indicateurs :

- Droit de l'homme et participation composé sous-indicateurs et 9 index ;
- Etat de droit composé 2 sous-indicateurs et 3 index ;
- Paix et sécurité composé 2 sous-indicateurs et 7 index.

Dans le cadre de la création de l'indice gouvernance, paix et sécurité, nous considérons comme :

- Unité d'observation : les personnes de 18 ans et plus ;
- Unité d'analyse : les ménages.

Le passage de l'unité d'observation à l'unité d'analyse (ménage) se fait par la moyenne des réponses fournies par toutes les personnes interrogées dans le ménage et par normalisation avec les notations suivantes:

- Variables (l= 1 à L) ; Index (k=1 à K) ; Sous-indicateur (j=1 à J) et Indicateur (i=1 à N)
- $L_{ijk} = nombre\ de\ variables\ de\ l'index\ k\ du\ sous-indicateur\ j\ de\ la\ composante\ i$
- $I_{ijk} = valeur\ de\ l'index\ k\ du\ sous-indicateur\ j\ de\ la\ composante\ i$

Soit S_{ij} la moyenne des valeurs de la variable *i* obtenue sur toutes les personnes interrogées dans le ménage *j*, la normalisation de la variable *i* au niveau du ménages *j* notée I_{ij} est donnée par :

- $I_{ij} = \frac{S_{ij} - \min_k\{S_{ik}\}}{\max_k\{S_{ik}\} - \min_k\{S_{ik}\}}$ si la variable a un impact positif sur l'indice ou le sous-indice.
- $I_{ij} = \frac{\max_k\{S_{ik}\} - S_{ij}}{\max_k\{S_{ik}\} - \min_k\{S_{ik}\}}$ si la variable a un impact négatif sur l'indice ou le sous-indice.

Avec $\min_k\{S_{ik}\}$ la valeur minimale de S_{ij} obtenue sur l'ensemble des ménages et $\max_k\{S_{ik}\}$ la valeur maximale de S_{ij} obtenue sur l'ensemble des ménage pour la variable *i*.

L'indice gouvernance, paix et sécurité noté I_{GPS} est la moyenne arithmétique pondérée par le nombre de variables contenues dans les indicateurs qui le composent.

$$\boldsymbol{I_{GPS} = \sum_{i=1}^{3} \frac{P_i}{\sum_i P_i} I_i}$$

Avec chaque indicateur comme la moyenne arithmétique pondérée par le nombre de variables contenues dans les sous-indicateurs qui le composent.

$$I_i = \frac{\sum_{j=1}^{J_i} L_{ij} I_{ij}}{\sum_{j=1}^{J_i} L_{ij}} \ avec\ L_{ij} = \sum_{k=1}^{K_{ij}} L_{ijk}$$

Liste des variables utilisées pour le calcul de l'indice gouvernance, paix et sécurité

Composantes (i)	Sous-indicateur (j)	Index (nombre de variables) (k)	Questions
1- Droit de l'homme et participation (14 variables)	Droits civils et politiques (5 variables)		G2. La démocratie est souvent associée aux caractéristiques suivantes. b) sont-elles respectées dans le pays ?
		Violences contre les médias (1)	A. Liberté d'expression
		Liberté de la presse (1)	B. Liberté de la presse (média)
		Respect des droits civils (1)	C. Egalité devant la loi
		Liberté politique (1)	D. Liberté politique (choix de son parti)
		Liberté de religion (1)	G. Liberté de religion
	Participation (9 variables)	Participation à la vie politique (4)	G17. Dans ce pays, vous sentez-vous libre de …: A. De dire ce que vous pensez B. D'adhérer à l'organisation politique de votre choix
			G20.Etes-vous membre (dirigeant ou non) d'une association? F. Parti politique
			G16a. Avez-vous voté aux dernières élections présidentielles?
		Processus électoral et pluralisme (2)	G17. Dans ce pays, vous sentez-vous libre de …: C. De choisir pour qui voter sans pression
			G2. La démocratie est souvent associée aux caractéristiques suivantes. b) sont-elles respectées dans le pays ? E. Elections libres et transparentes
		Culture politique (3)	F. Liberté d'association
			G22. Etes-vous intéressé par la politique?
			G23. Vous arrive-t-il souvent de parler de politique avec vos proches (famille, amis, relations)?
	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe (2)	Droits sociaux des femmes (2)	G5a_E Pensez-vous qu'il y a discrimination liée au genre/sexe ?
			G6b. Selon vous, les femmes devraient-elles avoir les mêmes chances que les hommes ?
2- Etat de droit (12 variables)	Système judiciaire (2 variables)	Indépendance (1)	G7. b) Leur faites-vous confiance ? (B. La justice)
		Efficacité (1)	G14. Pensez-vous que les groupes suivants sont impliqués dans la corruption? (D. Les juges, magistrats, personnels de la justice)
	Absence de corruption (10 variables)	Indice de perception de la corruption (10)	G12. Pensez-vous que la corruption constitue un problème pour le pays ?
			G14. Pensez-vous que les groupes suivants sont impliqués dans la corruption? (Sauf D. Les juges, magistrats, personnels de la justice)
3- Paix et sécurité (41 variables)	Sécurité nationale (2 variables)	Conflits (3)	P9a. De nos jours, pensez-vous que le degré de tension ou de violence qui existe-entre les différents groupes vivant dans votre localité est important?
			P9c. Si vous considérez votre localité, au cours des 12 derniers mois, le risque de violence entre les différents groupes a-t-il augmenté ?
			P9d. A votre avis, pensez-vous que la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois?
	Sécurité publique (38 variables)	Degré de confiance à l'Etat (1)	P11. Faites-vous confiance à l'Etat pour assurer votre protection, celle de votre ménage et de vos biens contre la criminalité et la violence?
		Degré de confiance entre citoyens (14)	P12a. Dans votre pays, êtes-vous capables de faire confiance à la plupart des gens qui vous entourent?

Composantes (i)	Sous-indicateur (j)	Index (nombre de variables) (k)	Questions
			P12b. De manière spécifique, avez-vous confiance à … :
			P2. Vous sentez-vous en sécurité dans les situations suivantes ?
		Criminalité violente (7)	P4a. Au cours des 12 derniers mois, vous a-t-on menacé avec une arme à feu?
			P4b. Vous a-t-on menacé avec un autre type d'arme (ex. couteau, machette)?
			P3a. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous vécu les situations suivantes (A-E ci-dessous)?
		Discrimination par les forces de l'ordre (12)	P6a. Pensez-vous que les forces de l'ordre de ce pays font de la discrimination sur la base de ...?
			P6b. Avez-vous déjà été victime de discrimination du fait de votre...?
		Efficacité des Forces de l'ordre face au problème de sécurité (3)	P7. Dans l'ensemble, diriez-vous que les forces de l'ordre dans ce pays sont efficaces dans la résolution des problèmes de sécurité?
		Appréciation globale par rapport à la sécurité (1)	P13. Tout compte fait, diriez-vous que vous vous sentez: A. En sécurité?

Liste des tableaux

Tableau 16.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur le fonctionnement de la démocratie et sur les différents systèmes politiques pour gouverner le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 *133*
Tableau 16.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés selon les pays, UEMOA, 2017-2018 ..... *133*
Tableau 16.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux respectés par caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *134*
Tableau 16.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme par pays et groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018 ..... *134*
Tableau 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *135*
Tableau 16.6 : Niveau d'appréciation des index de la composante des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 ..... *136*
Tableau 16.7 : Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018 ..... *136*

Tableau 16.1 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur le fonctionnement de la démocratie et sur les différents systèmes politiques pour gouverner le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les systèmes politiques suivants sont souhaitables:				Effectif des 18 ans et plus
		Avoir à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections	Que ce soient des technocrates, et non des hommes politiques, qui décident ce qui est bon pour le pays	Que l'armée dirige le pays	Avoir un système politique démocratique	
Pays						
Bénin	64,6	28,7	55,1	23,2	82,2	5 409 121
Burkina Faso	67,5	29,8	53,6	29,5	81,7	7 785 587
Côte d'Ivoire	64,0	21,7	41,8	7,9	83,4	12 526 422
Guinée-Bissau	54,2	23,9	49,6	14,8	78,2	724 454
Mali	61,9	30,1	64,1	37,9	82,9	7 886 896
Niger	73,7	27,4	50,3	31,2	79,7	6 689 484
Sénégal	68,1	34,7	52,2	9,0	77,9	7 419 658
Togo	41,7	17,5	43,5	14,1	80,7	3 715 021
Ensemble UEMOA	**64,4**	**27,2**	**51,1**	**20,9**	**81,4**	**52 156 643**
Sexe						
Homme	62,7	27,1	50,6	21,2	80,9	24 597 939
Femme	65,9	27,3	51,5	20,7	81,9	27 558 705
Niveau d'instruction						
Aucun	68,3	29,1	52,5	23,9	81,0	31 656 632
Primaire	62,9	25,3	50,2	18,3	82,4	8 600 938
Secondaire	56,5	24,3	48,6	15,9	81,4	9 203 944
Supérieur	50,4	21,3	46,0	11,5	83,4	2 665 748

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 16.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les principes fondamentaux de la démocratie sont essentiels et respectés selon les pays, UEMOA, 2017-2018

Principes fondamentaux de la démocratie		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Ensemble UEMOA
Liberté expression	Essentiel	87,5	83,8	87,0	82,3	89,2	81,8	85,5	96,1	86,3
	Respecté	62,8	75,8	64,2	54,8	63,1	74,0	76,2	89,8	69,7
Liberté de la presse	Essentiel	89,9	86,9	89,2	83,5	91,0	87,1	88,3	96,5	89,1
	Respecté	63,3	78,6	67,3	54,7	67,7	76,5	79,7	90,0	72,6
Egalité devant la loi	Essentiel	90,6	88,3	88,6	82,1	90,5	89,3	88,2	95,6	89,3
	Respecté	54,5	66,8	60,4	45,6	43,1	71,3	66,4	86,9	61,2
Liberté politique (choix de son parti)	Essentiel	91,0	90,5	91,0	89,1	93,7	91,3	91,0	96,9	91,7
	Respecté	71,3	82,5	76,1	72,6	82,6	83,9	86,5	90,9	80,9
Elections libres et transparentes	Essentiel	92,5	90,7	91,6	86,6	93,8	91,4	90,7	95,8	91,8
	Respecté	64,3	76,6	64,8	62,2	64,4	75,5	83,3	87,3	71,5
Absence de discrimination	Essentiel	89,7	90,0	89,8	81,4	90,9	90,7	87,1	96,2	89,9
	Respecté	51,7	73,8	68,0	53,3	62,3	76,4	75,4	88,4	69,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 16.3 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon le nombre de principes fondamentaux respectés par caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Nombre de principes respectés										
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	Total
Pays											
Bénin	12,6	2,2	3,2	4,9	6,3	7,1	7,5	8,5	11,3	36,4	100,0
Burkina Faso	8,1	1,8	2,8	4,9	5,5	5,5	6,9	8,4	10,2	45,8	100,0
Côte d'Ivoire	6,4	1,8	2,7	6,8	7,5	5,9	6,4	6,4	9,2	46,8	100,0
Guinée-Bissau	15,1	3,0	2,3	5,0	7,8	6,4	8,0	8,8	8,7	34,9	100,0
Mali	6,0	1,9	2,5	4,1	6,9	9,7	10,9	13,5	11,6	32,9	100,0
Niger	5,0	1,3	1,9	3,0	4,6	4,7	5,6	8,0	10,2	55,6	100,0
Sénégal	6,0	1,1	1,4	2,1	3,0	4,2	5,7	8,7	12,8	54,9	100,0
Togo	8,3	2,8	4,0	8,0	9,4	8,1	8,2	10,0	8,9	32,3	100,0
Ensemble UEMOA	**7,3**	**1,8**	**2,5**	**4,8**	**6,1**	**6,3**	**7,2**	**8,8**	**10,6**	**44,6**	**100,0**
Sexe											
Homme	7,4	1,8	2,7	5,1	6,4	6,7	7,7	8,9	10,6	42,8	100,0
Femme	7,2	1,8	2,4	4,6	5,8	6,0	6,9	8,7	10,5	46,1	100,0
Quintile de niveau de vie											
Le plus pauvre	7,4	1,8	2,4	4,6	5,7	5,8	6,5	7,9	10,1	47,9	100,0
Second	7,7	1,8	2,2	4,7	5,5	5,9	6,7	8,8	10,5	46,2	100,0
Moyen	7,2	1,8	2,5	4,8	6,0	6,1	7,6	8,9	10,6	44,6	100,0
Quatrième	7,1	1,8	2,8	5,0	6,1	6,6	7,6	9,0	10,5	43,5	100,0
Le plus riche	7,2	1,8	2,6	4,9	6,9	6,9	7,5	9,1	10,9	42,3	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 16.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme par pays et groupe d'âges, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Les droits de l'homme sont-ils respectés ?				
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Pays					
Bénin	23,8	39,5	29,5	7,2	100,0
Burkina Faso	32,9	66,6	0,5	0,0	100,0
Côte d'Ivoire	23,4	36,4	28,4	11,9	100,0
Guinée-Bissau	20,6	47,3	8,5	23,6	100,0
Mali	24,7	37,1	29,4	8,7	100,0
Niger	31,8	44,9	18,6	4,7	100,0
Sénégal	29,3	43,5	21,1	6,2	100,0
Togo	14,9	32,4	35,4	17,3	100,0
Ensemble UEMOA	**26,0**	**42,0**	**23,6**	**8,4**	**100,0**
Sexe					
Homme	25,2	40,9	24,7	9,2	100,0
Femme	26,6	43,0	22,7	7,7	100,0
Groupe d'âges					
18 - 34 ans	25,8	42,0	23,7	8,5	100,0
35 ans et plus	26,1	42,1	23,5	8,3	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 16.5 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a discrimination et pourcentage ayant subi des discriminations par sources de discrimination selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Discrimination basée sur:												% des 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme [1]
	Ethnicité		Origine régionale		Religion		Situation économique (pauvreté)		Genre/sexe		Handicap		
	Opinion	Victime	Opinion	Victime	Opinion	Victime	Opinion	Victime	Opinion	Victime	Opinion	Victime	
Pays													
Bénin	42,0	9,0	43,8	9,7	40,7	8,5	52,5	19,5	45,1	11,4	42,6	6,1	28,5
Burkina Faso	13,8	3,8	13,7	3,5	13,9	3,3	27,5	7,9	15,6	3,8	14,9	2,8	13,2
Côte d'Ivoire	21,6	6,1	22,1	5,8	19,0	4,3	28,9	10,6	18,9	4,3	18,2	2,9	16,9
Guinée-Bissau	25,7	2,8	24,2	2,3	23,5	2,2	29,4	4,4	24,4	2,5	24,7	2,1	7,4
Mali	18,5	4,1	15,0	3,4	14,4	3,2	35,9	9,7	17,8	4,4	16,1	3,0	13,8
Niger	9,5	5,7	11,2	6,1	9,4	3,7	21,8	12,4	9,9	4,6	9,1	3,4	17,4
Sénégal	8,6	3,7	7,8	3,2	7,1	2,8	22,2	7,1	10,1	3,8	14,5	3,0	10,8
Togo	31,7	7,8	31,5	6,7	19,6	4,2	37,1	12,4	20,9	5,5	20,1	2,7	20,5
Ensemble UEMOA	**19,4**	**5,4**	**19,2**	**5,2**	**17,0**	**4,1**	**30,9**	**10,7**	**18,7**	**5,0**	**18,4**	**3,3**	**16,4**
Sexe													
Homme	20,3	6,0	20,0	5,6	17,5	4,4	32,0	11,7	18,9	4,7	18,8	3,4	17,5
Femme	18,6	4,9	18,6	4,8	16,5	3,9	29,9	9,8	18,6	5,2	18,1	3,2	15,4
Statut migratoire													
Non migrant	18,2	5,1	18,2	5,0	16,3	4,0	29,9	10,6	18,1	5,0	17,6	3,4	15,9
Migrant	23,4	6,4	22,9	5,8	19,2	4,5	34,3	11,3	21,0	4,8	21,0	3,0	18,0
Quintile de niveau de vie													
Le plus pauvre	18,5	5,3	18,2	5,1	16,0	4,1	28,6	10,9	17,5	5,0	16,9	3,4	16,4
Second	19,2	5,2	19,0	5,0	16,6	3,8	29,7	10,3	17,7	4,3	17,7	3,0	15,8
Moyen	19,1	5,3	19,5	5,2	17,2	3,9	31,1	10,7	18,7	5,0	18,5	3,3	16,3
Quatrième	19,5	5,4	19,1	5,1	17,2	4,2	32,0	11,1	19,2	4,9	18,8	3,2	16,5
Le plus riche	20,2	5,7	19,9	5,4	17,4	4,4	32,0	10,5	19,7	5,3	19,4	3,5	16,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] Indicateur ODD 10.3.1

Tableau 16.6 : Niveau d'appréciation des index de la composante des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018

Index de la composante des droits de l'homme et participation	Etats membres de l'UEMOA								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ensemble UEMOA**
Liberté de la presse	0,633	0,768	0,674	0,542	0,679	0,766	0,797	0,877	**0,725**
Respect des droits civils	0,545	0,650	0,605	0,452	0,431	0,715	0,664	0,846	**0,612**
Liberté politique	0,712	0,809	0,761	0,717	0,827	0,841	0,865	0,888	**0,807**
Liberté de religion	0,814	0,896	0,887	0,792	0,899	0,919	0,915	0,914	**0,891**
Participation à la vie politique	0,577	0,504	0,469	0,324	0,582	0,599	0,529	0,507	**0,529**
Processus électoral et pluralisme	0,671	0,689	0,664	0,506	0,720	0,770	0,783	0,632	**0,703**
Culture politique	0,691	0,770	0,724	0,666	0,728	0,799	0,850	0,710	**0,754**
Droits sociaux des femmes	0,564	0,720	0,810	0,745	0,731	0,667	0,801	0,813	**0,738**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 16.7 : Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	**Droit de l'homme et participation**
Pays				
Bénin	0,666	0,636	0,564	**0,636**
Burkina Faso	0,736	0,615	0,720	**0,654**
Côte d'Ivoire	0,714	0,597	0,810	**0,660**
Guinée-Bissau	0,609	0,478	0,745	**0,553**
Mali	0,694	0,661	0,731	**0,680**
Niger	0,796	0,703	0,667	**0,728**
Sénégal	0,800	0,692	0,801	**0,740**
Togo	0,730	0,598	0,813	**0,665**
Ensemble UEMOA	**0,732**	**0,639**	**0,738**	**0,679**
Sexe du chef de ménage				
Homme	0,735	0,643	0,732	**0,681**
Femme	0,718	0,618	0,765	**0,664**
Niveau d'instruction du chef de ménage				
Aucun	0,755	0,655	0,724	**0,692**
Primaire	0,723	0,631	0,755	**0,674**
Secondaire	0,686	0,605	0,764	**0,649**
Supérieur	0,650	0,589	0,758	**0,629**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 17: Qualité des institutions et corruption

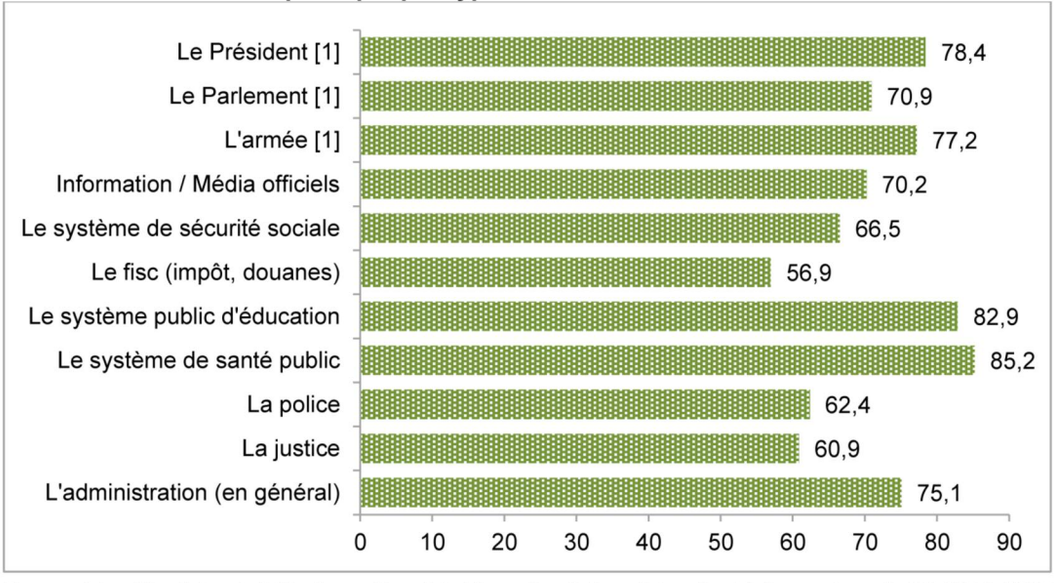
Certaines institutions, de par leur mission sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

17.1. Accès et confiance dans les institutions

La qualité des institutions et des services de l'Etat dépend de leur accessibilité, de la satisfaction qu'on en tire et surtout de la confiance que les populations placent en elles. Ainsi, pour apprécier l'accessibilité de ces institutions, il a été demandé aux populations si elles ont fréquenté au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, les institutions comme l'administration générale, la justice, la police les services de santé et d'éducation, le fisc, etc.

La demande de service crée le contact des populations avec les institutions dont la mission est basée sur l'offre de services liés à la GPS. L'accès et la confiance que les populations ont des différentes institutions sont mesurés dans le Graphique 7. Il en ressort que les services publics de santé et d'éducation sont les plus sollicités en raison des proportions enregistrées, respectivement 85,2% et 82,9%. L'administration (en général) et les médias officiels pour les besoins en informations se classent en deuxième catégorie des sollicitations avec respectivement 75,1% et 70,2%.

Graphique 17.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018
[1] Sans les données du Togo.

17.2. Situation de la corruption

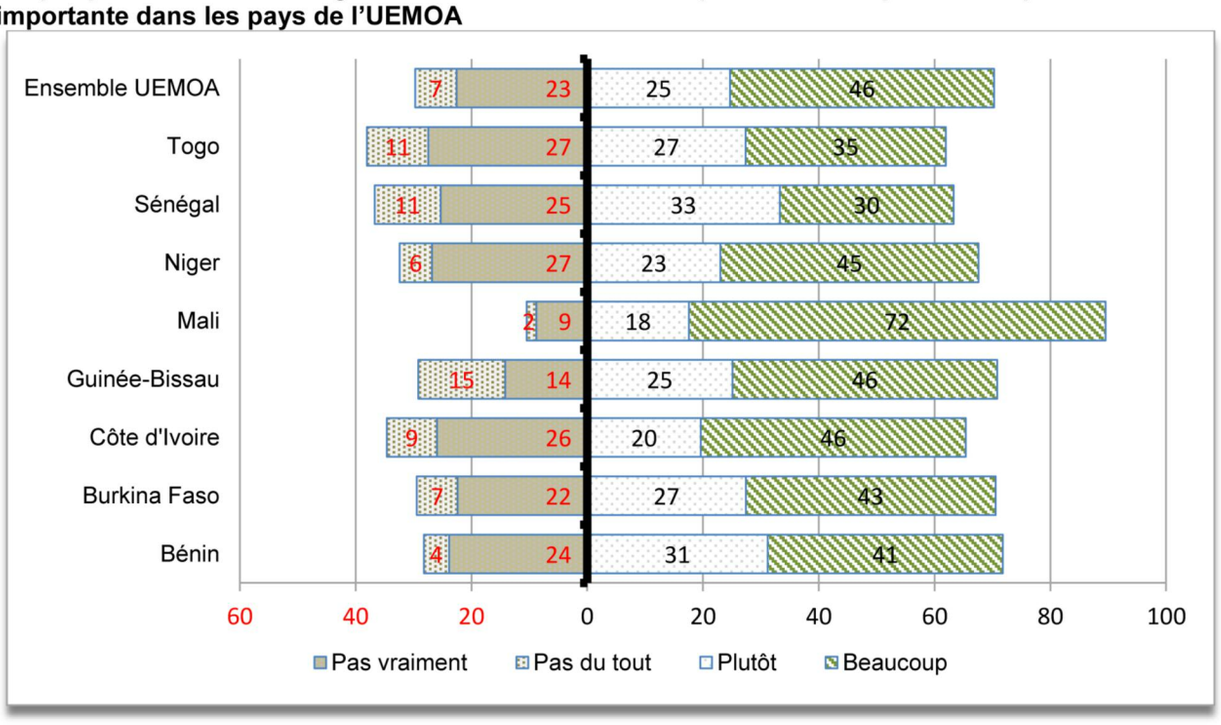
Considéré comme un facteur qui handicape le développement économique et social, la corruption prend de plus en plus de l'ampleur dans nos sociétés. Certaines institutions, de par leur mission sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce

phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions.

La corruption est perçue par 71% des personnes âgées de 18 ans et plus comme étant un problème important au sein de l'Union et plus de 46% d'entre elles trouvent ce phénomène comme étant un problème beaucoup important au sein de l'Union. Cette perception de la corruption est d'acuité quelle que soit le pays. Ainsi, les proportions observées varient entre 62,0% pour le Togo et 89,6% pour le Mali.

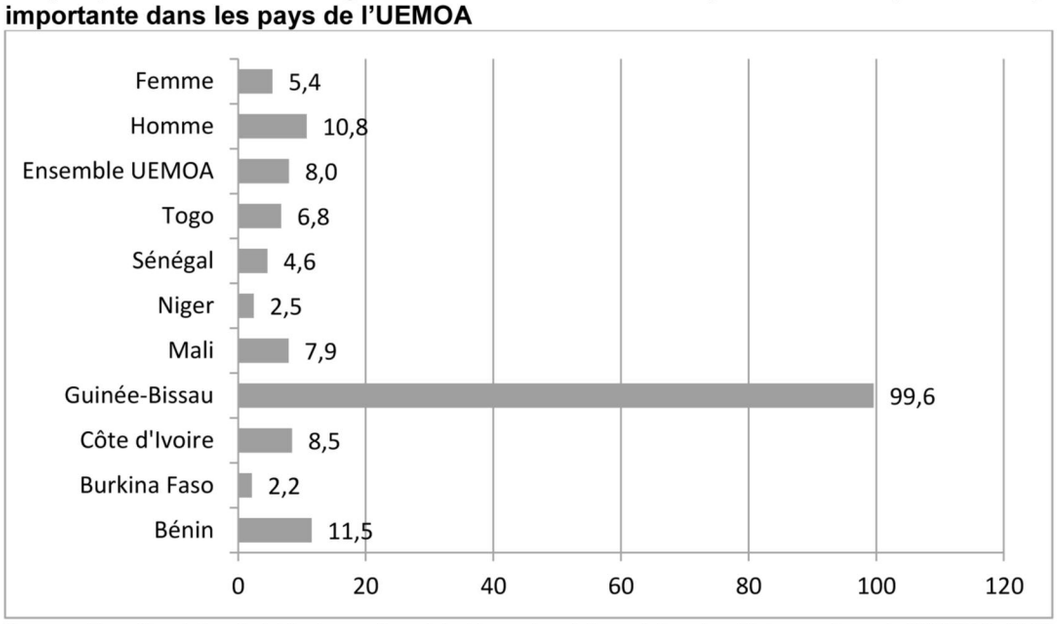
Graphique 17.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans les pays de l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

La proportion, des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin, reste relativement faible au sein de l'Union, est de 8%. C'est en Guinée Bissau que cette proportion explose avec 99,6% ces cas et au Bénin où elle est de 11,5% au Bénin et 8,5% en Côte d'Ivoire.

Graphique 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans les pays de l'UEMOA

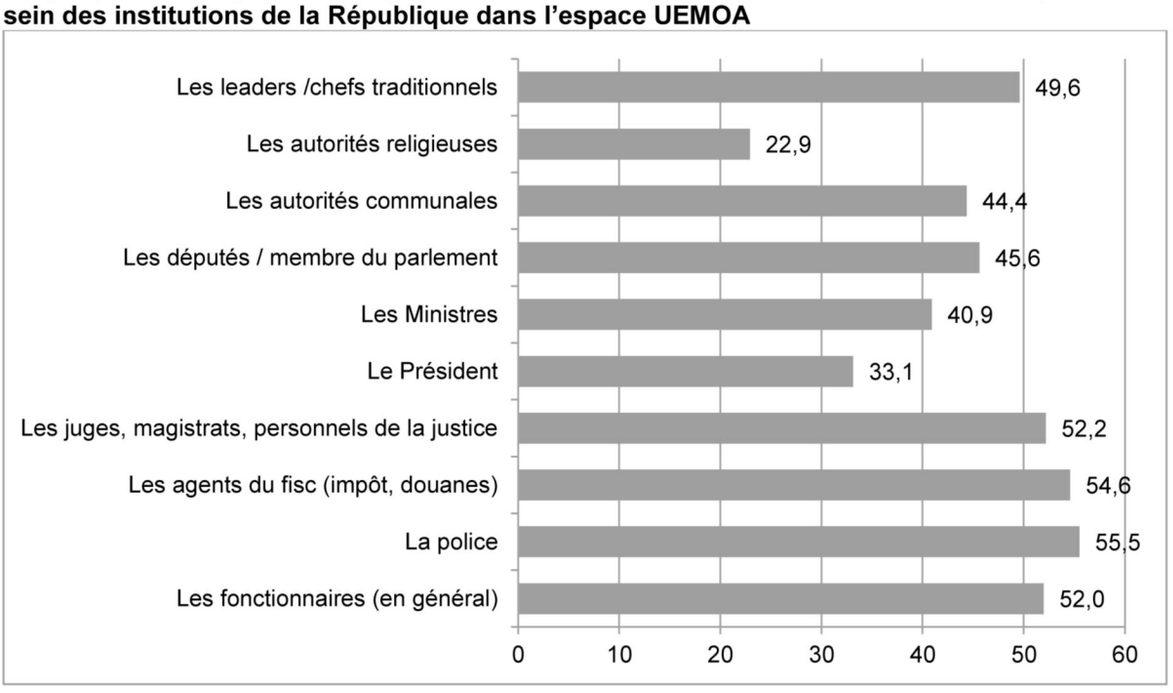


Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Pour les populations, la corruption semble être un phénomène réel qui touche, à des degrés différents, toutes les institutions et services de la République. Ainsi, pour plus de 50% des personnes âgées de 18 ans et plus, les institutions les plus corrompues sont la police (55,5%), les agents du fisc (54,2%), les juges, magistrats et personnels de justice (52,2) et les fonctionnaires (52,0%). Pour respectivement 22,9% et 33,1%% des nigériens, les structures les moins touchées par la corruption sont les autorités religieuses et le Président.

Le degré de corruption au sein des institutions dépend de certaines caractéristiques démographiques de la population. En effet, si, selon le sexe et le groupe d'âges, certaines populations classent les fonctionnaires en tête de liste des institutions les plus corrompues, pour d'autres par contre, les agents du fisc sont les plus corrompus. Ainsi, pour plus de 7 personnes sur 10 (74,4%) vivant à Niamey urbain ou ayant un niveau supérieur (76%), pour plus d'une personne pauvre sur 2 (51,2%) ou ayant un niveau secondaire (52,6%) ou encore chômeur (51,1%), les agents des douanes et des impôts sont les plus corrompus.

Graphique 17.4 : Opinion de la population de 18 ans et plus sur le niveau de la corruption au sein des institutions de la République dans l'espace UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Les résultats du Tableau 17.2 montrent que la corruption est perçue par 70,3% des personnes âgées de 18 ans et plus comme étant un problème important pour le pays et plus de 45% d'entre elles trouvent ce phénomène comme étant un problème beaucoup important au sein de l'Union. Cette perception de la corruption est d'acuité quelle que soit le pays. Ainsi, les proportions observées varient entre 62,0% pour le Togo et 89,6% pour le Mali.

La proportion, des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin, reste relativement faible au sein de l'Union, est de 8%. C'est en Guinée Bissau que cette proportion explose avec 99,6% ces cas et au Bénin où elle est de 11,5% au Bénin et 8,5% en Côte d'Ivoire.

Liste des tableaux

Tableau 17.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *142*
Tableau 17.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *143*
Tableau 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *143*
Tableau 17.4 : Degré de la corruption au sein des institutions de la république selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *144*

Tableau 17.1 : Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socio-démographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système de santé public	Le système public d'éducation	Le fisc (impôt, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information / Média officiels	L'armée	Le Parlement	Le Président
Pays											
Bénin	60,3	54,5	55,1	77,1	72,9	46,3	54,4	62,8	57,0	56,3	55,9
Burkina Faso	79,0	63,9	69,2	85,8	84,8	55,9	66,9	72,7	81,4	79,2	83,4
Côte d'Ivoire	72,0	59,6	56,8	82,7	82,0	55,5	67,9	69,1	71,3	74,7	82,7
Guinée-Bissau	61,3	55,7	50,9	81,5	80,0	43,0	52,0	69,5	52,5	47,0	57,8
Mali	75,0	56,3	56,2	86,1	82,7	58,5	64,9	70,5	79,0	63,3	68,7
Niger	73,7	53,6	58,1	90,6	84,9	58,3	64,8	71,4	88,6	78,8	86,4
Sénégal	85,1	74,2	75,3	86,1	84,9	66,3	75,2	72,5	87,2	69,5	87,3
Togo	69,3	65,1	71,6	87,3	89,8	62,2	72,5	76,4			
Ensemble UEMOA	**75,1**	**60,9**	**62,4**	**85,2**	**82,9**	**56,9**	**66,5**	**70,2**	**77,2**	**70,9**	**78,4**
Sexe											
Homme	75,1	61,9	61,7	83,7	82,2	59,1	68,1	70,9	76,6	69,2	77,1
Femme	75,0	59,6	63,2	86,5	83,5	54,1	64,9	69,4	77,7	72,4	79,6
Niveau d'instruction											
Aucun	74,2	58,9	63,2	87,2	83,1	56,7	64,0	71,0	79,2	74,5	80,5
Primaire	74,9	61,2	62,8	84,3	83,8	56,0	66,4	71,8	75,8	67,7	77,3
Secondaire	75,8	62,4	61,3	82,2	83,0	56,0	70,1	68,4	74,0	64,4	74,4
Supérieur	77,1	66,1	59,8	77,8	79,8	62,0	72,4	67,4	66,9	57,3	69,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 17.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	La corruption constitue un problème pour le pays					
	Beaucoup	Plutôt	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Pays						
Bénin	40,6	31,2	71,8	23,9	4,4	100,0
Burkina Faso	43,2	27,4	70,6	22,4	7,1	100,0
Côte d'Ivoire	45,8	19,6	65,4	26,0	8,6	100,0
Guinée-Bissau	45,8	25,1	70,8	14,2	15,0	100,0
Mali	72,0	17,6	89,6	8,8	1,7	100,0
Niger	44,5	23,0	67,6	26,8	5,6	100,0
Sénégal	30,0	33,3	63,3	25,3	11,4	100,0
Togo	34,6	27,4	62,0	27,4	10,6	100,0
Ensemble UEMOA	**45,6**	**24,7**	**70,3**	**22,6**	**7,1**	**100,0**
Sexe						
Homme	47,8	23,8	71,6	21,4	7,0	100,0
Femme	43,7	25,4	69,1	23,6	7,3	100,0
Niveau d'instruction						
Aucun	42,8	25,1	67,9	24,6	7,6	100,0
Primaire	46,7	25,4	72,1	21,1	6,8	100,0
Secondaire	51,1	23,7	74,8	18,7	6,5	100,0
Supérieur	56,5	20,7	77,3	17,2	5,5	100,0
Profil migratoire						
Natif	44,9	24,9	69,8	23,0	7,2	100,0
Migration interne	49,6	24,1	73,7	19,8	6,5	100,0
Migration internationale	41,9	23,0	64,9	26,7	8,4	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 17.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin							
	Souvent	Parfois	Rarement	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]	Jamais	ne sait pas	Total	Effectif
Pays								
Bénin	1,1	2,0	8,5	11,5	87,3	1,2	100,0	2 859 838
Burkina Faso	0,5	0,6	1,1	2,2	97,8	0,0	100,0	5 951 237
Côte d'Ivoire	2,3	3,2	3,0	8,5	90,0	1,5	100,0	9 066 634
Guinée-Bissau	0,0	0,1	99,4	99,6	0,3	0,1	100,0	724 260
Mali	1,2	2,1	4,7	7,9	91,6	0,5	100,0	4 730 313
Niger	0,5	0,8	1,1	2,5	97,4	0,1	100,0	4 702 191
Sénégal	0,8	1,1	2,7	4,6	94,5	0,9	100,0	5 172 709
Togo	1,6	1,7	3,4	6,8	93,0	0,2	100,0	2 204 132
Ensemble UEMOA	**1,2**	**1,7**	**5,0**	**8,0**	**91,3**	**0,7**	**100,0**	**35 411 314**
Sexe								
Homme	2,0	2,7	6,1	10,8	88,5	0,8	100,0	17 067 165
Femme	0,4	0,9	4,1	5,4	94,0	0,6	100,0	18 344 149
Niveau d'instruction								
Aucun	0,8	1,4	4,1	6,3	93,1	0,6	100,0	21 071 614
Primaire	1,7	2,1	7,9	11,7	87,4	0,9	100,0	5 941 039
Secondaire	1,7	2,1	5,3	9,1	90,1	0,8	100,0	6 443 166
Supérieur	2,3	3,2	5,3	10,7	88,0	1,3	100,0	1 938 468
Profil migratoire								
Natif	0,9	1,4	5,0	7,3	92,1	0,6	100,0	27 070 758
Migration interne	2,1	2,7	5,5	10,2	88,8	1,0	100,0	6 853 410
Migration internationale	1,9	3,4	4,6	10,0	88,8	1,2	100,0	1 381 758

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] Indicateur ODD 16.5.1

Tableau 17.4 : Degré de la corruption au sein des institutions de la république selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Les fonctionnaires (en général)	La police	Les agents du fisc (impôt, douanes)	Les juges, magistrats, personnels de la justice	Le Président	Les Ministres	Les députés / membre du parlement	Les autorités communales	Les autorités religieuses	Les leaders /chefs traditionnels	Effectif
Pays											
Bénin	67,4	65,4	72,2	69,7	55,9	62,9	69,1	64,3	38,4	67,4	5 408 068
Burkina Faso	51,3	47,5	55,3	58,2	27,5	37,9	43,5	44,3	20,5	51,3	7 207 248
Côte d'Ivoire	48,0	62,9	51,5	45,3	21,5	29,9	35,9	38,2	17,2	48,0	12 526 422
Guinée-Bissau	73,1	57,7	52,7	69,4	68,8	62,0	27,5	34,6	100,0	73,1	724 454
Mali	73,0	72,8	72,6	74,7	58,9	66,3	68,0	62,0	28,9	73,0	7 885 239
Niger	38,7	33,6	37,2	32,6	21,4	26,8	33,2	33,7	16,0	20,4	6 684 513
Sénégal	39,1	45,8	41,7	34,6	16,6	25,2	32,5	31,2	13,9	39,1	7 419 658
Togo	44,6	53,3	56,9	57,3	42,1	50,2	52,6	46,2	27,4	44,6	3 715 021
Ensemble UEMOA	**52,0**	**55,5**	**54,6**	**52,2**	**33,1**	**40,9**	**45,6**	**44,4**	**22,9**	**49,6**	**51 570 624**
Sexe											
Homme	54,1	58,1	56,8	54,1	34,4	42,5	47,1	46,1	24,1	51,7	24 334 712
Femme	50,0	53,2	52,6	50,5	32,0	39,5	44,3	42,8	21,9	47,7	27 235 912
Niveau d'instruction											
Aucun	49,1	50,8	50,6	48,9	31,1	38,0	42,9	41,0	20,7	46,0	31 163 500
Primaire	52,7	59,3	56,4	53,3	33,7	41,8	45,5	45,3	24,6	51,3	8 533 427
Secondaire	57,9	63,7	62,2	59,0	37,8	47,2	52,1	51,4	26,9	56,7	9 181 526
Supérieur	62,7	70,5	68,2	63,5	39,1	50,3	55,0	56,1	29,4	61,3	2 662 790
Situation d'activité											
Actif occupé	54,3	59,2	57,9	55,9	36,5	44,3	48,7	47,3	25,2	52,7	23 875 418
Chômeur BIT	61,0	66,5	67,0	65,5	42,8	53,1	55,5	57,2	31,0	58,7	939 655
Inactif	52,9	53,3	53,6	52,3	33,5	40,5	45,1	43,5	23,0	49,2	16 581 301
Cherche du travail mais pas disponible	57,9	57,6	56,9	56,5	37,1	44,7	50,5	50,0	22,0	54,4	214 637
Pas chercher du travail mais disponible	50,8	54,4	55,5	52,8	31,9	41,7	45,5	45,1	20,6	46,4	2 449 733
Pas chercher du travail et pas disponible mais désire travailler	50,3	51,6	51,6	48,5	33,6	41,1	44,5	45,3	19,4	45,6	1 918 774

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 18: Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des reformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance. C'est l'objectif de ce chapitre qui présente les résultats relatifs à l'appréciation des citoyens sur les thématiques de l'état de la gouvernance : i) la gouvernance administrative par l'écoute des aspirations de la population notamment celles des minorités par les autorités et l'opinion des populations sur la gouvernance locale, ii) la participation citoyenne et politisation ainsi que iii) la perception de l'état de droit.

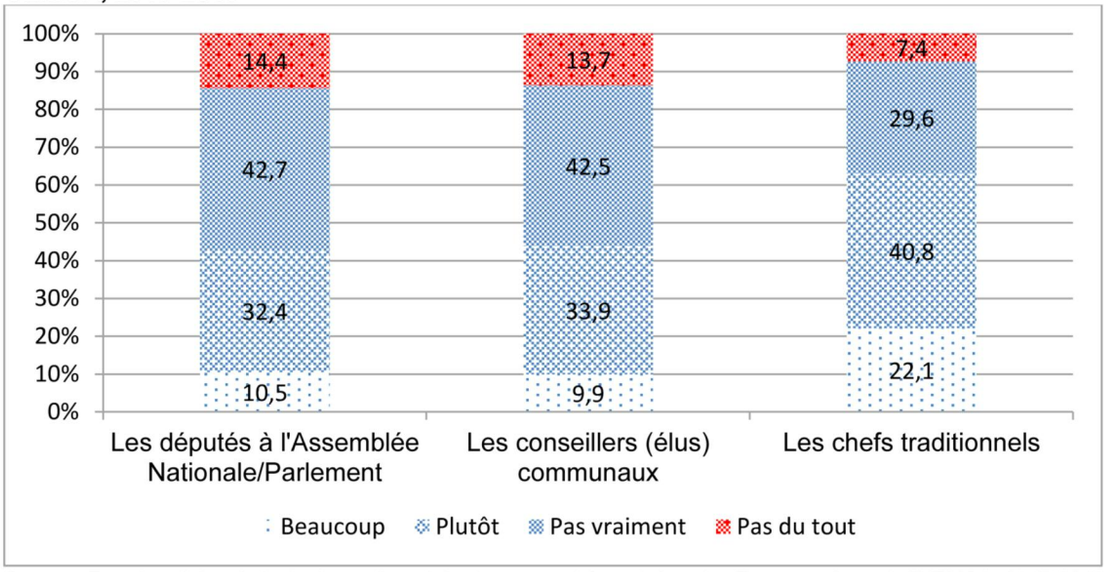
Ce chapitre permet d'apprécier l'état de la gouvernance au sein de l'Union. Concept multidimensionnel, la gouvernance peut être appréhendée par certaines caractéristiques principales telles que la gestion efficace des ressources, l'accès à l'information, l'implication des individus à la citoyenneté et à la vie politique. L'analyse porte sur l'opinion des individus de 18 ans et plus en matière de gouvernance administrative à travers un certain nombre de critères et permet d'apprécier l'Etat de droit et la participation des citoyens à la vie politique.

18.1. Gouvernance administrative

La bonne gouvernance voudrait que les autorités soient plus proches de la population pour être à l'écoute des aspirations de cette dernière. Cette section cherche à capter l'opinion des répondants sur l'effort des autorités dans la prise en compte de leurs aspirations.

Le Graphique 18.1 présente l'opinion des personnes de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités dans l'espace UEMOA. Les résultats font ressortir de façon globale que 62,9% des personnes estiment que les citoyens sont consultés dans la prise de décision par les Chefs traditionnels. Cette proportion est respectivement de 42,9% et 43,8% en ce qui concerne les députés et les conseillers communaux.

Graphique 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités dans l'espace UEMOA, UEMOA, 2017-2018



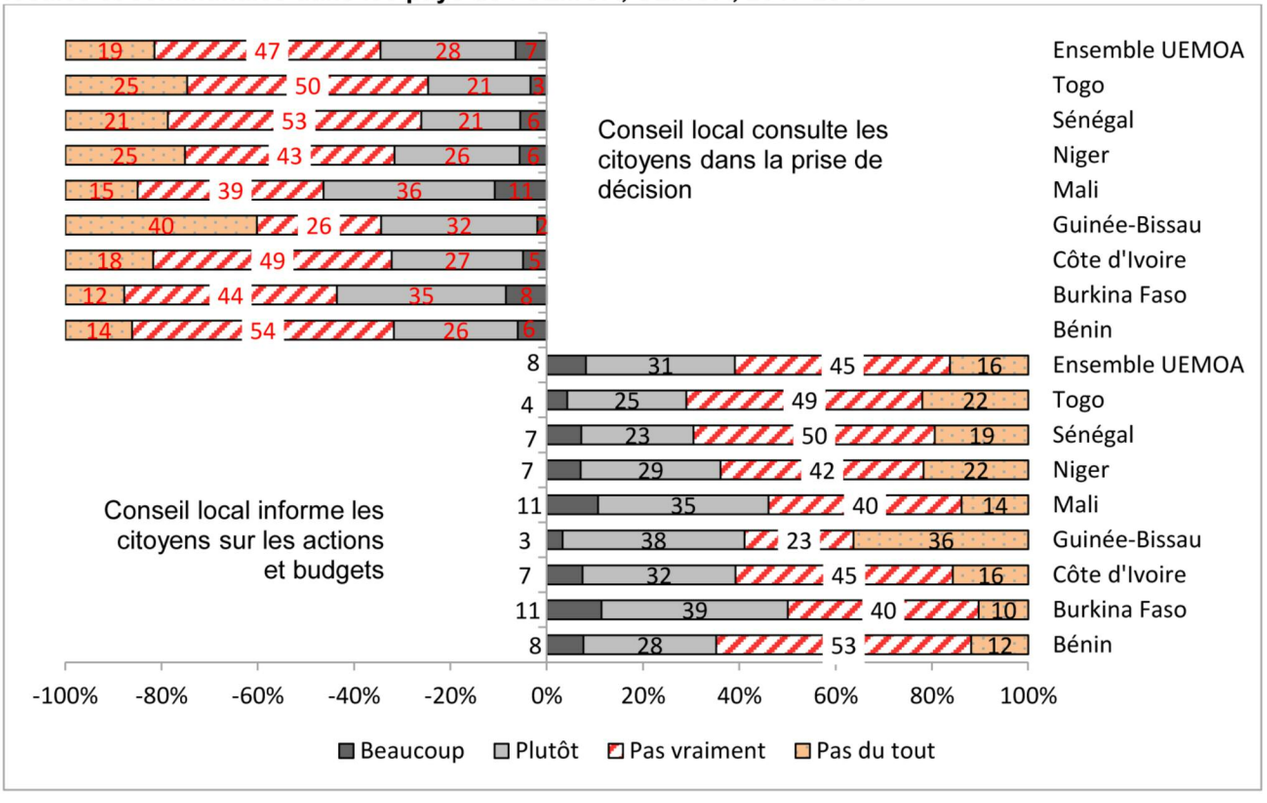
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

La bonne gouvernance voudrait que les autorités soient plus proches de la population pour être à l'écoute des aspirations de cette dernière. Cette section cherche à capter l'opinion des répondants sur l'effort des autorités dans la prise en compte de leurs aspirations.

Les résultats ci-dessous présentent la répartition des opinions des populations de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales. En particulier, il s'agit ici d'appréhender le niveau d'accessibilité d'informations des citoyens sur les programmes d'action et budgets, ainsi que sur les consultations des citoyens dans la prise des décisions des autorités locales. Précisons que la transparence dans la gestion de la chose publique, la participation des citoyens dans toutes de décisions les concernant et la redevabilité à leur égard sont des vertus cardinales de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

Le Graphique 18.2 présente l'opinion des personnes de 18 ans et plus sur les conseillers (élus) communaux au sein de l'Union. Les résultats font ressortir de façon globale, 35% des personnes estiment que les citoyens sont consultés dans la prise de décision au niveau local. Selon les pays cette proportion est de 32% pour le Bénin, 43% pour le Burkina Faso, 32% pour la Côte d'Ivoire, 34% pour la Guinée Bissau, 47% pour le Mali, 32% pour le Niger, 27% pour le Sénégal et 24% pour le Togo.

Graphique 18.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales dans les pays de l'UEMOA, UEMOA, 2017-2019



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

18.2. Participation citoyenne et politisation

Le bon fonctionnement d'un régime démocratique suppose la tenue des élections périodiques, libres et transparentes, qui traduisent la volonté et les aspirations populaires. Les citoyens sont ainsi appelés à participer massivement aux échéances électorales pour installer effectivement toutes les institutions républicaines. Alors, une forte participation électorale est plus que jamais souhaitable.

Globalement, au sein de l'Union plus de 67% des personnes âgées de 18 ans et plus ont déclaré avoir pris part aux dernières élections. La participation aux dernières échéances électorales a enregistré plus d'affluences chez les hommes (69,1%) que chez les femmes (66,3%). Cette participation est à une proportion encore moindre à Niamey la capitale où c'est seulement 54,1% des citoyens qui ont participé au vote.

Selon le niveau d'instruction, les citoyens n'ayant aucun niveau ont le plus participé à ces dernières élections (70,0%) contre 62,0% pour ceux ayant un niveau supérieur.

La non-participation électorale des citoyens est en grande partie liée à leur non-enregistrement sur la liste électorale. Dans tous les Etats membres de l'UEMOA l'enrôlement des individus est une condition nécessaire pour participer au vote. Les résultats montrent que 57,7% des personnes évoquent leur non-enregistrement sur la liste électorale comme motif de leur non-participation aux dernières échéances électorales. Pour expliquer leur non-participation électorale 6,3% des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas eu de candidats qui répondent à leurs aspirations.

La démocratie est « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple », (selon Abraham Lincoln (16ème président des États-Unis de 1860 à 1865). A ce titre, les gouvernants doivent informer le peuple (transparence dans la gestion des affaires publiques), doivent le consulter (participation citoyenne) et tenir compte de ses préoccupations dans toute prise de décision le concernant.

Au sein de l'espace UEMOA, moins de la moitié des individus de 18 ans et plus (39%) estiment que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population. Le profil économique des citoyens fait ressortir, que peu de personnes parmi les plus pauvres (39,5%) estiment, que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population, contre 38,3% chez les personnes les plus riches.

Concernant le jeu démocratique, il fonctionne avec d'une part, un parti ou une coalition des partis ayant gagné les élections que l'on nomme majorité et d'autre part, un parti ou une coalition des partis ayant perdu les élections et qui ont choisi d'être le contre-pouvoir que l'on nomme opposition, et éventuellement des partis politiques qui ne sont ni avec la majorité ni avec l'opposition, appelés les non affiliés.

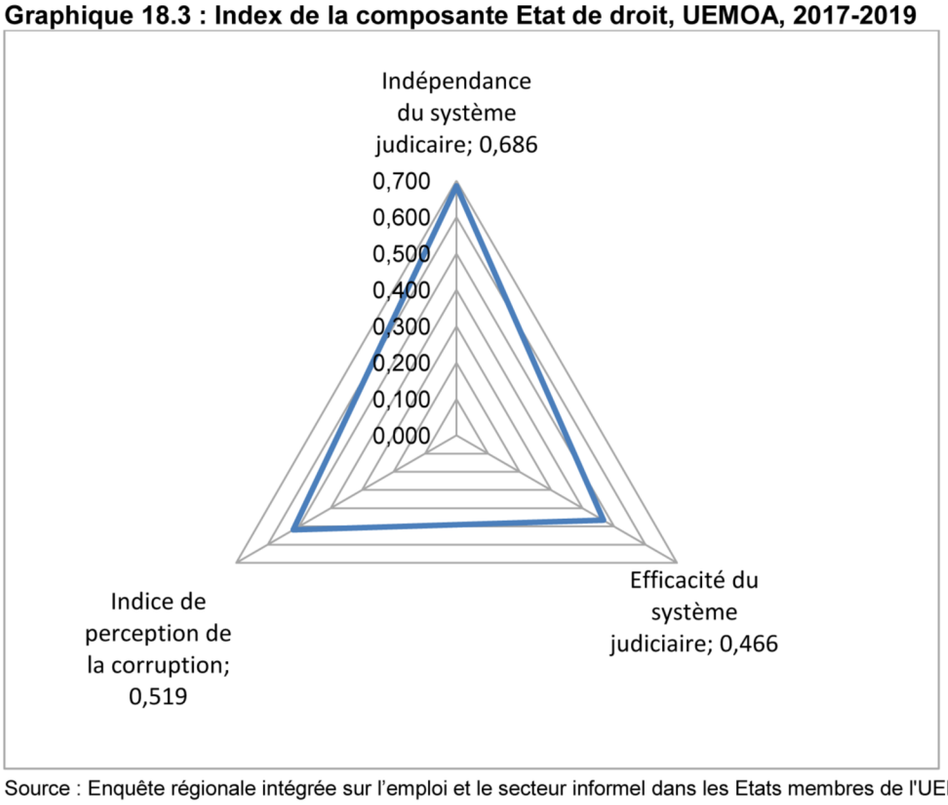
A la question posée aux citoyens de 18 ans et plus, de savoir si le parti qui gouverne donne de la place aux voix des partis politiques de l'opposition, seulement 37,3% des personnes ont répondu par l'affirmative. Cette proportion est très variable selon les pays. Elle varie entre 15,0% (Guinée Bissau) et 51,7% (Burkina Faso).

L'enquête révèle que seuls 33,0% des personnes interrogées pensent que le pouvoir élu tient compte des préoccupations des groupes minoritaires dans les prises de décisions. Cette opinion est partagée par 33,7% des individus les plus riches et 33,2% des plus pauvres.

18.3. Indicateur de perception de l'Etat de droit

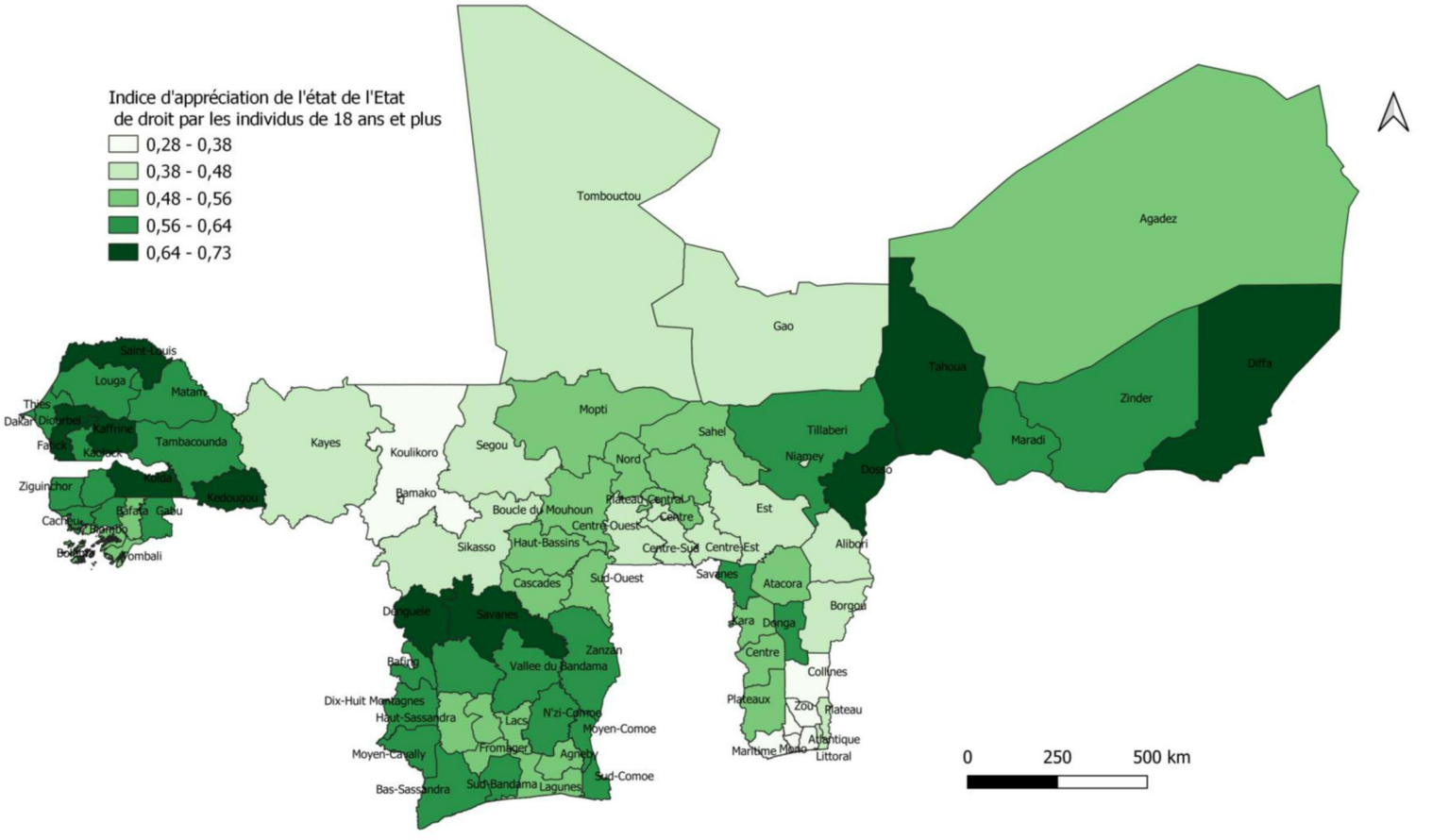
L'analyse des index de la composante Etat de droit met en exergue des niveaux d'appréciation différente des trois index. La population a une bonne appréciation de l'indépendance du système judiciaire au sein de l'espace communautaire avec un indice de 0,686 et une faible appréciation de l'efficacité du système judiciaire (0,466) et de la perception de la corruption (0,519).

Graphique 18.3 : Index de la composante Etat de droit, UEMOA, 2017-2019



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Carte 18.1 : Indice d'appréciation de l'état de droit dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Liste des tableaux

Tableau 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *151*
Tableau 18.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, UEMOA, 2017-2018 ..... *152*
Tableau 18.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections et motifs d'abstention selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *153*
Tableau 18.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *154*
Tableau 18.5 : Niveau d'appréciation des index de la composante de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 ..... *154*
Tableau 18.6 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018 ..... *155*

Tableau 18.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités font de leur mieux pour être à l'écoute de la population par type d'autorités selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

	Les députés à l'Assemblée Nationale/Parlement				Les conseillers (élus) communaux				Les chefs traditionnels				Total
Caractéristiques sociodémographiques	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	
Pays													
Bénin	9,3	31,9	45,3	13,5	8,4	37,9	44,4	9,3	11,0	39,6	41,8	7,6	100,0
Burkina Faso	12,1	36,1	42,0	9,8	11,4	38,3	40,2	10,1	19,3	45,5	29,4	5,8	100,0
Côte d'Ivoire	10,0	36,8	42,4	10,8	7,6	33,7	46,0	12,7	22,5	40,8	30,4	6,3	100,0
Guinée-Bissau	5,9	39,6	19,1	35,3	3,0	36,0	23,8	37,1	6,0	38,5	22,1	33,5	100,0
Mali	16,7	35,6	34,5	13,3	19,6	40,4	29,5	10,6	40,9	41,0	14,1	4,1	100,0
Niger	8,7	28,0	43,5	19,8	8,0	31,6	42,0	18,4	25,9	40,5	26,2	7,4	100,0
Sénégal	8,2	23,9	50,7	17,1	7,8	25,0	51,2	16,0	16,9	39,8	34,1	9,2	100,0
Togo	6,2	26,3	46,3	21,2	4,8	27,6	47,1	20,5	9,9	35,5	41,5	13,1	100,0
Ensemble UEMOA	**10,5**	**32,4**	**42,7**	**14,4**	**9,9**	**33,9**	**42,5**	**13,7**	**22,1**	**40,8**	**29,6**	**7,4**	**100,0**
Niveau d'instruction													
Aucun	11,7	33,4	41,8	13,1	11,2	35,5	41,2	12,1	24,6	41,1	27,8	6,5	100,0
Primaire	9,0	32,6	42,8	15,6	8,7	33,8	42,4	15,1	20,4	41,4	30,0	8,2	100,0
Secondaire	8,7	29,5	45,1	16,7	7,6	30,3	45,4	16,7	17,5	40,2	33,2	9,1	100,0
Supérieur	7,5	29,1	44,7	18,6	6,0	28,2	47,0	18,8	13,8	37,9	37,9	10,4	100,0
Quintile de niveau de vie													
Le plus pauvre	11,9	31,0	43,0	14,2	11,2	32,0	42,9	14,0	23,6	39,3	30,1	7,0	100,0
Second	10,7	33,1	42,2	14,0	10,1	34,7	41,8	13,3	22,3	41,0	29,2	7,5	100,0
Moyen	10,5	32,3	43,0	14,1	10,2	33,7	42,6	13,6	22,0	40,8	30,0	7,2	100,0
Quatrième	9,8	32,7	43,2	14,3	9,0	34,5	43,0	13,5	21,5	41,5	29,7	7,4	100,0
Le plus riche	10,1	32,5	42,2	15,2	9,5	34,3	42,0	14,2	21,7	41,3	29,3	7,8	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 18.2 : Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pensez-vous que le conseil local/communal met bien en pratique les actions suivantes: Informer les citoyens sur les programmes d'action & les budgets				Pensez-vous que le conseil local/communal met bien en pratique les actions suivantes: Consulter les citoyens dans la prise de décision					
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Beaucoup	Plutôt	% estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]	Pas vraiment	Pas du tout	Total
Pays										
Bénin	7,6	27,6	53,0	11,8	6,1	25,7	31,8	54,4	13,9	100,0
Burkina Faso	11,3	38,7	39,6	10,3	8,5	35,1	43,6	44,1	12,3	100,0
Côte d'Ivoire	7,4	31,8	45,2	15,6	5,0	27,3	32,2	49,5	18,3	100,0
Guinée-Bissau	3,2	37,8	22,7	36,3	2,0	32,5	34,5	25,8	39,8	100,0
Mali	10,7	35,4	40,1	13,9	10,8	35,5	46,4	38,6	15,0	100,0
Niger	7,0	29,1	42,1	21,7	5,7	26,0	31,7	43,5	24,9	100,0
Sénégal	7,1	23,3	50,1	19,4	5,6	20,6	26,1	52,6	21,3	100,0
Togo	4,2	24,8	49,0	22,0	3,4	21,2	24,6	50,0	25,3	100,0
Ensemble UEMOA	**8,1**	**31,0**	**44,7**	**16,2**	**6,5**	**28,1**	**34,6**	**46,9**	**18,5**	**100,0**
Niveau d'instruction										
Aucun	8,9	33,2	43,5	14,3	7,4	30,3	37,8	45,8	16,4	100,0
Primaire	7,5	29,5	45,1	17,9	5,8	26,9	32,7	47,3	20,0	100,0
Secondaire	6,7	26,1	47,4	19,8	4,8	23,4	28,3	49,3	22,5	100,0
Supérieur	5,7	25,4	47,6	21,4	3,6	21,0	24,7	51,0	24,4	100,0
Quintile de niveau de vie										
Le plus pauvre	9,0	30,0	44,8	16,2	7,3	27,2	34,5	47,1	18,4	100,0
Second	8,1	31,4	44,4	16,1	6,2	28,8	35,0	46,4	18,6	100,0
Moyen	7,9	30,2	45,9	16,1	6,6	27,5	34,2	47,8	18,0	100,0
Quatrième	7,3	31,3	45,3	16,0	5,8	28,2	34,0	47,7	18,3	100,0
Le plus riche	8,5	31,7	43,1	16,7	6,8	28,4	35,2	45,8	19,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] Proxy ODD 16.7.2

Tableau 18.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections et motifs d'abstention selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections	Motifs d'abstention au vote des dernières élections					Pourcentage des individus de 18 ans et plus intéressés par la politique	pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un partie politique
		Pas de candidat représentant vos demandes	Voter ne sert à rien	Pas enregistré sur les listes électorales	Autre raison à préciser	Total		
Pays								
Bénin	84,3	8,8	18,7	47,7	24,8	100,0	20,5	10,0
Burkina Faso	70,4	4,5	7,5	75,8	12,1	100,0	13,9	1,5
Côte d'Ivoire	51,8	4,7	8,5	62,7	24,1	100,0	8,0	3,5
Guinée-Bissau	-	43,2	35,9	11,4	9,6	100,0	100,0	21,5
Mali	72,1	6,2	13,3	54,8	25,6	100,0	21,1	11,6
Niger	80,6	3,8	17,7	37,5	41,0	100,0	36,9	10,2
Sénégal	63,5	2,5	5,7	59,0	32,9	100,0	18,6	6,9
Togo	77,9	5,6	15,7	55,2	23,5	100,0	8,2	5,0
Ensemble UEMOA	**67,6**	**6,3**	**11,2**	**57,7**	**24,7**	**100,0**	**18,6**	**6,7**
Sexe								
Homme	69,1	6,8	11,4	55,3	26,5	100,0	23,3	8,6
Femme	66,3	6,0	11,1	59,7	23,2	100,0	14,5	5,0
Niveau d'instruction								
Aucun	70,0	5,2	10,9	57,4	26,4	100,0	18,3	6,2
Primaire	66,9	9,2	12,8	55,0	23,0	100,0	19,1	7,8
Secondaire	61,5	6,8	10,3	61,2	21,7	100,0	18,9	7,1
Supérieur	62,0	6,8	13,4	56,4	23,5	100,0	20,3	7,4
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	65,0	6,1	9,7	57,2	27,0	100,0	18,1	5,6
Second	66,9	5,4	11,1	58,7	24,7	100,0	17,0	5,7
Moyen	67,3	6,4	11,5	56,8	25,3	100,0	18,6	6,6
Quatrième	68,7	6,2	12,4	57,5	23,8	100,0	19,1	6,9
Le plus riche	68,9	7,1	11,2	58,5	23,2	100,0	19,7	7,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 18.4 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

	Prise en compte des préoccupations/demandes de la population						Prise en compte des préoccupations des groupes minoritaires	
Caractéristiques sociodémographiques	Beaucoup	Plutôt	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires
Pays								
Bénin	14,4	23,9	38,3	44,9	16,8	100,0	30,7	26,8
Burkina Faso	12,6	32,8	45,4	40,6	14,0	100,0	51,7	43,5
Côte d'Ivoire	8,7	26,9	35,6	46,0	18,4	100,0	39,2	33,9
Guinée-Bissau	3,4	41,1	44,5	21,2	34,3	100,0	15,0	10,5
Mali	12,0	29,3	41,3	38,7	20,0	100,0	36,5	33,3
Niger	16,7	29,3	46,0	34,6	19,4	100,0	40,0	38,2
Sénégal	12,4	20,2	32,6	46,7	20,7	100,0	30,8	27,0
Togo	8,9	22,2	31,1	44,3	24,6	100,0	27,1	24,8
Ensemble UEMOA	**11,9**	**27,1**	**39,0**	**42,1**	**18,9**	**100,0**	**37,3**	**33,0**
Sexe								
Homme	11,7	27,0	38,8	41,7	19,5	100,0	37,2	32,8
Femme	12,0	27,2	39,2	42,5	18,4	100,0	37,4	33,1
Niveau d'instruction								
Aucun	13,0	29,2	42,1	40,8	17,0	100,0	40,1	35,5
Primaire	10,6	25,4	35,9	43,5	20,6	100,0	34,6	31,0
Secondaire	10,2	23,3	33,5	44,1	22,5	100,0	32,2	28,1
Supérieur	9,2	21,0	30,3	46,5	23,2	100,0	31,0	26,8
Quintile de niveau de vie								
Le plus pauvre	12,9	26,6	39,5	41,7	18,8	100,0	37,6	33,2
Second	11,8	27,2	39,0	42,5	18,5	100,0	37,6	33,4
Moyen	11,7	27,4	39,2	42,0	18,8	100,0	36,4	32,1
Quatrième	11,4	27,8	39,2	42,4	18,4	100,0	37,0	32,5
Le plus riche	11,7	26,6	38,3	42,0	19,7	100,0	37,9	33,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 18.5 : Niveau d'appréciation des index de la composante de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018

Index de la composante Etat de droit	Etats membres de l'UEMOA								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ensemble UEMOA**
Indépendance	0,571	0,695	0,710	0,446	0,552	0,766	0,809	0,687	**0,686**
Efficacité	0,346	0,440	0,499	0,406	0,311	0,593	0,591	0,435	**0,466**
Indice de perception de la corruption	0,403	0,495	0,558	0,555	0,402	0,601	0,616	0,498	**0,519**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 18.6 : Niveau d'appréciation de l'état de l'Etat de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Système judiciaire	Absence de corruption	**Etat de droit**
Pays			
Bénin	0,459	0,403	**0,412**
Burkina Faso	0,534	0,495	**0,489**
Côte d'Ivoire	0,604	0,558	**0,566**
Guinée-Bissau	0,426	0,555	**0,534**
Mali	0,432	0,402	**0,407**
Niger	0,680	0,601	**0,614**
Sénégal	0,700	0,616	**0,630**
Togo	0,429	0,498	**0,486**
Ensemble UEMOA	**0,561**	**0,519**	**0,524**
Sexe			
Homme	0,562	0,519	**0,525**
Femme	0,560	0,517	**0,520**
Niveau d'instruction			
Aucun	0,588	0,537	**0,543**
Primaire	0,546	0,514	**0,518**
Secondaire	0,507	0,477	**0,481**
Supérieur	0,472	0,447	**0,451**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 19: Paix et sécurité

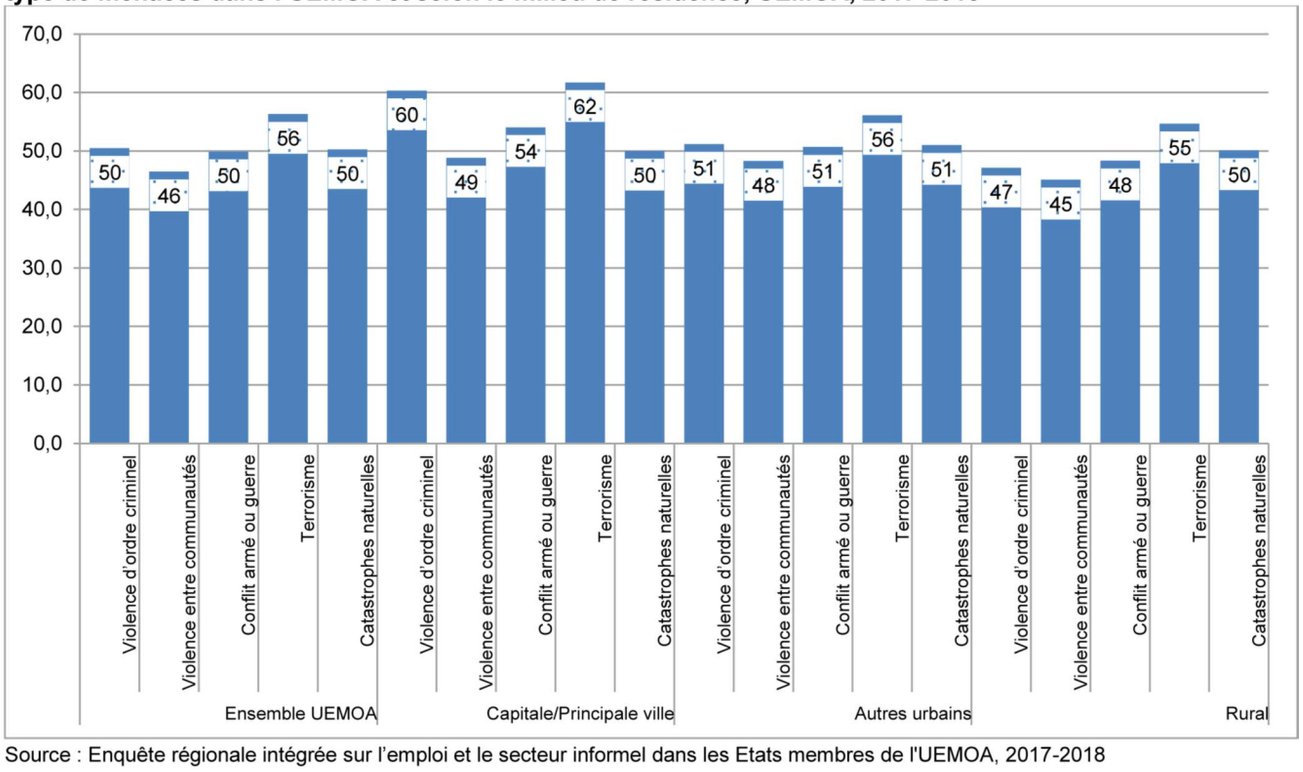
La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

La paix et la sécurité, la démocratie, le respect des droits de l'homme et de manière générale la gouvernance sont indissociables. La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. D'un point de vue concret, les principes démocratiques ne peuvent véritablement être respectés et les institutions auront du mal à être performantes dans un environnement où la paix et la sécurité ne sont pas assurées. Inversement, les insatisfactions concernant le fonctionnement de la démocratie, le respect des droits de l'homme ou la qualité de la gouvernance sont susceptibles de générer des fractures sociales productrices à terme de violences ou de conflits et de criminalités.

19.1. Menace générale et sentiment de sécurité

Le Graphique 19.1 présente le pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces dans l'UEMOA et selon le milieu de résidence. Globalement, au sein de l'Union, 56% des individus de 18 ans et plus sont inquiets des menaces terroristes et 50% des violences d'ordre criminel et des conflits armés. Les sentiments d'inquiétude sont plus perceptibles en milieu urbain qu'en milieu rural quel que soit le type de menaces.

Graphique 19.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces dans l'UEMOA et selon le milieu de résidence, UEMOA, 2017-2018

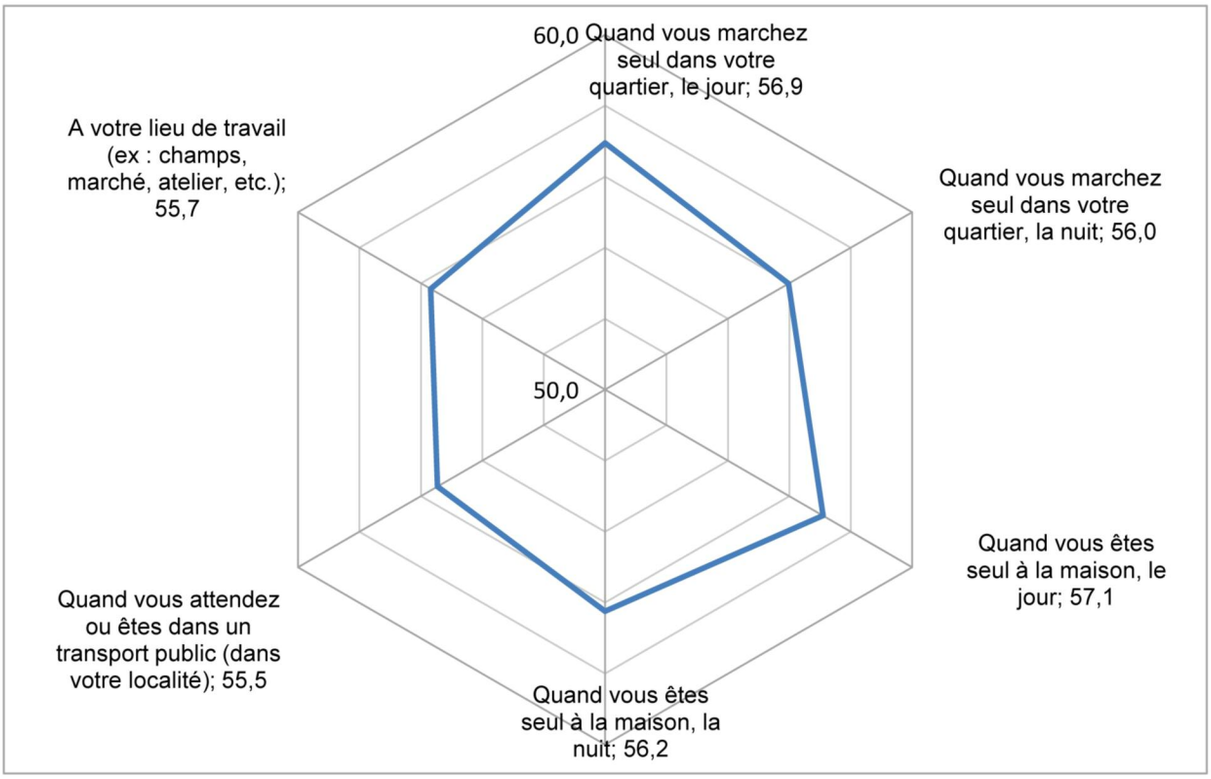


Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Le sentiment d'insécurité est ressenti par une proportion importante de la population. La proportion des personnes qui ont déclaré être en situation de sécurité varie selon les situations dans lesquelles ces personnes se trouvent. Le Graphique 19.2 ressort le pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation dans l'UEMOA.

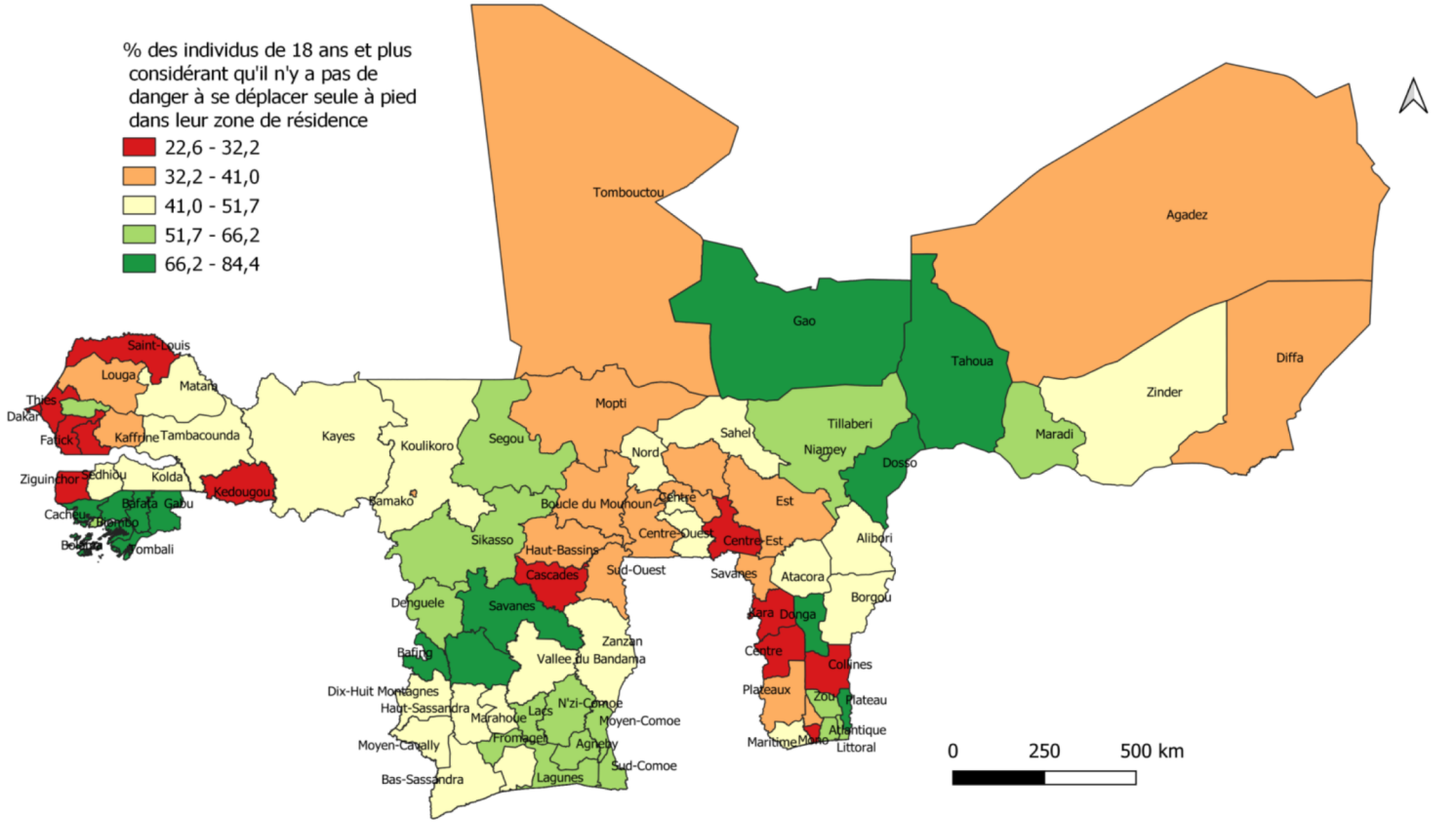
Une proportion de 57,1% des personnes ont déclaré qu'elles se sentent en sécurité lorsqu'elles sont seules à la maison le jour. La proportion de la population féminine se trouvant dans cette situation est de 57,1% contre 56,8% pour la population masculine. Cette situation de sécurité est plus ressentie par les personnes résidant en milieu rural (59,0%) que celles résidant en milieu urbain (53,9%).

Graphique 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation dans l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

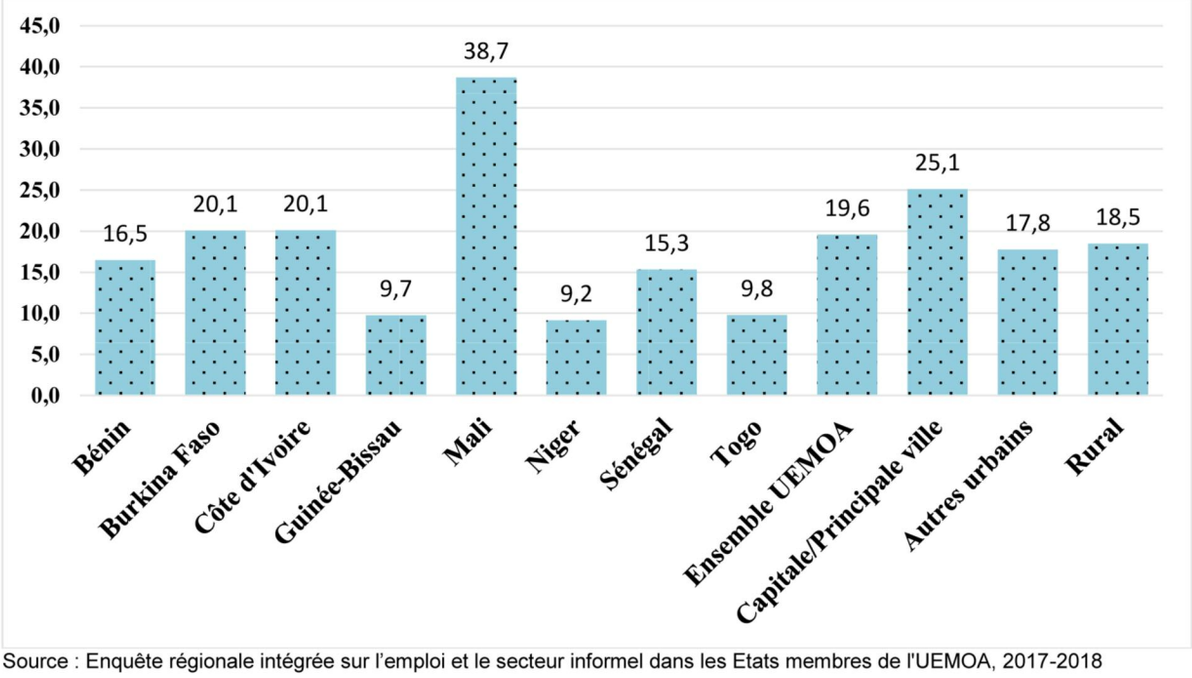
Carte 19.1 : Pourcentage de la population de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pieds dans leur zone de résidence dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



19.2. Criminalité

Le Graphique 19.3 présente le pourcentage d'individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a un risque pour être victime de criminalité. Globalement le graphique fait ressortir une situation préoccupante au sein de l'Union la situation. En effet, un individu de 18 ans sur cinq estime qu'il y a un risque pour être victime de criminalité. Ce niveau cache des disparités entre les pays. Le niveau de risque est plus élevé est observé au Mali (38,7%) et au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire (20,1%) et le plus bas au Niger (9,2). Le risque d'être victime de criminalité est plus élevé dans la capitale/principale ville (25,1%).

Graphique 19.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il y a un risque d'être victime de criminalité, UEMOA, 2017-2018



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Le Tableau 19.1 présente l'incidence de la criminalité au sein de la population adulte. Au niveau de l'Union, 2,1% des individus de 18 ans et plus affirment avoir été victimes de harcèlements physiques ou sexuels.

Considérant les 12 derniers mois précédant l'enquête, 10,0% d'entre eux déclarent avoir subi des violences d'ordre physique, psychologique ou sexuel. Parmi ces dernières, seulement 41,5% des individus de 18 ans et plus victimes de violences ont signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus. Quelques-uns ont déclaré avoir été menacés avec des armes, même si leur proportion est très faible. Pour tous les types d'incidents ou forfaits, les habitants des villes semblent en être plus exposés que ceux des villages ou campagnes.

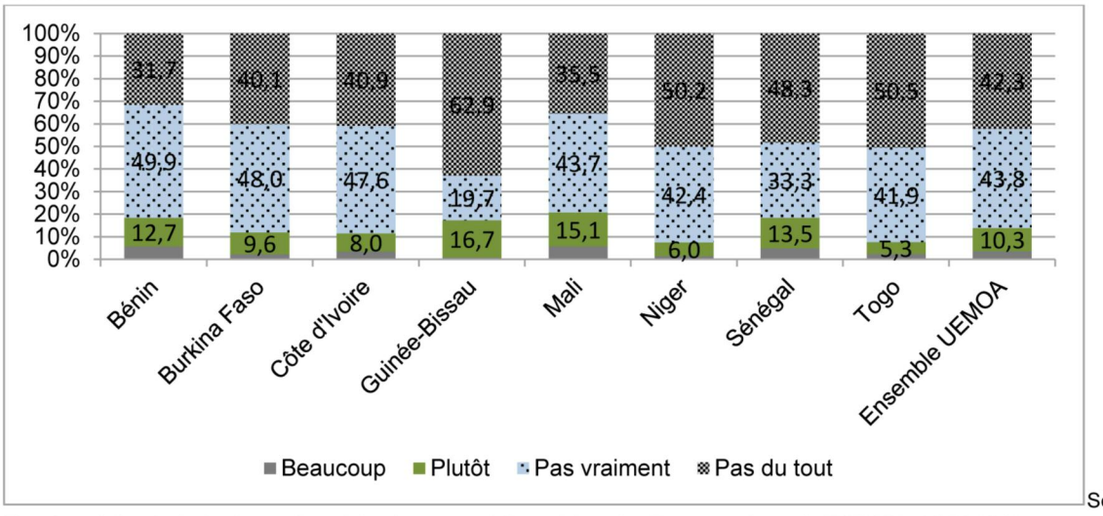
L'analyse selon les pays montrent que le pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel varie entre 0,8% (Guinée Bissau) à 3% (Côte d'Ivoire). En général le niveau des proportions de ce type de phénomène est relativement bas.

Concernant le pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus, les résultats par pays montrent que les proportions observées se situent entre 32,7 au Mali et 55% au Bénin.

19.3. Conflits et mode de résolution

Apprécier l'état de la paix et la sécurité dans un territoire suppose l'inexistence de tensions entre les différentes communautés qui y cohabitent. Au niveau de l'Union, seuls 14,0% des individus de 18 ans et plus estiment que le degré de tension entre les différents groupes est important. Cette proportion varie significativement d'un pays à un autre. En effet, elle est de 20,8% au Mali, 18,5% au Bénin, 18,4% au Sénégal, 117,4% en Guinée Bissau, 11,8% au Burkina Faso, 11,5 en Côte d'Ivoire, 7,6% au Togo et 7,5% au Niger.

Graphique 19.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois dans les pays de l'union



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Le Tableau 19.5 présente le pourcentage de la population de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité, le pourcentage de la population victime de discrimination de la part des forces de l'ordre et le pourcentage estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires. Ainsi :

- 19,6% de la population de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité au sein de l'Union ;
- 5,6% des individus de 18 ans et plus pensent être victimes de discrimination de la part des forces de l'ordre du fait de leur situation économique (pauvreté) et 2,4% selon leur ethnicité, leur origine régionale et leur genre.
- 68,8% de la population pense que les forces de l'ordre sont incapables de faire face à la criminalité sous toutes ses formes et varie faiblement selon le niveau de vie de la population. Cette opinion est de 67,9% au sein de la population féminine et de 69,6% pour la population masculine.

Le pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires est de 68,8% au sein de l'Union. Cette opinion d'incapacité varie faiblement selon le niveau de vie de la population. Dans la population la plus pauvre elle est estimée à 70,7% de la population contre 71,0% pour la population la plus riche. Les niveaux les plus élevés sont constatés au Niger (80,8%), au Mali (77,1%) et au Burkina Faso (72,1%).

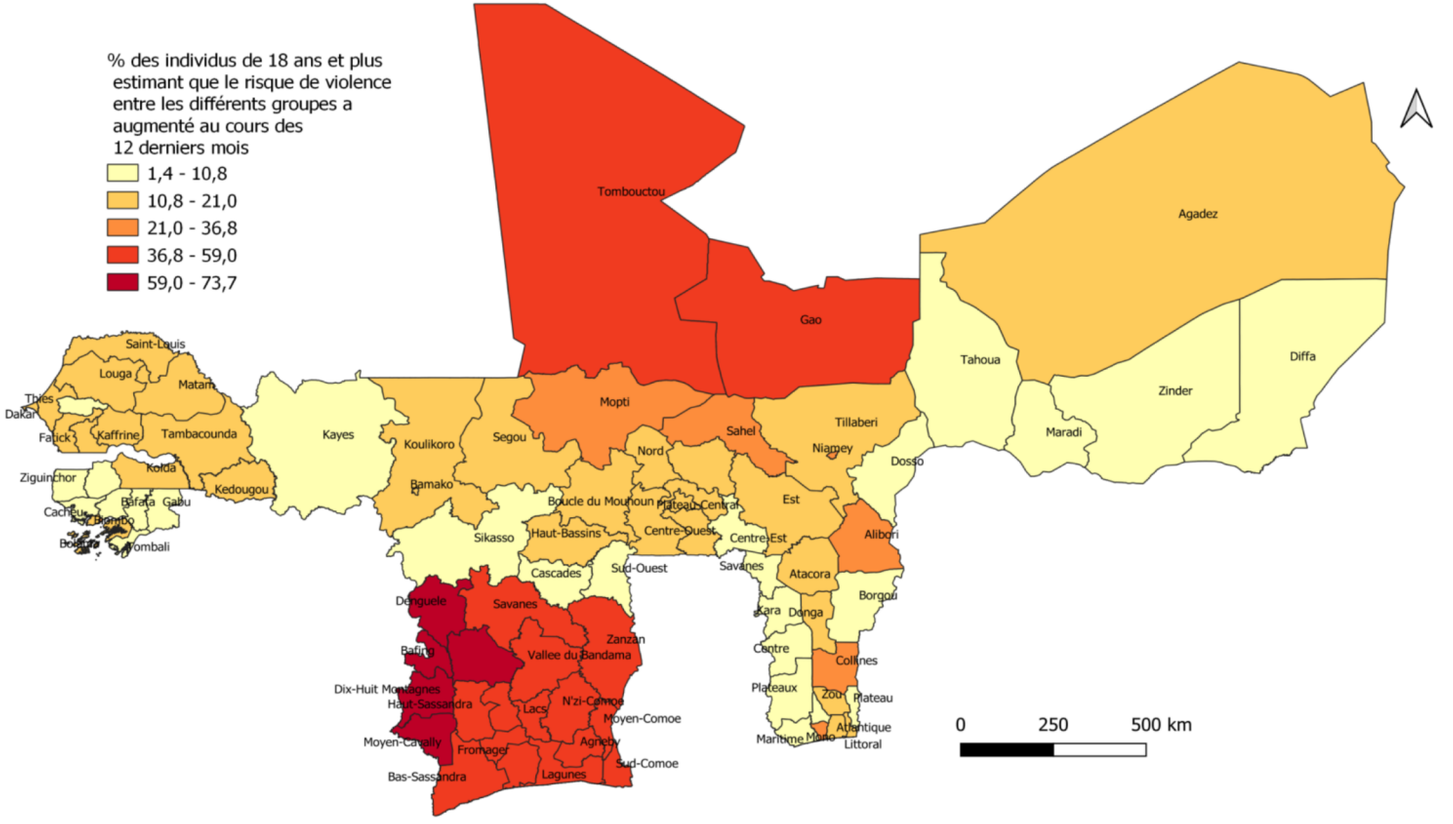
Le sentiment d'incapacité des forces de l'ordre face aux violences contre les femmes et les enfants présentent les mêmes tendances que celui de l'incapacité face à la criminalité sous toutes ses formes. Ce sentiment présente de faibles disparités selon le sexe et selon le niveau de vie des populations.

Le degré de tension ou de violence qui existe entre les différents groupes socio-économiques est important selon l'avis de plusieurs individus. Le Tableau 19.6 décrit cette situation. Il ressort de l'examen des résultats que la proportion des individus âgés de 18 ans et plus qui sont de cet avis est estimée à 13,9% dans l'espace UEMOA. Ce sentiment varie fortement selon les pays et présente aussi des disparités selon le milieu de résidence. En milieu urbain, la prévalence du sentiment est plus importante (15,8%) qu'en milieu rural (12,6%).

Selon l'avis de la population, 19,5% des personnes pensent que les facteurs politiques constituent une source de tension, ainsi que la compétition économique (15,7%), les disputes territoriales et la rareté des ressources (8%).

La proportion des individus qui pensent que le risque de violence a augmenté au cours des 12 derniers mois est de 15,3% dans l'espace UEMOA et celle qui pense que la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois est de 59,7%.

Carte 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence entre les différents groupe a augmenté au cours des douze derniers mois, UEMOA, 2017-2018



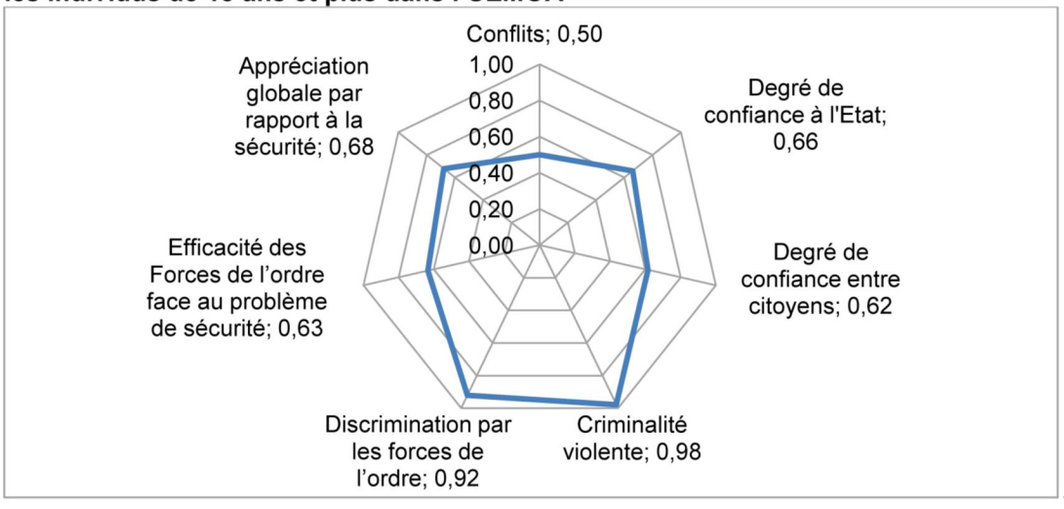
19.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

La paix et la sécurité sont globalement appréciées par la criminalité violente, la discrimination par les forces de l'ordre, l'efficacité des forces de l'ordre face au problème de sécurité, l'appréciation globale par rapport à la sécurité, les conflits, le degré de confiance à l'Etat et le degré de confiance entre les citoyens.

Dans l'ensemble au niveau de l'Union, le niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus dans l'UEMOA se présente comme il suit :

- 0,680 pour l'appréciation globale par rapport à la sécurité nationale ;
- 0,630 pour l'efficacité des forces de l'ordre face au problème de sécurité publique ;
- 0,920 pour la discrimination par les forces de l'ordre ;
- 0,980 la criminalité violente.

Graphique 19.5 : Niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus dans l'UEMOA



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

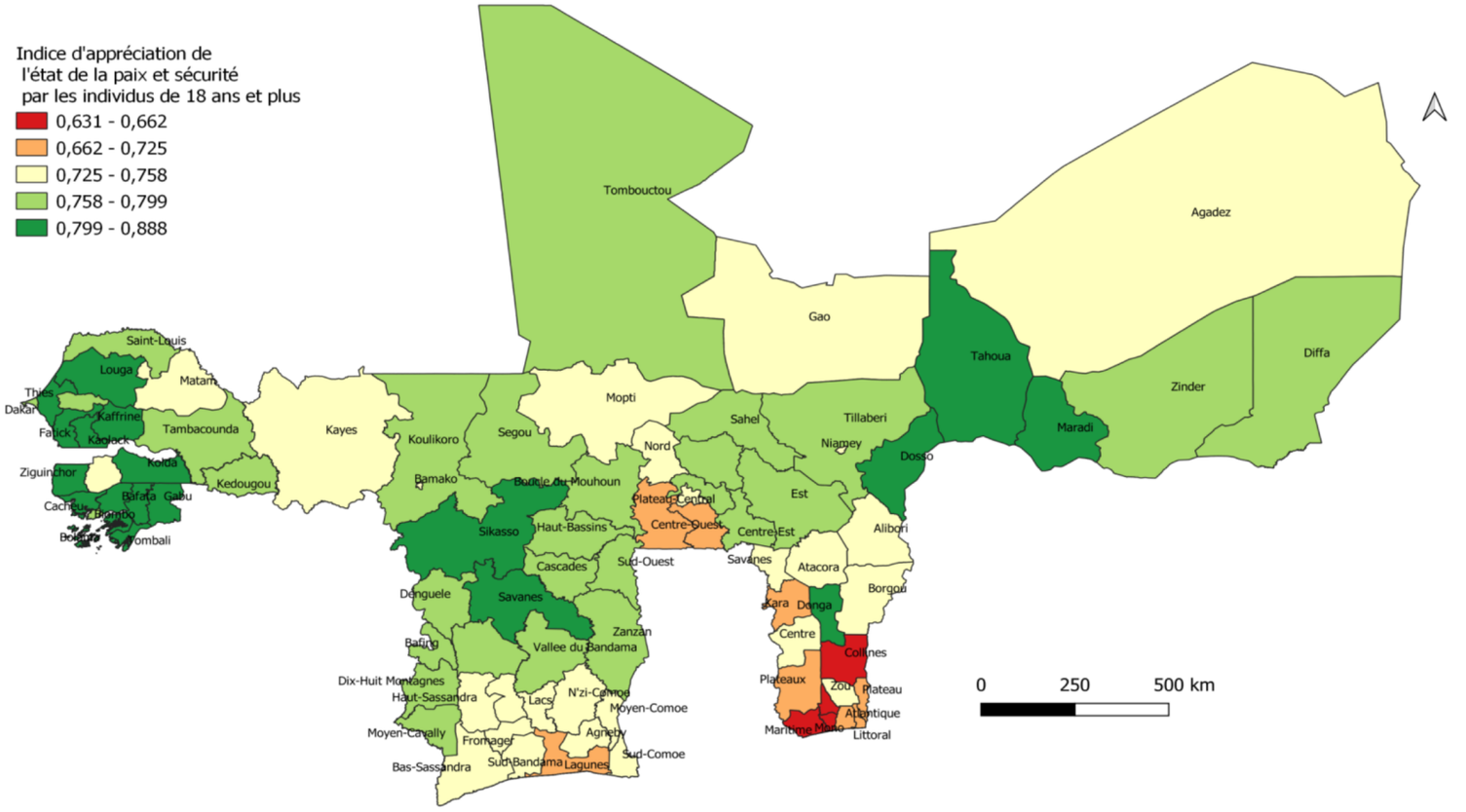
Dans l'ensemble au niveau de l'Union (Tableau 19.8 et Tableau 19.9), la valeur de l'Indice composite paix et sécurité a un niveau de :

- 0,500 pour l'appréciation globale par rapport à la sécurité nationale ;
- 0,783 pour l'efficacité des forces de l'ordre face au problème de sécurité publique ;
- 0,762 pour la paix et la sécurité.

Quel que l'aspect considéré, les valeurs de l'indice paix et sécurité sont comprises entre 0,697 (Togo) et 799 (Guinée Bissau). A la lumière de ces résultats, l'aspect paix et sécurité semble avoir l'adhésion des populations.

Les sous-indices et l'indice paix et sécurité nationale ont une valeur comprise entre 0 et 1. Quand la valeur tend vers 1, cela exprime une bonne performance. Toute valeur supérieure ou égale à 0,7 juge bon le niveau de l'indice. Une valeur comprise entre 0,5 et 0,6 exprime moyennement le niveau de l'indice considéré

Carte 19.3 : Indice d'appréciation de la paix et sécurité dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Liste des tableaux

Tableau 19.1 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *166*
Tableau 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *167*
Tableau 19.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *168*
Tableau 19.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le risque d'être victime de criminalité, UEMOA, 2017-2018 ..... *169*
Tableau 19.5 : Pourcentage de la population de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité, Pourcentage de la population victime de discrimination de la part des forces de l'ordre et pourcentage estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires *170*
Tableau 19.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important, répartition selon les sources des tensions, pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence a augmenté et pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la situation va améliorer selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018 ..... *171*
Tableau 19.7 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur sentiment de sécurité et de bien-être, UEMOA, 2017-2018 ..... *172*
Tableau 19.8 : Niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018 ..... *172*
Tableau 19.9 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018 ..... *172*

Tableau 19.1 : Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ens. UEMOA**	Homme	Femme	Capitale/ Principale ville	Autres urbains	Ens. urbain	Rural
Quelqu'un s'est introduit dans votre résidence sans permission et a volé ou essayé de voler quelque chose	6,4	4,7	6,4	5,8	5,4	4,0	8,5	10,5	**6,2**	6,8	5,8	10,6	7,1	8,7	4,5
Quelqu'un a délibérément détruit ou endommagé votre maison, boutique, ou tout autre bien vous appartenant ou appartenant à votre ménage	1,9	2,1	2,1	1,9	1,6	1,2	1,3	2,2	**1,8**	2,1	1,5	3,0	2,0	2,4	1,3
Quelqu'un vous a volé à l'extérieur de votre lieu de résidence	5,7	1,7	3,5	2,1	2,5	2,0	3,1	4,5	**3,1**	3,7	2,6	5,0	3,7	4,3	2,3
Vous avez été victime d'agression (blessé, giflé, bousculé, coup de poing, etc.)	2,3	1,1	2,8	0,5	1,4	1,3	1,2	1,7	**1,7**	2,3	1,3	3,2	1,9	2,5	1,2
Vous avez été victime d'harcèlement sexuel (e.g. viol, tentative de viol ou autres formes d'harcèlement)	1,2	0,8	0,3	0,3	0,3	0,5	0,3	0,5	**0,5**	0,5	0,5	0,8	0,6	0,7	0,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	2,8	1,8	3,0	0,8	1,6	1,5	1,4	2,1	**2,1**	2,5	1,6	3,6	2,3	2,9	1,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques o u sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	12,1	7,8	10,8	7,8	8,7	6,6	11,7	15,2	**10,0**	11,3	8,8	15,9	11,4	13,5	7,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	55,0	50,3	40,1	42,4	32,7	34,7	38,4	39,2	**41,5**	42,0	40,8	37,1	44,9	40,6	42,5
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	1,0	0,3	0,7	0,2	0,6	0,4	0,2	0,3	**0,5**	0,7	0,3	0,5	0,6	0,6	0,4
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	1,4	0,5	1,4	0,4	0,8	0,6	0,5	0,5	**0,8**	1,2	0,5	1,4	0,9	1,2	0,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] ODD 11.7.2

[2] ODD 16.1.3

[3] ODD 16.3.1, des individus ayant été victimes et ont rapporté au moins une fois les faits

Tableau 19.2 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus inquiets dans leur vie quotidienne par type de menaces selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques socio-démographiques	Violence d'ordre criminel	Violence entre communautés	Violence contre les femmes	Conflit armé ou guerre	Terrorisme	Mort ou blessures dues à des catastrophes naturelles	Risques pour la santé	Pauvreté	Chômage	Faim	Expulsion (de votre lieu de résidence / votre terre)
Pays											
Bénin	42,1	41,1	45,2	41,4	40,9	43,1	60,3	67,9	66,4	64,3	36,8
Burkina Faso	42,7	39,3	39,2	45,6	67,9	49,3	62,7	73,5	66,9	68,5	31,9
Côte d'Ivoire	67,3	64,0	66,4	69,0	71,4	63,1	73,6	77,8	77,6	71,2	47,2
Guinée-Bissau	10,1	8,3	8,7	7,8	7,1	10,3	27,0	41,8	42,9	40,3	11,9
Mali	72,3	65,6	68,5	73,9	79,6	67,0	82,2	88,5	83,6	84,6	49,6
Niger	33,5	33,8	34,5	34,6	38,4	41,0	63,1	82,6	75,4	82,8	25,3
Sénégal	39,3	29,2	38,0	27,5	33,4	34,1	45,9	58,1	62,8	46,2	19,0
Togo	38,9	36,0	38,0	37,3	39,1	41,2	65,8	74,8	70,6	68,5	29,6
Ensemble UEMOA	**50,5**	**46,5**	**49,3**	**49,9**	**56,3**	**50,3**	**65,3**	**74,8**	**72,3**	**69,4**	**35,6**
Sexe											
Homme	50,7	46,4	48,4	49,9	56,6	50,0	65,0	74,7	72,6	69,2	35,8
Femme	50,3	46,5	50,1	49,9	56,1	50,5	65,7	75,0	72,0	69,5	35,4
Milieu de résidence											
Capitale/Principale ville	60,3	48,8	56,4	54,1	61,7	50,0	63,1	72,0	74,0	62,9	40,6
Autres urbains	51,2	48,3	51,4	50,7	56,1	51,0	64,8	72,4	71,7	66,1	37,3
Ens. urbain	55,4	48,5	53,7	52,2	58,7	50,5	64,0	72,3	72,8	64,6	38,8
Rural	47,1	45,1	46,3	48,3	54,7	50,1	66,2	76,6	72,0	72,7	33,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.3 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence [1]
Pays							
Bénin	64,0	58,0	63,5	59,6	57,9	61,8	51,9
Burkina Faso	56,4	55,6	58,5	57,2	57,7	54,9	37,9
Côte d'Ivoire	62,6	59,3	63,1	59,3	59,0	59,0	51,7
Guinée-Bissau	73,7	75,7	75,5	77,0	72,7	72,9	71,7
Mali	53,3	55,0	52,1	54,9	50,5	53,3	47,3
Niger	67,0	64,4	67,7	65,5	62,9	63,3	61,0
Sénégal	38,4	45,3	36,8	41,7	45,1	42,3	32,3
Togo	52,2	47,1	52,4	49,7	49,0	51,8	37,7
Ensemble UEMOA	**56,9**	**56,0**	**57,1**	**56,2**	**55,5**	**55,7**	**46,6**
Sexe							
Homme	56,8	55,6	56,9	55,6	55,3	55,7	47,6
Femme	57,1	56,3	57,2	56,8	55,6	55,6	45,6
Milieu de résidence							
Capitale/Principale ville	49,7	50,2	48,7	49,8	49,5	48,5	39,1
Autres urbains	57,5	56,4	58,0	56,9	56,0	56,5	47,6
Ens. urbain	53,9	53,5	53,7	53,6	53,0	52,8	43,7
Rural	59,0	57,6	59,4	58,0	57,1	57,6	48,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

[1] ODD 16.1.4

Tableau 19.4 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le risque d'être victime de criminalité, UEMOA, 2017-2018

Pays de l'UEMOA	Opinion sur le risque probable d'être victime de criminalité				Total
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	
Bénin	3,0	13,5	45,3	38,2	100,0
Burkina Faso	2,2	17,9	50,1	29,8	100,0
Côte d'Ivoire	3,7	16,4	46,6	33,3	100,0
Guinée-Bissau	0,2	9,5	21,9	68,3	100,0
Mali	5,1	33,6	36,9	24,4	100,0
Niger	1,0	8,2	34,4	56,4	100,0
Sénégal	2,3	13,0	38,0	46,7	100,0
Togo	1,1	8,7	37,7	52,5	100,0
Ensemble UEMOA	**2,8**	**16,7**	**41,8**	**38,6**	**100,0**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.5 : Pourcentage de la population de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité, Pourcentage de la population victime de discrimination de la part des forces de l'ordre et pourcentage estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de discrimination de la part des forces de l'ordre du fait de leur						pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les forces de l'ordre n'ont pas la compacité de faire face aux problèmes sécuritaires		
		Ethnicité	Origine régionale	Religion	Situation économique (pauvreté)	Genre /Sexe	Handicap	Toutes les formes de crime	Violence contre les femmes	Violence contre les enfants
Pays										
Bénin	16,5	3,6	3,8	3,6	10,3	5,4	2,7	61,9	67,1	67,1
Burkina Faso	20,1	1,2	1,2	1,1	3,5	1,7	1,1	72,1	72,9	72,9
Côte d'Ivoire	20,1	3,0	3,0	2,0	6,0	2,1	1,4	59,4	61,4	61,5
Guinée-Bissau	9,7	1,2	0,9	1,0	3,1	1,2	0,9	59,5	63,9	64,8
Mali	38,7	1,9	1,7	1,3	5,8	2,2	1,5	77,1	78,9	79,4
Niger	9,2	2,2	2,8	1,4	5,9	2,1	1,5	80,8	83,0	84,0
Sénégal	15,3	1,6	1,3	1,2	3,4	1,8	1,4	68,8	71,7	72,5
Togo	9,8	4,4	3,7	2,3	6,9	3,3	1,6	65,5	69,8	70,2
Ensemble UEMOA	**19,6**	**2,4**	**2,4**	**1,7**	**5,6**	**2,4**	**1,5**	**68,8**	**71,2**	**71,6**
Sexe										
Homme	20,4	2,7	2,6	1,8	6,3	2,3	1,5	67,9	70,4	70,6
Femme	18,8	2,1	2,1	1,6	5,1	2,5	1,5	69,6	72,0	72,5
Quintile de niveau de vie										
Le plus pauvre	19,8	2,2	2,2	1,6	5,2	2,3	1,5	68,0	70,7	71,0
Second	19,3	2,3	2,3	1,5	5,5	2,1	1,4	68,6	71,0	71,7
Moyen	19,0	2,3	2,5	1,7	5,8	2,6	1,7	69,0	71,7	72,0
Quatrième	20,0	2,4	2,3	1,8	5,8	2,4	1,4	69,1	71,8	72,3
Le plus riche	19,7	2,5	2,5	1,9	5,6	2,6	1,5	69,0	71,0	71,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.6 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important, répartition selon les sources des tensions, pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le risque de violence a augmenté et pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la situation va améliorer selon les caractéristiques sociodémographiques, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que le degré de tension entre les différents groupes est important	Sources des tensions							% des individus de 18 ans et plus estimant que	
		Compétition économique	Rareté des ressources naturelles	Différences linguistiques /religieuses /ethniques	Facteurs politiques	Disputes territoriales	Sans objet	Autre	le risque de violence a augmenté au cours des 12 derniers mois	la situation va s'améliorer au cours des 12 prochains mois
Pays										
Bénin	18,4	24,9	13,5	14,8	18,6	14,2	13,9	0,0	15,9	67,2
Burkina Faso	11,9	20,9	11,7	15,2	30,9	12,8	7,9	0,7	16,5	56,6
Côte d'Ivoire	11,5	8,5	4,4	7,8	50,5	24,8	4,0	0,0	56,4	57,1
Guinée-Bissau	17,4	19,2	4,9	4,1	43,6	4,0	24,3	0,0	15,4	88,0
Mali	20,8	31,9	15,8	3,4	25,0	19,0	4,8	0,0	17,2	69,5
Niger	7,5	23,1	20,0	20,6	13,5	9,0	13,7	0,0	8,9	66,1
Sénégal	18,4	11,1	4,4	1,0	10,2	3,5	69,8	0,0	14,5	57,2
Togo	7,6	5,1	10,8	14,1	45,4	19,7	5,0	0,0	6,0	49,7
Ensemble UEMOA	**13,9**	**15,7**	**8,0**	**5,4**	**19,5**	**9,7**	**41,7**	**0,0**	**15,3**	**59,7**
Milieu de résidence										
Capitale/Principale ville	16,6	16,8	5,9	4,2	20,4	3,0	49,6	0,0	18,3	65,8
Autres urbains	15,1	14,9	7,7	4,7	21,4	9,4	41,9	0,0	17,6	57,2
Ens. urbain	15,8	15,9	6,8	4,4	20,9	6,2	45,7	0,0	18,0	61,5
Rural	12,6	15,4	9,0	6,4	18,2	12,9	37,9	0,1	13,7	58,0
Quintile de niveau de vie										
Le plus pauvre	13,6	16,9	8,3	4,6	18,9	10,8	40,5	0,0	14,6	56,4
Second	12,9	15,7	7,8	4,8	20,4	9,8	41,4	0,0	14,3	58,9
Moyen	13,9	15,5	8,0	6,6	20,3	9,7	39,8	0,1	15,3	57,7
Quatrième	14,5	15,6	7,9	5,0	19,2	9,5	42,8	0,0	15,9	61,1
Le plus riche	14,3	15,0	7,9	5,8	19,1	9,1	43,0	0,1	15,9	62,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.7 : Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur sentiment de sécurité et de bien-être, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques	Se sentir en sécurité				Se sentir heureux				Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout	
Bénin	21,5	47,2	26,5	4,9	21,9	40,0	32,2	6,0	68,6
Burkina Faso	22,4	51,7	21,0	4,9	23,7	48,6	21,7	5,9	71,7
Côte d'Ivoire	35,0	42,7	16,7	5,5	40,6	41,4	14,7	3,4	69,1
Guinée-Bissau	48,9	40,1	7,3	3,7	59,0	32,0	5,7	3,3	72,9
Mali	28,9	48,4	18,7	4,0	32,4	46,4	18,3	3,0	75,8
Niger	45,9	40,6	11,4	2,2	31,3	44,7	20,8	3,1	77,9
Sénégal	30,1	47,3	16,3	6,3	33,6	47,6	13,3	5,5	71,8
Togo	23,8	46,6	24,4	5,2	19,7	38,3	31,4	10,6	65,9
Ensemble UEMOA	**30,8**	**46,1**	**18,4**	**4,8**	**31,3**	**44,1**	**19,8**	**4,8**	**71,8**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.8 : Niveau d'appréciation des index de la composante de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus, UEMOA, 2017-2018

Index de la composante Paix et sécurité	Etats membres de l'UEMOA								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	**Ensemble UEMOA**
Conflits	0,515	0,472	0,316	0,598	0,529	0,571	0,689	0,558	**0,500**
Degré de confiance à l'Etat	0,626	0,647	0,655	0,642	0,669	0,710	0,663	0,615	**0,659**
Degré de confiance entre citoyens	0,550	0,620	0,613	0,700	0,627	0,678	0,637	0,509	**0,616**
Criminalité violente	0,972	0,974	0,975	0,984	0,982	0,986	0,978	0,985	**0,978**
Discrimination par les forces de l'ordre	0,830	0,944	0,928	0,942	0,923	0,957	0,965	0,812	**0,921**
Efficacité des Forces de l'ordre face au problème de sécurité	0,593	0,624	0,577	0,518	0,667	0,741	0,646	0,624	**0,634**
Appréciation globale par rapport à la sécurité	0,617	0,637	0,691	0,780	0,675	0,774	0,671	0,630	**0,678**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 19.9 : Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sécurité nationale	Sécurité publique	**Paix et sécurité**
Pays			
Bénin	0,515	0,723	**0,708**
Burkina Faso	0,472	0,785	**0,761**
Côte d'Ivoire	0,316	0,780	**0,746**
Guinée-Bissau	0,598	0,815	**0,799**
Mali	0,529	0,791	**0,772**
Niger	0,571	0,831	**0,812**
Sénégal	0,689	0,806	**0,797**
Togo	0,558	0,707	**0,697**
Ensemble UEMOA	**0,500**	**0,783**	**0,762**
Sexe			
Homme	0,499	0,785	**0,764**
Femme	0,504	0,769	**0,749**
Niveau d'instruction			
Aucun	0,508	0,793	**0,772**
Primaire	0,494	0,774	**0,754**
Secondaire	0,484	0,761	**0,740**
Supérieur	0,465	0,756	**0,734**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Chapitre 20: Lien entre niveau de vie et les perceptions de la population sur la gouvernance, paix et sécurité

Globalement, les résultats obtenus sur l'indice gouvernance, paix et sécurité traduisent une situation favorable des perceptions de la population sur ces aspects de la démocratie et même du développement ; puisque sa valeur dépasse le cap de 0,5 (moyenne sur l'échelle de 0 à 1). En effet, Cet indice s'établit à 0,701, soit de l'ordre de 70% au sein de l'Union.

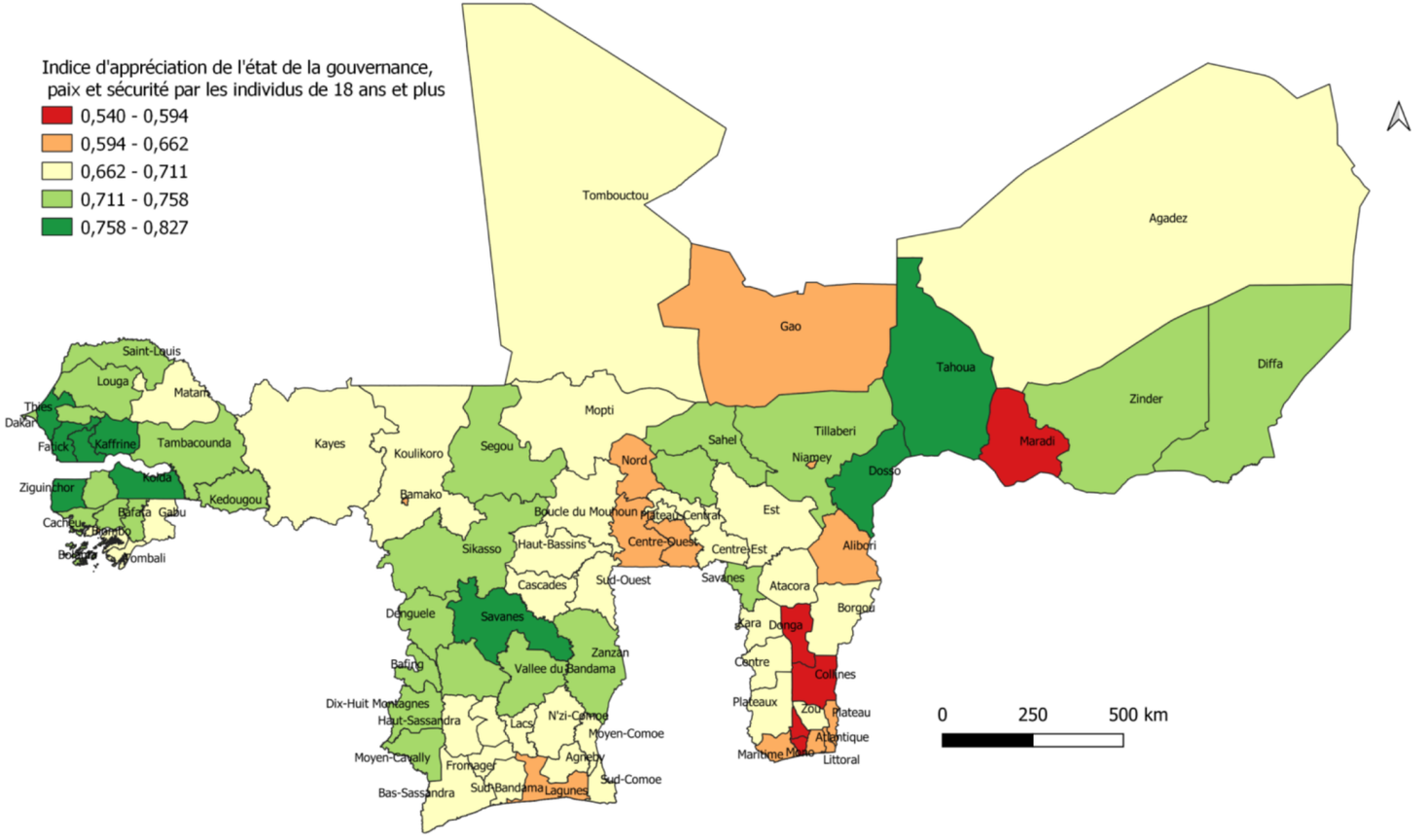
L'analyse des profils pays de cet indice indique qu'il reste toujours au-dessus de la moyenne (0,5). En effet, il varie de 0,640 (son niveau le plus bas) au Bénin à 0,755 (son niveau le plus élevé) au Sénégal.

S'il apparait, globalement, que les chiffres obtenus sont positivement appréciés par rapport au respect des droits de l'homme et à la participation, paix et sécurité des pays, il n'en demeure pas moins que des efforts doivent être consentis par les gouvernements dans l'amélioration de l'Etats de droit dans certains pays où ce sous-indicateur est inférieur à 0,5.

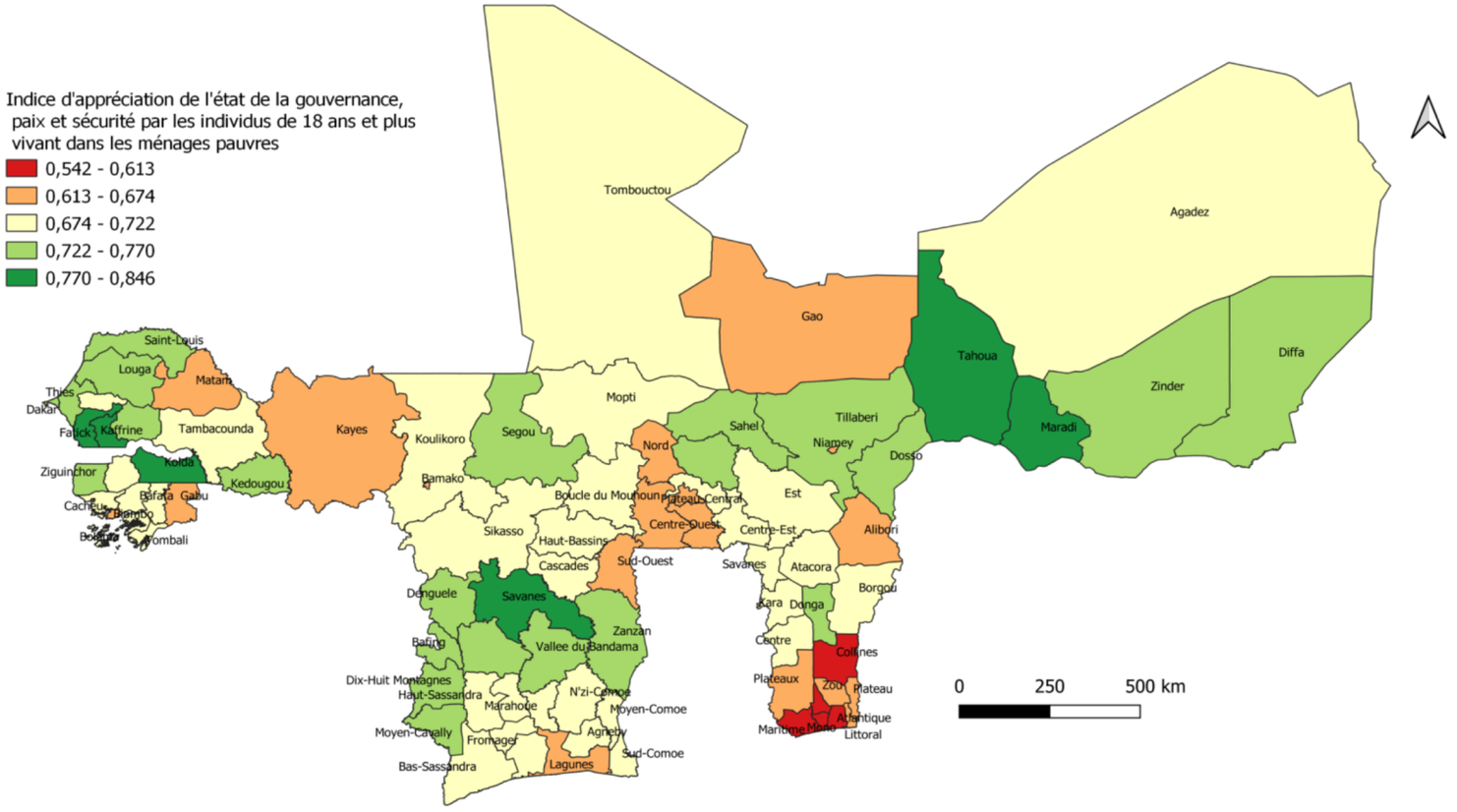
Les résultats présentés dans le Tableau 20.1 indiquent les niveaux des composantes de l'indice GPS selon, en particulier, les perceptions des personnes les plus pauvres et les plus riches, âgées de 18 ans et plus.

De manière globale, les personnes les plus pauvres ont une appréhension beaucoup plus favorable que les personnes les plus riches dans la plupart des composantes de l'indice GPS. En effet, les scores observés chez les plus pauvres et les plus riches sont presque identiques autour de 0,690.

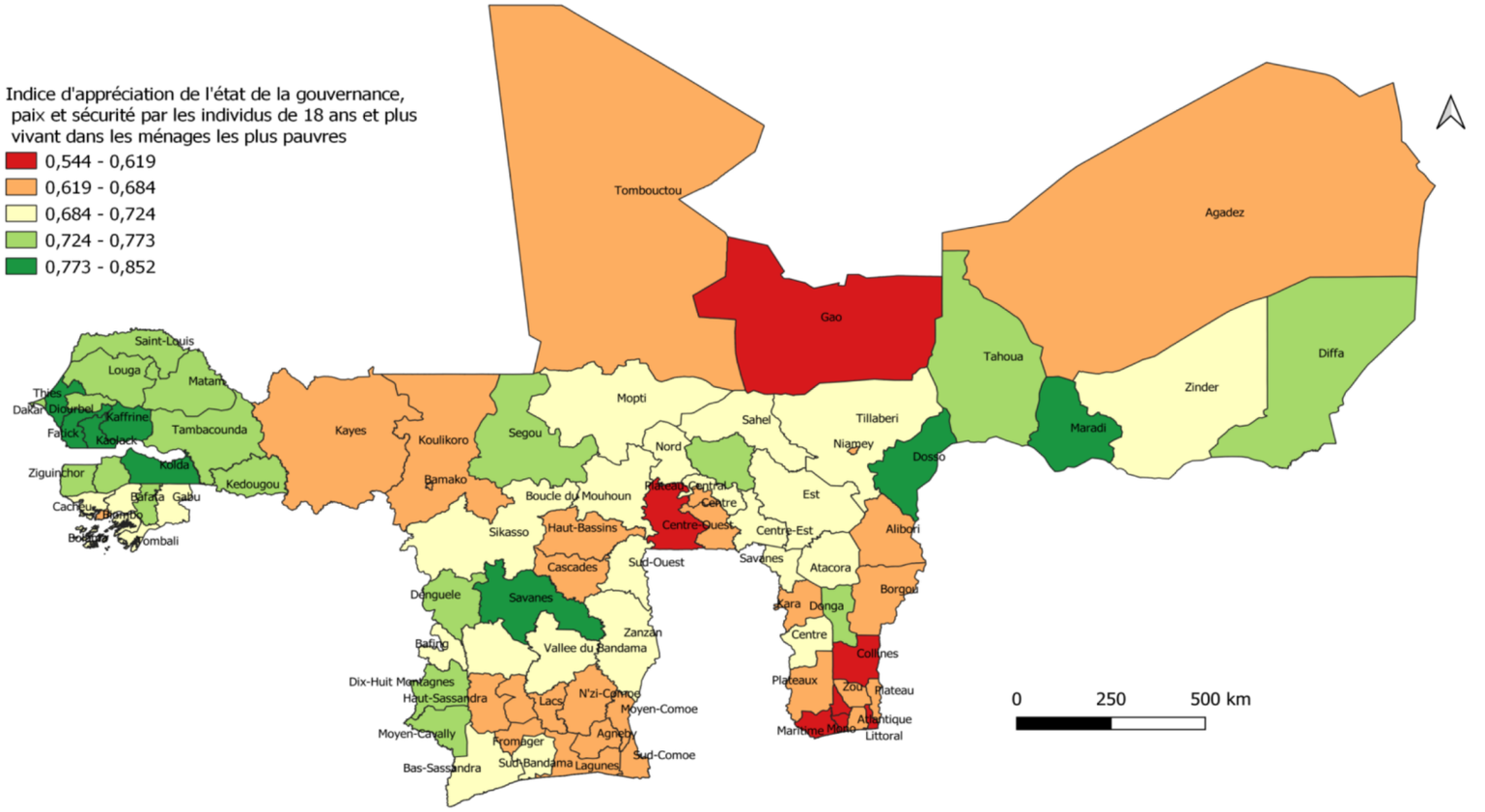
Carte 20.1 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Carte 20.2 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) par les 20% les plus pauvres dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Carte 20.3 : Indice d'appréciation de la gouvernance, paix et sécurité (Igps) par les 20% les plus riches dans les régions des Etats membres, UEMOA, 2017-2018



Liste des tableaux

Tableau 20.1 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, UEMOA, 2017-2018..... 178
Tableau 20.2 : Composantes de l'Indice GPS au niveau des plus pauvres et des plus riches selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018..... 179

Tableau 20.1 : Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	**Droit de l'homme et participation**	Système judiciaire	Absence de corruption	**Etat de droit**	Sécurité nationale	Sécurité publique	**Paix et sécurité**	**Indice gouvernance, paix et sécurité**
Pays											
Bénin	0,666	0,636	0,564	**0,636**	0,459	0,403	**0,412**	0,515	0,723	**0,708**	**0,640**
Burkina Faso	0,736	0,615	0,720	**0,654**	0,534	0,495	**0,489**	0,472	0,785	**0,761**	**0,688**
Côte d'Ivoire	0,714	0,597	0,810	**0,660**	0,604	0,558	**0,566**	0,316	0,780	**0,746**	**0,695**
Guinée-Bissau	0,609	0,478	0,745	**0,553**	0,426	0,555	**0,534**	0,598	0,815	**0,799**	**0,696**
Mali	0,694	0,661	0,731	**0,680**	0,432	0,402	**0,407**	0,529	0,791	**0,772**	**0,687**
Niger	0,796	0,703	0,667	**0,728**	0,680	0,601	**0,614**	0,571	0,831	**0,812**	**0,757**
Sénégal	0,800	0,692	0,801	**0,740**	0,700	0,616	**0,630**	0,689	0,806	**0,797**	**0,755**
Togo	0,730	0,598	0,813	**0,665**	0,429	0,498	**0,486**	0,558	0,707	**0,697**	**0,653**
Ensemble UEMOA	**0,732**	**0,639**	**0,738**	**0,679**	**0,561**	**0,519**	**0,524**	**0,500**	**0,783**	**0,762**	**0,701**
Milieu de résidence											
Capitale/Principale ville	0,656	0,574	0,763	**0,622**	0,484	0,472	**0,474**	0,504	0,754	**0,735**	**0,663**
Autres urbains	0,715	0,633	0,736	**0,671**	0,562	0,512	**0,519**	0,476	0,775	**0,753**	**0,693**
Ens. urbain	0,688	0,606	0,749	**0,648**	0,526	0,494	**0,498**	0,489	0,765	**0,745**	**0,679**
Rural	0,762	0,662	0,730	**0,699**	0,585	0,536	**0,541**	0,507	0,794	**0,773**	**0,715**

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Tableau 20.2 : Composantes de l'Indice GPS au niveau des plus pauvres et des plus riches selon les caractéristiques du chef de ménage, UEMOA, 2017-2018

Caractéristiques du chef de ménage	Indicateur de niveau de vie non monétaire							
	Le plus pauvre				Le plus riche			
	Droit de l'homme et participation	Etat de droit	Paix et sécurité	Indice gouvernance, paix et sécurité	Droit de l'homme et participation	Etat de droit	Paix et sécurité	Indice gouvernance, paix et sécurité
Pays								
Bénin	0,617	0,401	0,696	0,627	0,644	0,426	0,710	0,645
Burkina Faso	0,650	0,486	0,759	0,685	0,639	0,495	0,752	0,681
Côte d'Ivoire	0,695	0,592	0,763	0,717	0,639	0,544	0,740	0,682
Guinée-Bissau	0,547	0,531	0,790	0,689	0,547	0,511	0,798	0,690
Mali	0,665	0,419	0,770	0,684	0,693	0,404	0,776	0,692
Niger	0,702	0,602	0,807	0,747	0,638	0,485	0,815	0,716
Sénégal	0,719	0,653	0,784	0,746	0,758	0,615	0,802	0,759
Togo	0,636	0,486	0,671	0,631	0,694	0,475	0,704	0,662
Ensemble UEMOA	**0,669**	**0,521**	**0,753**	**0,693**	**0,671**	**0,502**	**0,755**	**0,692**
Milieu de résidence								
Capitale/Principale ville	0,609	0,449	0,734	0,655	0,628	0,462	0,738	0,664
Autres urbains	0,676	0,535	0,750	0,695	0,671	0,509	0,756	0,693
Ens. urbain	0,659	0,513	0,746	0,685	0,649	0,485	0,747	0,679
Rural	0,677	0,527	0,758	0,699	0,691	0,518	0,763	0,704

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 2017-2018

Conclusion et recommandations

Caractéristiques de la population

Estimée à environ 120 millions d'habitants, la population de la zone UEMOA est jeune avec 28,8% de la population âgée de 15 – 34 ans et une population urbaine estimée à 34,8% dont 14,7% vit dans les capitales ou principales villes des Etats membres.

La dynamique migratoire est intense au sein et entre les Etats membres l'UEMOA avec 20,6% de la population ayant effectué une migration [interne (16,5%) et internationale (4,2%)]. L'enquête a révélé qu'au cours des cinq dernières années ayant précédé l'enquête, 43,7% des individus de 15 ans et plus ayant quitté leur pays se sont installés dans un pays de l'UEMOA et 16,3% dans les pays de la CEDEAO hors UEMOA.

L'accès universel à l'eau potable n'est pas encore une réalité (80% de la population ont accès à l'eau potable) et l'utilisation de combustibles propres pour la cuisson reste inaccessible (12,6% de la population utilisent un combustible propre pour la cuisson) au sein des Etats membres de l'UEMOA avec de fortes disparités à l'intérieur des pays.

Emploi et conditions d'activité

Dans l'espace UEMOA, le taux de chômage est en moyenne de 4,0% avec des niveaux élevés au Niger (7,9%), au Burkina Faso (4,7%) et au Mali (4,5%). Le chômage touche plus les jeunes de 15 – 24 ans (7,8%), les individus ayant atteint le niveau d'instruction du supérieur (11,7%) et ceux vivant dans les capitales et principales villes des pays de l'UEMOA (7,6%). Le taux de chômage combiné au sous-emploi lié au temps de travail est de 15,6%. Le Niger (29,8%), le Burkina (19,2%) et le Mali (18,4%) présentent les niveaux les plus élevés.

Par rapport à l'activité principale, 92% des emplois occupés sont informels dans la zone UEMOA. En considérant le secteur non agricole, c'est neuf emplois sur dix (89,6%) qui sont informels. Par ailleurs 72,1% des emplois sont vulnérables et un emploi sur quatre est précaire. Au niveau régional, la vulnérabilité en emploi touche plus les femmes (82,7%) et au Mali 46,1% des emplois sont précaires.

La rémunération de l'emploi demeure faible dans l'ensemble des pays. En moyenne, les actifs occupés gagnent 92 206 FCFA par mois pour une moyenne de 4 années d'études. Les salariés ont en moyenne 111 575 FCFA contre 84 253 FCFA pour les indépendants (Employeurs et les travailleurs pour compte propre).

Environ un tiers des travailleurs perçoivent une rémunération inférieur au SMIG et 34,1% gagnent une rémunération en dessous de 2/3 du salaire médian.

Caractéristiques du secteur informel

Le secteur informel dans l'UEMOA représente près de 11,3 millions de chefs d'unités de production informelles et 4,4 millions d'emplois soit une main d'œuvre estimée à 15,7 millions avec une prédominance du secteur commerce (6,9 millions d'emplois). Les unités de production informelles exercent principalement sans local professionnel avec une absence de services de base.

La structure de la main d'œuvre dans les unités de production informelles reste dominée par la présence des membres de la famille et moins de 5% de la main d'œuvre des UPI dans les pays ont moins de 15 ans à l'exception du Niger (11,2%).

En 2016, le montant des investissements en capital réalisé par les unités de production informelles dans les huit pays de l'union s'élève à 170 milliards dont 29,7% réalisés en Côte d'Ivoire. Ces investissements sont orientés vers l'acquisition de motos (38,8%), de véhicules professionnels (19,0%) et des outillages (13,0%).

Un fort potentiel de création de la richesse au niveau du secteur informel avec une valeur ajoutée annuelle de 16 835,7 milliards dont 29,7% provient des capitales et principales villes des pays de l'union. Trois branches d'activités contribuent à la richesse créée dans ce secteur : commerce de détail (33,9%), activités de fabrication (16,7%) et le commerce de gros (12,8%).

Le secteur informel contribue faiblement à la mobilisation des impôts/taxes au niveau de l'union avec seulement 172,4 milliards de francs CFA soit 1,1% de la valeur ajoutée. La mobilisation des impôts/taxes reste faible au niveau du Sénégal (0,1%) et du Mali (0,1%). Par ailleurs, les impôts/taxes représentent une part élevée dans la valeur ajouté des branches « transports : 2,1% » et « commerce de détails : 1,6% ».

96,0% des unités de production informelles ne sont pas enregistrées dans un registre administratif et les principales raisons sont : elles ne savent pas s'il faut s'inscrire (54,1%) et l'inscription est non obligatoire (25,3%). Par les UPI, 6,7% paient déjà les impôts/taxes et 26,2% sont disposées à payer l'impôts/taxes sur leurs activités.

Enfin, l'accroissement du stock des matières premières reste la principale utilisation d'un crédit potentiel pour 50% des unités de production informelles.

Appréciation de la démocratie, gouvernance, paix et sécurité

La question de la démocratie, gouvernance, paix et sécurité sont indispensables pour le développement d'un pays. La perception de la population sur ces questions est donc nécessaire pour un développement inclusif. Au sein de l'union, deux personnes de 18 ans et plus sur trois (65%) sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie avec des niveaux faibles au Togo (42%) et en Guinée-Bissau (54%), et le respect des droits de l'homme, élément principal de la démocratie, est apprécié par la population (68% des individus estiment que les droits de l'homme sont respectés).

Les populations sont plus en contact avec les systèmes publics de santé (41,4%) et d'éducation (30,7%) et ont plus confiance à ces institutions de la république. Comparativement à la population totale, le fait d'avoir été en contact avec certaines institutions de la république a eu un impact négatif sur la confiance accordée à ces institutions (Justice et la Police).

Un peu moins de trois personnes sur quatre (70,3%) estiment que la corruption est importante dans l'union et 8% ont été victimes de la petite corruption. Au Mali, 89,6% des individus de 18 ans et plus estiment que la corruption est importante dans le pays et 11,5% de la population au Bénin ont été victimes de la petite corruption.

Concernant la paix et sécurité au sein des pays de l'union, il ressort que 46,6% des individus de 18 ans et plus considèrent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer à pied dans leur zone de résidence. Une plus grande perception de l'insécurité est notée au Sénégal (32,3%), au Togo (37,7%) et au Burkina Faso (37,9%).

Par ailleurs, 10% des individus de 18 ans et plus ont été victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles et 0,5% ont été menacés par une arme à feu au cours des douze derniers mois. Le risque de criminalité est encore élevé pour 19,6% de la population au sein de l'espace communautaire et surtout au Mali (38,7%).

Les individus de 18 ans et plus ont une bonne appréciation de l'état de la gouvernance, paix et sécurité au sein de l'union avec un indice de 0,701 et de ses composantes paix et sécurité (0,735) et droit de l'homme et participation (0,679). Les indices élémentaires sécurité nationale (0,500), système judicaire (0,561) et absence de corruption (0,519) sont moyennement appréciée.

En guise de recommandations, il est souhaitable au niveau des Etats membres de :

- Accentuer les actions en faveur de l'adduction en eau potable sur dans les régions à accès faible au niveau des Etats membres ;
- Accroître la sensibilisation sur l'utilisation des combustibles propres et promouvoir l'entreprenariat des jeunes dans les combustibles renouvelables (promotion du bois de chauffe, promotion du charbon à partir des déchets ménagers et des résidus agricoles) ;
- Accentuer la sensibilisation et faciliter l'enregistrement des travailleurs du secteur informel à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- Continuer et accentuer les actions en faveur de l'enregistrement des unités de production informelles aux registres administratifs ;
- Encadrer certaines branches du secteur informel à fort potentiel de création d'emplois et de recouvrement de recettes fiscales et étudier le mécanisme d'octroi de prêt ;
- Accompagner la transformation des unités de production informelles dans la branche fabrication afin de les rendre plus compétitives dans la perspective de l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale Africain (ZLECA) ;
- Sensibiliser et informer la population sur les actions et mécanismes mis en place pour la lutte contre la corruption ;
- Mettre en place les boîtes à suggestions et rendre systématique leur exploitation dans les institutions de la république ;

Rapprocher et faciliter l'accessibilité des services de la justice et de la sécurité aux populations.

Bibliographie

BIT. (2018). Directives concernant la mesure de l'inadéquation des qualifications et des compétences des personnes en emploi, 20ème Conférence internationale des statisticiens du travail Genève, 10-19 octobre 2018.

BIT. (2013). Résolution I concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main d'œuvre, 19ème conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre 2013.

BIT. (2012). Les indicateurs du travail décent en Afrique : une première évaluation à partir des sources nationales. Bureau international du Travail. Genève, Suisse.

BIT. (1998). Résolution concernant la mesure du sous-emploi et des situations d'emploi inadéquat, adoptée par la seizième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 6-15 octobre 1998.

Christel Gilles. (2007). Réduire la segmentation du marché du travail selon le genre et accroître les taux d'emploi féminin : à court terme, est-ce compatible ?. La note de veille N°72. Centre d'analyse stratégique.

Commission Economique pour l'Afrique (CEA). (2016). Rapport sur la gouvernance en Afrique IV. Mesurer la corruption en Afrique : prendre en compte la dimension internationale. Addis-Abeba, Éthiopie.

Conseil économique et social. (2017). Commission de statistique. Quarante-huitième session 7-10 mars 2017. Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire. Questions soumises à la Commission pour examen et décision : données et indicateurs relatifs au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Nations Unies.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES). (2015). Ségrégation professionnelle et écarts de salaires femmes-hommes. Dares Analyses. Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social. Paris, France.

Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED). (2016). Enquête djiboutienne sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages, 2015-2016 : Situation de l'emploi à Djibouti en 2015. Djibouti, Djibouti.

Direction de la Statistique et des Etudes Démographiques (DISED). (2016). Enquête djiboutienne sur l'emploi, le secteur informel et la consommation des ménages, 2015-2016 : Analyse du secteur informel. Djibouti, Djibouti.

Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale. (2011). L'indice de gouvernance mondiale, IGM. Pourquoi évaluer la gouvernance mondiale et pour quoi faire ?. version 2.0 Rapport 2011. Série Cahiers de propositions.

Institut de statistique de l'UNESCO. (2013). Classification Internationale Type de l'Éducation CITE 2011. Montréal, Québec H3C 3J7, Canada.

Joseph Deutsch, Yves Flückiger et Jacques Silber. (2005). Recensement fédéral de la population 2000. Les ségrégations sur le marché Suisse du Travail : Analyse des inégalités selon le sexe, la nationalité et l'âge, de 1970 à 2000. Office fédéral de la statistique. Neuchâtel, Suisse.

Pôle de Dakar. (2017). Recueil des principaux indicateurs d'analyse des relations Education/formation & emploi. IIPE Pôle de Dakar - Unesco, 2017.

Sabina Alkire and James Foster. (2011). Understandings and Misunderstandings of Multidimensional Poverty Measurement. OPHI WORKING PAPER NO. 43. University of Oxford 3 Mansfield Road, Oxford OX1 3TB, UK.

Annexe A: Mesure des principaux agrégats du secteur informel

a) La production totale des unités de production informelles

La détermination de la production permet de mettre en lumière un problème conceptuel qui est bien souvent passé sous silence alors que ses conséquences sur les agrégats estimés sont très importantes. Il est important de raisonner en terme de production totale au lieu de production marchande (valeur de la production totale excluant l'autoconsommation) afin d'assurer la cohérence globale de la structure des comptes avec les charges effectivement supportées par l'UPI (collectées auprès des UPI) ainsi que la production totale qui leurs sont associées.

Production Totale	=	Valeur totale du chiffre d'affaires des produits vendus après transformation (y compris autoconsommation)	+	(Valeur totale du chiffre d'affaires des produits vendus en l'état (y compris autoconsommation)	-	Coût des produits vendus en l'état	+	Valeur totale du chiffre d'affaires pour les services fournis (y compris autoconsommation)

En principe, on devrait prendre en compte la variation des stocks dans l'estimation de la production totale. Mais dans les activités du secteur informel, il est très difficile voire quasiment impossible de saisir de façon rigoureuse cette variable. En omettant de prendre en compte cette information, nous conviendrons donc que la variation de stock est nulle.

b) La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des produits qui sont détruits lors du processus de production. C'est une consommation productive. Seuls les biens et services marchands peuvent être enregistrés en consommation intermédiaires car par convention, les services non marchands ne peuvent faire l'objet de consommation intermédiaire.

A propos de la prime d'assurance, en réalité, il s'agit de la valeur de la prestation de services qui est en réalité incluse dans la dépense totale des frais d'assurance. Vu que cette prestation n'est généralement pas mise en évidence dans le paiement du total de la dépense d'assurance, l'équipe d'analyste du pays peut se rapprocher du taux indicatif que représente cette dépense par rapport à la dépense totale d'assurance. Seule cette fraction des dépenses d'assurance figurera au titre des consommations intermédiaires de l'UPI.

$$\textit{Consommation intermédiaire} = \sum_{i=4}^{15} Dépenses_i$$

Avec :

$Depenses_4$ = Valeurs totales des achats de matières premières

$Depenses_5$ = Dépenses de loyer

$Depenses_6$= Dépenses de loyer des non locataires du lieu de travail

$Depenses_7$ = Dépenses d'eau

$Depenses_8$ = Dépenses en gaz

$Depenses_9$ = Dépenses en électricité

$Depenses_{10}$ = Dépenses en téléphone, Internet

$Depenses_{11}$ = Dépenses en combustibles, carburant, éclairage

$Depenses_{12}$ = Dépenses en petits outillages et fournitures

$Depenses_{13}$ = Dépenses de transport/manutention, assurances

$Depenses_{14}$ = Dépenses de réparations

$Depenses_{15}$ = Dépenses autres services

En principe, l'estimation de la consommation intermédiaire devrait tenir compte de la déduction de la variation des stocks des matières premières, du traitement de la formation de capital fixe (*est-il systématiquement entièrement utilisé au cours d'une même période comptable ?*) ainsi que du traitement qui est fait de la rémunération des salariés (les biens et services fournis aux salariés sont-ils destinés à leur consommation propre ou à être utilisé dans le processus de production. En omettant involontairement (techniquement difficilement mesurable) de prendre en compte tous ces aspects, on crée un biais dans l'estimation de la consommation intermédiaire par rapport à celle fournie par la comptabilité nationale.

c) La masse salariale

Masse salariale	=	Valeur totale des rémunérations des travailleurs (dépendants, indépendants)	+	Valeur totale des primes et avantages perçus par ces Travailleurs (y compris cotisations sociales)

L'estimation de la masse salariale ne concerne en effet que les travailleurs dépendants. Même si les travailleurs indépendants (patrons, comptes propres, associés) sont rémunérés par leur revenu mixte, ils peuvent souvent déclarer être aussi rémunérés.

d) La valeur ajoutée brute

La mesure directe des agrégats du secteur informel permet en effet d'estimer la valeur ajoutée brute. Cette valeur ajoutée ne prend en effet pas en compte la consommation de capital fixe dont dispose les UPI. Cette dernière mesure en réalité la valeur de la dépréciation de ce capital. En l'absence de toute information sur le taux de dépréciation des différentes composantes du capital des UPI, cet aspect n'est pas pris en compte dans le traitement. Lors du traitement des données de l'enquête, on suppose donc que la consommation de capital fixe est nulle.

Valeur ajoutée brute	=	Production totale	-	Consommation intermédiaire

e) Les impôts

$$Impôts = \sum_{i=18}^{21} X_i$$

Avec :

X_{18} = Impôts (patentes, impôt libératoire)

X_{19} = Taxes (impôts locaux, ticket, etc.)

X_{20} = Droit d'enregistrement et de bail

X_{21} = Autres impôts et taxes

f) Revenu mixte

Revenu mixte	=	Valeur ajoutée brute	-	Masse salariale (rémunération des salariés et travailleurs dépendants)	-	Autre impôts sur la production	-	Autres subventions sur la production

g) Rémunération mensuelle des actifs du secteur informel

Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte)	×	Effectif des Patrons et associés / Nombre total des travailleurs indépendants	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un patron ou d'associés
Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte)	×	Effectif des comptes propres / Nombre total des travailleurs indépendants	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un travailleur pour compte propre
Rémunération mensuelle	=	Masse salariale					S'il s'agit des travailleurs dépendants rémunérés
Rémunération mensuelle	=	0					S'il s'agit des travailleurs dépendants non rémunérés

h) Annualisation des agrégats mensuels estimés

1. Le chiffre d'affaires

Après s'être assuré de la cohérence des déclarations fournies dans le module DC6 (DC6A, DC6B, DC5C et DC6D), l'annualisation du chiffre d'affaires est obtenue comme suit :

$$\textbf{\textit{Ca_an}} = \sum_{i=1}^{11} X_i + \mathrm{Pvtot}$$

Où **Pvtot** est le chiffre d'affaires du mois de référence, Xi le chiffre d'affaires des différents mois rétrospectif antérieurs au mois de référence et Ca_an, le chiffre d'affaires annuel.

2. La valeur totale annuelle des achats de matières premières

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat de matières premières(**DC1ATOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **k0** cette valeur.

k0 = DC1ATOT/PVTOT
La valeur annuelle de la dépense en matières premières de l'UPI (**DC1ATOT_an**) est alors estimée comme suit :

DC1ATOT_an = k0*CA_an

3. La valeur totale annuelle des achats de produits vendus en l'état

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat en produits revendus en l'état (**DC1BTOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **x0** cette valeur.

x0 = DC1BTOT/PVTOT

La valeur annuelle des dépenses en produits revendus en l'état de l'UPI (**DC1BTOT_an**) est alors estimée comme suit :

DC1BTOT_an = x0*CA_an

4. La valeur totale annuelle de la production des UPI

La valeur de la production annuelle totale (**Prod_an**) est obtenue en déduisant du chiffre d'affaires annuel la valeur des achats annuels des produits revendus en l'état. Soit comme suit :

Prod_an = Sum(Ca_an, -DC1BTOT_an)

5. La valeur totale annuelle des consommations intermédiaires

Lors du traitement des données des UPI, il convient de s'assurer de la cohérence globale des données, notamment entre les déclarations des consommations intermédiaires et les valeurs fournies sur les niveaux de production. Par UPI, il est ainsi possible pour les données du mois de référence, d'estimer la part globale des consommations intermédiaires dans le total de la production de l'UPI pour le mois de référence. Soit Ctx cette constance. La consommation intermédiaire annuelle totale de l'UPI (**CI_an**) est alors estimée comme suit :

CI_an = Ctx*PROD_an = (CIMENS/PRODMENS)*Prod_an

6. La valeur totale annuelle de la masse salariale de l'UPI

La valeur annuelle de la masse salariale (**MS_an**) correspond au produit de la masse salariale du mois de référence (**MSMENS**) par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI (**nbmoisact**), soit :

MS_an = MSMENS * nbmoisact

7. La valeur totale annuelle des impôts et taxes de l'UPI

Vu que pour le mois de référence le montant de l'impôt mensuel a été ramenée au mois (**Impmens**), l'annualisation des impôts et taxes (**imp_an**) revient tout simplement à multiplier cette valeur mensuelle par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI, soit :

Imp_an = impmens* nbmoisact

8. La valeur ajoutée totale annuelle de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

Va_an=sum(Prod_an,- Ci_an);

9. La valeur totale annuelle de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

Revenu mixte=sum(Va_an, - Ms_an, - imp_an);

Annexe B: Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

1.1 Plan de sondage

Les principales caractéristiques du plan de sondage concernent la base de sondage, la taille de l'échantillon des ménages, le mode de tirage des unités d'échantillonnage, les opérations de cartographie et de dénombrement des ménages et le calcul des différents coefficients de pondération.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête était de produire des estimations statistiquement fiables des indicateurs, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des régions ou départements des huit pays de l'UEMOA.

Tableau 1 : Nombre de régions ou départements par pays

	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Nombre de régions ou départements	12	13	14	9	9	8	14	7	86
Année de réalisation du RGPH	2013	2006	2014	2009	2009	2012	2013	2010	
Villes ou capitales définies comme strates	Cotonou	Ouagadougou	Abidjan	SAB	Bamako	Niamey	Dakar	Lomé	

1.1.1 Base de sondage et domaine d'étude

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre des RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) des pays.

Un échantillon d'unités primaires (UP) est tiré au premier degré. Les unités statistiques du deuxième degré ou unités secondaires (US) sont constituées par les ménages des unités primaires tirées au premier degré. Elles définissent la base de sondage du deuxième degré du sondage.

Un domaine d'étude est une partie de l'univers sondé pour laquelle sont recherchés des résultats significatifs, c'est-à-dire des estimations séparées et d'une précision suffisante. Chaque département ou région est traité comme domaine d'étude, de même que l'ensemble du milieu urbain et l'ensemble du milieu rural.

Les différentes strates sont obtenues en combinant les régions ou départements avec les deux milieux de résidence (urbain, rural). Par ailleurs, les principales villes ou capitales des pays de l'union ont été chacune définie comme une strate urbaine.

Tableau 2 : Structure de la base de sondage aux RGPH des pays de l'union

Pays	Nombre de grappes			Nombre de ménages		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Bénin	4 391	8 307	12 698	889 670	913 453	1 803 123
Burkina Faso	2 907	11 196	14 103	416 180	1 718 405	2 134 585
Côte d'Ivoire	11 801	11 663	23 464	2 252 429	1 879 359	4 158 648
Guinée-Bissau	678	1356	3024	79641	96859	176500
Mali	3 033	17 088	20 121	520 598	1 834 695	2 355 293
Niger	3 131	17 888	21 019	407 987	1 921 872	2 329 859
Sénégal	8 060	9 104	17 164	853 383	754 054	1 607 437
Togo	2 409	5 276	7 685	530 634	726 402	1 257 036
Ensemble	**31 341**	**72 215**	**103 556**	**4 981 211**	**8 834 787**	**15 645 981**

1.1.2 Echantillonnage

Taille de l'échantillon des ménages

Le nombre de domaines à retenir et la taille de l'échantillon de la phase 1, tiennent compte des contraintes budgétaires et de la précision des indicateurs du marché de travail, en l'occurrence le taux de chômage ou le taux de sous-utilisation de la main d'œuvre. Le coefficient de variation maximum de l'indicateur a été fixé à 10%.

Avant le tirage, il a été procédé à une répartition spatiale de l'échantillon. Au sein de chaque strate, les échantillons des ZD et des ménages ont été répartis selon les plus grandes entités du découpage administratif du pays et le milieu de résidence.

Tableau 3 : Répartition de l'échantillon des grappes et des ménages

Pays	Echantillon théorique		Echantillon enquêté	
	Nombre de ménages	Nombre de ZD	Nombre de ménages	Nombre de ZD
Bénin	10 200	680	10 035	680
Burkina Faso	12 900	1 075	12 860	1 075
Côte d'Ivoire	12 912	1 076	12 873	1 076
Guinée Bissau	5 700	380	5 557	380
Mali	7 837	983	7 538	953
Niger	7 500	625	6 607	605
Sénégal	14 292	794	13 298	742
Togo	7 200	600	6 850	600
Ensemble	76 541	6 213	75 618	6 111

Mode de tirage

Le tirage des unités primaires ou des grappes sont tirées selon le mode de tirage systématique avec des probabilités proportionnelles aux tailles des unités et de façon indépendante dans chaque strate de sondage (région ou département croisé avec le milieu de résidence). Soient :

- m_h le nombre de grappes à sélectionner dans la strate h
- X_{ih} le nombre de ménages ou l'effectif de population de la grappe i dans la strate h
- X_h le nombre total de ménages ou l'effectif de population de la strate h

Avant de procéder au tirage de l'échantillon des grappes, il faudra s'assurer que la propriété suivante est vérifiée pour toute grappe i : $X_{ih} \leq \frac{X_h}{m_h}$

Dans le cas où les effectifs de ménages dans certaines grappes sont supérieures à ce rapport, on sera amené à procéder à une segmentation à priori de ces grappes avant le tirage.
Les grappes sélectionnées ont été dénombrés et l'opération de dénombrement a été réalisée.

Pour les tirages du deuxième degré, c'est-à-dire les tirages des ménages, il est fait appel à un sondage aléatoire simple sans remise ou à un tirage systématique avec probabilités égales. Un nombre variable de ménages est tiré dans chaque ZD tirée au premier degré au sein des pays.

1.1.3 Probabilité d'inclusion et poids de sondage initiaux des unités de sondage

Cette section rappelle brièvement la méthodologie de calcul des différents types de coefficients de pondération pour les différents modules du questionnaire.

Pondérations appliquées aux données sur les ménages et les populations

Les probabilités de sondage brutes sont calculées pour chaque degré de tirage et dans chaque strate. Pour chaque strate *h*, les notations sont les suivantes :

*P*1*hi* : probabilité de sondage au premier degré de la ZD *i* de la strate h.
*P*2*hi* : probabilité de sondage au deuxième degré des ménages i dans la ZD *i* de la strate h.

Soient les notations suivantes :

a_h le nombre de grappes tirées dans la strate *h* ;
M_{hi} le nombre de ménages de la ZD *i* ;
M_h le nombre total de ménages de la strate *h*.

Au premier degré, la probabilité d'inclusion de cette grappe *i* dans l'échantillon est donnée par :

$$P_{1hi} = \frac{a_h \times M_{hi}}{M_h}$$

Au deuxième degré, un nombre b_{hi} de ménages sont initialement tirés à partir des L_{hi} ménages nouvellement dénombrés dans la grappe *i* de la strate *h* lors de l'opération de mise à jour de la liste des ménages dans cette unité primaire. Donc :

$$P_{2hi} = \frac{b_{hi}}{L_{hi}}$$

Mais à la suite de l'enquête à proprement dite, on constate que seulement b'_{hi} (avec $b'_{hi} <= b_{hi}$) ont effectivement répondu à l'enquête. Il convient donc de tenir compte de cette non-réponse partielle afin de corriger les coefficients de pondération bruts avec le ratio C_{hi} suivant :

$$C_{hi} = \frac{b'_{hi}}{b_{hi}}$$

Finalement la probabilité P_{hi} de tirer effectivement un ménage i dans une strate h s'exprime comme suit :

$$P_{hi} = C_{hi} \times (P_{1hi} \times P_{2hi})$$

On en déduit la valeur du coefficient de pondération final (Pond) W_{hi} comme suit :

$$W_{hi} = Pond_{hi} = \frac{1}{P_{hi}}$$

Pondérations appliquées aux données du volet Emploi

S'agissant spécifiquement du questionnaire sur l'emploi, il devra être administré à tous les individus membres des ménages, âgés de 10 ans et plus. Mais la population en âge de travailler définie pour l'analyse des résultats sera restreinte aux personnes âgées de 15 ans et plus, conformément aux recommandations du BIT. Dans le cas où dans certains ménages, des individus en âge de travailler ne seraient pas enquêtés sur le volet emploi (pour une raison ou une autre), il est nécessaire de recalculer des coefficients de pondération corrigés pour le module « emploi », en prenant en compte le facteur de correction de la non réponse partielle.

Cela justifie d'appliquer au coefficient de pondération **Pond** un coefficient de redressement **ki** appliqué à chaque grappe et correspondant au ratio suivant :

$$ki = \frac{\text{Effectif des individus de 15 ans et plus dans le fichier individus dans la grappe i}}{\text{Effectif des individus de 15 ans et plus dans le module Emploi dans la grappe i}}$$

Le coefficient de pondération appliqué au module Emploi (**Pondemp**), pour une grappe i donné est donc estimé comme suit :

$$Pondemp_{hi} = Pond_{hi} \times k_i$$

Pondérations appliquées aux données du module GPS

Dans la même logique que pour le module Emploi, le module Gouvernance, Paix et Sécurité (GPS) cible tous les individus de 18 ans et plus dans le ménage. De même, le coefficient de pondération appliqué à ce module (**Pondgps**) est estimé comme suit :

$$ci = \frac{\text{Effectif des individus de 18 ans et plus dans le fichier individus dans la grappe i}}{\text{Effectif des individus de 18 ans et plus dans le module GPS dans la grappe i}}$$

$$Pondgps_i = Pond_i \times c_i$$

Pondérations appliquées aux données du secteur informel (Pondupi)

L'enquête sur l'emploi et le secteur informel sont des enquêtes intégrées. Les informations sur le secteur informel et les chefs d'unité de production informelle (**CUPI**) proviennent du module Emploi. Il ne serait donc pas concevable que l'effectif des CUPI identifiés en phase 2 ne corresponde pas à celui identifié dans le module Emploi. **Il est donc essentiel de tenir compte du respect de la structure par branche d'activité et par statut dans l'emploi (patron, travailleur pour compte propre) de ces CUPI entre les deux phases (Emploi, Secteur informel), mais aussi de l'effectif total extrapolé de ces chefs d'Upi provenant du module Emploi**. En réalité, ces informations peuvent varier légèrement pour diverses raisons (erreur de déclaration au niveau du module Emploi, soit de la part de l'enquêteur, soit de la part de l'enquêté qui par exemple n'aurait compris la différence entre le Patron et le Travailleur pour compte propre, non réponse totale au niveau du CUPI lors de l'enquête sur le secteur informel, etc.).

Il est donc essentiel de redresser la structure finale des CUPI identifiés en phase 2 (par branche d'activité, par statut dans l'emploi) en la calant sur l'effectif total extrapolé des CUPI tels qu'identifiés dans le module Emploi.

1.2 Questionnaires de l'enquête

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale au sein des huit pays de l'UEMOA et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.
Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

Ainsi, la collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain. La première équipe est chargée du volet emploi, tandis que la seconde s'occupera du volet secteur informel.

En plus des questionnaires, divers manuels et documents techniques ont été élaborés. Le questionnaire ménage comporte les modules suivants :

- Identification du ménage
- Caractéristiques du logement des ménages
- Possession des biens du ménage
- Composition des ménages et caractéristiques des membres
- Formation professionnelle de base
- Migration internationale de la main d'œuvre

Les caractéristiques du logement ne concernent que le logement principal, le plus souvent celui occupé par le Chef de ménage.
Le module sur la composition des ménages et caractéristiques des membres, permet de lister les membres du ménage y compris les visiteurs. Le chef de ménage représente la personne centrale autour de laquelle s'organise le ménage.

Au sens de la présente enquête, il est mesuré la dernière formation professionnelle de base reçue par les individus avant d'avoir accès au marché du travail. La formation professionnelle est le moyen par lequel les individus acquièrent des qualifications en vue d'exercer un métier ou une profession.

La migration internationale de la main d'œuvre est une préoccupation de nombreux pays, qu'ils soient d'origine ou de destination. Les principaux facteurs décisifs sont l'attraction des pays de destination, la répulsion que représentent la poussée démographique, le chômage et la crise dans les pays d'origine et les réseaux transnationaux établis, qui se nourrissent des liens familiaux et culturels et des relations historiques entre les pays.

Le questionnaire individuel emploi est administré à chaque membre du ménage ayant au moins 10 ans (sans les visiteurs). Il comprend les modules ci-après :

- la situation dans l'emploi

- l'activité principale
- la satisfaction générale dans l'emploi et dans le travail en activité principale
- les activités secondaires
- la satisfaction générale dans l'emploi et dans le travail en activités secondaires
- la protection sociale
- la formation professionnelle et stage de perfectionnement
- les problèmes rencontrés sur le lieu de travail
- la recherche d'emploi par les actifs occupés
- le chômage
- la trajectoire et perspectives
- les revenus hors emploi
- la paix et la sécurité
- la gouvernance démocratique

Les deux derniers modules (paix et sécurité et gouvernance démocratique) sont administrés aux personnes âgées de 18 ans et plus. Par ailleurs, à la fin de l'interview de chaque actif, les critères d'éligibilité des chefs d'unités de production informelles sont automatiquement vérifiés par le programme informatique.

Le questionnaire secteur informel sera utilisé pour collecter des données auprès des unités de production informelles non agricoles. Il comprend les modules suivants :

- les caractéristiques de l'unité de production
- la main d'œuvre
- la production et la vente
- les dépenses et les charges,
- les clients, les fournisseurs et les concurrents,
- les équipements, l'investissement, le financement et l'endettement
- les problèmes et les perspectives
- la sécurité sociale,
- la protection de l'environnement.

En matière de production, on distingue : i) les produits vendus après transformation, les produits ii) vendus en l'état sans transformation et iii) les services fournis.

AFRISTAT a introduit pour la première fois dans ce genre d'enquête, un module qui permettra de mesurer la connaissance et l'attitude des unités de production informelles en matière d'environnement. La fiche de collecte permet de collecter les informations ci-après :

- la connaissance de l'existence des problèmes environnementaux ;
- la connaissance de la contribution des activités des UPI aux problèmes de l'environnement ;
- l'impact des campagnes de sensibilisation pour la lutte contre les problèmes de l'environnement
- la connaissance des différentes solutions proposées pour faire aux problèmes de l'environnement.

Les questionnaires ont été testés au niveau des pays et les observations ont permis d'améliorer le questionnaire standard au niveau d'AFRISTAT.

La collecte des données a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de tablettes ou smartphones.

1.4 Traitement des données

La collecte des données a été réalisée au moyen des tablettes PC ou smartphones. Les informations collectées par chaque enquêteur sur sa tablette PC ou smartphone étaient transférées chaque jour sur la tablette du chef d'équipe qui, à son tour, transmettait le fichier complet des données collectées aux superviseurs lors de leur visite. Ces fichiers des données ont ensuite été compilés et traités sur un ordinateur central. Les données de chaque grappe étaient vérifiées et un fichier unique de données apurées a été créé lorsque les fichiers de toutes les grappes ont été validées.
A la fin de la collecte, une analyse de la structure de l'échantillon et des vérifications préliminaires ont été réalisées au niveau des INS.
Trois ateliers de traitement et d'apurement ont été organisés :

- un atelier national de traitement et d'apurement des données a été réalisé par les INS. Cet atelier a permis de procéder aux premières vérifications et imputations des données collectées sur la base d'une liste d'incohérences harmonisées figurant en annexe 3 du manuel de référence de l'enquête. Cette liste d'incohérences a permis au pays de disposer d'une base de données apurée ;
- un atelier régional de traitement des données organisé par AFRISTAT à Bamako (Mali) du 11 au 22 juin 2019 auquel a pris part deux cadres des INS. Cet atelier s'est focalisé sur le traitement des données ménage, emploi et secteur informel et a permis d'harmoniser les travaux de traitement, d'imputation et de création des variables d'intérêt sur la base des programmes élaborés par AFRISTAT.
- Un atelier régional de traitement des données du module gouvernance, paix et sécurité organisé par AFRISTAT Bamako (Mali) du 18 au 22 juin 2019 auquel a pris part deux cadres des INS. Cet atelier a permis de d'harmoniser le traitement des données et la construction de l'indicateur de niveau de vie et de l'indice gouvernance, paix et sécurité et ses composantes.

Des programmes de tabulation standard ont été développés par AFRISTAT et transmis aux équipes-pays pour la production des tableaux des rapports du volet emploi, secteur informel et gouvernance, paix et sécurité.

Les données ont été analysées à l'aide du programme Statistical Package for Social Sciences (SPSS). Le plan de tabulation et les syntaxes élaborés par AFRISTAT ont été utilisés à cette fin. Un rapport de synthèse, élaboré au cours de l'atelier régional de finalisation des rapports pays organisé par AFRISTAT du 13 au 24 mai 2019, fait la synthèse des analyses.

1.5 Taux de réponse et calcul des coefficients de variation

Taux de réponse des enquêtes

Parmi les 77 623 ménages sélectionnés pour l'échantillon dans l'ensemble des pays, 75 618 ont été interrogés avec succès, soit un taux de réponse des ménages de 97,4%.
L'enquête a également enquêté les individus de 18 ans et plus à partir du module GPS intégré au questionnaire emploi. Dans les ménages interrogés, l'enquête ménage a identifié 207 816 individus de 18 ans et plus et 187 692 enquêtés avec succès, ce qui correspond à un taux de réponse de 90,3%.

En ce qui concerne le questionnaire secteur informel, les chefs d'unités de production informelles ont été identifiés à partir du questionnaire secteur informel. L'algorithme d'identification des chefs d'unité de production informelle a permis d'identifié 38 469 chefs d'unités de production informel (CUPI). Parmi les CUPI identifiés, 31 318 ont été interviewés avec succès soit un taux de réponse de 81,4%.

Tableau 4 : Résultats des enquêtes auprès des ménages, des individus et des chefs d'unités de production informelle dans les pays

	Pays								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Ménages									
Echantillonnés	10 200	12900	12912	5 700	7837	7500	13 374	7200	77 623
Enquêtés	10 035	12860	12873	5 557	7538	6607	13 298	6850	75 618
Taux de réponse des ménages	98,4	99,7	99,7	97,5	96,2	88,1	99,4	95,1	97,4
Module emploi									
Eligibles de 15 ans et plus	31 569	31323	35135	24 455	24 179	17287	65 898	18088	247 934
Enquêtés de 15 ans et plus	27 692	30812	34594	24 031	23520	16938	65 378	17495	240 460
Taux de réponse pour le module emploi	87,7	98,4	98,5	98,2	97,3	98,0	99,2	96,7	97,0
Module GPS									
Eligibles	21814	27523	30813	20 553	21157	14880	55 509	15567	207 816
Enquêtés	19355	12723	30272	20 182	20613	14522	54 951	15074	187 692
Taux de réponse pour le module GPS	88,7	46,2	98,2	98,1	97,4	97,6	99,0	96,8	90,3
Secteur informel									
CUPI identifiés	6 141	7025	4672	2900	2742	1866	8 957	4166	38 469
CUPI enquêtés	4 563	6171	4326	2058	2170	1634	6 472	3924	31 318
Taux de réponse du secteur informel	74,3	87,8	92,6	71,0	79,1	87,6	72,3	94,2	81,4

1.6 Définition des concepts

Ménage

Dans le cadre des études sociodémographiques, les enquêtes et recensements s'appuient sur les ménages. On y distingue le ménage ordinaire et le ménage collectif. Le ménage ordinaire est défini au sens du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) comme un groupe de personnes apparentées ou non, vivant ensemble sous le même toit, partageant des repas en commun et reconnaissant l'autorité d'une personne appelée chef de ménage.

Le ménage collectif est défini comme un groupe de personnes qui n'ont généralement pas de lien de parenté mais qui vivent en commun dans un établissement pour des raisons de discipline, de voyage, de santé, d'études ou de travail.

Dans l'opérationnalisation du concept de ménage, il sera exclu pour des raisons pratiques, les ménages collectifs et les personnes sans domicile fixe. Par ailleurs, une durée minimum de six mois peut être utilisée comme l'un des critères pour déterminer la résidence habituelle au sein du ménage.

Combustible propre pour la cuisson

Les combustibles propres pour la cuisson sont le gaz et l'électricité.

Alphabétisation
L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

Population en âge de travailler
C'est la frange de la population potentiellement active. La définition retenue n'est pas forcément celle imposée par la législation de chaque pays mais plutôt au regard de ce qui se passe dans la vie économique et des actifs qui s'y emploient. En fait, la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus.

Emploi
Est pourvue d'un emploi, toute personne en âge de travailler qui, au cours d'une semaine de référence ou des 7 derniers jours, a réalisé une activité durant au moins une heure, pour produire des biens ou fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

Chômage strict
Au sens du BIT, est considérée en situation de chômage, toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence, ii) a fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence et iii) se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

Chômage au sens élargi
Au sens élargi, est considérée en situation de chômage, toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence, ii) qui n'a pas fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence, pour des raisons involontaires et iii) mais se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

Main d'œuvre
C'est une fraction de la population en âge de travailler pourvue d'un emploi ou en situation de chômage sur une période de référence définie.

Main d'œuvre potentielle et main d'œuvre élargie
Trois groupes de personnes en âge de travailler et sans emploi, font partie de la main d'œuvre potentielle : i) personnes à la recherche de l'emploi et non disponibles, ii) personnes non à la recherche active mais disponibles, iii) personnes ni à la recherche de l'emploi ni disponible mais souhaitant avoir un emploi. La main d'œuvre élargie est la somme de la main d'œuvre et de la main d'œuvre potentielle.

Sous emploi lié à la durée du travail
Le sous emploi lié à la durée du travail, caractérise une personne en emploi qui remplit les trois critères suivants : i) travaille involontairement moins que le nombre d'heures légal de travail par semaine, ii) disponible pour travailler plus et/ou iii) à la recherche d'un travail supplémentaire.

Sous utilisation de la main d'œuvre
Ce concept fait référence aux inadéquations entre l'offre et la demande de la main-d'œuvre, qui se traduisent par un besoin non satisfait d'emploi dans la population. Elle regroupe la situation des personnes en sous emploi lié à la durée du travail, au chômage ou appartenant à la main d'œuvre potentielle.

La nature de la sous utilisation de la main d'œuvre est évaluée par quatre types d'indicateurs dans le cycle économique, à savoir le taux de chômage, le taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage, le taux combiné du chômage et de la main-d'œuvre potentielle et la mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre. Ce dernier indicateur est obtenu en rapportant l'ensemble des catégories des personnes sous utilisées à la main d'œuvre élargie.

Autres personnes hors main d'œuvre
La population hors main d'œuvre comprend les personnes sans emploi, qui ne veulent pas travailler, n'effectuent pas de recherche d'emploi et ne sont pas disponibles.

Emploi informel
Le concept de l'emploi informel a été adopté par la 17ème CIST de 2003. Sont considérés ayant des emplois informels, les personnes dont l'emploi est, en pratique, non soumis à la législation nationale du travail, à la taxation de revenu, à la protection sociale ou n'ayant pas droit à certains avantages (le préavis de renvoi, l'indemnité de licenciement, les congés payés ou les congés de maladies, etc.). Ainsi, l'emploi informel se définit surtout par rapport aux conditions d'exercice des employés aussi bien dans leur emploi principal que secondaire.

De façon opérationnelle, **dans les unités de production (formelle, informelle) et dans les ménages, les employés sont considérés être pourvus d'un emploi informel si au moins l'une des conditions suivantes n'est pas remplie :**

- le paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale ;
- les congés de maladie rémunérés ;
- les congés annuels rémunérés ou une compensation éventuelle.

Les travailleurs en emploi précaire
Les travailleurs qui n'ont pas de contrat de travail ou qui ont un accord verbal ou des travailleurs occasionnels ou temporaires.

Secteur informel
Pour des raisons de comparaison internationale seuls les critères de non enregistrement, de la non tenue de comptabilité et de la production marchande sont considérés comme les plus importants pour définir une unité de production exerçant dans le secteur informel. Ces critères sont élucidés ci-après. Il est aussi important de noter que ces critères s'appliquent désormais à toutes formes d'activités (y compris les professions libérales).

Le non enregistrement des unités de production : selon le code fiscal d'un pays, un enregistrement administratif à caractère obligatoire d'une entreprise pour sortir de l'informel est défini. Par exemple dans certains Etats membres de l'UEMOA, il peut s'agir du numéro statistique ou du numéro d'identification fiscal (NIF).

La non tenue de la comptabilité écrite et formelle : tous les Etats membres de l'UEMOA sont assujettis au plan comptable SYSCOA/OHADA. On parle de comptabilité écrite d'une unité de production, lorsque celle-ci élabore un document de bilan comptable et un compte d'exploitation. Néanmoins, le régime fiscal prévoit également une comptabilité simplifiée à laquelle sont assujetties certaines entreprises.

La production des biens et services marchands :
Selon la résolution de la 15ème CIST, les unités de production dont la production est destinée uniquement à leur propre utilisation diffèrent dans leur comportement et leurs objectifs de celles qui produisent pour le marché. Au sens du SCN 1993 ou 2008, les biens et services marchands sont vendus ou échangés sur le marché. Les unités qui ne produisent pas de ces biens sont exclues du secteur informel.

Annexe C: Personnel du projet

Equipe de coordination

Coordonnateur
Cosme VODOUNOU

Coordonnateur adjoint

Responsable Technique
Djabar Dine C. ADECHIAN

Responsable informatique
Issoufou MEITE

Responsable administratif et financier
Siaka FOFANA

Equipe d'experts

Djabar Dine C. ADECHIAN
Madior FALL
Sansan H. KAMBOU
Siriki COULIBALY
Ousmane KORIKO
Bruno Magloire NOUATIN
Oumarou MALAM SOULE

Personnel d'appui

Consultants internationaux pour la revue des rapports

Bruno Magloire NOUATIN
Oumarou MALAM SOULE

Experts pays ayant participé aux différents ateliers régionaux

N°	Titre	Nom et Prénoms	Pays	N°	Titre	Nom et Prénoms	Pays
4	Monsieur	DANSOU A. T. Sylvestre	Bénin	16	Monsieur	AG HAMAHADY Elmehdy	Mali
1	Monsieur	DESSOUASSI Coffi Corneille	Bénin	17	Madame	DIALLO/TRAORE Sira	Mali
5	Monsieur	GOUSSANOU Emmanuel	Bénin	18	Monsieur	HAIDARA Sékou	Mali
2	Monsieur	HOUNKPODOTE Eudes R. O.	Bénin	19	Monsieur	KONE Amadou	Mali
3	Monsieur	LAWANI L. Mouchitaba	Bénin	20	Monsieur	TOUNKARA Faine Mamadou	Mali
6	Monsieur	KAMBOU Didier	Burkina Faso	21	Monsieur	ALMADJIR Tassirou	Niger
7	Monsieur	TRAORE Moussa	Burkina Faso	22	Monsieur	DANGANA Alio	Niger
8	Madame	ZOURE Fati	Burkina Faso	23	Monsieur	HARO Souleymane	Niger
9	Monsieur	AKAFFOU Franck H.	Côte d'Ivoire	24	Monsieur	LAOUALI Chaibou	Niger
10	Monsieur	AMANI Michel	Côte d'Ivoire	25	Monsieur	DIOUF Abdou Aziz	Sénégal
11	Madame	GOUALI LOU Joëlle	Côte d'Ivoire	26	Madame	SY Fatimatou	Sénégal
15	Monsieur	BALDE Toumane Graça Luntam	Guinée-Bissau	27	Monsieur	TAMBOURA Alioune	Sénégal
12	Monsieur	CAMARA Suandé	Guinée-Bissau	28	Monsieur	GUEMA Dyen	Togo
13	Monsieur	MENDES Osvaldo Cristo João	Guinée-Bissau	29	Monsieur	KOUPOGBE Essey Senah	Togo
14	Monsieur	SEMEDO Semão	Guinée-Bissau	30	Madame	OGOUMEDI Obidon	Togo



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : afristat@afristat.org
http://www.afristat.org